



# ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE DU PROGRAMME REGIONAL 2021 – 2027 FEDER-FSE+ d'Île-de- France

*Rapport environnemental, version de novembre 2020*



En partenariat avec



# SOMMAIRE

<b>1. PRESENTATION GENERALE DE LA DEMARCHE D’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE .....</b>	<b>3</b>
1.1. Le cadrage réglementaire et objectifs de l’EES.....	3
1.2. Le rôle de la Région dans la conduite de l’EES.....	3
1.3. Présentation générale du territoire et du programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027.....	4
1.4. Présentation générale de la stratégie du programme FEDER-FSE+ .....	5
<b>2. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ET JUSTIFICATION DES CHOIX .....</b>	<b>11</b>
2.1. Solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l’objet du programme.....	11
2.2. Exposé des motifs pour lesquels le programme a été retenu au regard des objectifs de protection de l’environnement .....	14
<b>3. ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>17</b>
3.1. Champ de l’évaluation environnementale.....	17
3.2. Pondération thématique de l’Etat Initial de l’Environnement .....	19
3.3. Diagnostic environnemental.....	21
3.4. Vue globale des enjeux .....	79
3.5. Hiérarchisation des enjeux environnementaux.....	82
<b>4. COHERENCE ET ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION.....</b>	<b>87</b>
4.1. Analyse de la cohérence du programme FEDER-FSE+ avec les autres documents de planification .....	87
<b>5. ANALYSE DES INCIDENCES RESIDUELLES .....</b>	<b>94</b>
5.1. Méthode d’analyse des incidences environnementales retenues .....	94
5.2. Analyse détaillée des incidences du programme FEDER-FSE+ .....	98
5.3. Evaluation des incidences sur les zones Natura 2000.....	154
5.4. Vue globale de l’évaluation des incidences environnementales par objectif spécifique du programme FEDER-FSE+ .....	158
<b>6. PRESENTATION DES MESURES D’EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION.....</b>	<b>162</b>
6.1. Une logique d’évaluation environnementale continue.....	162
6.2. Proposition de mesures ERC.....	163
<b>7. DISPOSITIF DE SUIVI DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME FEDER-FSE+ 2021 – 2027</b>	<b>168</b>
7.1. Présentation des indicateurs de réalisation et de résultat .....	168
7.2. Présentation des indicateurs de contexte .....	172
<b>8. METHODOLOGIE D’EVALUATION .....</b>	<b>173</b>
8.1. Etat initial de l’environnement (Partie 3).....	175
8.2. Cohérence et articulation avec les autres documents de planification (Partie 4).....	175
8.3. Analyse des incidences résiduelles (Partie 5) .....	176
8.4. Evaluation des incidences sur les zones Natura 2000 (Partie 5.3) .....	177
8.5. Présentation des mesures d’évitement, de réduction et de compensation (Partie 6) .....	178
<b>9. ANNEXES.....</b>	<b>179</b>
Annexe 1 : Liste des sites Natura 2000 en région Île-de-France .....	179
Annexe 2 : Formulaire d’évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 .....	180
Annexe 3 : Liste nationale des projets soumis à l’évaluation d’incidences Natura 2000 (Article R414-19) .....	188

# 1. PRESENTATION GENERALE DE LA DEMARCHE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE

---

## 1.1. Le cadrage réglementaire et objectifs de l'EES

L'évaluation environnementale stratégique (EES) est rendue obligatoire par la Directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil. Il s'agit de conduire une évaluation des incidences environnementales de certains plans et programmes, dont les programmes régionaux mettant en œuvre les fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

L'EES doit permettre de mesurer, en amont du programme, sa portée et sa nature en termes d'impacts environnementaux.

Elle s'assure que les incidences sur l'environnement de la mise en œuvre des programmes sont prises en compte durant l'élaboration et avant l'adoption de ces derniers.

## 1.2. Le rôle de la Région dans la conduite de l'EES

Depuis la loi « MAPTAM » du 27 janvier 2014, les Régions ont acquis le rôle d'autorité de gestion des crédits européens sur la période 2014 – 2020. Dans ce cadre, la Région Île-de-France a la charge de la gestion des fonds européens dont bénéficie le territoire, notamment le Programme FEDER-FSE+ d'Île-de-France.

L'ordonnance du 3 Août 2016 et le décret d'application du 11 Août 2016, transposant la directive 2014/52/UE du 16 Avril 2014, indiquent que les Régions sont concernées par l'évaluation environnementale de chacun des programmes européens dont elles bénéficient. Celle-ci doit être menée en parallèle de la rédaction des programmes de la période suivante, soit 2021 – 2027 et doit être réalisée avant l'adoption des nouvelles programmations par la Commission Européenne.

Par ailleurs, cette même ordonnance modifie les procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. À ce titre, et afin que son intervention soit adaptée, Teritéo a notamment travaillé sur des formats de rendus permettant de faciliter la consultation du public.



## 1.3. Présentation générale du territoire et du programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027

Le périmètre du Programme FEDER-FSE+ de la Région Île-de-France (PR) comprend 8 départements et s'étend sur 1 276 communes, réparties sur une surface de près 12 011 km<sup>2</sup>. La Région se place en 13<sup>ème</sup> position des régions françaises pour leur surface et en première position des régions les plus peuplées, avec près de 12,2 millions d'habitants.



Le territoire francilien demeure encore à 79% rural, avec une forte présence d'espaces agricoles et de massifs forestiers.

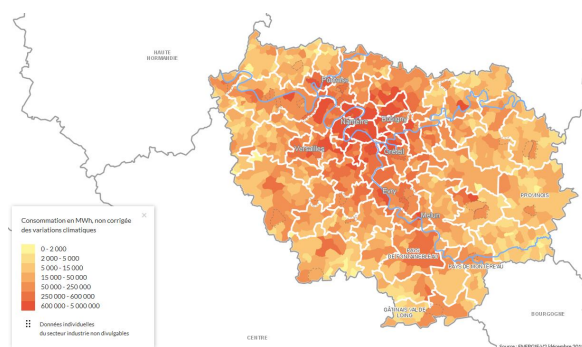
Toutefois, les espaces naturels en Île-de-France sont particulièrement exposés au risque d'artificialisation et de fragmentation des milieux, phénomènes liés notamment au desserrement des grands pôles urbains. Ces risques sont renforcés par la densification des voies de communication routières et ferroviaires qui créent des discontinuités dans le réseau des corridors écologiques.

Par ailleurs, le territoire francilien, par sa population nombreuse et son statut de siège de nombreuses

activités économiques affiche des besoins énergétiques considérables, qui ne sont que faiblement couverts par la production locale. Ces besoins sont essentiellement liés aux secteurs des transports et du bâti (résidentiel et tertiaire), particulièrement développés à l'échelle régionale.

Cette consommation énergétique importante, au-delà de générer de fortes émissions de gaz à effet de serre, est à l'origine d'une dépendance régionale aux importations d'énergie (électricité et énergies fossiles).

La réduction des gaz à effet de serre, la production locale d'énergies renouvelables et la sécurisation des approvisionnements extérieurs sont donc autant de défis à relever pour la Région.



En synthèse, le territoire de la Région Île-de-France, interface entre ruralité et développement urbain, porte des enjeux forts pour son évolution future. Il conviendra de concilier les enjeux démographiques, immobiliers, fonciers avec la transition vers un modèle agricole plus durable et la préservation des continuités écologiques.

## 1.4. Présentation générale de la stratégie du programme FEDER-FSE+

### Présentation de la future programmation 2021-2027

#### UNE NOUVELLE PROGRAMMATION AU SERVICE DE 5 OBJECTIFS STRATEGIQUES

Le **Fonds Européen de Développement Économique et Régional (FEDER)** intervient dans le cadre de la politique de cohésion économique, sociale et territoriale. Adossé au FEDER, le **Fonds Social Européen (FSE+)** a vocation à soutenir la création et la pérennisation d'emplois, ainsi que l'amélioration des perspectives professionnelles (formation, jeunes travailleurs, inactifs...).

En Mai 2018, la Commission Européenne a publié les propositions de règlements communautaires relatifs aux fonds européens structurels et d'investissement (FESI) pour la période 2021 – 2027. Sont ainsi notamment concernés les fonds FEDER et FSE+. Cinq objectifs stratégiques sont ciblés dans le cadre de la nouvelle programmation, à savoir :

- ✓ Une **Europe plus intelligente**, grâce à l'innovation, à la recherche, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises ;
- ✓ Une **Europe plus verte et à zéro émission de carbone**, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique ;
- ✓ Une **Europe plus connectée**, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique (objectif non sélectionné dans le cadre du PR 21-27) ;
- ✓ Une **Europe plus sociale**, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences,

l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé ;

- ✓ Une **Europe plus proche des citoyens**, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne.

85% des investissements de développement régional sera concentrée sur les deux premiers objectifs.

#### LES PLUS-VALUES DE L'EES DANS LE PROCESSUS DE REDACTION DES FUTURS PROGRAMMES

Il nous apparaît que l'EES d'un programme peut, au-delà d'assurer un processus de transparence et de consultation autour de la conception de cette stratégie, apporter les cinq plus-values suivantes :

1. Produire une vue globale des dynamiques impulsées par les stratégies connexes sur les thématiques concernées ;
2. Analyser leurs incidences environnementales probables et identifier les éventuels conflits avec le projet de programme ;
3. Projeter l'impact des différentes alternatives stratégiques identifiées lors de la rédaction du programme afin d'aider à choisir le scénario le plus favorable ;
4. Analyser les effets induits positifs ou négatifs probables sur les composantes environnementales ;
5. Proposer un cadre de suivi et d'évaluation des futurs impacts de la mise en œuvre du programme sur l'environnement.

**L'EES du futur programme doit donc être intégrée dans un processus itératif d'amélioration du projet.**

## Présentation du programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027

Le programme régional (PR) d'Île-de-France est composé de 3 axes, devant répondre aux défis identifiés sur le territoire régional.

**Nota :** ce Programme Régional (PR) s'inscrit dans une dynamique de réponse aux crises, et intervient notamment à la suite de la crise sanitaire du COVID-19. Il s'articule à ce titre avec un plan de relance régional et national, afin de répondre au mieux aux impacts sanitaires, sociaux et économiques.

### *PRIORITE 1 : UNE EUROPE PLUS INTELLIGENTE PAR L'ENCOURAGEMENT D'UNE TRANSFORMATION ECONOMIQUE INTELLIGENTE ET INNOVANTE (FEDER)*

La région Île-de-France est la première région européenne dans les domaines scientifiques et technologiques. Les activités de recherche et développement (R&D) sont principalement portées par le secteur privé et les grandes entreprises installées sur le territoire. Toutefois, le retrait des petites et moyennes entreprises (PME) et du secteur public en la matière pose la question de la capacité des acteurs économiques à capitaliser sur l'écosystème régional de R&D et à se maintenir à un niveau d'excellence international.

La région se trouve également confrontée à un contexte de désindustrialisation. Ce phénomène s'accompagne d'une digitalisation de l'activité économique y compris de l'industrie qui constitue un des grands enjeux des années à venir.

### *PRIORITE 2 : UNE EUROPE PLUS VERTE ET A FAIBLES EMISSIONS DE CARBONE PAR L'ENCOURAGEMENT D'UNE TRANSITION ENERGETIQUE PROPRE ET EQUITABLE, DES INVESTISSEMENTS VERTS ET BLEUS, DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE, DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE LA PRESERVATION ET DE LA GESTION DES RISQUES (FEDER)*

La région Île-de-France représente un quart de la consommation nationale d'énergie. Elle présente certaines faiblesses dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables : 1,7 millions des logements sont classés énergivores et 8% des ménages sont en situation de vulnérabilité énergétique.

En raison de l'usage intensif d'énergie fossile, la population francilienne est exposée à une forte pollution de l'air. En 2018, près d'un million de franciliens, soit près de 8% de la population régionale, restent exposés à des niveaux de pollution qui ne respectent pas la valeur limite autorisée pour le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), notamment émis par les secteurs des transports et le résidentiel.

La production locale d'énergies renouvelables et de récupération reste quant à elle limitée et ne couvre que 8 % des consommations régionales. Le potentiel d'énergies renouvelables est encore peu valorisé, avec principalement une production de la biomasse (48 % de la capacité EnR électrique installée), du photovoltaïque (18%), du biogaz (14,5%), de l'éolien (14,3%) et de l'hydraulique (<1%). La filière méthanisation est dynamique et engagée pour verdir les réseaux de gaz, ainsi que les chaufferies. Il est par ailleurs à noter que la région dispose de perspectives importantes de développement pour l'hydrogène, comme vecteur énergétique propre pour la mobilité urbaine et professionnelle.

Enfin, la région Île-de-France a de nombreux défis à relever en termes de protection de la biodiversité, afin de préserver son écosystème, d'améliorer la qualité de l'air, et de réduire tous types de pollution. En effet, malgré de fortes pressions anthropiques, la présence d'éléments de biodiversité ordinaire et remarquable se maintient sur le territoire et doit être protégée. Les réservoirs de biodiversité rassemblent plus de 250 000 hectares à l'échelle régionale. Cependant, une régression importante de la biodiversité est constatée, liée principalement à la fragmentation du territoire et à l'artificialisation croissante des sols :

- ✓ 20 % d'espèces de plantes en moins que celles des régions du nord de la France ;
- ✓ Entre 25% et 40% des espèces faunistiques et floristiques présentent sont menacées.

L'Île-de-France est la première région économique française avec 23% des emplois de France métropolitaine et 30% des entreprises créées en France. 212 000 entreprises ont été créées en 2018, dont 113 300 nouveaux micro-entrepreneurs enregistrés, soit un taux élevé de microentreprises. Ses engagements dans la transition numérique et énergétique mais aussi dans l'organisation de grands événements comme les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 constituent des opportunités en matière de création d'activités et de réinsertion des demandeurs d'emploi.

Néanmoins, la région est pénalisée par de fortes disparités territoriales sur le plan de la pauvreté mais aussi de l'emploi. En effet, certains bassins d'emploi sont moins dynamiques (Roissy, Meaux, Poissy et Mantes-la-Jolie) et sont touchés par un fort taux de chômage, notamment chez les jeunes, un déficit de qualification et de formation, ainsi qu'un phénomène de chômage de longue durée. Ces zones sont touchées par des effets cumulatifs liés à des conditions et une qualité de vie moindres (phénomène de gentrification).

**Nota :** Les Régions doivent sélectionner les objectifs spécifiques constitutifs de leur programme dans l'« Accord de Partenariat des Autorités Françaises 2021 – 2027 ». Dans son programme 2021 – 2027, la Région Île-de-France n'a mobilisé qu'une partie de ces objectifs spécifiques (voir [Partie 2 « Solutions de substitution raisonnables et justification des choix »](#)) et a pris le parti de numéroter les objectifs sélectionnés de manière « linéaire ». Ainsi, des écarts entre la numérotation des objectifs du programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027 d'Île-de-France (N° PR) et celle de l'accord de partenariat (N° CE) peuvent être observés. Le contenu de ces objectifs reste toutefois identique. La numérotation retenue par la suite dans le rapport environnemental correspond à la numérotation retenue dans le programme, c'est-à-dire la numérotation de la Région. Les numéros d'objectifs spécifiques de l'accord de partenariat sont néanmoins rappelés entre parenthèses.

## Arborescence du programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027 de la Région Île-de-France

	N° PR	N° CE	
Priorité 1 : OS 1 : Une Europe plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante (FEDER)	1.1	OS 1.1	Améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe
	1.2	OS 1.2	Numérisation au bénéfice des citoyens, des entreprises et des acteurs publics
	1.3	OS 1.3	Renforcer la croissance, la compétitivité et la résilience des PME
Priorité 2 : OS 2 : une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone par l'encouragement d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'adaptation au changement climatique, de la prévention et de la gestion des risques (FEDER)	2.1	OS 2.1	Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique
	2.2	OS 2.2	Promouvoir les énergies renouvelables
	2.3	OS 2.4	Favoriser l'adaptation au changement climatique par la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes
	2.4	OS 2.6	Favoriser la transition vers une économie circulaire
	2.5	OS 2.7	Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures en milieu urbain et réduire la pollution
	2.6	OS 2.8	Promouvoir la mobilité urbaine durable et multimodale
Priorité 3 : OS 4 : Une Europe plus sociale mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux (FSE)	4.1	OS 4.2	Promouvoir l'emploi indépendant et l'économie sociale
	4.2	OS 4.4	Améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation
	4.3	OS 4.5	Favoriser la réussite éducative, lutter contre le décrochage scolaire du cycle primaire jusqu'à l'université et faciliter l'insertion des jeunes



## Déclinaison du programme régional d'Île-de-France 2021 – 2027

Afin de répondre à ces enjeux et saisir ces opportunités, le programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027 de la région Île-de-France décline des 3 axes autour de 12 objectifs spécifiques :

Thématiques	OS	Types d'actions	Fonds concernés
Recherche et innovation	1.1	Soutien aux grands projets d'innovation des filières prioritaires de la S3 et SRDEII	FEDER
		Soutien à des lieux d'innovation et plateformes de recherche, permettant les coopérations entre entreprises et acteurs de la recherche et le développement des filières prioritaires	FEDER
		Soutien individuel pour l'émergence et la maturation de projets d'innovation, notamment de rupture à fort contenu technologique, qualifié deeptech et reposant sur des technologies ou des combinaisons de technologies	FEDER
Equipements numériques	1.2	Aide aux projets d'innovation numérique en faveur de l'éducation	FEDER
		Soutien au développement des nouveaux modes de travail s'appuyant sur des technologies numériques, dont fablabs, tiers-lieux	FEDER
		Soutien aux nouveaux outils et usages numériques (Smart Administration, etc.)	FEDER
		Soutien à la numérisation des territoires	FEDER
Compétitivité des PME	1.3	Actions d'accompagnement individuel des entreprises et porteurs de projet en matière d'innovation, notamment en lien avec la création d'entreprise innovante et pour une meilleure intégration du design	FEDER
		Actions d'accompagnement individuel et collectif à la transition vers une économie circulaire et à la diminution de l'empreinte carbone	FEDER
		Fonds de prêt d'honneur pour les entreprises innovantes	FEDER
		L'octroi pour les entreprises de garanties bancaires permettant de cautionner des prêts bancaires.	FEDER
Transition énergétique (Rénovation thermique)	2.1	Rénovation de logements sociaux	FEDER
		Rénovation de copropriétés dégradées	FEDER
EnR	2.2	Financement d'installation de géothermie et de production de gaz renouvelable par méthanisation, méthanation ou pyrogazéification	FEDER
Adaptation face aux changements climatiques et prévention des risques	2.4	Soutien aux études, travaux et actions visant la diminution préventive du risque d'inondation	FEDER
Economie circulaire	2.6	Soutien à la création de boucles locales	FEDER
		Soutien à l'émergence et développement des filières et modernisation des installations de valorisation de déchet afin de les convertir en ressources locales	FEDER
		Soutien à l'accompagnement au changement de pratique en faveur de l'économie circulaire	FEDER

<b>Biodiversité (Plan Seine)</b>	2.7	Soutien aux actions de restauration ou de création de continuités écologiques sur les voies terrestres et fluviales	FEDER
<b>Mobilité urbaine durable</b>	2.8	Soutien aux projets d'infrastructures cyclables et cyclo-logistiques	FEDER
		Soutien aux actions de développement des infrastructures de transports urbains propres	FEDER
		Soutien aux projets de logistique sur les premiers et derniers kilomètres (Projets d'expérimentation de mobilité à zéro émission)	FEDER
<b>Emploi indépendant Soutien à la création/ reprise d'entreprise</b>	4.2	Soutien à l'accompagnement à l'entrepreneuriat	FSE
		Soutien à la formation et l'appui à la création/reprise/transmission d'entreprises et suivi post-crétion/reprise et ESS	FSE
		Le soutien au maintien d'activités des entreprises, notamment suite à la crise sanitaire	FSE
<b>Décrochage scolaire</b>	4.4	Soutien à la lutte contre le décrochage	FSE
		Soutien au service public de l'orientation	FSE
<b>Formation professionnelle</b>	4.6	Appui aux programmes qualifiants permettant de revaloriser les filières d'activité touchées par la crise et dans les secteurs de niche	FSE
		Adaptation des formations (soutien à l'innovation pédagogique, développement de formation à destination des publics spécifiques))	FSE
		Formations qualifiantes et préqualifiantes (PRFE)	FSE
		Appui aux programmes permettant la validation des acquis, appui aux projets de formation des jeunes NEET, demandeurs d'emploi de moins de 26 ans etc.	FSE

## 2. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ET JUSTIFICATION DES CHOIX

### 2.1. Solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du programme

« La **transparence des décisions**, demandée dans la démarche d'évaluation environnementale, appelle à faire apparaître, dans le rapport environnemental, **les alternatives**, dites **solutions de substitution raisonnables**, et **l'exposé des motifs** pour lesquels les **options du programme ont été retenues**, notamment au regard des **objectifs de protection de l'environnement**. Les instances de gouvernance doivent donc garder des traces de leurs débats pour pouvoir en faire état. »<sup>1</sup>

Il s'agit de présenter **les motifs** pour lesquels **le projet de programme a été retenu** notamment au regard des **objectifs de protection de l'environnement**.

Pour ce faire, l'Autorité de Gestion doit rendre compte des **différentes solutions de substitution raisonnables étudiées dans le cadre de la préparation du programme**, permettant de **répondre à l'objet du programme FEDER-FSE+** dans son champ d'application territorial. Ce chapitre doit permettre de **montrer à l'Autorité Environnementale** que **pour chacun des principaux domaines d'intervention du programme, différentes options ont été étudiées**, et que celle retenue représentent la « **meilleure** » option au regard des enjeux de préservation de l'environnement :

- ✓ Les impacts environnementaux **positifs** du programme ont été **maximisés/amplifiés** ;
- ✓ Les impacts environnementaux négatifs ont été **évités/modérés**.

Il s'agira donc de présenter les **solutions étudiées**, leurs **caractéristiques**, ainsi que d'éventuels **points communs ou divergences** avec la solution retenue in fine. Il y aura aussi un enjeu clé de préciser **pour quelles raisons ces solutions alternatives n'ont pas été retenues**. Ces raisons peuvent être liées à la  **faisabilité technique** des solutions de substitution, la dimension **économique**, ou encore aux **impacts environnementaux** probables.

Pour ce faire, il faudra que l'Autorité de Gestion soit en mesure de fournir un « **suivi** » des **changements opérés entre les premières versions du programme et la version définitive et d'identifier les améliorations apportées**.

Le programme FEDER – FSE+ 2021 – 2027 a été élaboré avec le souci de prendre en compte les différentes composantes environnementales et de maximiser les impacts positifs sur celles-ci, ou au contraire, de limiter autant que possible les incidences négatives.

Un programme largement orienté en faveur de l'environnement, de la biodiversité et du développement durable

La priorité politique 2 « *Une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone par l'encouragement d'une transition énergétique propre et équitable ; des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'adaptation au changement climatique, de la préservation et de la gestion des risques* » est la plus déclinée du programme FEDER – FSE + 2021 – 2027, avec 6 objectifs spécifiques prévus. Dédiés à l'accélération de la transition énergétique (efficacité énergétique, déploiement des énergies renouvelables), à la préservation et à la restauration de la biodiversité et des milieux naturels, à l'économie circulaire et au développement de la mobilité durable, les types d'actions prévus au titre de ces différents objectifs du programme concourent à une amélioration de la qualité environnementale de la région francilienne.

<sup>11</sup>CGDD, Préconisations relatives à l'évaluation environnementale stratégique, CEREMA, 2015.

L'analyse des incidences probables identifiées témoignent de l'impact positif de la priorité 2 sur les différentes composantes environnementales. L'ensemble des scores d'incidences de cette priorité sont supérieurs à 10 avec notamment les scores les plus élevés pour les objectifs 2.7 (score de 111), 2.4 (score de 44) et 2.6 (score de 36). Les objectifs visent directement la préservation de l'environnement et s'inscrivent dans une stratégie régionale de développement durable. La marge d'amélioration concernant la prise en compte des composantes environnementales s'avère faible et a pu faire l'objet d'ajustements dans le cadre des recommandations formulées auprès de l'Autorité de Gestion par le prestataire (cf. *Une démarche d'amélioration continue afin de limiter les incidences négatives*).

Dimensions	Composantes environnementales	Niveau d'enjeu	OS 1.1	OS 1.2	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.2	OS 2.4	OS 2.6	OS 2.7	OS 2.8	OS 4.2	OS 4.4	OS 4.6	Total
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	4,2	-1,5	-1,5	0	-3	-1,5	7	0	16	-1,5	0	0	0	14
	Continuités écologiques	4,75	0	0	0	-3	0	7	-9	16	0	0	0	0	11
	Forêts	4,3	0	0	0	0	0	8	18	17	0	0	0	0	43
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	4	0	0	0	0	0	7	0	16	0	0	0	0	23
	Sols, sous-sols et espaces	5,25	-3	-1,5	0	-3	-9	-2	18	16	-3	0	0	0	12,5
	Déchets	5,5	3	0	6	-3	0	-2	18	0	-3	-3	0	0	16
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	4,6	9	3	6	6	12	0	0	0	6	0	0	0	42
	Nuisances	3	0	3	0	-3	0	-1	-18	6	3	0	0	0	-10
	Risques naturels	4	0	0	0	0	0	14	0	0	0	0	0	0	14
	Risques technologiques	2	-1,5	0	0	-1,5	-1,5	-4	-6	0	0	0	0	0	-14,5
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	4,5	-3	0	0	0	0	-3	-3	6	0	0	0	0	-3
	Patrimoines bâtis et architecturaux	3	-3	0	0	0	0	-3	-9	0	0	0	0	0	-15
Climat et énergie	Energie	6	1,5	6	6	9	9	-1	18	0	3	-3	0	0	48,5
	Atténuation et adaptation au changement climatique	5,5	4,5	6	6	12	18	17	9	18	6	0	0	0	96,5
Total			6	15	24	10,5	27	44	36	111	10,5	-6	0	0	

### Une démarche d'amélioration continue afin de limiter les incidences négatives

Si le programme intègre fortement la dimension environnementale, des incidences négatives peuvent demeurer inhérentes à la nature de certains types d'actions. La réalisation d'infrastructures, notamment prévue dans la priorité politique 1 « *Une Europe plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante* » se traduit par un impact négatif notamment en matière de consommation foncière et donc en matière de consommation d'espaces (composante « sols, sous-sols et espaces » notamment), de production de déchets et de menace sur l'intégrité du patrimoine architectural régional. Dans la mesure où ces incidences ne peuvent pas nécessairement être évitées, l'Autorité de Gestion s'est attachée à prendre en compte les pistes d'amélioration proposées par le prestataire lors de la phase d'itérations qui a suivi l'analyse des incidences (voir exemple ci-dessous).



**Illustration.** Extrait d'un tableau de suivi des itérations réalisé lors de l'évaluation environnementale

Commentaire	Niveau de prise en compte de la Région	Commentaire de la Région
<p>Le PR prévoit des actions d'extension et aménagement des principaux centres de recherche régionaux qui pourraient se traduire par des impacts notables sur certaines composantes environnementales. L'avis de l'évaluateur est que, si le PR devait finalement soutenir ce type d'actions, des critères de conditionnalité devront être envisagés. La prise en compte des impacts visuels affectant le patrimoine bâti et paysager de la région et des possibles risques industriels qu'une mauvaise insertion des infrastructures dans le tissu urbain pourrait entraîner devra être assurée par le biais de la réalisation d'études préalables à la création ou à l'extension de ces infrastructures.</p> <p>L'intégration de critères de sélection / condition favorisante pourrait <i>in fine</i> se traduire par une diminution des impacts environnementaux probables identifiés au moment de l'analyse des incidences.</p>	<p>Prise en compte : condition favorisante environnementale ajoutée – Transmission de l'avis de l'autorité environnementale</p>	<p>Dans le cadre de travaux, d'extension ou de construction d'équipement, une analyse d'impact environnementale est obligatoire.</p> <p>Lors de l'instruction des demandes de subvention, l'avis de l'autorité environnementale ou preuve que la demande a été réalisée à l'autorité environnementale dans les 2 mois (silence vaut acceptation) sera transmis par les porteurs de projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Si avis positif : bonus dans le rapport d'instruction</li> <li>✓ Si avis négatif : malus dans le rapport</li> </ul> <p>Rendre obligatoire la transmission de l'avis de l'autorité environnementale pour les opérations au-dessus d'un certain seuil de subvention (seuil défini ultérieurement)</p>

Ainsi, il est prévu que les impacts négatifs subsistant fassent l'objet de mesures d'atténuation, voire d'évitement, notamment par le biais de la mise en place de conditions favorisantes dans les appels à projets afin de privilégier les projets les moins porteurs d'incidences négatives.

## Un cadre d'intervention en faveur de la priorité politique 2

En parallèle, ce cadre d'intervention se base sur deux principes majeurs :

- ✓ La concentration thématique : Les États membres axent le soutien, conformément aux règles spécifiques des Fonds, sur les interventions qui sont porteuses de la plus grande valeur ajoutée par rapport à la stratégie de l'Union en matière de croissance intelligente, durable et inclusive. Il s'agit de concentrer les crédits européens sur un nombre restreint d'objectifs thématiques afin de maximiser l'effet levier.
- ✓ La concentration financière : sur la programmation 2021 – 2027, cette concentration porte sur les 2 premières priorités.
- ✓ À ce titre, la priorité politique 2 « *Une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone par l'encouragement d'une transition énergétique propre et équitable ; des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'adaptation au changement climatique, de la préservation et de la gestion des risques* » est fortement développée dans le programme et bénéficie d'une enveloppe de plus de 79 millions d'euros, soit 45% de l'enveloppe FEDER et 18% de l'enveloppe totale du programme. Le déploiement de 6 objectifs spécifiques rattachés à la priorité politique 2 et les montants associés placent les enjeux liés au développement durable et à la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité au premier plan du programme de la Région Île-de-France.

Les choix opérés dans le cadre de l'élaboration du programme FEDER – FSE+ 2021 – 2027 en région Île-de-France répondent donc à ces exigences.

## 2.2. Exposé des motifs pour lesquels le programme a été retenu au regard des objectifs de protection de l'environnement

### Chronologies des arbitrages stratégiques opérés par l'Autorité de Gestion

En s'appuyant sur ces priorités, la Direction des Affaires européennes (DAE) de la Région, en tant qu'autorité de gestion des fonds FEDER-FSE+, a élaboré le programme sur une base méthodologique de travail participatif. En effet, les travaux de rédaction ont été réalisés de façon collaborative. Les priorités régionales et les types d'intervention définis ont été identifiés dans le cadre de rencontres avec le partenariat régional constitué d'acteurs internes comme externes.

Deux phases de concertations et d'entretiens en interne ont eu lieu avec les Pôles et Directions opérationnelles de la Région à l'automne 2019 et au printemps 2020 :

- ✓ Pôle Entreprises et Emplois ;
- ✓ Pôle cohésion territoriale (Direction de l'environnement) ;
- ✓ Pôle Logement et Transports ;
- ✓ Pôle Formation professionnelle et Apprentissage ;
- ✓ Pôle Transfert, Recherche, Enseignement supérieur et Orientation Réseaux ;
- ✓ Pôle Lycées ;
- ✓ Direction Smart Région.

À la suite de ces échanges, plusieurs thématiques et actions ont été identifiées :

- |   |                               |
|---|-------------------------------|
| ✓ Recherche et innovation ;             | ✓ Biodiversité ;              |
| ✓ Compétitivité et croissance des PME ; | ✓ Mobilité urbaine durable ;  |
| ✓ Efficacité énergétique ;              | ✓ Création d'activité ;       |
| ✓ Energies renouvelables ;              | ✓ Formation professionnelle ; |
| ✓ Economie circulaire ;                 | ✓ Décrochage scolaire.        |

Ces thématiques ont ensuite été validées par le partenariat externe. Ce dernier a été consulté en plusieurs étapes :

- ✓ Un séminaire le 15 janvier 2020 a rassemblé plus de 150 personnes ;
- ✓ Une concertation en ligne, entre janvier et février 2020 a mobilisé 358 répondants ;
- ✓ Des réunions bilatérales avec des porteurs de projet ;
- ✓ Une nouvelle consultation en ligne prévue en juillet afin d'affiner la stratégie territoriale ;
- ✓ Une saisine du CESER en juillet.

### Justification des choix opérés

Un des enjeux majeurs de l'exercice d'élaboration du programme régional FEDER-FSE+ 2021-2027 en Île-de-France est **d'éviter les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du PO actuel (2014 – 2020), tout en proposant un programme cohérent et lisible. Ce nouveau programme tire ainsi les leçons de la programmation précédente et construit sa programmation sur une logique collaborative et participative.**

### *LES 3 GRANDES PRIORITES IDENTIFIEES PAR L'EXECUTIF REGIONAL*

---

Cette version du programme répond aux priorités fixées par la Présidente de Région en juillet 2019. L'exécutif régional a souhaité sélectionner des priorités thématiques avec pour fil directeur une **transition numérique, écologique et environnementale. Ces transitions sont au cœur des 3 priorités suivantes :**

- ✓ Une région plus intelligente pour une transformation économique innovante ;
- ✓ Une région plus verte et à faible émission de carbone ;
- ✓ Une région plus sociale mettant en œuvre le socle de des droits européens.

### *DES PRIORITES EN ADEQUATION AVEC LE DIAGNOSTIC REALISE PAR LA REGION ET LES STRATEGIES REGIONALES*

---

Ces travaux d'élaboration s'inscrivent en parallèle de ceux menés par la Direction régionale de la Modernisation de l'Action publique qui définit en partie le futur contenu du Contrat de Plan Etat-Région (CPER). Le programme régional FEDER-FSE+ (PR) et le Contrat de plan Etat-Région sont tous deux appelés à être mis en œuvre sur la période 2021-2027. La Région souhaite établir une articulation cohérente entre ces deux exercices. C'est dans cette perspective que l'identification des priorités du PR et du CPER résulte d'un **travail commun de diagnostic territorial des besoins**. Les diagnostics territoriaux ont été confiés à **l'Institut Paris Région (IPR)** et ont permis de construire des priorités en adéquation avec les besoins du territoire francilien, à savoir la nécessité de (i) investir dans la recherche francilienne et résorber les nombreuses inégalités territoriales et sectorielles en termes de développement économique ; (ii) répondre aux enjeux écologiques de la région : protection de la biodiversité, réduction des émissions carbone et développement des énergies renouvelables ; (iii) réduire les inégalités sociales et renforcer l'accès à l'emploi et à la formation.

Par ailleurs, ces travaux se construisent en accord avec les différentes stratégies régionales, notamment :

- ✓ S3 ;
- ✓ SRESRI ;
- ✓ SRDEII ;
- ✓ Stratégie Nationale Bas Carbone ;
- ✓ Programmation Pluriannuelle de l'Energie ;
- ✓ Plan régional de prévention des déchets ;
- ✓ Stratégie régionale d'économie circulaire ;
- ✓ Pacte régional d'investissement dans les compétences.

En 2018, la Région Île-de-France a adopté la stratégie « Smart Région » pour une transformation en profondeur du territoire afin de participer pleinement à la révolution numérique. Cette stratégie qui doit être mise en œuvre à l'horizon 2030 a notamment permis de financer, via les crédits régionaux et les fonds européens, le déploiement du Très haut débit, le développement de tiers-lieux, le soutien à l'innovation numérique. Dans la continuité de cette stratégie, la Région souhaite poursuivre son action en matière de numérique en privilégiant les investissements en matière d'usages et de contenus numériques, de déploiement d'équipements numériques sur le territoire et non en infrastructures. En parallèle de ces investissements, la Région souhaite financer via les fonds européens le développement de formations à destination des demandeurs d'emploi, des étudiants, des élèves décrocheurs sur les savoirs et compétences en matière de numérique.

Par ailleurs, le rapport-pays publié dans le cadre du Semestre européen 2019 par la Commission européenne précise que les besoins français en matière de connectivité aux technologies de la communication se situent majoritairement dans les régions ultrapériphériques et dans quelques zones rurales, or la Région Île-de-France fait partie de la catégorie de régions parmi les plus développées.

De plus, l'action régionale devrait permettre d'ici la fin 2021 de couvrir l'ensemble du territoire francilien, à l'exception de la Seine-et-Marne (2023) avec un accès au très haut débit.

---

#### L'ÉLIGIBILITE DES PROJETS CONCRETS DE RESTAURATION ET DE PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE (OS 2.7)

---

Le choix a été fait de ne soutenir, dans le cadre de l'OS 2.7, que les seules opérations concrètes de restauration des espaces naturels. Ce choix se justifie doublement par :

- 1) La réalisation lors de la programmation 2014 – 2020 de nombreuses études qui ont permis de développer et renforcer les connaissances sur le sujet. Sur la programmation 2021 – 2027, la Région souhaite concrétiser ce travail d'acquisition de connaissances par la réalisation de travaux permettant d'améliorer concrètement l'état des milieux naturels régionaux.
- 2) L'existence d'autres sources de financement, notamment le Plan Seine qui peuvent venir se substituer au FEDER, offre une alternative aux porteurs de projets d'études, de diagnostic et d'animation.



## 3. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

### 3.1. Champ de l'évaluation environnementale

#### Champ géographique

Le présent document expose l'état initial de l'environnement sur le territoire de la région Île-de-France.

#### Champ thématique

Le décret du 2 mai 2012 cite les éléments environnementaux suivants comme devant être traités lors de l'évaluation des effets notables probables de la mise en œuvre du programme : la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Afin de structurer les travaux, ces éléments sont regroupés au sein de 5 grandes « familles » par la suite dénommées dimensions environnementales, elles-mêmes déclinées en 14 composantes :

1. **Patrimoines naturels** [Biodiversité et zonages environnementaux / Continuités écologiques / Forêts]
2. **Ressources naturelles** [Eau et milieux aquatiques / Sols, sous-sols / Déchets]
3. **Santé-environnement et risques** [Qualité de l'air / Nuisances / Risques naturels / Risques technologiques]
4. **Paysages et cadre de vie** [Patrimoines paysagers / Patrimoines bâtis et architecturaux]
5. **Climat et énergie** [Besoins et sources d'énergie / Adaptation au changement climatique].

Ce tableau présente les pictogrammes facilitant l'identification des composantes environnementales dans ce rapport.

DIMENSION	COMPOSANTE	ICÔNE
1 – Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	
	Continuités écologiques	
	Forêts	
2 – Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	
	Sols, sous-sols et espaces	
	Déchets	
3 – Santé – environnement et risques	Qualité de l'air	
	Nuisances	
	Risques naturels	
	Risques technologiques	
4 – Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	
	Patrimoines bâtis et architecturaux	
5 – Climat et énergie	Énergie	
	Atténuation et adaptation au changement climatique	

## 3.2. Pondération thématique de l'Etat Initial de l'Environnement

### RAPPEL METHODOLOGIQUE

Le prestataire réalise un état initial de l'environnement (EIE), en proposant une analyse pour toutes les composantes environnementales présentées ci-avant. Néanmoins, **le degré de traitement de chaque thématique doit être proportionné**, globalement, au regard des données disponibles, des enjeux et des pressions sur chacune de ces composantes environnementales. Surtout, l'EIE doit **considérer la réalité des risques d'incidences du programme régional 2021 – 2027 FEDER-FSE+ d'Île-de-France sur ces thèmes**.

Ainsi, la priorisation des composantes environnementales est essentielle à effectuer au regard des risques d'incidences du PR FEDER-FSE+. Notamment, cette analyse devra être plus approfondie pour les domaines d'intervention directs du PR FEDER-FSE+ et ceux pouvant être fortement impactés de manière indirecte par l'atteinte des objectifs. En dépendra la qualité des analyses d'incidences produites par l'évaluation environnementale sur les enjeux revêtant une importance particulière.

Pour exemple, les dernières composantes dédiées aux ressources et aux patrimoines naturels et à l'atténuation du changement climatique nécessiteront plus d'attention dans la mesure où elles constituent des thématiques importantes de la future stratégie européenne (Axe 2 – *Une Europe plus verte*). Inversement, la composante « les risques naturels » sera moins directement impactée par le PR dans la mesure où celle-ci en sera exclue.

Les composantes suivantes ont été identifiées comme prioritaires :

- ✓ La qualité de l'air ;
- ✓ Les sols, sous-sols et espaces ;
- ✓ Les déchets ;
- ✓ Les risques naturels ;
- ✓ L'énergie ;
- ✓ Le changement climatique.

Les composantes suivantes ont été identifiées comme prioritaires dans une moindre mesure :















- ✓ Les nuisances ;
- ✓ Les risques technologiques ;
- ✓ Les nuisances ;
- ✓ Les patrimoines paysagers ;
- ✓ Les patrimoines bâtis et architecturaux ;
- ✓ La biodiversité et les zonages environnementaux ;
- ✓ Les continuités écologiques ;
- ✓ L'eau et les milieux aquatiques.

Cette pondération est classée de la manière suivante à l'échelle des 13 composantes :

Risque faible	
Risque moyen	
Risque fort	
Risque très fort	

Cette pondération pourrait à l'échelle des 14 composantes, être la suivante :

Tableau de synthèse des niveaux d'enjeux évalués *a priori* par composante :

DIMENSION	COMPOSANTE	ICÔNE	RISQUE
1 – Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux		
	Continuités écologiques		
	Forêts		
2 – Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques		
	Sols, sous-sols et espaces		
	Déchets		
3 – Santé – environnement et risques	Qualité de l'air		
	Nuisances		
	Risques naturels		
	Risques technologiques		
4 – Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers		
	Patrimoines bâtis et architecturaux		
5 – Climat et énergie	Énergie		
	Atténuation et adaptation au changement climatique		



### 3.3. Diagnostic environnemental

**En quelques mots...** Il s'agit de proposer une synthèse de l'état initial de l'environnement décrit dans les diagnostics de référence existants (profil environnemental régional, schémas régionaux, diagnostics territoriaux ...) afin d'identifier et hiérarchiser les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le programme régional 2021 – 2027 FEDER-FSE+ d'Île-de-France. Cette synthèse doit relever, pour chaque dimension environnementale, les pressions subies et tendances d'évolution ainsi que, dans la mesure des données disponibles, les principaux secteurs géographiques concernés afin de reconstituer les perspectives de son évolution probable en l'absence de mise en œuvre du programme évalué.

Ainsi, la réalisation de l'EIE s'est avant tout basée sur un travail d'analyse documentaire. Le document de référence à partir duquel s'est construit l'EIE est **le rapport environnemental du Projet de Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets d'Île-de-France, adopté en Mai 2019**.

Au-delà de ce document, l'EIE du programme régional 2021 – 2027 FEDER-FSE+ d'Île-de-France s'est appuyé sur les documents cadres suivants permettant d'actualiser certaines données (plus récentes ou plus approfondies) :

Dimensions	Documents de référence
<b>Vulnérabilités climatiques et énergie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Stratégie Energie-Climat de la Région Île-de-France, 2018</li> <li>✓ Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie de l'Île-de-France, approuvé en 2012</li> <li>✓ Plan de Gestion des Risques d'Inondation, 2016-2021 du Bassin Seine-Normandie, approuvé en décembre 2015</li> <li>✓ Rapport environnemental du Projet de Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets d'Île-de-France, 2019</li> </ul>
<b>Ressources naturelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie, adopté en 2015</li> <li>✓ Stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine-Normandie, décembre 2016</li> <li>✓ Plan de Gestion des risques d'inondation du bassin Seine-Normandie, décembre 2015</li> <li>✓ Eau Seine-Normandie, état des lieux 2019</li> <li>✓ Rapport environnemental du Projet de Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets d'Île-de-France, 2019</li> <li>✓ Ecophyto Île-de-France 2019 – 2025, 2019</li> <li>✓ Déclinaison régionale du Programme National de l'Alimentation (PNA) DRIAAF Île-de-France</li> </ul>
<b>Qualité de l'air et nuisances</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport sur l'environnement industriel en Île-de-France, DRIEE, 2019</li> <li>✓ Rapport environnemental du Projet de Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets d'Île-de-France, 2019</li> </ul>
<b>Patrimoine naturel, biodiversité et milieux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Schéma Régional de Cohérence Ecologique Île-de-France, 2013</li> <li>✓ Stratégie régionale pour la biodiversité (SRB), 2019</li> <li>✓ Plan Vert Régional, 2017</li> <li>✓ Agence Régionale pour la Biodiversité Île-de-France</li> <li>✓ Schéma directeur de la Région d'Île-de-France (SDRIF)</li> <li>✓ Rapport environnemental du Projet de Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets d'Île-de-France, 2019</li> </ul>

## Dimension n°1 : Patrimoines naturels



### Composante 1.1 – Biodiversité et zonages environnementaux

**Résumé :** Les profondes transformations de la Région Île-de-France au cours du siècle dernier ont mené à une simplification importante des paysages péri-urbains et ruraux, à une fragmentation des espaces de nature et à une réduction des milieux naturels (marais, tourbières, haies, bosquets, prairies, landes...).

L'extinction d'espèces reste peu fréquente sans être négligeable (une espèce pouvant avoir disparu dans la région sans être pour autant éteinte) mais le déclin des populations est souvent très important pour les espèces les plus sensibles et parallèlement se développent des espèces plus tolérantes qui peuvent s'avérer invasives.

Le déclin de la biodiversité francilienne est clairement visible, comme en témoignent les listes rouges franciliennes coordonnées par l'Agence Régionale pour la Biodiversité, que ce soit à travers la dégradation des milieux ou l'effondrement de certaines populations d'espèces. Par ailleurs une remontée des espèces d'affinité méridionale est à noter. Les facteurs de déclin sont la dégradation et parfois la disparition d'habitats et le réchauffement climatique.

L'Île-de-France est un territoire à la croisée de plusieurs influences biogéographiques, caractérisées par divers paramètres climatiques (pluviométrie, températures, ensoleillement, etc.). Cette situation de carrefour engendre une biodiversité importante et confère à la région une responsabilité de sauvegarde de la biodiversité et, dans un contexte d'évolution climatique rapide, la nécessité de préserver pour toutes les espèces une possibilité de migration pour trouver des conditions de survie.

En 2019, plus de 0,6% du territoire est soumis à une protection forte en Île-de-France : Réserves Naturelles Régionales (RNR) et Nationales (RNN), les Réserves Biologiques, Intégrales (RBI) forestières ou les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) et de Géotope (APPG). Ces éléments constituent les réservoirs de biodiversité qui incluent également les réservoirs biologiques du SDAGE, les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et les sites Natura 2000, soit au total 20,8 % du territoire.

La superficie couverte par des protections fortes devrait augmenter dans les prochaines années, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de création des aires protégées terrestres et métropolitaines (SCAP).

## A – ÉTAT DES LIEUX

### Situation, atouts et chiffres clés

Les espèces menacées occupent différents types d'habitats dont les principaux sont :

- ✓ **Pour la flore :** les pelouses sèches et les landes (44 %), les milieux aquatiques (15 %), les marais et tourbières (15 %), les cultures et friches (15 %), les boisements (10 %).
- ✓ **Pour les oiseaux nicheurs :** les zones humides (31 %), les milieux aquatiques (20 %), les boisements (20 %), les cultures (8 %), les prairies et friches (8 %), les falaises (8 %), les pelouses sèches et les landes (5 %).

**Milieux urbains : 22% du territoire régional**

### Menaces et pressions

#### En milieu urbain

L'artificialisation altère les services rendus par le sol, l'eau, l'air, la lumière et le climat. Les pollutions, la chaleur, la sécheresse ou les inondations rendent parfois certains secteurs hostiles à l'accueil des êtres vivants : les plantes, les animaux mais aussi les Hommes. Notamment, les espèces manquent de réserves alimentaires et de capacité de déplacement.

L'étalement urbain et l'artificialisation des sols sont nettement ralentis ces dernières années (consommation de terres agricoles et naturelles réduite à 588 ha/an)

La biodiversité urbaine, parfois riche mais fragile, dépend de la gestion écologique des espaces verts, encouragée par la Région, et de la qualité écologique des lieux de nature.

#### **Milieux agricoles : près de 50 % du territoire régional**

Les pratiques favorables à la biodiversité, portées par des agriculteurs volontaires sont encouragées par la Région ; l'agriculture biologique est passée de 2,7% de la surface agricole utile de la région en 2017 (15 000 hectares certifiés) à 5% fin 2019 (29 000 hectares certifiés)

#### **Les forêts : 24 % du territoire régional (voir fiche 1.3 Forêts)**

Les milieux forestiers représentent près de 70 % des réservoirs de biodiversité identifiés dans le cadre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

La Région dispose d'un large éventail de milieux naturels intra-forestiers avec une flore riche. En lien avec l'évolution de la gestion sylvicole, plus en phase avec les cycles de vie de la biodiversité, ces milieux constituent également le principal habitat pour les mammifères et les amphibiens en Île-de-France.

Les milieux ouverts intra forestiers (clairières) et les lisières sont des lieux privilégiés pour la biodiversité.

Les forêts publiques jouent un rôle de portail vers la nature pour de nombreux Franciliens.

#### **Milieux aquatiques et humides : (voir fiche 2.1)**

Près de 4 % du territoire est occupé par un milieu aquatique dont 1,3% de zones en eau (étangs et rivières) et environ 2% de zones humides (forêts alluviales, marais, prairies humides...).

Une biodiversité extrêmement variée et hautement spécialisée y est observée.

Les milieux aquatiques et humides sont désormais mieux protégés après un déclin majeur de leur surface au cours du 20ème siècle.

Chiffres clés en Île-de-France :

- ✓ 2 500 km<sup>2</sup> (250 000 hectares) de zones humides potentielles ;
- ✓ Au moins 230 km<sup>2</sup> (23 000 hectares) de zones humides identifiées et délimitées, auxquelles s'ajoutent celles qui ont été caractérisées plus finement lors des études menées par les SAGE.

#### **En milieu agricole**

La simplification du paysage agricole et la prédominance des grandes cultures ont affecté la biodiversité et les populations d'insectes notamment de papillons, de plantes messicoles et d'oiseaux.

#### **En milieu forestier**

Environ 2250 km de lisières urbanisées se localisent autour des massifs forestiers de plus de 100 ha, soit un taux moyen de 21%, atteignant les 60 à 80 % sur de nombreux massifs du pourtour parisien (forêt de Fausses-Repose, Marly, Meudon, Montmorency, Notre Dame, Sénart, Saint-Germain-en-Laye, Verrières).

Il est dénombré 590 km de coupures des réservoirs de biodiversité (principalement forestiers) par des infrastructures majeures (autoroutes, voies multiples avec terre-plein central, lignes TGV) ou importantes (route 2\*2 voies sans terre-plein central, voies ferrées à fort trafic).

La surface des zones humides continue de diminuer. Les zones humides herbacées restent rares (1 % des réservoirs) et ne sont plus représentées que par de petits espaces assez dispersés à de rares exceptions près (certains marais de plus grande taille dans l'Essonne, le Val d'Oise...).

Ces milieux sont répartis de façon hétérogène sur le territoire, représentés de façon marginale à Paris et en proche couronne, mais plus développés en grande couronne.

## **B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE**

Deux programmes déclinés en objectifs et en actions sont en cours sur le territoire régional.

**La Stratégie Régionale pour la Biodiversité (2020 -2030) comprend 4 orientations stratégiques déclinées en 15 objectifs prioritaires :**

A/ Améliorer la santé et le bien-être de tous les Franciliens grâce à la nature

A1 Limiter les pollutions et leurs impacts sur la santé et la biodiversité

- A2 Faciliter l'accès aux espaces de nature partout et pour tous
- A3 Agir pour la biodiversité et la santé des jeunes Franciliens par l'exemplarité des établissements scolaires
- B/ Faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation
  - B1 Soutenir les entreprises qui innovent avec et pour la nature
  - B2 Promouvoir une alimentation respectueuse de la biodiversité
  - B3 Renforcer l'attractivité de l'Île-de-France en valorisant son patrimoine naturel et paysager
- C/ Placer la biodiversité au cœur de l'aménagement de nos territoires
  - C1 Atteindre l'objectif de « zéro artificialisation nette » en Île-de-France
  - C2 Encourager la prise en compte de la biodiversité par les collectivités territoriales
  - C3 Renforcer l'intégration de la biodiversité dans la planification des territoires
  - C4 Convoquer le respect de la biodiversité et les solutions fondées sur la Nature dans les projets d'aménagement
- D/ Protéger la nature, notre capital commun
  - D1 Protéger les espaces et les espèces
  - D2 Restaurer la trame verte et bleue régionale
  - D3 Gérer les différents espaces de manière favorable à la biodiversité
  - D4 Améliorer la connaissance grâce à l'observation de la nature
  - D5 Renforcer la sensibilisation des Franciliens

#### Le Plan Vert (2017 – 2021)

##### Objectifs quantitatifs

- ✓ Relancer prioritairement la création d'espaces verts et boisés dans les secteurs carencés
- ✓ Accompagner la création d'environ 500 ha d'espaces verts et boisés
- ✓ Améliorer l'accessibilité des Franciliens à l'offre en espaces verts et boisés

##### Objectifs qualitatifs

- ✓ Concevoir des espaces favorables à l'adaptation de la ville au changement climatique, jouant un rôle bénéfique sur les îlots de chaleur et le rafraîchissement de l'air, renforçant la perméabilité de la ville aux eaux pluviales et minimisant les besoins en eau et en équipements énergivores.
- ✓ Renforcer la nature et la biodiversité dans les villes et les villages grâce à des espaces verts et de nature contribuant à la trame verte et bleue urbaine, en priorisant les espaces en pleine terre, l'utilisation d'espèces locales variées non allergènes et la mise en place d'une gestion écologique visant notamment à ne plus utiliser de pesticides.
- ✓ Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et de l'attractivité des territoires, grâce à des espaces verts et de nature, concourant à la qualité des paysages urbains, aux loisirs quotidiens et de fin de semaine, à la pratique des circulations douces et favorables à la santé des Franciliens

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Les espaces protégés (réserves naturelles, sites faisant l'objet d'arrêtés de protection de biotope, zones Natura 2000), sont préservés au niveau de leur surface mais doivent faire l'objet d'une surveillance, d'un suivi et d'interventions de gestion notamment pour y maintenir les habitats remarquables. Ces actions indispensables pour leur préservation nécessitent des moyens.

Les espaces ouverts et forestiers « ordinaires » qui ne font pas l'objet d'une protection ou d'une gestion particulière peuvent être le lieu d'interventions nocives pour la biodiversité :



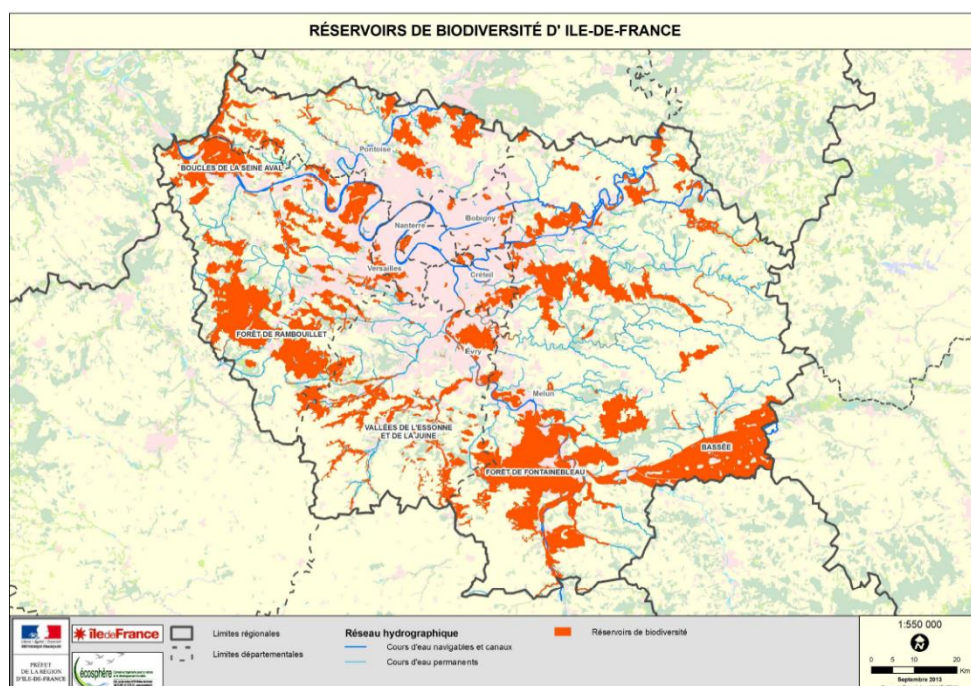
- ✓ Épandage de produits phytosanitaires,
- ✓ Introduction ou développement d'espèces invasives,
- ✓ Interventions à des périodes qui mettent en danger les espèces présentes (nidification, hibernation),
- ✓ Assèchement et/ou dégradation des sols.

Ces risques sont particulièrement importants lors de la mise en place de projets dont la nature ou la surface n'oblige pas à une évaluation environnementale.

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1	Maîtrise de l'artificialisation des sols et du mitage des espaces verts et des espaces naturels
Enjeu n°2	Création ou extension d'espaces naturels de qualité écologique
Enjeu n°3	Développement de l'agriculture biologique et de la diversité des milieux agricoles (haies, prairies, pâtures...)
Enjeu n°4	Traitement des lisières forestières et gestion durable de la forêt
Enjeu n°5	Renforcement de l'accès aux espaces verts et naturels tout en veillant à développer la sensibilisation du public et à réduire l'impact de la fréquentation sur les milieux fragiles

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX



## Dimension n°1 : Patrimoines naturels



### Composante 1.2 – Les continuités écologiques

**Résumé :** Le centre du Bassin parisien présente la forme d'une large cuvette relevée sur ses bords et légèrement inclinée vers la Seine qui la traverse. Ses limites touchent les massifs anciens des Ardennes, des Vosges, du Morvan et du massif armoricain. De ce fait, l'Île-de-France se trouve au carrefour de plusieurs grands axes de la trame verte et bleue nationale identifiés dans le document cadre national « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques », continuités reprises à l'échelle régionale, dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique :

- ✓ Continuité des milieux boisés
- ✓ Continuités des milieux thermophiles
- ✓ Continuités des milieux frais
- ✓ Axes empruntés par l'avifaune migratrice
- ✓ Continuité écologique des cours d'eau au titre des poissons migrateurs amphihalins

Les fragmentations de ces continuités correspondent à des obstacles (fort effet de coupure) et des points de fragilité (réduction de la continuité) situés sur les corridors et au sein des réservoirs de biodiversité

## A – ÉTAT DES LIEUX

Situation, atouts et chiffres clés	Menaces et pressions
<p>Les réservoirs de biodiversité (20,8 % du territoire régional) au sein des quatre sous-trames identifiées en Île-de-France sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>La sous trame arborée : 73,4 % du total des réservoirs</b>, incluant les grands massifs forestiers (66 %) et les parcs, petits bois et bosquets (6,7 %). <b>La sous trame grandes cultures</b> (13,8 %) : principalement des zones Natura 2000 en Seine-et-Marne (plaine de Bazoches-les-Bray et cultures de fonds de vallée de la Bassée et des boucles de la Marne...) et secondairement dans les Yvelines (boucles de Moisson et de Guernes) et en Essonne.</li> <li>▪ <b>La sous trame herbacée</b> (7,8 %) : prairies mésophiles et pelouses sèches plutôt calcaires, plus rarement siliceuses et acides (3,6 %). Sur quelques bastions (Vexin Français, Rambouillet et PNR de la Haute Vallée de Chevreuse, sud de l'Essonne, vallée de la Mauldre, Vallées des Petit et Grand Morin...). Les zones humides herbacées (1 %) ne sont plus représentées que par de petits espaces assez dispersés à de rares exceptions près (certains marais de plus grande taille dans l'Essonne, le Val d'Oise...). Les autres espaces herbacés (3,2 %) correspondent à des friches et espaces verts.</li> <li>▪ <b>La sous trame bleue</b> : milieux aquatiques et zones humides (3,8 %) comprenant les grands plans d'eau (2,5 %) des vallées alluviales (vallées de la Seine et de la Marne) ou localisés au</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Sur les corridors arborés :</b> Obstacles : Infrastructure fractionnante Points de fragilité : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Passage contraint au niveau d'un ouvrage sur une infrastructure linéaire.</li> <li>✓ Route présentant des risques de collisions avec la faune.</li> <li>✓ Clôture difficilement franchissable.</li> <li>✓ Passage difficile dû au mitage par l'urbanisation.</li> <li>✓ Passage prolongé en culture.</li> </ul> </li> <li>▪ <b>Sur les corridors des milieux calcaires</b> Obstacles : Coupure urbaine Points de fragilité : Coupure boisée ou coupure agricole.</li> <li>▪ <b>Sur les corridors des milieux humides</b> Obstacles à l'écoulement Points de fragilité : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Secteurs riches en mares et mouillères recoupés par des infrastructures de transport.</li> </ul> </li> </ul>

sein des massifs forestiers et des plaines agricoles (Armainvilliers, St Hubert, St Quentin, Villefermoy, etc.) et des tronçons de cours d'eau dans la Bassée, aux boucles de la Marne et de la Seine et des cours d'eau plus petits notamment dans l'Essonne. Les mares et mouillères représentent des surfaces très réduites en Seine-et-Marne, dans les Yvelines et en Essonne.

La Trame Verte et Bleue francilienne comprend :

- ✓ Les corridors de la sous-trame arborée ;
- ✓ Les corridors de la sous-trame herbacée, favorables aux espèces généralistes des prairies, friches et dépendances vertes des infrastructures ;
- ✓ Les corridors de la sous-trame herbacée, favorables aux espèces spécialisées des milieux calcaires et également employés par les espèces des boisements calcaires ;
- ✓ Les cours d'eau et les canaux et les continuums de la sous-trame bleue associant les cours d'eau, les plans d'eau et les zones humides ;

Il s'y ajoute, sans qu'ils fassent l'objet d'une cartographie :

- ✓ Le vaste continuum des cultures que les espèces sont capables d'utiliser dans leur globalité, sans axe préférentiel de déplacement facilement déterminable, sauf localement quand existent des zones contraintes par l'urbanisation ou des massifs forestiers entre des grandes plaines.
- ✓ Les lisières, corridors pour de nombreuses espèces, en particulier les lisières entre les espaces agricoles (cultures ou prairies) et les boisements de superficie supérieure à 100 ha.
- ✓ Les corridors de déplacement aérien des oiseaux migrateurs. La majorité des oiseaux migre de nuit, sur un large front, et ne suit qu'assez peu les caractéristiques du paysage. Les rapaces, quant à eux, sont très dépendants des ascendances thermiques, dont la formation dépend de la topographie du paysage et de l'occupation du sol.

- ✓ Zones humides alluviales recoupées par des infrastructures de transport.

#### ■ Autres points de fragilité

- ✓ Lisières urbanisées autour des bois de plus de 100 ha.
- ✓ Lisières agricoles autour des bois de plus de 100 ha.
- ✓ Autres lisières autour des bois de plus de 100 ha (parcs, friches...)
- ✓ Coupures des réservoirs de biodiversité par les infrastructures de transport majeures ou importantes.

Le SRCE, établi en 2013, n'intègre pas lui-même obligation de faire ou de ne pas faire à l'égard des acteurs locaux excepté pour les actions qui relèvent d'un cadre réglementaire existant. Le SDRIF (2013) vise la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, la lisière des massifs de plus de 100 ha du territoire régional, le renforcement de la fonctionnalité des espaces agricoles, ou encore la création d'espaces verts dans certains territoires, etc. Ses exigences sont plus en termes de surface que de contenu et de fonctionnalité écologique.

Ceci présente un risque pour les corridors écologiques, dont la cartographie et les fonctionnalités n'étaient pas précisées dans le SDRIF.

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

Le SRCE vise notamment à :

- ✓ « Identifier les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- ✓ Identifier les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définir les priorités régionales à travers un plan d'action stratégique ;
- ✓ Proposer les outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action pour la préservation et la restauration des continuités écologiques », en particulier de leurs fonctionnalités.

Ce plan d'action doit permettre aux acteurs locaux d'intégrer les objectifs du SRCE dans leurs activités, leurs politiques ou leurs financements, de développer des partenariats, et de s'impliquer dans les maîtrises d'ouvrage adaptées. Les

actions seront mises en œuvre dans le respect des obligations réglementaires et des compétences respectives des acteurs concernés et des procédures propres aux outils mobilisés.

La carte des objectifs du SRCE Île-de-France (cf. carte 29 et les planches au 1:100 000 de l'atlas) comprend 4 types de données principales relatives aux :

- ✓ Corridors à préserver ou restaurer (*remettre en bon état écologique au sens du code de l'environnement*) ;
- ✓ Éléments fragmentant à traiter prioritairement ;
- ✓ Éléments à préserver ;
- ✓ Autres éléments d'intérêt majeur pour le fonctionnement des continuités écologiques.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

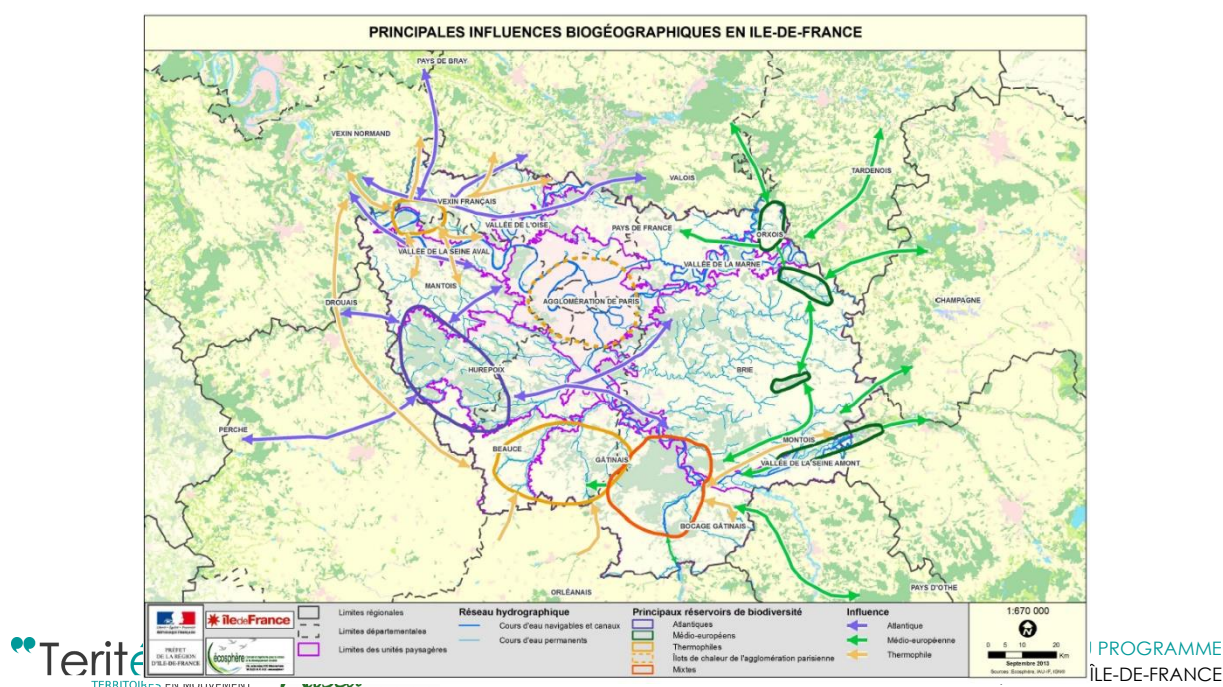
Le Plan d'action du SRCE doit permettre aux acteurs locaux d'intégrer les objectifs du SRCE dans leurs activités, leurs politiques ou leurs financements, de développer des partenariats, et de s'impliquer dans les maîtrises d'ouvrage adaptées.

Cependant, sans cadre technique précis et sans financement appropriés les acteurs locaux risquent de ne pas bien intégrer la préservation ou la restauration des corridors écologiques et des réservoirs de biodiversité surtout pour des projets locaux ne relevant pas de l'obligation d'une évaluation environnementale ou d'un document d'incidence Natura 2000.

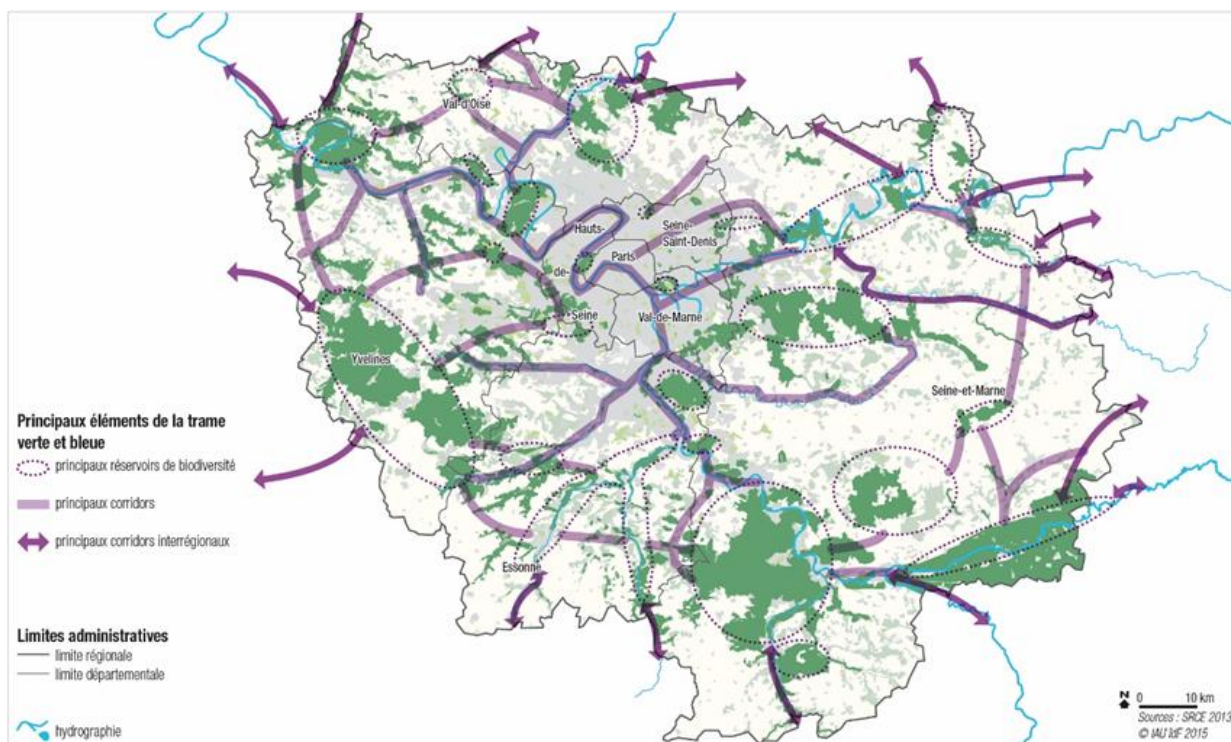
## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1	Préservation des réservoirs de biodiversité et lutte contre la fragmentation ou la fragilisation des continuités écologiques
Enjeu n°2	Préservation, amélioration et renforcement des corridors sur les points de fragilité
Enjeu n°3	Prise en compte de la fonctionnalité des corridors écologiques dans les projets locaux ne relevant pas d'une évaluation environnementale
Enjeu n°4	Prise en compte locale de la question des continuités au travers d'études spécifiques telles que les Atlas Communaux de la Biodiversité

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX







## Dimension n°1 : Patrimoines naturels



### Composante 1.3 – Forêts

**Résumé :** l'Île-de-France a un taux de boisement de 23% (263 000 ha) dans un contexte urbain particulier : 18 % de la population française se concentre sur seulement 1.9 % du territoire national, générant des pressions et attentes fortes sur les espaces naturels (80 millions de visites par an en forêts domaniales).

Avec une récolte d'environ 740 000 m<sup>3</sup>/an en 2016 (dont 381 036 m<sup>3</sup> commercialisés) et une production biologique de 1,4M m<sup>3</sup>/an, environ 53 % de la production biologique de la forêt francilienne est prélevée chaque année. Associé au fait que l'industrie de 1<sup>ère</sup> transformation (sciage, trituration) est quasiment inexistante, la région présente le paradoxe de disposer d'une grande ressource forestière au potentiel sous exploité.

De ce fait, l'Île-de-France se caractérise par une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour son approvisionnement en énergie et en matériaux, notamment issus de la filière forêt-bois.

La forêt francilienne est majoritairement privée : 67,3 % de la superficie totale, morcelée, 177 000 ha, détenue par plus de 148 000 propriétaires, 96% d'entre eux possèdent une superficie de moins de 4 ha, (1/3 de la forêt privée). Les 67 % restants (supérieurs à 4 ha) sont détenus par environ 5000 propriétaires.

La surface de la forêt francilienne se décompose en un tiers de forêts publiques qui lorsqu'elles sont exploitées sont dotées d'un plan de gestion durable, un cinquième de forêts privées dotées d'un plan de gestion durable et une petite moitié de propriétés privées non dotées de document de gestion durable.

Du point de vue de la biodiversité (voir fiche 1.1), les forêts (feuillues, mixtes ou de conifères) représentent 77 % du total de la sous-trame arborée du SRCE. **Les milieux boisés représentent la plus grande surface de réservoirs de biodiversité en Île-de-France.**

## A – ÉTAT DES LIEUX

### Situation, atouts et chiffres clés

**La définition du terme « forêt »** au sein du PRFB reprend celle de l'institut national de l'information géographique et forestière (IGN) qui définit une forêt comme étant « un territoire occupant une superficie d'au moins 50 ares avec des arbres capables d'atteindre une hauteur supérieure à cinq mètres à maturité in situ un couvert arboré de plus de 10 % et une largeur moyenne d'au moins 20 mètres ». Sur cette base, l'IGN estime la surface forestière en Île-de-France à 263 000 ha. L'Institut Paris Région (IPR) (anciennement l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme) dispose d'une définition différente et considère que le territoire francilien est recouvert de 287 000 ha de forêt (mode d'occupation des sols, 2012). Cet écart de 29 000 ha entre la surface forestière du MOS et celle considérée dans le PRFB correspond aux petits espaces boisés, tels que certains sites Natura 2000, les alignements d'arbres, les berges boisées ou végétalisées ou aux réserves biologiques intégrales etc, qui ne sont pas considérés comme des forêts « de production » par l'IGN. Ces sites jouent néanmoins un rôle essentiel dans la trame verte et bleue et la fonctionnalité des écosystèmes, comme le souligne l'évaluation environnementale, et ne sont pas pris en compte pour la définition des objectifs de mobilisation supplémentaire de bois pour l'Île-de-France.

### Menaces et pressions

La conciliation de ces trois objectifs, écologique, économique et social, demande une gestion durable de la forêt valorisée et transparente.

76 % de la superficie des forêts franciliennes est composée au maximum de deux essences, dont plus de la moitié d'une seule essence. Cela est dû au contexte peu favorable dans de nombreux secteurs (sols acides et réserve utile en eau faible). Cette faible diversité de peuplement peut limiter la résilience des forêts au changement climatique.

L'enjeu pour la filière bois francilienne est d'accompagner et de faciliter le développement

**La sous-trame arborée** occupe en Île-de-France 3 589 km<sup>2</sup> soit 29,7 % de la superficie régionale. Elle compte non seulement des forêts proprement dites (qui représentent environ 23% du territoire) et des formations boisées diverses. Les forêts concentrent une richesse environnementale et économique remarquable et des attentes sociales élevées.

Les milieux naturels représentent près de 34% de la superficie francilienne. Les espaces boisés en occupent près de 74% dont la majeure partie en forêt de feuillus (67,5% environ, soit 23% de la superficie de la région Île-de-France) et le reste en forêt de conifères (4% environ) ou forêt dite « mélangée » (2% environ).

64 % du réseau Natura 2000 francilien est constitué de forêts. 62 120 ha sont classés en forêt de protection.

Les différents plans et programmes régionaux et nationaux reconnaissent un enjeu essentiel en matière de forêt : la préservation, la restauration non seulement de la biodiversité en tant que telle, mais aussi de l'ensemble des services écosystémiques des forêts (approvisionnement/production de matière utilisée pour l'énergie, les matériaux, régulation de l'eau, du climat, de la pollution de l'air, et aménités offertes aux populations).

Près de la moitié (47 %) de la production biologique annuelle des forêts franciliennes est stockée sur pied, 27 % est commercialisée et le reste (26 %) est autoconsommée.

Environ les deux tiers du volume commercialisé sont destinés au bois énergie, 30% au bois d'œuvre et moins du dixième au bois industrie, qui a été divisé par cinq au cours des dix dernières années.

L'Île-de-France compte quatre chartes forestières de territoire, dont deux portants sur des forêts publiques et deux animés par des parcs naturels régionaux (PNR), et deux plans de développement de massif (PDM) (le PDM du Gâtinais et celui de Tardenois Brie). Une Charte Forestière de Territoire est également à l'étude au sein du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse, en plus de plusieurs projets de valorisation de la ressource forestière au sein d'autres territoires

de la construction bois auprès des maîtres d'ouvrage, des professionnels de la construction, architectes, bureaux d'études et entreprises. L'utilisation des essences locales, principalement feuillues, pour satisfaire cette demande représente un véritable défi à surmonter.

La filière bois énergie représente un débouché non négligeable pour le bois francilien, mais requiert un effort important de structuration et de sensibilisation auprès du grand public, des élus et des acteurs de la filière forêt-bois.

Autres points sensibles de la gestion des forêts franciliennes :

- ✓ Les dépôts sauvages de déchets,
- ✓ L'équilibre sylvo-cynégétique,
- ✓ La desserte indispensable à l'exploitation des bois,
- ✓ La prise en compte du risque incendie dans le contexte actuel du changement climatique.

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

**Selon le SDRIF** « L'intégrité des bois et forêts doit être assurée pour les massifs boisés de plus de 1 ha. Dans le cœur d'agglomération, cela s'applique aux bois de plus de 0,5 ha. Les lisières des espaces boisés doivent être protégées : en dehors des sites urbains constitués, à l'exclusion des bâtiments à destination agricole, toute nouvelle urbanisation ne peut être implantée à une distance de moins de 50 mètres des lisières des bois et forêts représentées sur la carte de destination générale des différentes parties du territoire. La vocation multifonctionnelle de la forêt doit être favorisée. [...] La fragmentation des espaces agricoles et des espaces boisés par les infrastructures de transport doit être évitée ou compensée, et les continuités rétablies. »

Les cinq orientations stratégiques du PRFB sont déclinées en 15 objectifs opérationnels encadrant chacun plusieurs actions :

- ✓ Gérer les forêts de manière dynamique, durable et multifonctionnelle dans un contexte de changement climatique
- ✓ Renforcer la compétitivité et l'emploi des filières bois régionales et interrégionales
- ✓ Encourager les dynamiques territoriales



- ✓ Répondre aux attentes sociétales en matière de nature, de paysage et d'accueil du public
- ✓ Communiquer sur la forêt, sa biodiversité, la gestion forestière, la filière forêt-bois et ses métiers

Les actions doivent permettre notamment d'aller vers **une gestion durable de la forêt** permettant son adaptation au changement climatique, de dynamiser la gestion forestière et la filière bois et en particulier développer les usages du bois en circuits courts, d'améliorer l'accueil et l'accès du public en forêt, de maintenir l'équilibre sylvo-cynégétique et de **préserver, améliorer et valoriser la biodiversité et les services écosystémiques rendus par la forêt et la filière bois**.

La SRB (en cours d'élaboration) déterminera les orientations et actions à mettre en œuvre à l'échelle régionale ou infrarégionale pour favoriser le développement des filières de production et de valorisation de la biomasse susceptible d'avoir un usage énergétique, en veillant au respect de la multifonctionnalité des espaces naturels, notamment les espaces agricoles et forestiers. Il veillera à atteindre le bon équilibre régional et la bonne articulation des différents usages du bois et de la biomasse en général afin d'optimiser l'utilisation de la ressource, en tenant compte de sa quantité, de sa nature et de son accessibilité, ainsi que du tissu économique et industriel. Le SRB définit ainsi des objectifs de développement de la biomasse, en relation avec le Programme Régional de la Forêt et du Bois (PRFB) et le plan régional de prévention et gestions des déchets (PRPGD).

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

La préservation de la forêt et de la filière bois nécessite une approche globale intégrant une gestion durable des propriétés forestières et de l'ensemble de la filière : la gestion sylvicole doit limiter les prélèvements à l'accroissement annuel de la forêt tout en veillant à la préservation des sols et à la diversité des essences et des âges au sein des peuplements. Elle doit intégrer une préservation de la biodiversité, avec des îlots et des réserves biologiques intégrales et dirigées. Une attention particulière doit être accordée à l'équilibre sylvo-cynégétique, à la santé des peuplements et aux risques d'incendie. Enfin la forêt doit être un lieu d'accueil du public et de sensibilisation à la biodiversité et à la gestion forestière durable ainsi qu'à l'intérêt d'une filière bois, avec des débouchés notamment locaux.

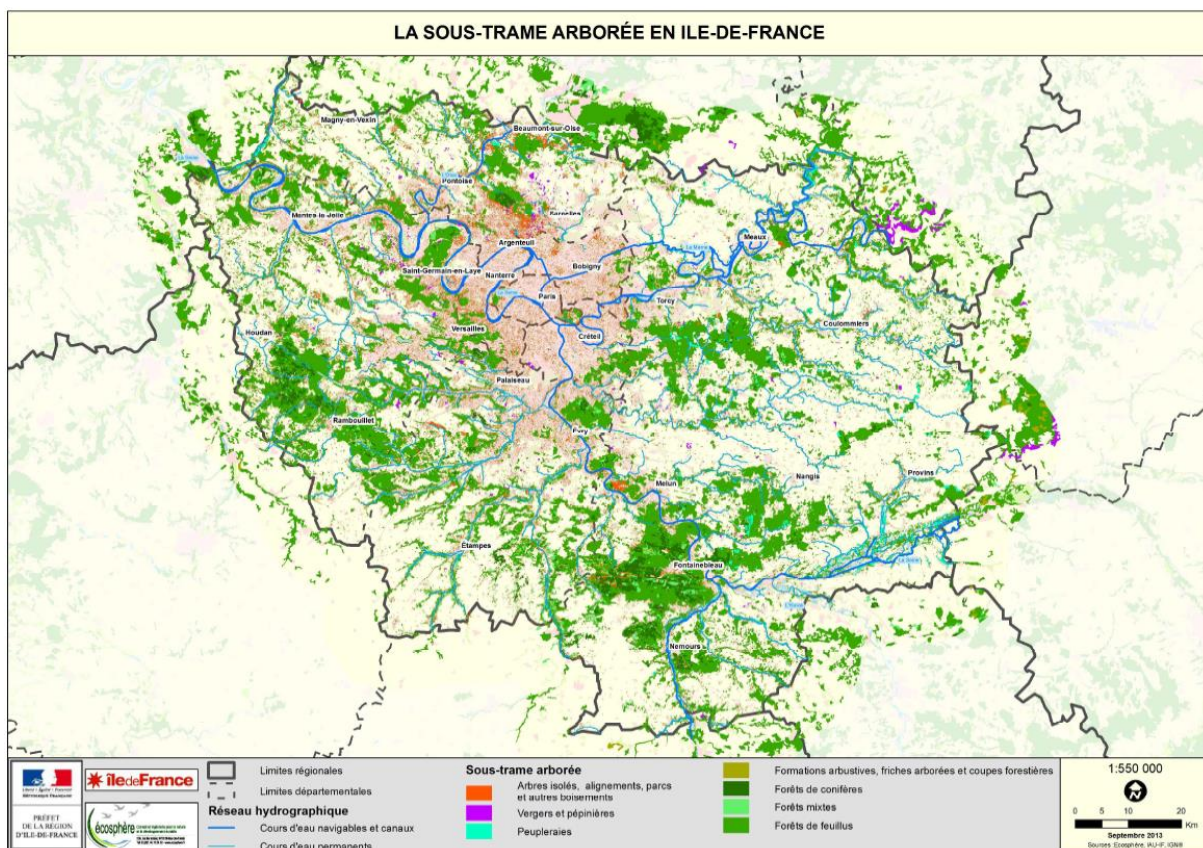
Les propriétaires, les acteurs de la filière forêt-bois, les usagers de la forêt ne sont pas tous sensibilisés à cette gestion durable qui doit se traduire par des plans de gestion durable et par une surveillance de la qualité de leur mise en œuvre.

Les actions de toute nature impliquant la forêt (bois énergie, développement tourisme et loisirs, etc.) peuvent entraîner rapidement une dégradation du milieu forestier si elles ne sont pas conçues dans une approche globale de la gestion durable des forêts.

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1	Développement de l'utilisation de bois en provenance de forêts franciliennes gérées durablement, avec une traçabilité de la provenance du bois (certifiée PEFC ou FSC)
Enjeu n° 2	Développement de la gestion durable des forêts et le suivi de son application stricte
Enjeu n°3	Intégration dans toute action impliquant la ressource forestière d'une sensibilisation des acteurs à la gestion durable de la forêt

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX



Dimension n°2 : Ressources naturelles	
Composante 2.1 – Eau et milieux aquatiques	
<p><b>Résumé :</b> Le bassin de la Seine et cours d'eau côtiers normands sont caractérisés par une densité humaine relativement forte dont 65% est concentrée en Île-de-France. Le bassin accueille par ailleurs un quart des établissements industriels français et un cinquième de la production brute agricole.</p> <p>Le bassin de la Seine présente un réseau hydrographique n'offrant pas de grosses capacités d'écoulement faute de pentes. L'écoulement des eaux est fortement perturbé par l'aménagement des lits, l'imperméabilisation des sols urbains, les prises d'eau et restitutions, les barrages sur les cours supérieurs.</p> <p>Le territoire présente également une richesse importante en termes de nappes d'eaux souterraines.</p> <p>La qualité des différentes masses d'eau (rivières, plans d'eau, nappes souterraines) est en légère amélioration mais l'état chimique reste médiocre. Les points nécessitant une vigilance particulière sont la surface des zones humides, la gestion des eaux pluviales et les apports en azote et en produits phytosanitaires.</p> <p>L'eau constitue un enjeu majeur pour le bassin, tant du point de vue de la santé humaine que du point de vue environnemental et économique.</p>	
A – ÉTAT DES LIEUX	
Situation, atouts et chiffres clés	Menaces et pressions
<p><b>Le bassin Seine et cours d'eau côtiers normands est caractérisé par une densité humaine relativement forte.</b> Il compte plus de 18 millions d'habitants, 65% de la population du bassin est concentrée en Île-de-France, dont 37% sur le territoire de Paris et sa petite couronne qui ne couvre que 1% du territoire du bassin.</p> <p>Le bassin accueille par ailleurs un quart des établissements industriels français et un cinquième de la production brute agricole.</p> <p>Le bassin de la Seine, 76 650 km<sup>2</sup>, présente un <b>réseau hydrographique sans grosses capacités d'écoulement faute de pentes</b>. Les nombreuses convergences facilitent la conjonction des ondes de crues, notamment en région parisienne, et <b>l'écoulement des eaux est fortement perturbé</b> notamment <b>par l'aménagement des lits, l'imperméabilisation des sols urbains, les prises d'eau et restitutions, les barrages sur les cours supérieurs</b>.</p> <p>Le bassin comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 1681 masses d'eau « rivière », dont 1497 masses d'eau naturelles, 47 masses d'eau fortement modifiées (MEFM), 131 masses d'eau pré-désignées – qui feront l'objet d'analyses technico-économiques qui conduiront à les classer ou non comme MEFM dans le prochain SDAGE - et 21 masses d'eau artificielles ;</li> </ul>	<p>Malgré quelques améliorations, les facteurs de pression sur l'ensemble du bassin restent importants : l'augmentation de la population, de l'urbanisation et de l'activité économique, le changement climatique.</p> <p>Au niveau de l'Île-de-France, il ressort :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Un état chimique moyen à mauvais des eaux superficielles</li> <li>✓ Un état chimique médiocre des eaux souterraines</li> <li>✓ Une forte dégradation de la qualité est à craindre en 2027 si aucune action supplémentaire n'est engagée.</li> </ul> <p>La morphologie reste altérée sur plus de la moitié des cours d'eau et elle arrive en tête des pressions susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'état des cours d'eau en 2027. Le second facteur de pression identifié pour 2027 est la présence de pesticides.</p> <p>La surface des zones humides diminue du fait de l'urbanisation, des pratiques agricoles et de l'exploitation des granulats alors qu'elles ont un</p>

- ✓ 45 masses d'eau « plans d'eau », dont 1 masse d'eau naturelle, 28 masses d'eau artificielles et 16 masses d'eau fortement modifiées.

Le territoire présente également **une richesse importante en termes de nappes d'eaux souterraines** : il compte 53 masses d'eau souterraines, dont 3 sont transdistricts. De plus on compte 7 masses d'eau transdistricts rattachées aux bassins voisins, à qui en incombe le rapportage européen.

Selon le bilan 2019 élaboré par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, en associant tous les acteurs de l'eau, une légère amélioration de la qualité des masses d'eau est constatée, liée à la résorption progressive de substances désormais interdites mais l'état chimique reste médiocre.

En 2012, 2 milliards de mètres cubes d'eau sont prélevés, en grande majorité destinés à l'alimentation en eau potable. Ces prélèvements sont en baisse en raison de l'amélioration des process industriels et d'une moindre consommation domestique qui affiche une réduction de 1 à 2 % par an malgré l'augmentation de la population sur les dix dernières années.

rôle épurateur très important et sont des réservoirs de biodiversité. (voir fiche 1.1)

Les progrès sont nets sur la qualité des rejets des stations d'épuration mais une vigilance est encore nécessaire sur la gestion des eaux pluviales qui véhiculent encore des polluants.

Les apports en azote se stabilisent mais l'utilisation des produits phytosanitaires augmentent.

La présence d'une activité agricole importante en périphérie de l'Île-de-France, ainsi que l'urbanisation avec l'entretien des voiries par les collectivités et les pratiques des particuliers (jardinage) seraient susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux des nappes utilisées pour l'approvisionnement en eau potable puis dans les eaux de consommation à des concentrations dépassant les critères de conformité.

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

La stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine-Normandie regroupe de manière cohérente les orientations détaillées dans les schémas et programmes plus thématiques ou sectoriels. Elle a pour orientation générale d'améliorer la résilience des territoires et des sociétés, c'est-à-dire la capacité des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à absorber de fortes perturbations, en répondant ou en se réorganisant de manière à maintenir la capacité d'adaptation, d'apprentissage et de transformation ainsi que la robustesse des territoires et des écosystèmes, avec 5 objectifs :

1. Réduire la dépendance à l'eau et assurer un développement humain moins consommateur d'eau
2. Préserver la qualité de l'eau
3. Protéger la biodiversité et les services écosystémiques
4. Prévenir les risques d'inondations et de coulées de boue
5. Anticiper les conséquences de l'élévation du niveau de la mer

Ils se déclinent en réponses stratégiques

- A. Favoriser l'infiltration à la source et végétaliser la ville
- B. Restaurer la connectivité et la morphologie des cours d'eau et des milieux littoraux
- C. Coproduire des savoirs climatiques locaux
- D. Développer les systèmes agricoles et forestiers durables
- E. Réduire les pollutions à la source
- F. Faire baisser les consommations d'eau et optimiser les prélèvements
- G. Sécuriser l'approvisionnement en eau potable
- H. Agir face à la montée du niveau marin
- I. Adapter la gestion de la navigation
- J. Renforcer la gestion et la gouvernance autour de la ressource
- K. Développer la connaissance et le suivi

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

La gestion de l'eau et des cours d'eau est encadrée par une législation précise et fait l'objet d'une surveillance assez soutenue par la police de l'eau, intégrée maintenant à l'Office National de la Biodiversité.

Les projets importants doivent faire l'objet d'une déclaration conformément à la loi sur l'eau voire d'une évaluation environnementale avant autorisation.

Cependant de nombreuses actions ne relèvent pas de cette réglementation soit parce qu'ils sont de trop faible importance, soit parce qu'ils ne modifient pas l'aménagement de l'espace comme par exemple la gestion des exploitations agricoles, la gestion des eaux pluviales dans des quartiers existants, l'utilisation de l'eau dans la gestion des jardins et espaces verts...

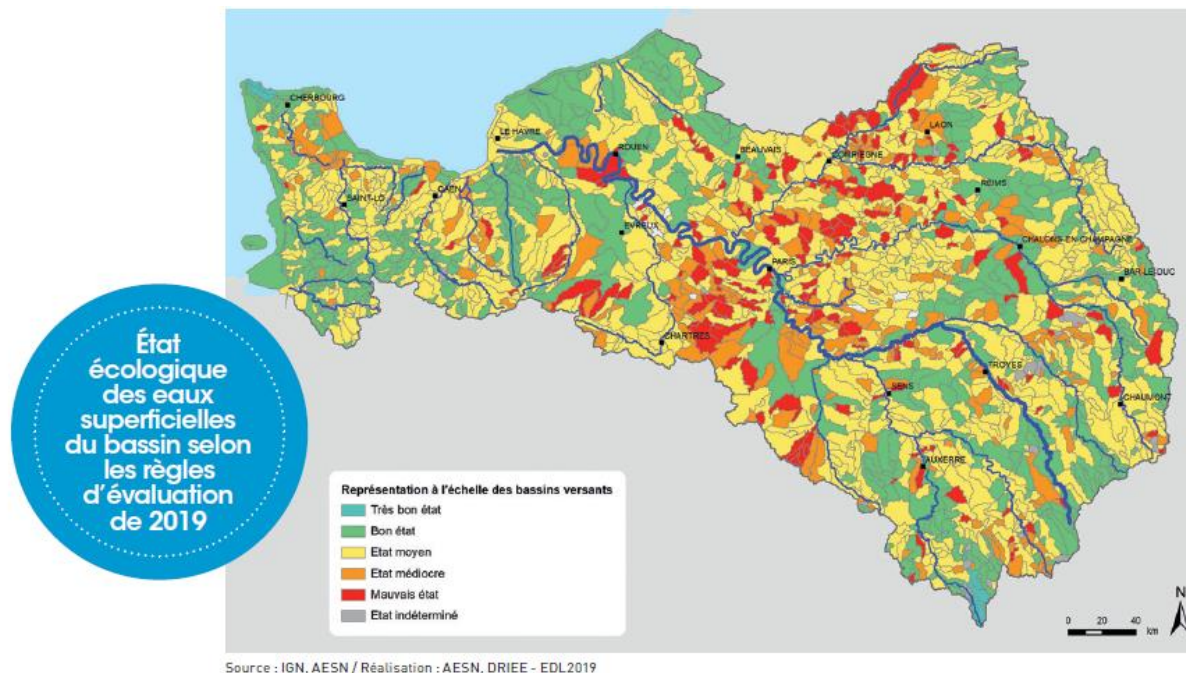
Une aide serait nécessaire pour des actions de ce type afin de les accompagner dans une amélioration de leur impact sur l'eau.

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1	Amélioration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer
Enjeu n°2	Diminution des pollutions par les composés azotés et le phosphore et lutte contre la pollution par les substances dangereuses, et notamment le ruissellement urbain
Enjeu n°3	Préservation et restauration des milieux aquatiques et des zones humides, et notamment par la renaturation du cycle de l'eau
Enjeu n°4	Gestion des eaux de manière équilibrée et économe et anticipation des situations de crise : inondations et sécheresses

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX





## Dimension n°2 : Ressources naturelles



### Composante 2.1 – Occupation des sols et utilisation du sous-sol

**Résumé :** l'Île-de-France est située au cœur du bassin parisien, vaste bassin sédimentaire, dont les paysages résultent à la fois de la variété du sous-sol, des microclimats, de l'histoire de l'occupation et de l'utilisation humaine du territoire.

L'exploitation du sous-sol depuis des temps anciens a laissé des zones à risque au niveau d'anciennes carrières souterraines, identifiées dans les documents d'urbanisme. Les exploitations plus récentes et actuelles font l'objet d'un encadrement réglementaire et de plans de réaménagements strictes qui peuvent déboucher sur les sites naturels de grande richesse biologique, des zones de loisirs de qualité ou des installations de stockage de déchets très encadrées également. Redoutées par les riverains, ces exploitations et installations doivent faire l'objet d'une concertation approfondie avec les parties prenantes.

L'occupation du sol est répartie entre : environ la moitié des espaces agricoles, un tiers d'espaces naturels dont les forêts constituent la plus grande partie et 20 % d'espaces urbains, avec des grandes disparités selon les secteurs.

L'étalement urbain entraîne une dégradation des espaces naturels et des corridors qui les relient et conduit à une uniformisation du paysage. Il est désormais fortement ralenti par la protection, notamment par le biais du SDRIF, des espaces agricoles et des forêts, ainsi que par les autres protections des milieux naturels : la priorité est donnée à la limitation de la consommation d'espace et à la préservation de la biodiversité.

Dans ce cadre, un des objectifs est de développer une agriculture périurbaine durable assurant en partie la gestion des espaces ouverts urbains et périurbains, profitant de la proximité de l'agglomération pour organiser une valorisation des productions en circuit court et constituant un point d'appui pour la déclinaison régionale du Plan National de l'Alimentation.

## A – ÉTAT DES LIEUX

Situation, atouts et chiffres clés	Menaces et pressions
<p>Le Bassin Parisien, le plus grand des trois bassins sédimentaires français, couvre le tiers nord du territoire national. Il est limité à l'ouest par le Massif Armoricain, au sud par le Massif Central, à l'est par les Vosges et au nord-est par les Ardennes. Il est ouvert au nord et au nord-est vers les bassins de Londres et de Belgique.</p> <p><b>Le sous-sol</b></p> <p>L'enfoncement du bassin parisien, progressif, régulier ou saccadé, pendant une assez longue période, a permis aux sédiments, alimentés par l'érosion et l'altération des reliefs périphériques, de s'accumuler et d'être conservés dans ce bassin : environ 3000 m d'épaisseur maximum de sédiments s'y sont déposés avec des roches d'origine marine, lacustre, lagunaire ou fluviatile. La sédimentation est variée, détritique, puis marneuse et argileuse et enfin évaporitique et gréseuse à argileuse.</p> <p>La sédimentation et de lents mouvements de basculements géologiques ont abouti à un paysage de plateaux et de vallées avec des conditions écologiques variées (micro-climat, sol) et donc des habitats différents avec une végétation et une faune spécifique à chacun d'eux. A cette diversité naturelle, s'ajoute une utilisation</p>	<p>Les anciennes carrières historiques souterraines ou à ciel ouvert qui ont été exploitées pour certaines depuis le moyen-âge constituent des zones à risque pour les biens et les personnes en raison des affaissements et fontis (effondrement des sols au droit d'une cavité souterraine) qu'elles peuvent engendrer. Elles relèvent de la politique de prévention des risques naturels et doivent à ce titre être prises en compte dans les documents d'urbanisme.</p> <p>Les exploitations actuelles du sous-sol font l'objet d'autorisation au titre des ICPE conditionnée à une évaluation environnementale, de plans de réaménagement garantis financièrement et d'une surveillance précise jusqu'à la fin d'une période dite de post exploitation à la suite de laquelle le site peut être rendu en toute sécurité aux usages courants.</p>



elle-même variée des sols pour les activités humaines (urbanisation, agriculture) et du sous-sol (extraction).

La variété géologique permet l'extraction de minéraux divers pour l'industrie (plâtres et ciments, verrerie, céramiques etc...) et les chantiers du bâtiment et des travaux publics : en 2016, 88 sites sont autorisés sous le régime des carrières en Île-de-France.

La succession de couches de perméabilité variable crée des nappes d'eau souterraines qui constituent également une ressource importante (Fiche 2.1).

Ces exploitations ont modelé ou modèlent fortement le paysage comme en témoignent les grands plans d'eau de fond de vallée résultants de l'exploitation des alluvions et qui deviennent des sites remarquables au titre de leur biodiversité (réserve de la Bassée) ou des lieux de loisirs (l'Île de Loisirs du Port aux Cerises à Draveil).

### L'utilisation du sol

Les forêts, les espaces naturels et les espaces verts urbains constituent près du tiers (31%) de la surface du territoire régional mais leur répartition est très inégale, liée à la nature du sous-sol et à l'histoire de l'occupation humaine. Le SDRIF définit les espaces agricoles, naturels et boisés à protéger.

L'évaluation 2019 du SDRIF souligne que la préservation des espaces ouverts et des paysages est un objectif largement identifié en Île-de-France, tant par les acteurs de l'aménagement que par les élus locaux. En témoigne sa diffusion dans les documents d'urbanisme locaux. En 2018, cinq ans après l'approbation du SDRIF, la dynamique de consommation des espaces ouverts s'inscrit en continuité du ralentissement amorcé au début des années 2000. Les dernières tendances attestent d'une réduction marquée du rythme de disparition des espaces boisés et naturels, lesquels revêtent des fonctions environnementales, sociales et économiques. (Fiche 1.3)

Le SDRIF a aussi comme objectif de faire entrer davantage la nature en ville : archipel d'espaces verts dans la zone dense, parcelle d'agriculture périurbaine, grands espaces forestiers et agricoles, continuités écologiques constituent une armature naturelle verte et bleue qui accompagne le développement urbain régional et conforte sa multipolarité.

Dans ce contexte régional, l'agriculture vit une mutation profonde par la diversification et la valorisation de ses produits et par une plus grande maîtrise écologique. Un des objectifs est de développer une agriculture périurbaine assurant en partie la gestion des espaces ouverts urbains et périurbains et profitant de la proximité de l'agglomération pour organiser une valorisation des productions en circuit court.

Certaines productions couvrent les besoins alimentaires des Franciliens (blé, salades, cresson, persil, etc.) et sont même

Certains sites sont utilisés après exploitation pour des installations de stockage de déchets et dans ce cas font l'objet d'une autorisation spécifique au titre des ICPE.

Les risques liés à ces exploitations et installations sont pris en compte dans le dossier d'autorisation ICPE incluant une évaluation environnementale et une étude de dangers.

Ces exploitations et installations font souvent l'objet d'inquiétudes chez les riverains, une concertation avec les parties prenantes est indispensable, y compris pour la gestion ultérieure des sites concernés.

Depuis plus d'un siècle, à la traditionnelle dichotomie entre paysage urbain et paysage rural se substitue progressivement une périurbanisation homogénéisante.

L'étalement urbain et la consommation corrélée d'espaces agricoles, boisés et naturels affectent directement les valeurs de ces espaces et les fonctions qu'ils remplissent au niveau régional : ressources naturelles (eau, air, sol, sous-sol, biodiversité), qualité paysagère des territoires, détente et loisirs, régulation du climat et élimination des pollutions, maîtrise des risques (champs d'expansion des crues), fourniture de matières premières (agriculture, sylviculture, exploitation des matériaux), structuration et lisibilité de l'organisation urbaine. Ce patrimoine naturel et culturel à transmettre aux générations futures revêt une importance particulière.

Le maintien des surfaces agricoles et forestières est encadré par le SDRIF et de ce fait les diminutions ont très fortement ralenti.

En revanche, cet encadrement n'a pas d'effet sur la qualité des milieux concernés (sols, biodiversité, gestion durable de la forêt) et peu sur les liens entre eux (préservation des corridors, inscrite plus récemment dans le SRCE).

Par ailleurs la surface d'espaces verts par habitant diminue car la population augmente.

Enfin les pratiques agricoles et l'entretien des espaces verts entraînent des risques liés aux produits phytopharmaceutiques sur la santé

exportées (France, monde). Elles permettent des filières alimentaires de proximité (lien entre territoire et alimentation, entre agriculteurs et citoyens) et de qualité (notamment la traçabilité).

Enfin le patrimoine bâti protégé et non (cœur de bourgs anciens, grandes fermes, patrimoine industriel) constitue un atout pour l'évolution et la mise en valeur du territoire (Fiche 4.1 et 4.2)

humaine, sans se limiter aux seuls utilisateurs, et sur l'environnement.

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

Le Schéma Régional des Carrières d'Île-de-France est en cours d'élaboration avec :

- ✓ Un bilan des 4 schémas départementaux d'Île-de-France (77, 78, 91, 95), en analysant les points positifs et les dispositions ayant posé question.
- ✓ Un recensement des besoins et des ressources en matières minérales. L'économie circulaire est intégrée au schéma régional des carrières par le biais de la valorisation des ressources minérales secondaires, notamment issues des déchets du BTP, en compensation d'une partie des volumes de la ressource primaire.
- ✓ Une étude des flux logistiques et des impacts environnementaux découlant de la définition des besoins et des ressources disponibles.

Une fois publié, le schéma fera l'objet d'une évaluation tous les 6 ans sur la base d'indicateurs fixés lors de son élaboration.

Le SDRIF préserve les espaces agricoles et forestiers et fait l'objet d'un suivi régulier des indicateurs qui ont été définis lors de sa révision, notamment concernant les surfaces.

La déclinaison régionale du Plan National de l'Alimentation s'appuie sur les capacités de l'agriculture urbaine et périurbaine durable pour développer des actions, notamment : programme fruits, légumes et lait dans les écoles, éducation alimentaire de la jeunesse, mise en place de restaurants sociaux, durables et solidaires, lutte contre le gaspillage alimentaire et ancrage territorial.

Le Plan EcophytoV2 Île-de-France a pour objectif la réduction des risques liés aux produits phytopharmaceutiques, en l'insérant dans un plan d'actions individuel et collectif de transition vers l'agroécologie à bas niveau de produits phytopharmaceutiques.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

L'utilisation des sols, l'exploitation du sous-sol, l'agriculture classique et l'étalement urbain entraînent des dégradations du paysage, de la biodiversité et des pollutions de l'eau, de l'air et du sol.

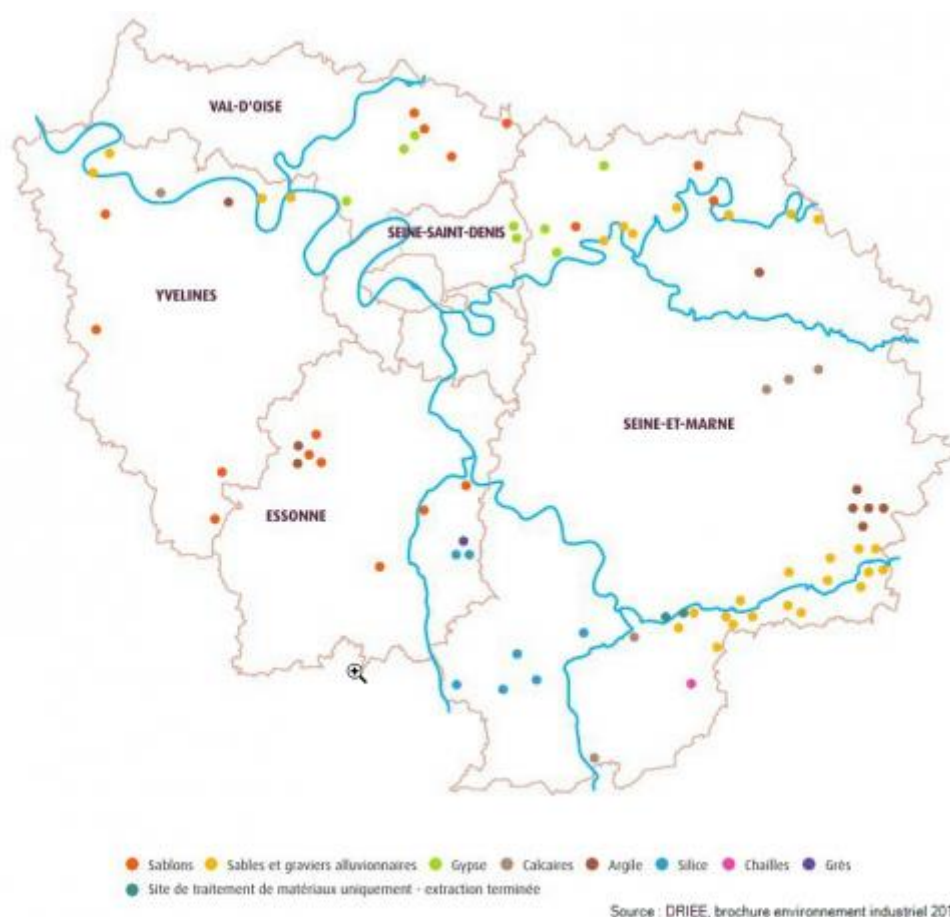
Les orientations actuelles donnent la priorité à la limitation de la consommation d'espace et à la préservation de la biodiversité, ainsi qu'à l'agroécologie urbaine et péri urbaine à faible utilisation de produits phytopharmaceutiques. Toutefois cela demande une évolution profonde d'une part de l'utilisation de l'espace et d'autre part des structures professionnelles concernées

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1	Accompagnement des exploitations du sous-sol d'une concertation approfondie avec les parties prenantes
Enjeu n°2	Préservation de la qualité des espaces naturels et des corridors qui les relient

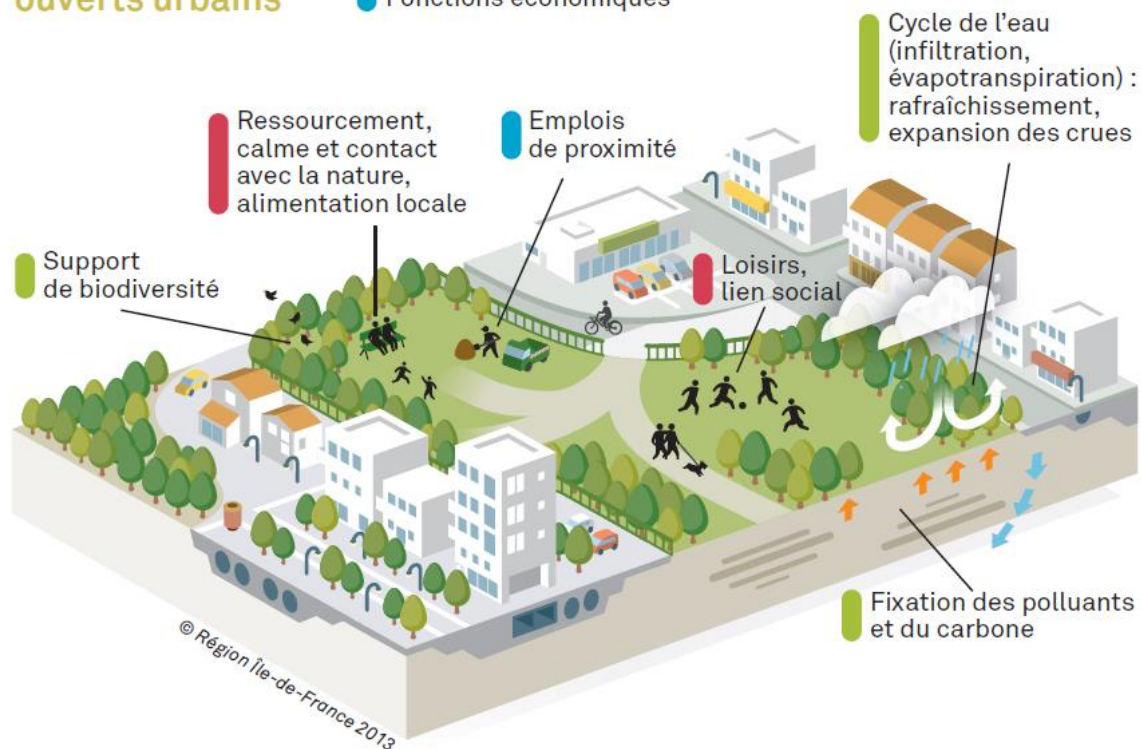
Enjeu n°3	Favoriser l'insertion d'espaces verts de qualité et d'une agriculture de proximité au sein du tissu urbain dense
Enjeu n°4	Soutenir les évolutions nécessaires pour aller vers une agroécologie durable à bas niveau de produits phytopharmaceutiques

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX



## Les fonctions des espaces ouverts urbains

- Fonctions sociales
- Fonctions environnementales
- Fonctions économiques





### Composante 2.3 – Déchets

**Résumé :** la région Île-de-France se caractérise par un niveau de production de déchets au-dessus de la moyenne nationale. Le manque d'actions de sensibilisation, la pression foncière limitant l'installation d'unités de tri sélectif, la pratique commune des dépôts sauvages et les faibles capacités de centres de tri et de valorisation rendent la gestion des déchets régionaux particulièrement problématique. Les perspectives de croissance de la population francilienne viennent renforcer l'importance des enjeux que représentent la prévention des déchets et la structuration d'une économie circulaire, notamment en matière de valorisation des biodéchets.

#### A – ÉTAT DES LIEUX

Situation et chiffres clés	Menaces et pressions
<p><b>Une région fortement productrice de déchets</b></p> <p>En 2013, la région Île-de-France a produit 5,52 millions de tonnes de déchets ménagers et assimilés pour 12 millions d'habitants, soit une moyenne de 460 kg/hab/an. La production de déchets francilienne équivaut ainsi à 15% des déchets ménagers produits en France.</p> <p><b>Les déchets du BTP : un gisement conséquent</b></p> <p>La production annuelle de déchets du BTP est estimée à 35 millions de tonnes.</p> <p>En 2015, les constants suivants peuvent être faits concernant le traitement et la valorisation des déchets du BTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>29% de la production de matériaux est recyclée ;</li> <li>30% est en réaménagement de carrière ;</li> <li>3% en autres valorisations.</li> </ul> <p>Ainsi, 62% des déchets du BTP sont valorisés. En revanche, 38% de la production est enfoui en Installation de stockage de Déchets Inertes (ISDI). Une baisse de près de 3 millions de tonnes dans les carrières franciliennes peut être observée par rapport à 2010,</p> <p><b>Une pluralité d'établissements de gestion des déchets</b></p> <p>25 syndicats mixtes spécialisés et la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, soit 26 organismes gèrent le traitement des déchets de la région. Parmi ces organismes, 13 disposent également de la compétence de la collecte des déchets. Toutefois, les quantités de déchets prises en charge varient fortement entre ces différentes structures, de 67 000 habitants pour le Smirtom du Vexin (7% des déchets régionaux) à 5,6 millions pour l'agence métropolitaine Syctom (44% des déchets régionaux).</p> <p><b>Une région en retard sur le traitement des déchets</b></p>	<p><b>Une démultiplication des dépôts sauvages</b></p> <p>Les zones naturelles du territoire francilien sont fortement exposées aux dépôts sauvages. Les milieux naturels faisant l'objet d'une forte fréquentation touristique sont particulièrement exposés à ce risque. En 2016, la Région a estimé que les dépôts sauvages s'élevaient à 25 kg/hab/an. Cette pratique représente une menace importante sur plusieurs composantes environnementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les milieux naturels sont déséquilibrés par l'introduction d'espèces invasives (notamment végétales) ;</li> <li>✓ Les concentrations de déchets, parfois de substances toxiques, se traduisent par un risque d'asphyxie et de pollution des sols ;</li> <li>✓ La qualité paysagère est remise en cause et les aménités naturelles perdent de leur valeur.</li> </ul> <p>En outre, la Région souhaite développer ses dispositifs de tarification incitative reposant sur le principe de pollueur-payeur. Bien que visant à réduire les quantités de déchets produites, cette initiative risque de se traduire par une recrudescence des dépôts sauvages afin d'éviter de subir la taxe.</p> <p><b>L'apparition de polluants émergents</b></p> <p>L'augmentation de la consommation de matériels électroniques pose la question de leur traitement. Le cas des dioxines et furanes bromés (PBDD/F) contenues dans les déchets électriques et/ou électroniques mérite une attention particulière et des études complémentaires sont nécessaires pour mieux connaître leur toxicité. La question du traitement des</p>

La région Île-de-France est particulièrement en retard sur ses objectifs de traitement des déchets ménagers. Le traitement des déchets passe encore essentiellement par l'incinération (62% contre 35% de moyenne nationale) et la mise en décharge (9%). L'Île-de-France compte 9 installations de stockage de déchets non dangereux non inertes où 27% des déchets sont enfouis. Ne disposant pas d'incinérateur, les communes de Clichy-sous-Bois, Courbon, Livry-Gargan, Sevran, Tremblay-en-France, Villepinte et Vaujours enfouissent la quasi-totalité de leurs déchets.

#### **Un taux de recyclage en-dessous de la moyenne nationale**

En 2014, seuls 26% des déchets produits sur le territoire régional ont été orientés vers les unités de recyclage (contre 39% de moyenne nationale). Bien qu'une dynamique d'augmentation de la valorisation des déchets recyclables s'observe (passage de 25% à 28% de 2010 à 2015), le niveau de recours au recyclage reste très en-deçà de l'objectif national posé par le Grenelle de l'environnement, à savoir 45% de déchets recyclés. Ce faible niveau de recours au recyclage est particulièrement marqué à Paris, avec seulement 17,4% des déchets recyclés en 2015. Ce mauvais résultat s'explique notamment par le manque d'espace qui ne permet pas l'équipement en bacs de tri sélectif de 34% des immeubles parisiens. La région apparaît d'autant plus en retard sur la filière du recyclage que la Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) fixe les nouveaux objectifs à 55% des déchets recyclés en 2020 et à 65% en 2025. La qualité de la collecte sélective est également mauvaise avec un taux de refus de tri des déchets collectés à l'entrée des centres de traitement de 25%, contre un objectif de 15% fixé par le plan régional (2019). Aucune amélioration n'est identifiée en la matière.

#### **Aucune filière de traitement des biodéchets**

Alors que la pratique de tri et de valorisation des biodéchets se développe sur le territoire national, aucune filière n'est actuellement structurée sur la région francilienne. 25% des déchets résiduels collectés sur le territoire sont des biodéchets alimentaires. Cette absence de capacité à traiter les biodéchets est d'autant plus problématique que la Loi Grenelle 2 rend obligatoire le tri à la source et la valorisation des biodéchets par les gros producteurs, notamment les restaurateurs.

déchets électroniques est particulièrement présente à Paris, où l'économie repose essentiellement sur le secteur tertiaire, associé à un fort recours à l'électronique.

#### **Une augmentation de la population**

La population francilienne est en augmentation avec des projections entre 12,7 et 13,1 millions d'ici 2030. Cette dynamique démographique importante va se traduire par une augmentation des quantités de déchets produites. Cette perspective renforce la problématique des capacités des unités de tri et de valorisation à gérer les déchets produits sur le territoire régional.

#### **Un gisement de déchets valorisables important**

Comme présenté ci-contre, le taux de déchets recyclés est particulièrement faible. L'ORD Île-de-France identifie que 57% des déchets résiduels collectés sont des déchets recyclables. Ce taux monte à 75% à Paris. En l'absence de démarches de sensibilisation et d'accompagnement de la population, des entreprises et des collectivités, cette part de déchets valorisables non-exploitée aura vocation à augmenter avec la population.

## **B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE**

Dans le cadre de la loi NOTRe sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, chaque territoire régional doit se doter d'un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD). Le PRPGD recense les actions en faveur de la prévention et de la gestion des déchets du territoire francilien, ainsi que des mesures en faveur de l'économie circulaire.

Pour lutter contre la pratique des dépôts sauvages, la Région a adopté en 2016 un plan régional de lutte contre les dépôts sauvages. Afin de lutter contre les flux « illicites » de déchets, la Région a créé un « fonds de propreté » pour accompagner les collectivités franciliennes dans la lutte des dépôts sauvages.

Par ailleurs, afin de prévenir la surproduction de déchets et de sensibiliser la population au tri sélectif, l'ADEME a soutenu en 2012 la mise en place d'un programme local de prévention par les collectivités ou leurs groupements en charge de la gestion des déchets. En 2015, 61 programmes locaux de prévention ont été mis en place, couvrant 83% de la population régionale. Ces programmes, d'une durée de 5 ans, arrivent cependant bientôt à échéance.

Enfin, une démarche intitulée « *Territoires zéro déchet, zéro gaspillage* » valorise désormais les actions en faveur de l'économie circulaire. Elle est soutenue par l'ADEME et cinq projets ont été retenus en Île-de-France.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Le territoire francilien est marqué par un niveau de production des déchets particulièrement important, au-dessus de la moyenne nationale. Les perspectives de croissance de la population viennent accentuer les difficultés des unités de tri et de valorisation à gérer les quantités de déchets émises. Par ailleurs, la faiblesse des actions de sensibilisation et de prévention auprès des entreprises implique un fort niveau d'incertitude quant à une évolution favorable de la situation. La tendance lourde s'oriente donc vers un renforcement de l'écart entre volumes de déchets produits et capacités de recyclage.

Au regard de cette situation, il y a un enjeu majeur à agir sur les comportements de production des déchets afin de réduire les quantités produites. Il apparaît aussi fondamental de déployer des mesures favorisant l'amélioration des conditions de tri, de gestion et de valorisation des déchets, tant auprès de la population et des entreprises (installations de bacs de tri sélectif, campagnes d'information), qu'auprès des centres de traitement et de valorisation (améliorer les capacités de tri, structurer une filière de gestion des biodéchets).

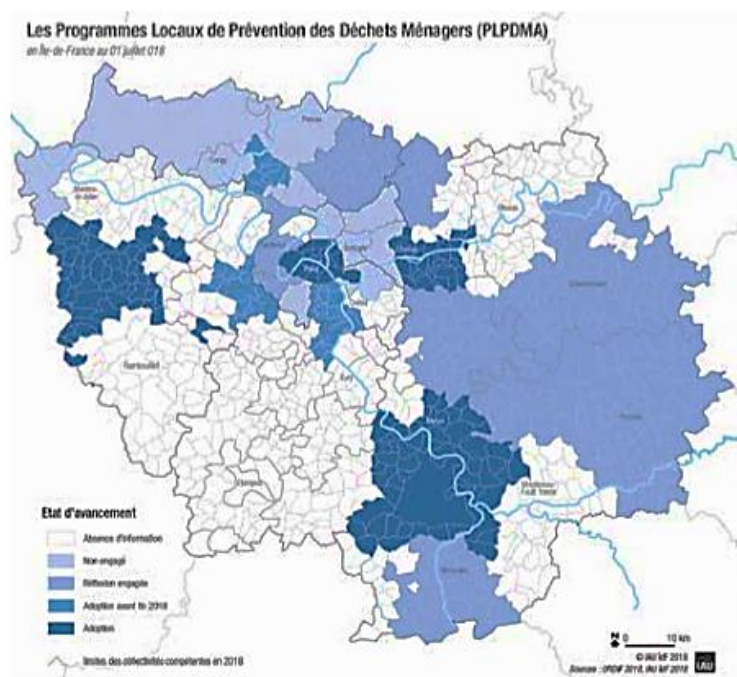
Le futur PR FEDER-FSE+ d'Île-de-France 2021 – 2027 devra s'attacher à contribuer à la mesure de ses possibilités, à améliorer la situation francilienne en matière de production et de gestion des déchets. En cohérence avec les évolutions stratégiques impulsées au niveau de la Commission Européenne et le cadre du FEDER 2021-2027, il pourrait notamment s'agir de soutenir des types d'actions visant à renforcer la circularité de l'économie régionale (recyclage et valorisation des déchets plastiques, amélioration du tri, collecte et valorisation des déchets du bâtiment, filière de traitement et de valorisation des biodéchets, ... ).

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

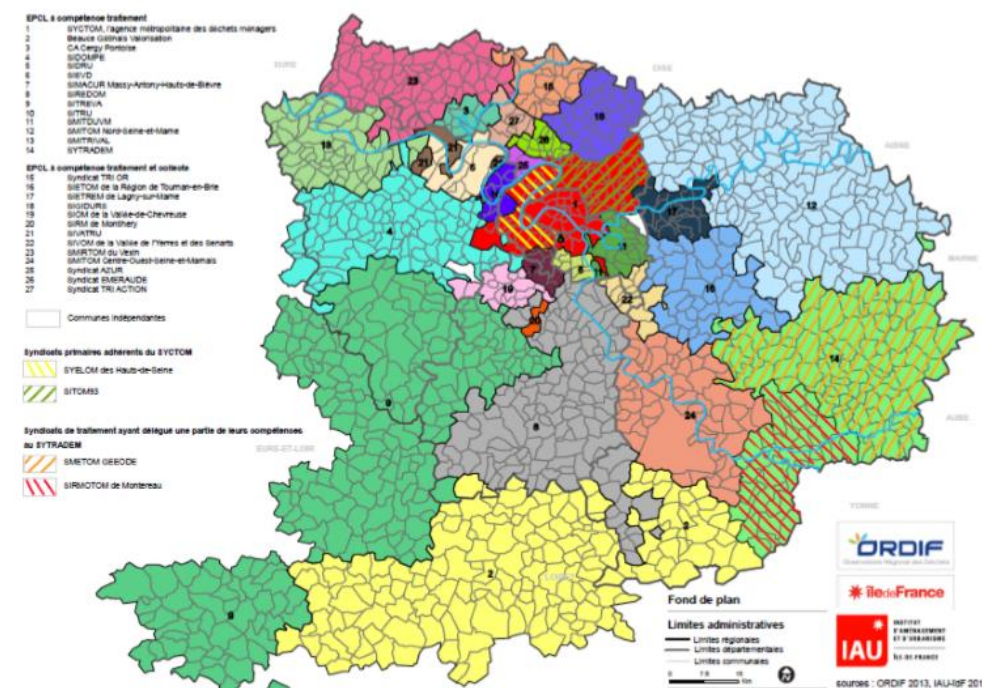
Enjeu n°1	Réduction des quantités de déchets produites
Enjeu n°2	Renforcement des capacités de recyclage et de valorisation des déchets, en tenant compte du foncier disponible
Enjeu n°3	Renforcement des pratiques de tri sélectif individuelles et collectives
Enjeu n°4	Renforcement de la circularité de l'économie régionale

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION REGIONALE





**Carte n° 1 : les établissements de coopération locale franciliens exerçant la compétence de traitement des déchets au 1<sup>er</sup> janvier 2016**



Source : Observatoire régional des déchets d'Île-de-France (Ordif)

Dimension n°3 : Santé – environnement et risques

Composante 3.1 – Qualité de l'air



**Résumé :** en Île-de-France la qualité de l'air représente un enjeu sanitaire majeur. Même si des diminutions notables concernant les émissions de particules fines et de dioxyde d'azote sont évidentes, la région demeure concernée par des dépassements des seuils établis conformément aux directives européennes. Le trafic routier étant le principal responsable de la pollution atmosphérique de la région, les actions à privilégier devraient viser à favoriser la modernisation du parc roulant. De même, le renouvellement des équipements anciens de chauffage individuel au bois pourrait contribuer à la tendance à l'amélioration de la qualité de l'air observable depuis les années 1990.

A – ÉTAT DES LIEUX

Situation et chiffres clés

**Une qualité de l'air problématique**

En 2019, moins de 500 000 franciliens, soit près de 4% de la population, était exposée à des concentrations de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) supérieures à la valeur limite annuelle (VLA) de 40 µg/m<sup>3</sup>. L'exposition à ce polluant est majeure à Paris et dans les communes limitrophes, où les niveaux moyens dépassent de deux fois la valeur limite annuelle. De même, de fortes concentrations de dioxyde d'azote impactent les principales voies structurantes de la région telles que le boulevard périphérique, la RD7 au niveau de Courbevoie ou encore les autoroutes A1, A014 ou A86.

S'agissant des particules de taille inférieure à celle d'une bactérie (PM<sub>2.5</sub>), le niveau de pollution dépasse l'objectif de qualité fixé à 10 µg/m<sup>3</sup>, notamment à proximité du trafic routier. Ainsi, près de 95% de la population francilienne est exposée à des dépassements de cet objectif. En 2019, le seuil limite de valeur annuelle fixé à 25 µg/m<sup>3</sup> est respecté sur l'ensemble de la région.

En ce qui concerne les particules de taille inférieure à celle d'une cellule (PM<sub>10</sub>), la valeur limite annuelle (40µg/m<sup>3</sup>) est dépassée au voisinage des principaux axes routiers. Si ce dépassement concerne moins d'1 % la population francilienne, le dépassement de la valeur limite annuelle fixée par l'OMS (20µg/m<sup>3</sup>) concerne en revanche 4100000 franciliens.

La pollution à l'ozone constitue l'une des problématiques majeures de la région Île-de-France : mêmes si les valeurs cibles de la protection de la santé et de la végétation sont respectées, le niveau de pollution dépasse l'objectif de qualité sur la quasi-totalité du territoire.

Menaces et pressions

**Une menace sur la santé publique**

L'exposition à la pollution atmosphérique, notamment aux particules fines, comporte des effets à la fois à court et à long terme sur la santé des franciliens. Le programme Erpurs a mis en évidence l'existence d'une relation entre certains indicateurs sanitaires et l'élévation de la concentration de polluants dans l'atmosphère d'un jour à l'autre. Néanmoins, le facteur de risque majeur consiste en une exposition à long terme à la pollution atmosphérique. En effet, elle favorise l'émergence de pathologies chroniques telles que des maladies respiratoires et cardiovasculaires, de cancers ainsi que de troubles de la reproduction et du développement de l'enfant.

Dans les deux cas, les études épidémiologiques menées sur le lien entre l'exposition à la pollution de l'air et les effets sur la santé concordent sur le manque de pertinence d'une relation de seuil : il n'existerait pas une valeur limite en dessous de laquelle il n'y aurait pas d'effets sur la santé.

**Une exposition inégale**

L'exposition à la pollution de l'air concerne tous les habitants de la région Île-de-France de manière différente. En effet, il existe des catégories de personnes qui sont plus

Concernant les émissions de benzène, le niveau de pollution dépasse l'objectif de qualité à proximité du trafic routier, notamment à Paris et dans la petite couronne.

#### Une amélioration de la qualité de l'air

Néanmoins, la qualité de l'air a connu des améliorations au cours des dernières décennies avec une baisse notable du nombre de franciliens exposés à des concentrations de dioxyde d'azote supérieures à la valeur limite annuelle. Une baisse d'environ 30% par rapport à l'année 1998 des teneurs moyennes en PM10 s'observe également.

S'agissant des émissions de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) et de monoxyde de carbone (CO), la forte diminution de l'usage du fioul et du nombre de sites industriels a permis le respect des valeurs limites prévues par la réglementation européenne.

#### De multiples sources de particules

Concernant le dioxyde d'azote, le trafic routier est le principal émetteur avec 56% des émissions franciliennes, tandis que le secteur résidentiel et tertiaire est le deuxième avec 18% des émissions totales. De même, pour les PM10, le trafic routier contribue à hauteur de 28% des rejets de la région et le secteur résidentiel et tertiaire pour 26 %. Les chantiers et carrières émettent 18% des PM10 du territoire régional.

Le secteur de production de l'énergie a connu sur la période 2002-2012 une diminution importante, de l'ordre de 50%, de ses émissions de polluants. De même, la modernisation du parc roulant a conduit à une diminution de 48% des émissions d'oxydes d'azote liés au trafic routier.

vulnérables à cette exposition telles que les enfants et les personnes âgées. De même, comme la majeure partie des grandes agglomérations, le territoire francilien est marqué par de fortes disparités en termes de concentration et composition chimique de la pollution de l'air, paramètres qui varient en fonction de la proximité de la population aux axes à grande circulation.

Une étude menée par l'ORS Île-de-France en 2012 a mis en évidence que 16% des nouveaux cas d'asthme chez les enfants étaient imputables à une proximité des ménages franciliens vis-à-vis des axes à fort trafic routier. Selon la même étude, 29% des crises d'asthme et 16% des hospitalisations pour asthme, soit 650 chaque année, seraient à attribuer à la pollution de l'air.

Par ailleurs, le respect de l'objectif établi par l'Organisation mondiale de la santé par rapport aux niveaux en PM2.5 à ne pas dépasser pourrait permettre, selon les scénarios produits, d'éviter près de 6000 décès dont la majeure partie serait concentrée à Paris et dans les communes limitrophes (4200 environ).

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

Les plafonds d'émissions et les valeurs limites de concentration de polluants établis aux niveaux international et européen représentent les premiers repères des politiques de prévention des risques pour la santé liés à la qualité de l'air. Les directives européennes encadrant la stratégie communautaire de surveillance de la qualité de l'air sont la directive européenne (2008/50/CE) du 21 mai 2008 et la directive n°2004/107/CE du 15 décembre 2004. Elles définissent les objectifs de qualité de l'air ambiant ainsi que les critères et les méthodes communs aux membres de l'Union Européenne pour l'évaluer dans le but de la préserver, lorsqu'elle est bonne, et de l'améliorer dans les autres cas. Les objectifs à atteindre sont exprimés sous forme de seuils à ne pas dépasser ou de valeurs cibles. A titre d'illustration, pour le dioxyde d'azote, une valeur limite en moyenne annuelle de 40 µg/m<sup>3</sup> et une valeur limite en moyenne horaire de 200 µg/m<sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 18 heures par an sont fixées.

Afin de recenser et d'encadrer les actions entreprises par les collectivités locales en matière de réduction des GES, de développement de sources d'énergie renouvelable et d'amélioration de la qualité de l'air, les Régions devaient jusqu'à récemment élaborer un Schéma régional Climat Air Énergie (SRCAE).

Des plans de protection de l'atmosphère (PPA) sont également publiés dans toutes les zones intéressées par des dépassements des objectifs de qualité et des valeurs limites et dans toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants.

Par ailleurs, l'article L. 1311-6 du code de la santé publique prévoit la déclinaison au niveau régional du Plan National Santé environnement (PNSE). Se structurant autour de 4 grands axes, le Plan Régional Santé Environnement 3

(PRSE3) de la région Île-de-France<sup>2</sup> vise, entre autres choses, à identifier et réduire les inégalités sociales et environnementales de santé et protéger les catégories de personnes les plus vulnérables aux risques de santé liés à l'environnement. L'intégration de la santé dans les politiques d'aménagement, l'amélioration de la prévention de l'asthme et l'identification des sources de polluants émergents font également partie des actions élaborées dans le cadre de ce plan.

Enfin, encadré par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV, article 64), un Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PRÉPA) a été élaboré en 2017. Ce plan établit les actions à entreprendre sur tout le territoire national afin d'atteindre les objectifs de limitation des dépassements et de diminution des décès prématurés liés à la pollution de l'air.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

L'Île-de-France est une région caractérisée par une pollution atmosphérique importante : les niveaux de concentrations dans l'atmosphère de polluants nuisibles à la santé humaine dépassent très souvent les seuils établis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Union européenne (UE). De plus, l'augmentation de la densité d'une population déjà exceptionnellement dense couplée à un urbanisme ne favorisant pas la dispersion des particules fines pourraient dans les prochaines années augmenter le nombre de franciliens exposé à la pollution atmosphérique. Malgré cela, une tendance à l'amélioration des niveaux de pollution atmosphérique, notamment pour le dioxyde d'azote et les PM10, a pu être observée depuis les années 1990.

Le cœur d'agglomération et les axes à fort trafic routier demeurent les zones les plus exposées aux dépassements, ce qui fait de la modernisation du parc roulant un enjeu majeur de la région. Ainsi, le développement de l'électromobilité et le retrait des véhicules les plus polluants devraient s'accompagner d'actions de communication et de sensibilisation afin de ramener les niveaux de pollution en dessous des valeurs fixées conformément aux normes européennes. Le secteur résidentiel représentant un des principaux émetteurs de particules fines, le déploiement d'actions favorisant l'adoption de bonnes pratiques telles que l'utilisation de foyers fermés ou d'inserts labellisés, d'essences de bois les moins émissives, de bois sec, apparaît fondamental.

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

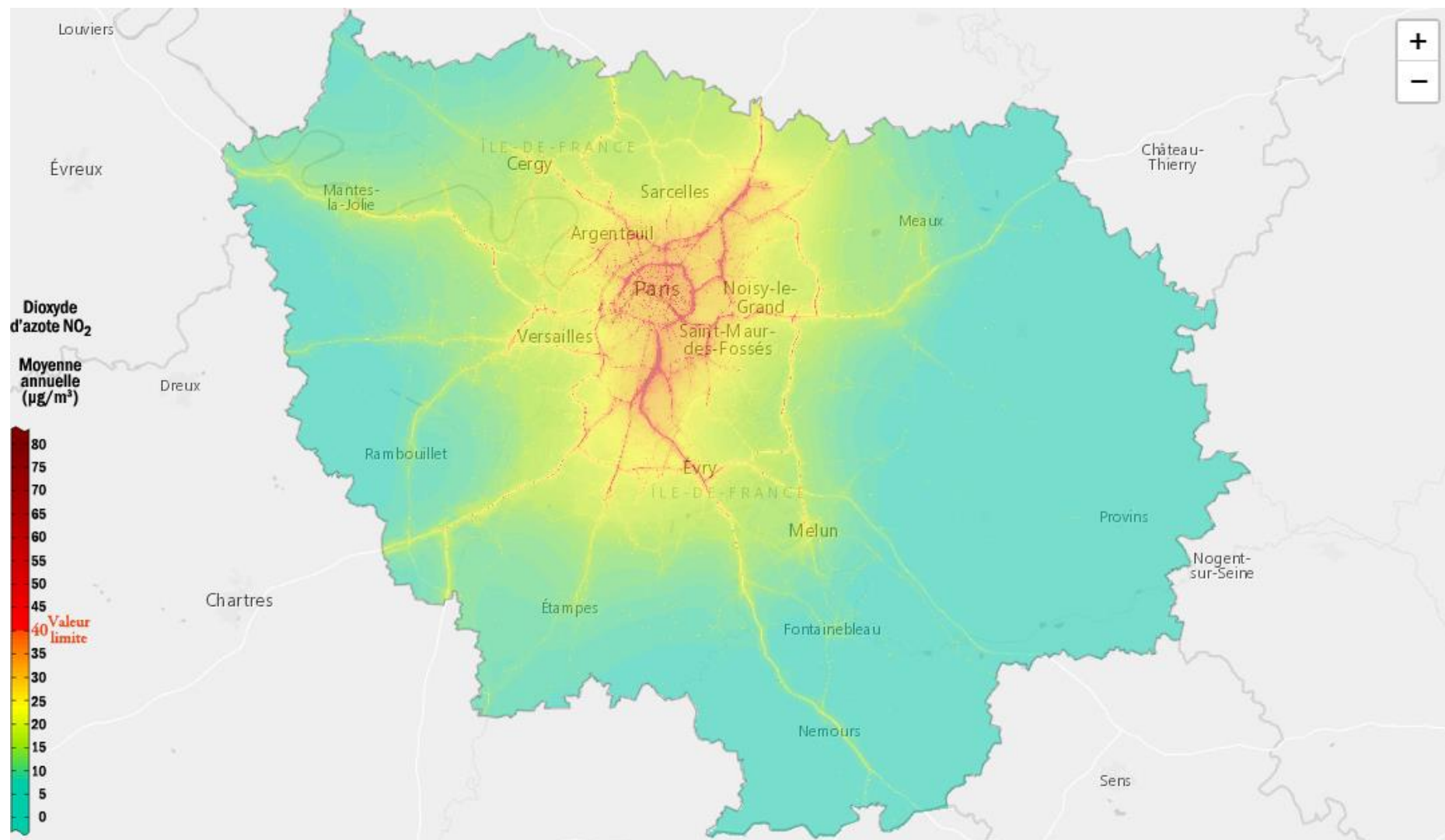
Enjeu n°1	Réduction des émissions liées au parc automobile
Enjeu n°2	Renouvellement des équipements anciens de chauffage individuel au bois
Enjeu n°3	Réduction de l'exposition des populations et des infrastructures sensibles aux polluants atmosphériques

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX

<sup>2</sup> <https://www.iledefrance.ars.sante.fr/plan-regional-sante-environnement-prse-ile-de-france>



### Moyenne annuelle des concentrations de dioxyde d'azote NO<sub>2</sub>



Source : AirParif, Bilans et cartes annuels de pollution

## Dimension n°3 : Santé – environnement et risques

### Composante 3.2 - Nuisances



**Résumé :** la région Île-de-France est particulièrement exposée à des phénomènes de nuisances, notamment sonores. Le secteur des transports est responsable de l'essentiel des nuisances subies par une grande partie des Franciliens, notamment le transport routier et aérien. Ces nuisances se traduisent par des conséquences en matière de dégradation de la qualité de vie et induisent des coûts économiques majeurs.

## A – ÉTAT DES LIEUX

### Situation et chiffres clés

#### Le bruit, la première nuisance régionale

La principale nuisance qui impacte les Franciliens est le bruit. Près de 75% des habitants indiquent ressentir une gêne par rapport au bruit à leur domicile et 25% subir cette nuisance de manière régulière voire permanente.

Les nuisances sonores sur le territoire sont principalement causées par le transport routier (79%), le trafic aérien (16%) et le trafic ferroviaire (5%).

#### Une prépondérance du secteur routier

Le transport routier est particulièrement développé sur le territoire, notamment dans la cadre des déplacements domicile-travail pour les travailleurs résidant hors agglomération parisienne. La région, qui constitue un nœud routier important au niveau national et européen, enregistre le déplacement de plus de 250 000 véhicules par jour. Le nombre important de véhicules engagés se traduit par une saturation des axes routiers et par des embouteillages de grande ampleur et un niveau d'accidentologie accru.

Les nuisances induites par le trafic routier sont également de nature sonore. Un nombre élevé de Franciliens est ainsi concerné par les infrastructures de transports, traversant notamment les zones d'habitat vertical ancien et des établissements recevant du public (stades, hôpitaux...). L'INSEE a estimé qu'un tiers des habitants de Paris et proche couronne résidaient à moins de 75 mètres d'axes routiers. À l'échelle régionale, 15% des Franciliens déclarent subir des nuisances liées à la route, soit environ 1,6 millions de personnes.

#### Des nuisances liées aux plateformes aéroportuaires

Avec trois aéroports majeurs (Orly, Roissy et le Bourget), l'Île-de-France est l'un des territoires européens les plus soumis aux nuisances induites par le trafic aérien.

#### Des nuisances liées aux infrastructures ferroviaires

### Menaces et pressions

#### Les implications sanitaires du bruit

Les travaux de l'Observatoire Régional de Santé d'Île-de-France insistent sur la prise en compte du bruit en tant qu'enjeu sanitaire de premier ordre. En effet, le bruit des transports est un véritable problème de santé publique avec une estimation de 75 000 années de vie en bonne santé perdues chaque année au sein de l'agglomération parisienne. Cette dégradation de la qualité de vie se traduit chaque année par un coût économique de 3,8 millions d'euros.

Les nuisances sonores se traduisent notamment par des troubles du sommeil, impliquant de la fatigue, des baisses de vigilance, des difficultés d'apprentissage et des pertes d'efficacité.

Les nuisances sonores induites par le trafic routier constituent à elles seules 84% des estimations de pertes d'années de vie en bonne santé dans l'agglomération parisienne, impliquant notamment des effets sur le système cardiovasculaire, et l'augmentation à long terme de certaines pathologies comme les angines ou les crises cardiaques. Des effets psychologiques peuvent également être observés tels que l'anxiété, l'agressivité ou la dépression.

#### Une multiplication des unités de valorisation des déchets

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de développement durable et de transition énergétique, la Région Île-de-France ambitionne de multiplier les chaufferies biomasse alimentées par les déchets produits sur le territoire et poursuivre le déploiement des unités de méthanisation. La

multiplication d'unités de méthanisation et de chaufferies biomasse peut se traduire par une augmentation des nuisances, notamment olfactives, pour les riverains des nouvelles installations. Ces nuisances peuvent impliquer des conséquences en matière de santé et de dégradation du bien-être similaire aux nuisances sonores induites par le transport routier.



Composante 3.3 – Risques naturels



**Résumé :** Le territoire francilien, fortement urbanisé et donc particulièrement sensible, est confronté à plusieurs risques naturels. L'exploitation du gypse, de la craie et du calcaire a fragilisé les sous-sols à Paris, mais aussi en petite couronne, grande couronne et dans les zones périurbaines. Ces activités minières ont amplifié le risque de glissements de terrain, qui est également induit par la nature même des sols au niveau régional (sols argileux). Par ailleurs, la présence de la Seine à proximité de foyers de vie importants et urbanisés expose les populations à des risques forts en cas de crues de grande envergure, du même type que la crue particulièrement dévastatrice qui a eu lieu en 1910.

A – ÉTAT DES LIEUX

Situation et chiffres clés	Menaces et pressions
<p><b>Les inondations</b></p> <p>Le risque d'inondations par débordement est particulièrement important en Île-de-France puisque 4% de la région est située en zone inondable et près de 50% des communes franciliennes sont concernées par le risque inondation (561 communes sur 1300). Cette exposition importante au risque s'explique notamment par la forte imperméabilisation des sols et un réseau hydrographique particulièrement développé autour du bassin de la Seine.</p> <p>Au sein des communes exposées, 846 000 habitants et 435 000 logements sont en zone à risque fort, dont la majorité se situe dans la petite couronne ou dans Paris même. En effet, le territoire est soumis à des crues centennales d'envergure extraordinaire de la Seine, comme celle qui a ravagé la capitale en 1910. Ces crues, si elles avaient lieu, pourraient avoir des conséquences désastreuses d'un point de vue social et économique. L'approvisionnement en eau, nourriture ou électricité du territoire serait fortement perturbé, tout comme les activités économiques ou le traitement des eaux usées et des déchets.</p> <p>La région, en plus du risque d'inondation par débordement, est également soumise à un risque d'inondation par remontée de nappe et par ruissellement, c'est-à-dire par saturation des réseaux d'évacuation des eaux pluviales.</p> <p><b>Les glissements de terrain</b></p> <p>Le sous-sol francilien a été exploité laissant de nombreux vides sur le territoire régional. La fragilité du sol se traduit désormais par un risque accru de mouvements de terrain, pouvant entraîner des coûts élevés. Le risque majeur est celui de l'effondrement des cavités souterraines, vestiges de l'exploitation du sous-sol. Plus de 2 600 hectares sont concernés au niveau de l'agglomération parisienne et de la petite couronne, sur des surfaces variant de quelques centaines de m² à plusieurs dizaines d'hectares. Paris, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine sont particulièrement exposés à ce risque. Cette surface atteint 4 500 hectares si l'on prend comme échelle les 300 communes franciliennes ayant eu un passé minier.</p> <p>D'autres types de risques de mouvements existent dans la Région, notamment ceux induits par le phénomène de retrait-gonflement des argiles. Ainsi, lors de périodes de sécheresse, ces phénomènes de rétraction des roches sont à l'origine de problèmes d'instabilité du sous-sol, pouvant conduire à la fissuration de bâtiments.</p>	<p><b>Accroissement du nombre d'habitants en zone inondable</b></p> <p>Plus de 55 000 logements ont été bâtis en zone inondable depuis les années 2000 à l'échelle régionale. La dynamique d'accroissement démographique que connaît le territoire francilien (les prévisions de l'INSEE anticipent plus d'un million d'habitants supplémentaires en 2050), menace d'augmenter la construction et donc les enjeux exposés dans les zones à risque.</p> <p><b>Augmentation des risques en lien avec le changement climatique</b></p> <p>Le changement climatique menace de rendre plus fréquentes les périodes de sécheresse et d'intensifier les phénomènes pluvieux en Île-de-France. Cela pourrait se traduire par une augmentation de l'ampleur et de la fréquence des inondations par ruissellement et des glissements de terrains liés au gonflement des argiles. Ces évolutions auront des conséquences directes sur le</p>

Plus de 75% du territoire francilien est concerné par ce risque, dont 53% en aléa faible, 16% en aléa moyen et 7% en aléa fort. Ce risque, bien que n'ayant que peu de danger pour la vie humaine, comporte des coûts d'indemnisation importants. Cela se vérifie particulièrement en Île-de-France : les sept départements franciliens se classent parmi les départements français où le coût matériel de l'aléa retrait-gonflement des argiles est le plus élevé.

territoire, particulièrement fortes dans les villes.

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

Plusieurs plans permettent la gestion et la prise en compte des risques naturels.

En matière d'inondation :

- ✓ Le **Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)** du bassin Seine-Normandie, a été approuvé le 7 décembre 2015. Il définit les objectifs principaux à atteindre sur le bassin Seine-Normandie afin de réduire les conséquences des inondations sur la vie et la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie. Les **stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI)** déclinent les objectifs du PGRI à l'échelle des territoires à risque important d'inondation.
- ✓ Les **Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRI)** permettent de limiter l'extension urbaine et l'exposition des populations nouvelles au risque inondation, sur les principaux cours d'eaux du territoire.

En matière de glissements de terrains :

- ✓ Les **Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPR)** ont pour objectif de prévenir et informer en matière de risques de mouvements de terrain. Ils définissent les zones exposées à des risques ou certaines zones non directement exposées. Les PPR visent in fine à instaurer des mesures de prévention, protection et sauvegarde pour protéger la sécurité publique des personnes, biens et activités d'un territoire. Les **Plan de Prévention des Risques Mouvements de Terrain (PPRMT)** définissent des périmètres de protection autour des cavités souterraines. Ces périmètres concernent la plupart des arrondissements de Paris, ainsi que 50% des communes de Seine-Saint-Denis (22 communes) et des Hauts-de-Seine (19 communes). Le Val-de-Marne est en cours d'élaboration de son PPRMT.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

L'Île-de-France et en particulier le bassin parisien sont des territoires qui ont dû adapter leur offre de logements et de services à l'arrivée nombreuse de nouvelles populations. Ces dynamiques d'accroissement démographique fort ont conduit au développement de l'urbanisation dans des zones exposées à des aléas naturels (inondations et mouvements de terrains en premier lieu). De nombreux franciliens sont donc exposés à des risques naturels dans leur habitat, parfois sans en être conscients. En prolongation de tendance, l'augmentation des enjeux humains et économiques menacés par les risques de catastrophes naturelles de type inondation, est constante et devrait se maintenir dans les années à venir.

Il convient donc de maîtriser la densité de l'habitat en zones inondables et de développer une meilleure prise en compte des risques, afin de limiter les impacts d'événements au caractère catastrophique tels que des crues centennales. Au regard de l'augmentation de l'ampleur et de la fréquence d'épisodes de précipitations extrêmes, la gestion de ruissellement et de l'évaluation des eaux de pluie en milieu urbain sera un enjeu majeur des années à venir.

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

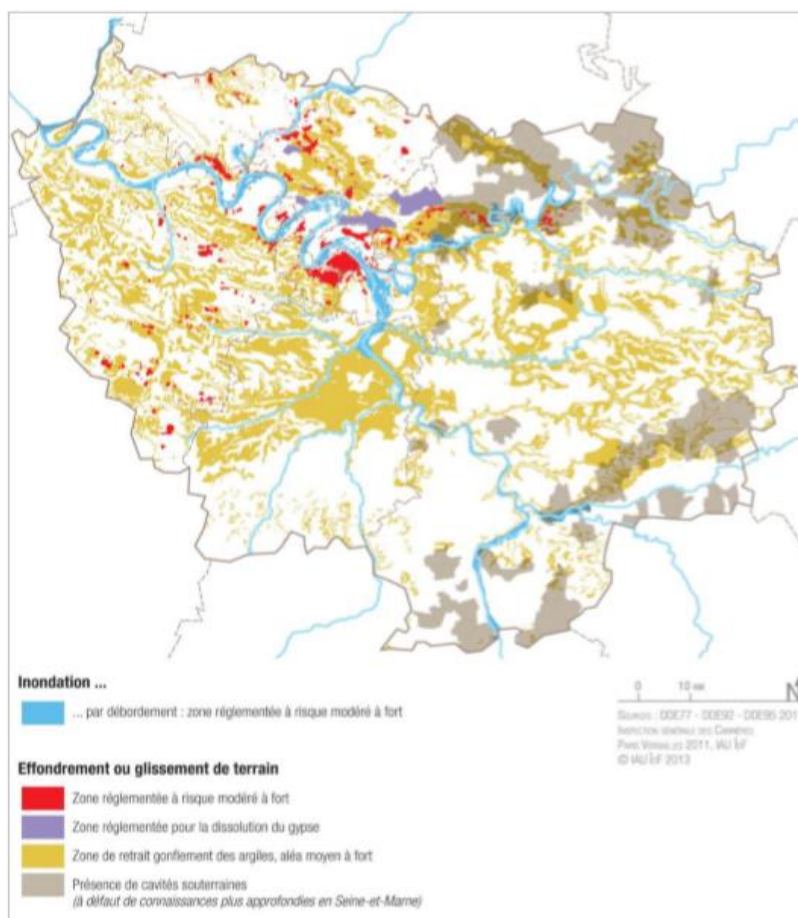
Enjeu n°1	Prise en compte du risque inondation comme une composante à part entière du développement urbain
Enjeu n°2	Prise en compte du risque de mouvement de terrain
Enjeu n°3	Développement de la sensibilisation aux risques naturels

#### Enjeu n°4

Adaptation au changement climatique en matière de risques naturels (notamment gestion du ruissellement en milieu urbain)

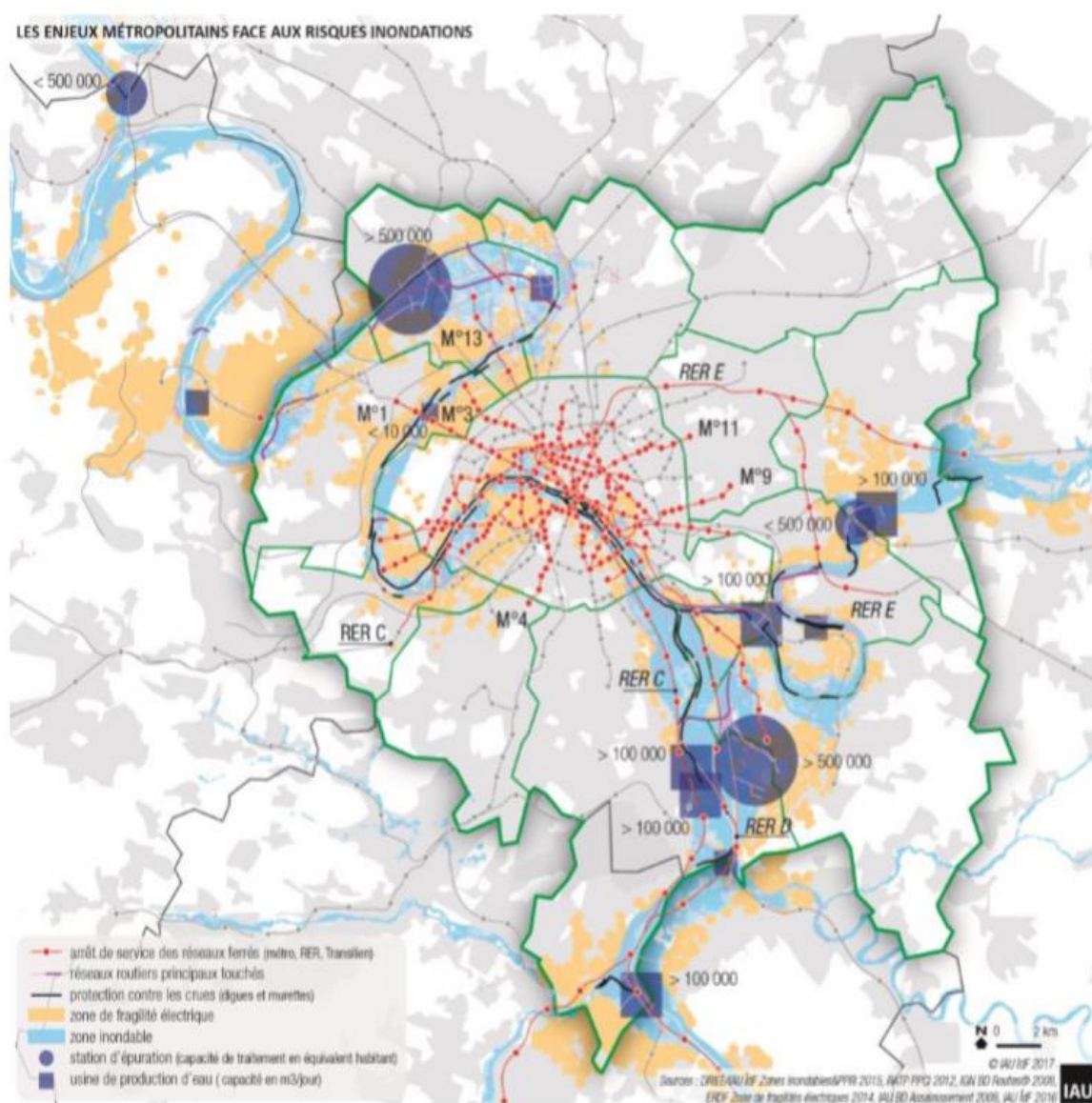
### E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION REGIONALE

Répartition des risques naturels (inondation et mouvements de terrain) en Île-de-France



Diversité des risques naturels (inondation et mouvements de terrain) en Île-de-France. Sources : SDRIF, 2013 ; IAU-Idf

## Exposition de la métropole Parisienne aux risques d'inondations



## Dimension n°3 : Santé – environnement et risques

### Composante 3.4 – Risques technologiques



**Résumé :** l'Île-de-France est une région particulièrement exposée aux risques industriels, notamment par l'importante densité de sites dangereux situés sur son territoire. En effet, la région comporte 1465 sites soumis au régime de l'autorisation et 94 sites correspondant à la directive Seveso 3. Ces sites exposent le territoire à des menaces diverses, notamment à des risques d'explosion, d'incendies et de pollution de l'air et des sols. La région est également centrale dans les transports de matières dangereuses, puisque près de 12 millions de tonnes de matières dangereuses transitent sur son territoire chaque année.

## A – ÉTAT DES LIEUX

Situation et chiffres clés	Menaces et pressions
<p><b>Les sites classés</b></p> <p>Le territoire francilien possède une histoire industrielle riche. Cet héritage se manifeste notamment dans deux secteurs principaux : au nord-ouest de Paris dans la zone dite de la boucle de Gennevilliers et au sud-ouest entre Ivry-sur-Seine et Villeneuve-le-Roi.</p> <p>La diversité des sites industriels liés à l'énergie (raffinerie, dépôts pétroliers, stockages de gaz, centrale thermique), aux déchets (stockage et incinération de déchets dangereux et non dangereux) ou à l'industrie (verreries, aciéries, papeterie, cimenterie, automobile, produits pharmaceutiques et engrais), expose la population francilienne à de nombreux risques : incendie, explosion ou libération de substances toxiques notamment.</p> <p>2800 sites sont recensés au titre des Installations Classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Parmi les sites industriels du territoire, 1465 sont soumis au régime de l'autorisation. Le nombre de sites relevant de la directive Seveso 3 est en diminution, passant de 101 sites en 2001 à 94 en 2018, Ces établissements sont répartis entre 37 sites Seveso seuil haut et 47 Seveso seuil bas.</p> <p>Selon le bureau d'analyse des risques et pollutions industriels du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, 190 accidents industriels sont survenus en 2018, contre un peu plus de 120 accidents en 2017.</p> <p>Parmi les accidents survenus en 2018, 121 accidents impliquent des installations classées. 47% d'entre eux ont donné lieu à un incendie, 49,6% ont entraîné des rejets de matières dangereuses ou polluantes et 6,6% ont donné lieu à une explosion. Les causes principales de ces accidents sont les défauts matériels (49%), les facteurs humains et organisationnels (42%), les agressions externes (13%) et les actes de malveillance (4%).</p> <p><b>Des risques liés au transport de matières dangereuses (TMD)</b></p> <p>Le transport de matières dangereuses (produits toxiques, polluants ou inflammables notamment) impacte le territoire régional. En effet, 12 millions de tonnes de matières dangereuses, notamment des hydrocarbures, du gaz et des produits chimiques, transitent sur le territoire francilien chaque année.</p>	<p><b>La densification de l'habitat à proximité des sites technologiques dangereux</b></p> <p>Le développement progressif des villes autour des sites industriels, lié au dynamisme démographique francilien, pose des questions en termes d'usages de l'espace. En effet, l'évolution de la population annoncée en Île-de-France (13,5 millions d'habitants en 2050 selon l'INSEE) risque de densifier davantage le tissu urbain proche des sites dangereux, créant des zones de danger élevé (zones au nord de l'Essonne, Sud de la Seine-Saint-Denis, territoires de Seine et Marne).</p> <p><b>Le déplacement de sites de stockages de produits dangereux à l'extérieur du centre de la Métropole</b></p> <p>Les sites de stockage de gaz et d'hydrocarbures situés dans le cœur de la métropole parisienne (Gennevilliers, Nanterre, Vitry-sur-Seine, Villeneuve-le-Roi, Athis-Mons...) sont structurants pour l'approvisionnement énergétique de la ville. Toutefois, ils sont également source de risques et de nuisances dans un environnement fortement urbanisé. Leur potentiel déplacement à l'extérieur de la ville présente des avantages, notamment en termes de réduction du risque industriel, mais</p>



Une partie de ce flux transite via des canalisations de transport de fluides, qui demeure la solution de transport la plus sûre. Une autre partie des flux, importante, est acheminée par la route. Ce moyen de transport est plus dangereux que le premier, car implique des risques d'accidents forts sur les axes routiers à fort trafic (autoroutes, voies grandes vitesses) et dans les zones de chargement/déchargement (stockages pétroliers, plateformes multimodales, stations de triage).

En 2018, 11 accidents sont dénombrés concernant le transport de matières dangereuses et 28 accidents concernant le transport du gaz.

également des inconvénients. En effet, les chaînes d'approvisionnement risqueraient d'être rallongées, augmentant les risques liés aux accidents durant le transport de matières dangereuses (incendies, explosion, contamination de l'environnement...).

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

Les **Plans de prévention des risques technologiques (PPRT)**, introduits par la loi du 30 juillet 2003 et le décret du 7 septembre 2005, constituent un outil fondamental pour contrôler l'urbanisation autour des sites Seveso seuil haut. Au niveau régional, **27 PPRT ont été approuvés**. Le financement total des PPRT en Île-de-France est de l'ordre de 60 M€.

Les PPRT délimitent, autour des installations classées à haut risque et en fonction de la nature et de l'intensité des aléas, des zones à l'intérieur desquelles des prescriptions peuvent être imposées aux constructions existantes et futures, mais aussi éventuellement des zones d'expropriation ou de délaissement.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

La région Île-de-France présente des risques technologiques importants, qui sont sources de menaces dans un environnement resserré et fortement urbanisé. Des accidents industriels ou liés au transport de matières dangereuses ont eu et pourront avoir des conséquences fortes. Au regard de l'évolution démographique générant une densification continue des zones d'habitat situées en proximité des sites à risque, les enjeux humains vont aller en augmentant dans les années à venir. Les mesures de délocalisation de certains sites de stockage de produits dangereux dans des zones moins urbanisées pourraient permettre de réduire ce risque tout en augmentant le risque lié au TMD.

Ainsi, la maîtrise de l'urbanisation et une attention toute particulière portée sur le contrôle des installations industrielles dans leur interaction avec les espaces habités sont deux éléments clés à prendre en compte.

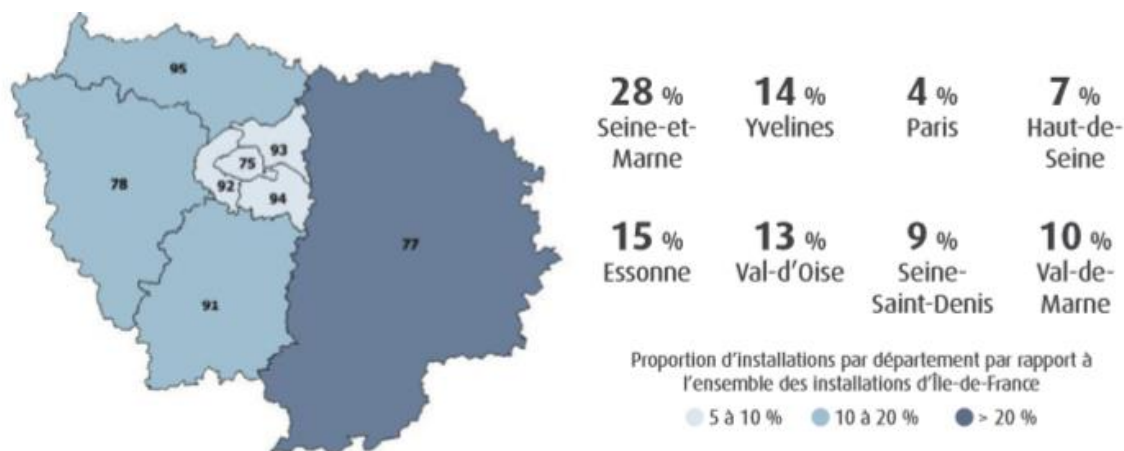
## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1

Maîtrise de l'urbanisation à proximité des sites de risque technologique

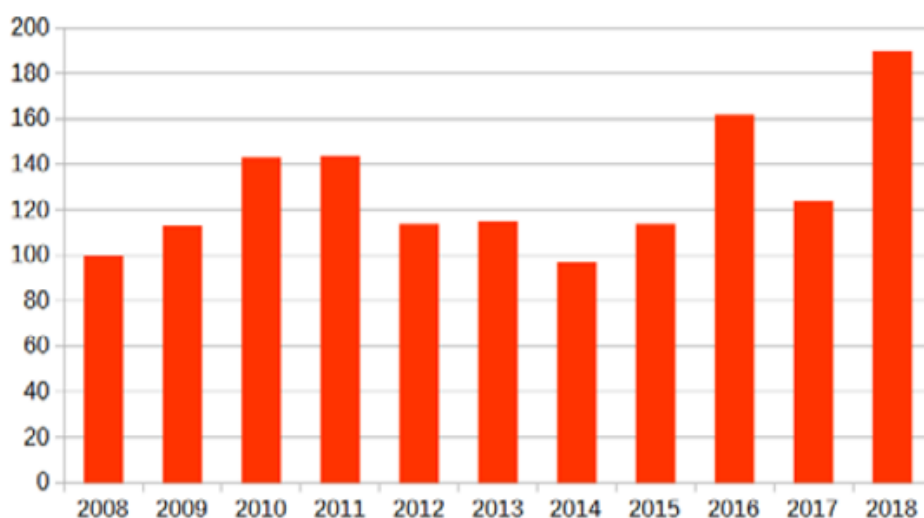
## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION REGIONALE

Répartition des installations classées soumises à autorisation et enregistrement par département (2018)



Source: DRIEE, 2019

Evolutions du nombre d'accidents technologiques enregistrés en Île-de-France (installations classées, canalisations, utilisation et transport du gaz, transport de matières dangereuses)



Source: DRIEE, 2019

Afin de disposer de données détaillées concernant la situation socio-sanitaire des communes et des intercommunalités franciliennes, l'Observatoire régional de santé (ORS) et l'Institut Paris Région ont élaboré en partenariat avec le Conseil régional un atlas socio-sanitaire intégralement disponible en ligne à l'adresse suivante : [https://cartoviz.institutparisregion.fr/?id\\_appli=monographie&x=653504.4027519634&y=6860189.062928206&zom=5](https://cartoviz.institutparisregion.fr/?id_appli=monographie&x=653504.4027519634&y=6860189.062928206&zom=5). Cet atlas consiste dans une série de données détaillées et cartographiées des 1287 communes d'Île-de-France visant à offrir un panorama des connaissances nécessaires à l'élaboration de diagnostics sanitaires partagés à un niveau local, véritable enjeu de démocratie sanitaire locale.



Dimension n°4 : Paysages et cadre de vie

Composante 4.1 – Patrimoines paysagers



**Résumé :** la région Île-de-France est caractérisée par un patrimoine paysager varié. La cohérence et la diversité des unités qui le composent et qui en constituent la richesse sont menacées par l'étalement urbain et la consommation d'espaces ouverts et naturels qui en résultent. La prolifération des dépôts sauvages pèse également sur la qualité du patrimoine paysager de la région. De nombreux dispositifs de protection et préservation du paysage ont été mis en place afin de contrer ces tendances.

A – ÉTAT DES LIEUX

Situation et chiffres clés	Menaces et pressions
<p><b>Un patrimoine paysager riche</b></p> <p>La région Île-de-France est composée de plusieurs unités paysagères regroupées en 4 grandes familles : grand plateau agricole, grande vallée urbaine et rurale, interface ville campagne et espace urbain en mutation.</p> <p>Composé de vallées et de plateaux superposés, le territoire francilien se structure autour d'un bassin sédimentaire ponctué de petites buttes et coteaux le plus souvent boisés. Le relief de l'Île-de-France structure l'ensemble du paysage de la région : les vallées, accompagnées de terrasse plaine, s'encaissent dans un plateau haut de plus de 100 mètres. Les plateaux d'Orly (sud), de Saint-Cloud (ouest) et de Saclay (sud-ouest) entourent Paris et la petite couronne situés au cœur de l'agglomération et traversés par le réseau hydrographique constitué des vallées de la Seine, de la Marne et de l'Oise.</p> <p>En s'éloignant de la capitale, des plaines et des plateaux (le Vexin, le Mantois, la Brie, le Gâtinais, etc.) dominent le paysage régional. Au sud, les vallées alluviales de Marly et de Saint-Cloud sont entourées par des coteaux boisés.</p> <p><b>Deux éléments constitutifs du paysage francilien</b></p> <p>Les bassins versants du territoire francilien structurent le paysage de la région en différentes unités paysagères. Ainsi, le réseau hydrographique constitue l'un des éléments essentiels du paysage avec les belvédères : les</p>	<p><b>Une cohérence à préserver</b></p> <p>L'un des enjeux majeurs qui se pose en matière de préservation du paysage est celui de la cohérence. La diversité paysagère de la région Île-de-France repose sur 10 typologies d'unités paysagères. L'ensemble de ces unités forme une cohérence qui doit être préservée. Cela implique une attention particulière aux modifications du paysage qui peuvent découler d'interventions d'ordre architectural et urbanistique. Ces interventions seront plus susceptibles de modifier le paysage rural que celui urbain déjà caractérisé par une forte densité de bâtiments. L'harmonisation des installations futures dans le contexte dans lequel elles s'insèrent et avec l'environnement qui les entourent se pose donc comme une question essentielle en matière de préservation du paysage.</p> <p>L'étalement urbain et la consommation d'espaces ouverts et agricoles qui en découle représentent des menaces pesant sur le patrimoine paysager : entre 1990 et 2008, l'artificialisation des espaces agricoles, boisés et naturels a consommé en moyenne 2 375 hectares par an, 70% de cet espace étant agricole. Sur la même période, les espaces d'habitat en petite couronne ont connu une densification de l'ordre de 10%. En grande couronne, en revanche, la densification s'est réalisée de manière plus hétérogène avec 5% dans les Yvelines et 11% en Seine-et-Marne</p> <p>La dégradation des unités paysagères est également imputable à la localisation de cette consommation qui le plus souvent ne tient pas compte de l'organisation interne de ces unités. Ainsi, les phénomènes de fragmentation, cloisonnement et altération représentent autant de menaces pour le patrimoine paysager. A titre d'illustration, en 2008, l'urbanisation a touché plus de 20 % des lisières de forêts franciliennes. Aujourd'hui, aux alentours de Paris (20 km autour de la capitale) la quasi-totalité des forêts sont</p>

crêtes et les coteaux, autre trait essentiel du territoire, offrent des points de vue et des repères très caractéristiques. Ils permettent notamment d'appréhender le paysage de la région et les relations que celui-ci entretient avec le bassin parisien. Différenciés selon de nombreux critères (le mouvement, la relation au sol, l'aménagement, le degré d'ouverture de la vue, l'accessibilité au public, la notoriété, etc.), les 400 belvédères recensés représentent une véritable richesse du territoire francilien.

#### Les Parcs naturels régionaux

Territoire au patrimoine remarquable mais fragile, les parcs naturels régionaux (PNR) constituent des espaces soumis à un développement particulier visant à en assurer la protection et la mise en valeur. Ils sont 4 et se répartissent sur tout le territoire de la région :

- ✓ La Haute Vallée de Chevreuse (1985)
- ✓ Le Vexin français (1995),
- ✓ Le Gâtinais français (1999)
- ✓ Oise-Pays de France (2004)

En 2013, le projet de création de deux autres PNR, Brie et Deux-Morin et Bocage gâtinais, a été lancé.

enclavées : les bois de Boulogne et de Vincennes, le massif de Montmorency, la forêt de Clichy, le bois Saint-Martin, la forêt Notre-Dame, la forêt de Sénart, de Meudon, etc. Mais ce phénomène s'étend même au-delà jusqu'aux massifs de L'Isle-Adam et Carnelle, la forêt de l'Hautil, les forêts de Rougeau et le bois de Sainte-Assise.

Enfin, les autres pressions susceptibles de menacer les espaces ouverts et le patrimoine paysager franciliens relèvent de leur mauvaise gestion et de leur sur-fréquentation.

#### La recrudescence des dépôts sauvages

De plus, la dégradation de la qualité du paysage francilien au moyen de la prolifération de dépôts sauvages constitue une autre menace importante : en 2016, dans le cadre du plan régional de lutte contre les dépôts sauvages « Île-de-France propre », ces derniers ont été estimés entre 20 et 25 kg/ha/an. L'Office National des Forêts (ONF) et l'Agence des Espaces Verts (AEV), gestionnaires des espaces naturels régionaux, identifient une augmentation des dépôts sauvages en région. En 2015, l'AEV recense 4 000m<sup>3</sup> de déchets évacués d'espaces naturels, pour un coût de près d'un million d'euros. Les milieux naturels faisant l'objet d'une forte fréquentation sont parmi les victimes principales de ce phénomène qui risque de remettre en cause la qualité de certaines unités paysagères franciliennes.

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

Plusieurs stratégies de réduction des impacts sur le paysage des nouveaux bâtiments ou installations existent. Le choix du site de l'installation ou du bâtiment futurs constitue le premier critère à prendre en considération en matière de préservation du paysage. De même, la conception architecturale des nouvelles infrastructures joue un rôle fondamental dans les stratégies de réduction des impacts sur le paysage. Ainsi, plusieurs mesures sont prises aux différentes échelles territoriales :

- ✓ Au niveau européen, la Convention européenne du paysage de 2006 invite les Etats membres de l'Union à intégrer la notion de paysage et sa préservation dans toutes les politiques ayant une incidence sur celui-ci (aménagement, urbanisme, agricole, etc.). Le traité prévoit que cet objectif soit atteint à travers des actions de sensibilisation de la société civile, de formations de spécialistes, d'identification et de qualification des paysages caractérisant le territoire des Etats membres à la convention et, enfin, de formulation d'objectifs de qualité paysagère.
- ✓ Au niveau national, la loi de 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et la loi de 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages encadrent la protection du paysage. De plus, afin de lutter contre la dégradation de la qualité paysagère du territoire francilien, l'article L. 541-3 du Code de l'environnement encadre la lutte contre les dépôts sauvages.
- ✓ Des actions sont déjà entreprises à l'échelle régionale, notamment la création par la Région d'un fonds de propreté pour accompagner les collectivités franciliennes dans la lutte des dépôts sauvages. De même, un plan de lutte contre ces dépôts a été adopté par la Région en 2016.

Toujours au niveau régional, le Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) et les chartes des parcs naturels régionaux (PNR) encadrent la préservation du patrimoine naturel et des paysages. Les chartes

fixent notamment un objectif de préservation en élaborant des orientations d'aménagement visant à maîtriser l'urbanisation et garantir la cohérence entre celle-ci et la valorisation des patrimoines paysagers.

Le SDRIF a vocation à assurer la préservation des coteaux et des cours d'eau de la région tout en les valorisant et favorisant leur intégration dans les projets d'aménagement. Il vise également à lutter contre la dégradation des paysages en recentrant le développement urbain sur les espaces déjà urbanisés ainsi qu'à modérer considérablement leurs extensions sur la portion de territoire régional non encore artificialisée.

Par ailleurs, les documents d'urbanisme (SCoT, PLUi, etc.) constituent des outils essentiels pour harmoniser et rendre cohérents les nouvelles interventions urbanistiques et architecturales avec le patrimoine paysager régional.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Cette tendance à la consommation d'espaces ouverts constitue une menace pour l'identité et la diversité des unités paysagères franciliennes. En dépit des actions entreprises, la dynamique d'artificialisation des espaces naturels et agricoles se traduit par des pressions toujours plus fortes sur les grands ensembles paysagers qui font l'identité du territoire régional. Par ailleurs, la prolifération des déchets, notamment des dépôts sauvages, et les prévisions de croissance de la population laissent entrevoir l'amplification des menaces exercées par les activités anthropiques sur le patrimoine naturel francilien.

Les critères à prendre en compte afin de minimiser, voire éviter les impacts sur le paysage sont de trois natures distinctes :

- ✓ Certaines caractéristiques architecturales propres aux nouveaux bâtiments, installations et infrastructures peuvent venir impacter le paysage de la région. Parmi celles-ci, il y a la hauteur, la couleur et les matériaux dont ils sont composés.
- ✓ Le type de traitement accordé aux espaces publics et/ou du terrain d'assiette de la nouvelle installation est susceptible d'impacter le paysage environnant l'installation elle-même.
- ✓ Le contexte de l'installation selon qu'il soit urbain ou rural, implique des précautions différentes en termes de préservation du paysage.

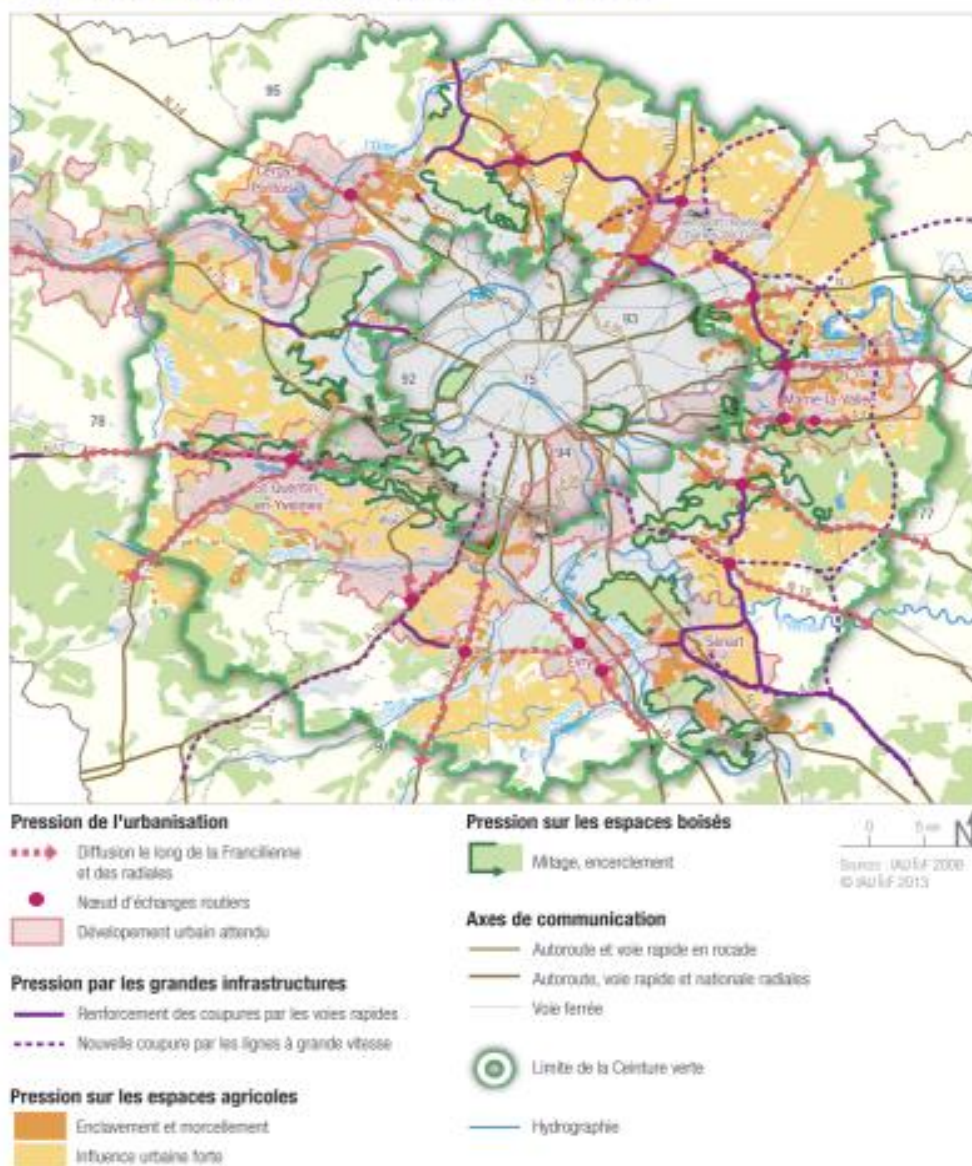
En l'état des dynamiques actuelles, un enjeu fort de planification régionale assurant un équilibre entre la protection des patrimoines paysagers, leur valorisation, et la construction de nouveaux équipements apparaît central pour préserver l'intégrité du patrimoine paysager régional.

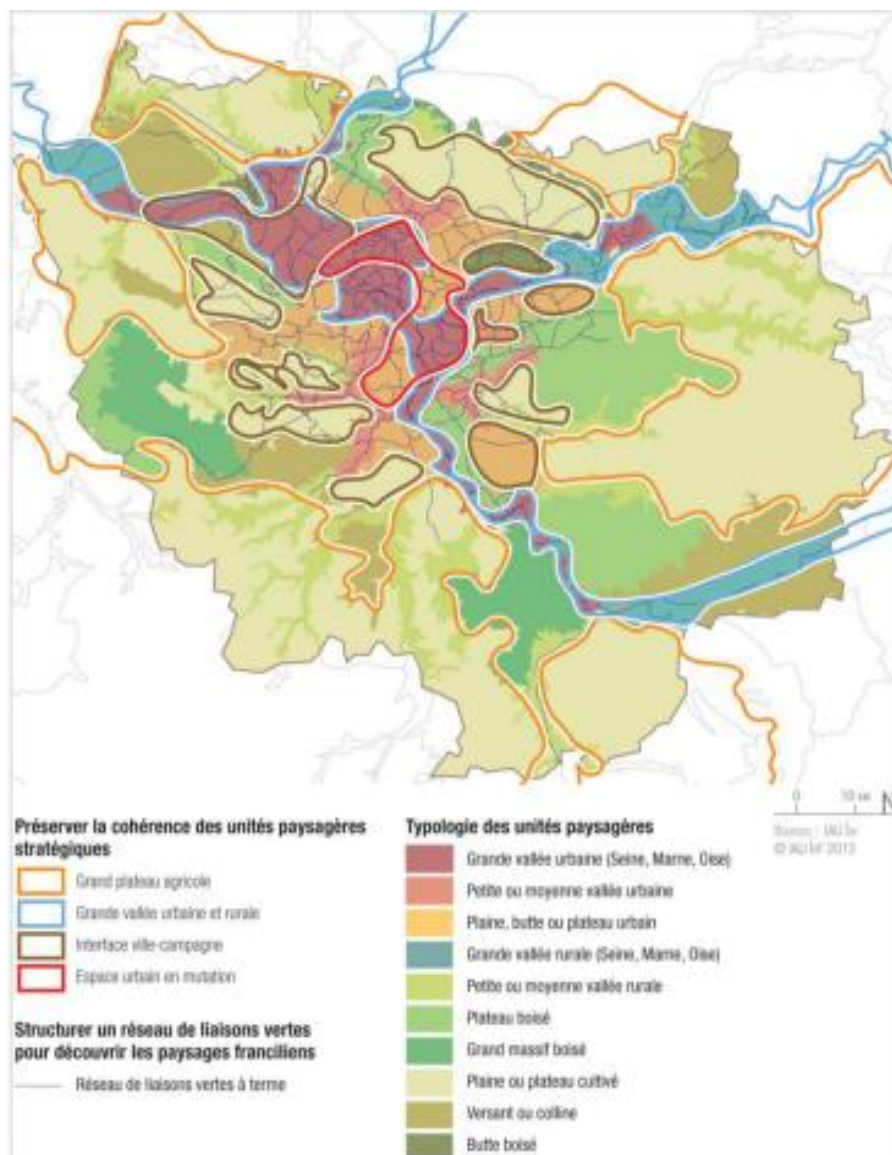
## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1	Préservation des espaces naturels, boisés et agricoles emblématiques
Enjeu n°2	Maintien de la cohérence des grands ensembles paysagers régionaux

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX

## Pressions sur les espaces de la Ceinture verte





Carte des unités paysagères d'Île-de-France. Sources : SDRIF, 2013 ; IAU-IdF



## Dimension n°4 : Paysages et cadre de vie

### Composante 4.2 – Patrimoines bâtis et architecturaux



**Résumé** : la région Île-de-France présente un patrimoine bâti et architectural unique. Cette richesse, qui constitue un véritable atout du territoire francilien en termes de rayonnement et d'emploi, est protégée au moyen de nombreux dispositifs. Néanmoins, des pressions relevant de la croissance de la population régionale pourraient altérer certains sites et abords de monuments protégés.

#### A – ÉTAT DES LIEUX

Situation et chiffres clés	Menaces et pressions
<p><b>Une richesse architecturale et historique exceptionnelle</b></p> <p>Première région touristique mondiale, l'Île-de-France est caractérisée par un patrimoine bâti important. Le caractère longtemps centralisé de l'Etat français a fait en sorte que la région puisse jouir d'un héritage architectural exceptionnel.</p> <p>Les monuments et les lieux historiques présents en Île-de-France sont nombreux et se distinguent selon qu'ils soient des monuments historiques, des sites UNESCO ou des sites labellisés « villes et pays d'art et d'histoire ». Répartis sur l'ensemble du territoire régional avec une plus forte concentration à l'ouest, les édifices recensés par l'inventaire en cours et ceux des communes et des départements font également partie du riche patrimoine bâti de l'Île-de-France.</p> <p>De plus, il existe des édifices non reconnus et protégés tels que les cœurs de bourgs anciens et les grandes fermes qui contribuent de manière tout aussi remarquable à l'identité du territoire francilien. L'habitat urbain, quant à lui, participe à la constitution de formes et tissus urbains originels et typiques de la région (les premiers lotissements du XIXe siècle, les grands ensembles, les cités jardins de l'entre-deux guerres, les vieux cœurs de bourg).</p> <p>L'Île-de-France concentre 10% des monuments historiques présents sur le territoire national. Paris en contient environ 2000, soit la moitié des monuments de la région. Ceux-ci sont protégés en vertu de leur valeur artistique, culturelle et/ou architecturale. A titre d'illustration, parmi les sites UNESCO les plus célèbres, nous trouvons le palais et le parc de Versailles, le palais et le parc de Fontainebleau, Paris et les quais de la Seine. Concernant les « villes et pays d'art et d'histoire », l'Île-de-France compte 10 sites labellisés : Meaux, Boulogne-Billancourt, Rambouillet, Plaine Commune, etc. Tous dispositifs de protection confondus, 355 000 ha, soit environ 27% du territoire régional, sont protégés.</p> <p>Ce patrimoine représente une véritable ressource de la région en contribuant de manière considérable au rayonnement de</p>	<p><b>L'artificialisation aux abords des sites patrimoniaux</b></p> <p>Comme évoqué précédemment, la région francilienne se caractérise par un fort niveau d'artificialisation. Souvent, mal maîtrisé, cet étalement urbain entre en conflit avec des sites inscrits ou classés. Bien que les différents statuts de protection réglementaire permettent de limiter l'impact des constructions nouvelles sur la qualité du bâti à forte valeur patrimoniale, l'accélération de l'urbanisation peut se traduire par des infrastructures localisées de plus en plus proches de monuments remarquables, notamment en milieu rural.</p> <p>Par ailleurs, la juxtaposition de monuments anciens et de constructions nouvelles induite par une mauvaise maîtrise de l'urbanisation du territoire, se traduit par l'apparition de discontinuités architecturales qui dégradent la qualité et l'unité paysagère urbaine.</p> <p><b>La banalisation de l'identité architecturale</b></p> <p>Autre atteinte grave portée au patrimoine bâti de la région, la banalisation de l'identité architecturale menace le caractère originel des formes urbaines propres au territoire francilien. La disparition des patrimoines industriels et du patrimoine du mouvement moderne liée souvent à une méconnaissance de leur valeur identitaire et architecturale contribue de façon importante à une homologation du tissu urbain de la région. Ces architectures modernes et contemporaines disparaissent, notamment dans le cœur d'agglomération, en raison de la difficulté de les réemployer à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été construites.</p>

son territoire et à la création de nouveaux emplois. Il représente également un vecteur d'enracinement et d'identité pour la population francilienne ainsi qu'un élément essentiel de qualité de vie.

Ce phénomène de banalisation du bâti du territoire risque de s'amplifier avec la dynamique d'urbanisation qui intensifie les pressions foncières au niveau des centres urbains notamment.

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

Au niveau national, la loi de 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains pose des objectifs de protection des formes urbaines et des ensembles constitués. Elle entend notamment encourager la réduction de la consommation des espaces non urbanisés et la périurbanisation et favoriser la densification raisonnée des espaces déjà urbanisés.

Au niveau régional, le Schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) et Les Chartes des parcs naturels régionaux (PNR) partagent les mêmes orientations de valorisation du patrimoine bâti et de l'identité culturelle. Le SDRIF entend également promouvoir une meilleure prise en compte de ce patrimoine et la réutilisation du bâti ancien à l'aide du service régional de l'inventaire (SRI). Les dispositifs de protection et de reconnaissance des patrimoines bâtis et architecturaux de la région sont nombreux (monuments historiques, sites inscrits, classés, ZPPAUP, AVAP, secteurs sauvegardés), pour une superficie totale protégée de 325 000 ha, soit environ 27% du territoire régional :

Dispositif de protection et reconnaissance des patrimoines	Nombre de sites/éléments	Superficie des sites ou des éléments (en hectares)	Part de l'Île-de-France (sans doubles comptes)
Site inscrit	251	144 950	12%
Site classé	245	98 490	8%
ZPPAUP/AVAP	48	8 855	<1%
Secteurs Sauvegardés	4	550	<0,1%
Monuments historiques et leurs périmètres de protection	3 997	119 000	10%
Villes et Pays d'art et d'histoire	10	138 775	11%
Patrimoine mondial (UNESCO)	4	1 720	<0,5%

Nota : les ZPPAUP, AVAP et Secteurs Sauvegardés sont aujourd'hui regroupés sous l'appellation Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR) depuis la loi Patrimoine de juillet 2016.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

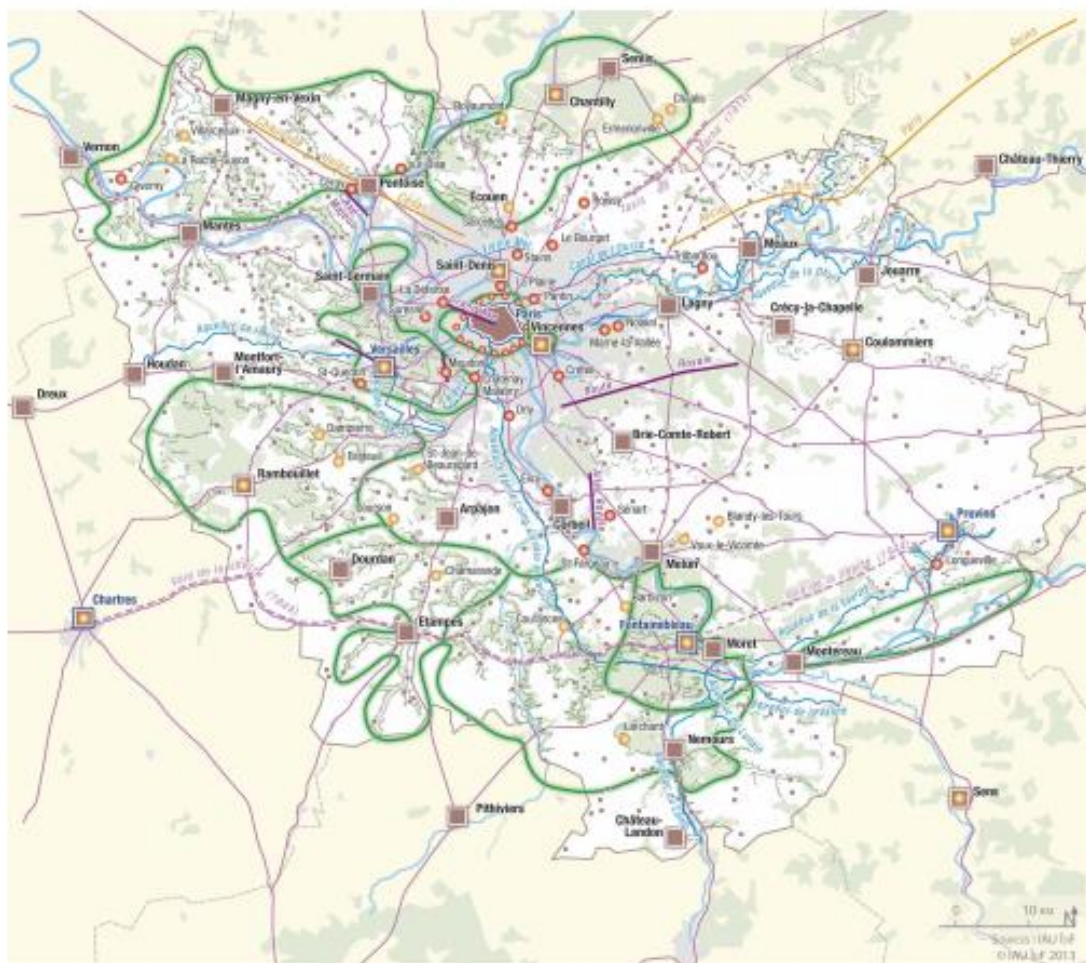
Les patrimoines bâtis et architecturaux de la région Île-de-France constituent une richesse exceptionnelle du territoire francilien et de nombreux dispositifs de protection et de mise en valeur de ces patrimoines ont été élaborés. Malgré cela, des menaces liées à l'urbanisation croissante et à une mauvaise insertion paysagère des nouveaux équipements risquent d'en empêcher la valorisation, voire de nuire à leur rayonnement architectural.

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1	Préservation des patrimoines bâtis et architecturaux
Enjeu n°2	Lutte contre la banalisation du patrimoine bâti

## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX





Dimension n°5 : Climat et énergie

Composante 5.1 – Besoins et sources d'énergie



**Résumé :** La région Île-de-France est la région française qui dispose de la consommation énergétique la plus importante. Cette situation est liée notamment à l'urbanisation importante du territoire, à son importante densité de population et à sa spécialisation dans le secteur tertiaire, qui tirent vers le haut les consommations énergétiques des secteurs résidentiel, tertiaire et des transports. La région présente une dépendance particulièrement forte aux énergies fossiles et à l'électricité, ne produisant qu'une faible partie de sa consommation totale. Ses potentiels de production d'énergies renouvelables (EnR) sont néanmoins importants, bien qu'encore trop peu développés dans les domaines solaire, éolien ou de la biomasse. Seul l'énergie géothermique est déjà bien implantée sur le territoire.

A – ÉTAT DES LIEUX

Situation et chiffres clés	Menaces et pressions
<p><b>La région la plus consommatrice d'énergies</b></p> <p>L'Île-de-France est la région avec la consommation énergétique totale la plus importante parmi l'ensemble des régions du territoire national, atteignant 24 139 ktep en 2017, soit près de 10 % de la consommation française (248 200 ktep en 2017). Toutefois, on peut noter que cette consommation d'énergie a été réduite de 11% sur la période 2005-2015.</p> <p>Le secteur du bâtiment, regroupant secteur résidentiel et tertiaire est à l'origine de 62% des consommations d'énergies en 2015, dont 41% pour le résidentiel et 21% pour le tertiaire. Les transports arrivent en seconde position, à l'origine de 27% des consommations. L'industrie représente le troisième secteur consommateur d'énergie avec 11% de la consommation finale.</p> <p><b>Des besoins importants en provenance des secteurs résidentiel et tertiaire</b></p> <p>Le profil énergétique du territoire révèle à la fois une urbanisation forte avec une population nombreuse, concentrée autour de Paris, et un très haut niveau de tertiarisation de l'économie. S'observe ainsi une part du chauffage urbain (5% des consommations) particulièrement élevée par rapport à la moyenne nationale (2%). Le gaz naturel et l'électricité sont les deux premières énergies consommées (33% et 30% de l'énergie totale). Toutefois, ces deux sources d'énergies présentent des dynamiques différenciées : la consommation d'électricité a augmenté de 4,7% en Île-de-France entre 2005 et 2015, alors que la consommation de gaz naturel a diminué de 19% sur la même période.</p> <p>Le secteur routier demeure toutefois un poste de consommation énergétique particulièrement important, comme en témoigne le recours massif aux produits pétroliers (29% de l'énergie consommée). La voiture</p>	<p><b>Une dépendance énergétique forte</b></p> <p>La région Île-de-France est particulièrement consommatrice de ressources énergétiques : électricité et énergies fossiles notamment (gaz naturel et produits pétroliers). Cette consommation risque de s'amplifier en lien avec le développement des activités économiques tertiaires et l'augmentation annoncée de la population francilienne, notamment en petite et grande couronne (passant de près de 12,2 millions d'habitants en 2018 à près de 13,5 millions d'habitants en 2050 selon l'INSEE). Le développement d'un habitat péri-urbain plus éloigné de Paris risque de s'accompagner d'un usage plus important de la voiture et de consommations énergétiques du bâtiment supérieures, liées à l'habitat individuel.</p> <p><b>Des chaînes d'approvisionnement énergétiques plus complexes</b></p> <p>La dépendance régionale forte aux énergies venant de l'extérieur l'expose particulièrement aux risques induits par les ruptures d'approvisionnement et aux variations des prix sur les marchés de</p>

demeure le moyen de transport motorisé le plus utilisé dans la Région (38%) devant les transports collectifs (30%) en 2010. Cependant, il est à noter que la consommation de charbon et produits pétroliers a connu une baisse de 18% entre 2005 et 2015.

La facture énergétique régionale représentait 23 milliards d'euros et 1 522 euros par ménage/an en 2013, payée à 70% par les habitants du territoire.

#### La production énergétique du territoire

En 2015, la région Île-de-France a produit 18 TWh à partir de sources d'énergie renouvelable, lui permettant de couvrir environ 8% de ses besoins énergétiques (225 TWh). La région conserve donc une forte dépendance aux énergies fossiles importées et à l'électricité importée.

En 2017, la région francilienne totalisait 682 MW d'installations géothermiques, pour une production de 1350 GWh de chauffage. En effet, la région a un fort potentiel géothermique pour alimenter les réseaux de chaleur, lié à la présence d'aquifères profonds (1285 GWh en 2014).

La puissance photovoltaïque raccordée en 2017 est de 91 MW, la plus faible parmi les régions françaises. L'énergie produite à partir du photovoltaïque en 2017 est de 75 GWh. Cela s'explique à la fois par le faible ensoleillement régional qui rend les installations moins rentables et par le manque de foncier disponible, ce qui limite la taille des installations.

Cinq parcs éoliens sont exploités en Île-de-France, cinq en Essonne et deux en Seine-et-Marne, pour une puissance totale installée de 70 MW en 2019. Toutefois, ce niveau de production apparaît loin des objectifs du SRCAE (de 200 à 540 MW) et de la puissance raccordée nationale (15 108 MW en 2018).

#### Les potentiels de production énergétique

Le territoire possède néanmoins un potentiel non négligeable de développement des énergies renouvelables, traduit par l'ambition de la Stratégie Energie-Climat de la Région, publiée en 2018. Cette stratégie établit une analyse du potentiel de développement des EnR, passant de 18 TWh à 37 TWh en 2030. Ce mix se compose à 57% de chaleur, à 14% d'électricité et à 19% de gaz renouvelable.

L'analyse qui suit identifie les potentiels régionaux pour chaque énergie.

##### Chaleur

Plusieurs sources de chaleur renouvelables présentent des potentialités à considérer. La valorisation énergétique des eaux usées et des déchets urbains a, selon la Stratégie Energie-Climat, un potentiel énergétique de près de 4,2 TWh en 2030, à la fois en production de chaleur et en production électrique.

Les sources de chaleur « fatale », provenant notamment des usines d'incinération, de l'industrie, des data center ou des sites de gestion des eaux usées ont un potentiel identifié à 0,9 TWh en 2030.

La géothermie a plusieurs perspectives de développement, d'une part grâce au potentiel de développement lié à l'exploitation d'aquifères plus

l'énergie. Ces risques imprévisibles sont amenés à augmenter avec l'instabilité croissante des marchés énergétiques, et mettent en danger de nombreux secteurs de l'économie dépendant des énergies fossiles : transport de produits alimentaires, de biens manufacturés, de matériaux...

#### Une précarité énergétique croissante des populations les plus défavorisées

Certains secteurs franciliens sont particulièrement touchés par la précarité énergétique. Les ménages franciliens les plus aisés dépensent en moyenne 2% de leur revenu en consommation énergétique, contre 7% pour les ménages les plus modestes. Le coût de l'énergie affecte donc les ménages franciliens les plus faibles. Selon l'enquête « Les conditions de logement en Île-de-France » de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France / IPR, entre 452 000 et 863 500 ménages sont affectés par ce problème, avec une présence importante de la double vulnérabilité énergétique (venant à la fois du logement et des déplacements). Selon cette même enquête, en 2013, 727 200 ménages franciliens ont déclaré avoir « souffert du froid au cours de l'hiver précédent pendant au moins 24 heures » en raison d'un équipement insuffisant, d'une limitation du chauffage en raison de son coût ou de la mauvaise isolation du logement.

Les disparités territoriales et la montée des inégalités exposent certaines populations franciliennes à des situations énergétiques de plus en plus complexes. En effet, des répercussions économiques importantes liées à l'énergie affectent les populations les plus faibles : paiement des frais énergétiques élevés liés à des logements peu performants, usage de véhicules anciens fortement consommateurs, mauvaise desserte par les transports en commun. Cette précarité énergétique pourrait s'accroître avec une

profonds et riches en chaleur (Trias), de l'ordre de 3 TWh et d'autre part grâce aux pompes à chaleur géothermales qui permettent de chauffer ou refroidir un espace en prélevant des calories dans le sol. Cette technologie offre d'importantes opportunités en Île-de-France (près de 4 TWh), grâce à la nature des sols.

Enfin, la filière bois-énergie présente un potentiel de près de 8,5 TWh, réparti entre la composante bois-énergie en réseaux de chaleur (4 TWh), et bois-énergie individuel (4,5 TWh). Cette filière privilégiera l'usage de dispositifs optimisés, fonctionnant avec des ressources forestières de proximité.

#### **Electricité**

Les opportunités de développement se situent principalement sur le bâti (toitures) et certains sites inexploités transformés en centrales solaires. Le potentiel identifié est de près de 6 TWh d'électricité en 2030.

Pour l'éolien, le potentiel évalué est de près de 2 TWh en 2030, ce qui représente 40 parcs et 300 mats.

#### **Gaz renouvelable**

Le biogaz présente un fort potentiel de développement en Île-de-France, notamment avec les filières de méthanisation. En effet, la présence importante d'exploitations agricoles sur le territoire fournit la matière première nécessaire à la production de biogaz, qui pourrait apporter plus d'indépendance énergétique à la Région. Son potentiel de développement est estimé à une production de près de 5 TWh par an.

augmentation des prix de l'énergie et un contexte économique plus tendu.

#### **Des potentialités de développement des EnR contraintes par l'urbanisation**

Deux EnR sont particulièrement soumises aux pressions de l'urbanisation dans leur développement : le solaire et l'éolien.

Concernant le solaire, l'occupation du foncier par l'urbanisation freine le développement de grandes centrales photovoltaïques.

Concernant l'éolien, le développement de parcs entre fréquemment en conflit avec le besoin de sauvegarder les terres agricoles et avec des populations locales assez réticentes à cette énergie. Toutefois, les freins au développement de cette source d'énergie sont à nuancer dans la mesure où le déploiement des installations éoliennes reste un sujet en suspens, la question du ratio coûts-bénéfices étant largement discutée, notamment au sein de la communauté scientifique.

## **B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE**

L'accord de Paris, premier accord universel sur le climat, a été adopté en 2015 à la suite de la Conférence de Paris en lien avec la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). L'accord offre pour la première fois un cadre de caractère universel, juridiquement contraignant, différencié, et ambitieux, en fixant comme objectif de maintenir le réchauffement à +1,5°C.

L'Union européenne s'est fixée trois grands objectifs pour 2030 dans le cadre du **Paquet Énergie Climat 2030** adopté en octobre 2014 :

- ✓ Réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % (par rapport aux niveaux de 1990)
- ✓ Porter la part des énergies renouvelables à au moins 27 %
- ✓ Améliorer l'efficacité énergétique d'au moins 27 %

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte de 2015 définit les objectifs suivants :

- ✓ Réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport aux émissions de 1990)
- ✓ Réduction de la consommation d'énergie finale de 20 % d'ici 2030 et 50 % d'ici 2050 (par rapport à la consommation de 2012)
- ✓ Hausse de la part des énergies renouvelables à 32 % de la consommation d'énergie finale d'ici 2030 ainsi qu'à 40 % de la production d'électricité, 38 % de la production de chaleur, 15 % de la consommation finale en carburant et 10 % de la production de gaz
- ✓ Baisse des énergies fossiles de 30 % d'ici 2030 (par rapport à 2012)
- ✓ Réduction, d'ici 2025, de la part du nucléaire dans le mix électrique pour atteindre 50 % (elle est à 75 % aujourd'hui)
- ✓ Multiplication par 5 de la chaleur renouvelable dans les réseaux de chaleur et de froid

Le **Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) d'Île-de-France** approuvé en 2012 et élaboré par les services de l'Etat, du Conseil régional et de l'ADEME définissait trois grandes priorités pour 2020 :

- ✓ Renforcement de l'efficacité énergétique des bâtiments
- ✓ Développement des réseaux de chaleur alimentés par des ENR&R
- ✓ Réduction de 20 % des émissions de GES du transport routier

La **Stratégie Energie-Climat de la Région Île-de-France** votée en Juillet 2018, fixe des objectifs ambitieux en termes de transition énergétique pour 2030 en comparaison avec 2015 :

- ✓ Réduction de 20% de la consommation énergétique régionale
- ✓ Multiplication de la part des EnR dans la consommation énergétique régionale, pour atteindre 40% de la consommation
- ✓ Multiplication par 2 de la quantité d'EnR produite sur le territoire, et porter à 20% la consommation d'EnR.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

La région Île-de-France, siège de nombreuses entreprises et située en position privilégiée pour les échanges commerciaux, bénéficie d'une forte attractivité qui se traduit par une augmentation de sa population. Ces nouveaux habitants sont à l'origine de consommations supplémentaires, dans un contexte de forte dépendance énergétique. En effet, la Région a pris du retard sur le développement des sources d'énergies renouvelables locales. Cela s'explique entre autres par le coût important du foncier, par l'ensoleillement régional relativement faible et par le faible potentiel de l'énergie hydroélectrique.

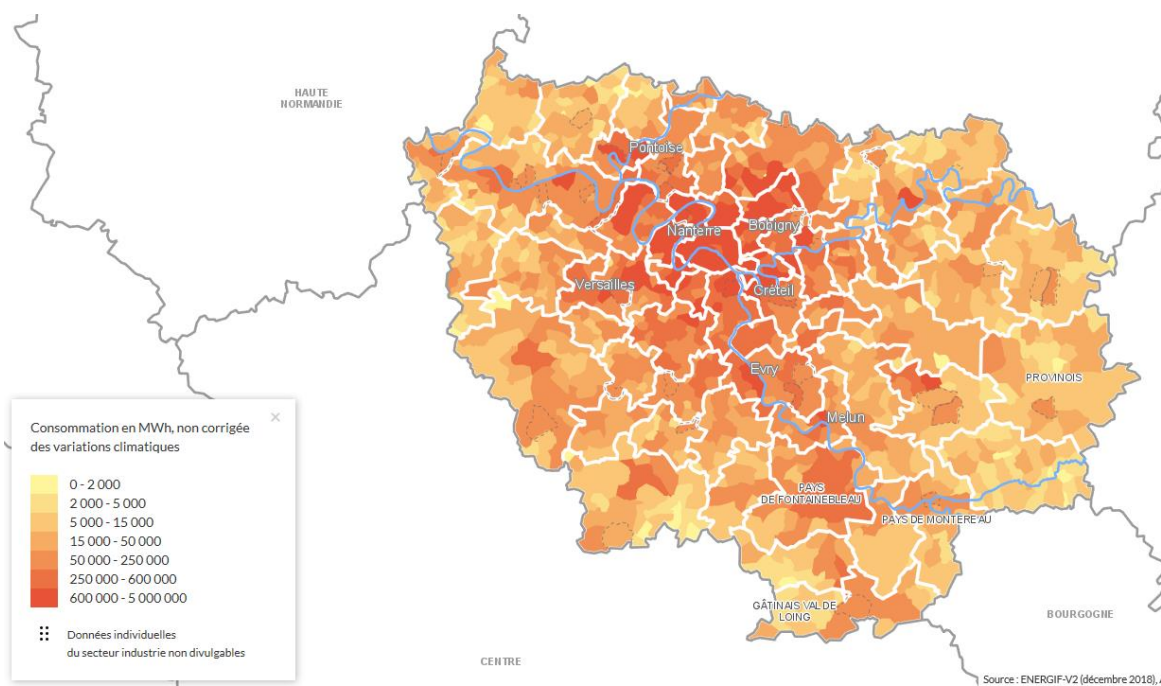
Il convient donc de développer une production énergétique basée sur les ressources locales (prioritairement la géothermie, la valorisation énergétique, les sources de chaleur fatale et la biomasse), tout en réduisant la demande d'énergie en mettant en place des mesures au niveau des secteurs les plus consommateurs (bâtiment et transports). En parallèle, la sécurisation des filières d'approvisionnement en ressources fossiles est un enjeu prioritaire, mais doit être assurée en parallèle du déploiement des EnR locales.

## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1	Maîtrise de la demande énergétique tout en remédiant aux situations de précarité énergétique
Enjeu n°2	Renforcement de l'autonomie énergétique du territoire

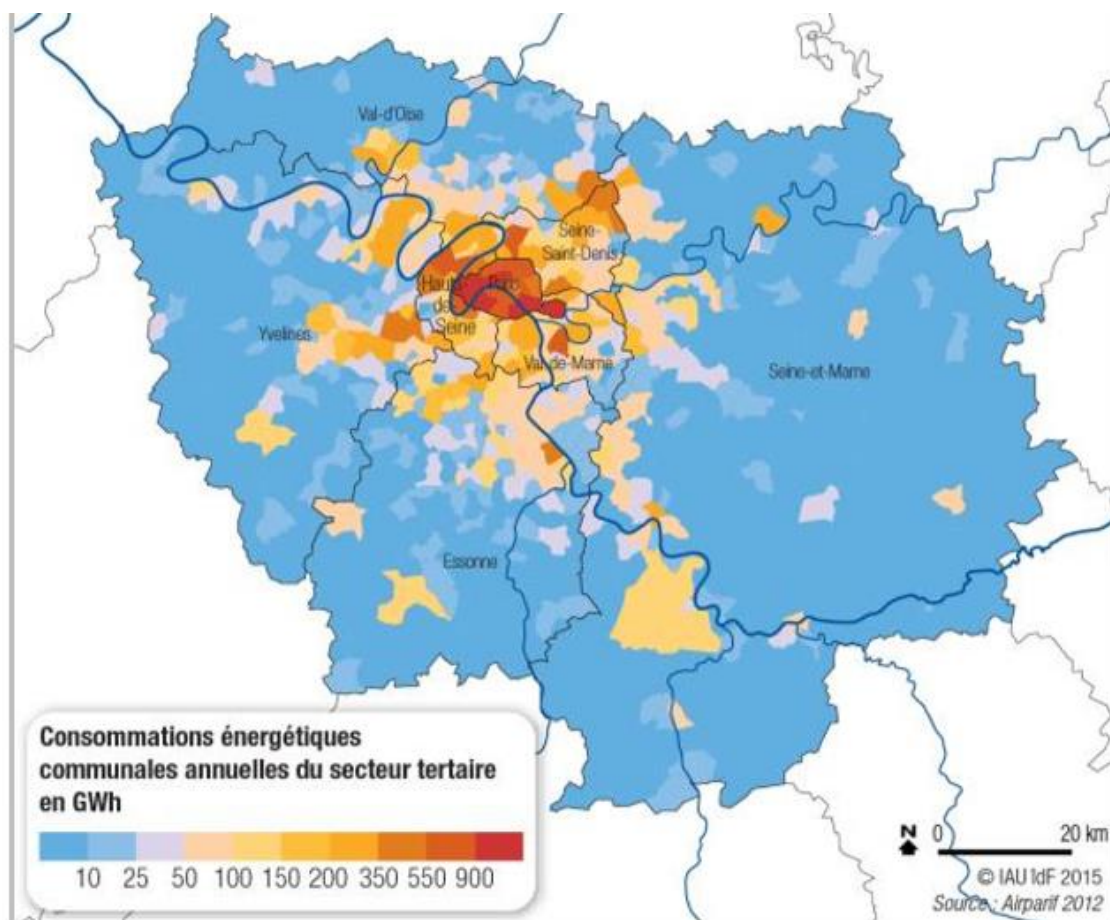
## E – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX

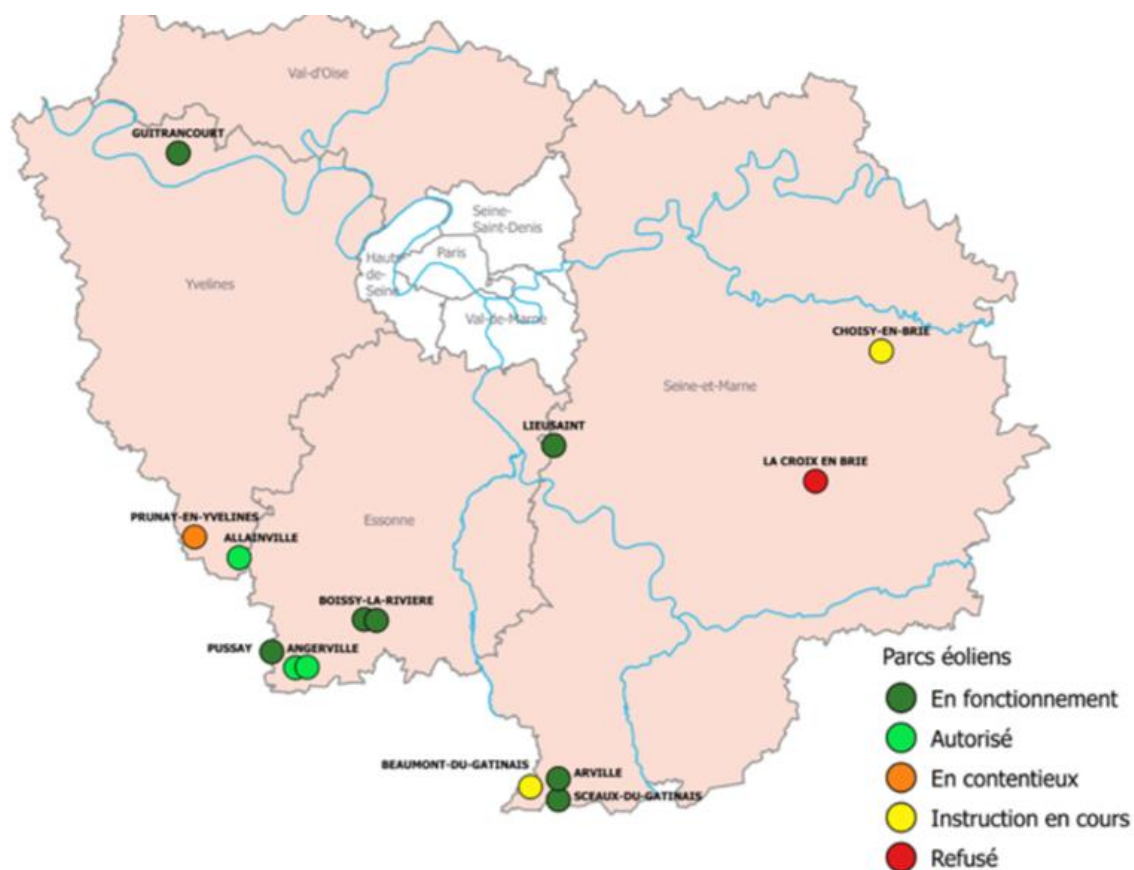
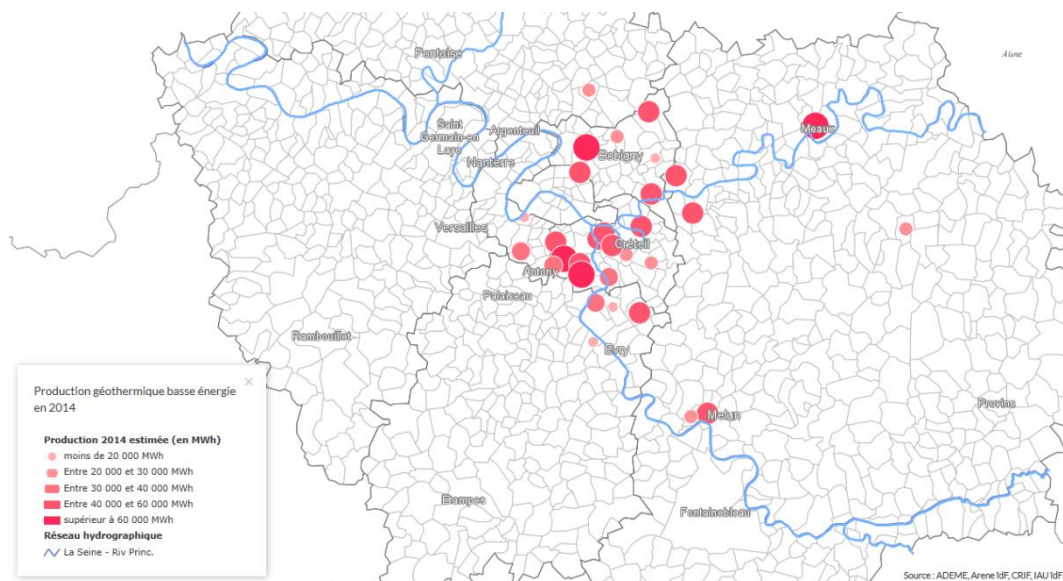




Source : ENERGIF-V2 (décembre 2018), AIRPARIF









**Résumé :** la région Île-de-France contribue à 10% des émissions nationales de gaz à effet de serre. Avec les secteurs résidentiel et tertiaire responsables de plus de la moitié des émissions régionales, ces dernières sont principalement localisées à Paris et la petite couronne. Le changement climatique représente une réelle menace pour le territoire francilien qui dans les années à venir pourra être soumis à des risques majeurs d'augmentation des inondations et des épisodes caniculaires. Malgré le grand panel de dispositifs mis en place à la fois au niveau international, national et régional, les objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique pourraient ne pas être atteints.

## A – ÉTAT DES LIEUX

Situation et chiffres clés	Menaces et pressions
<p><b>Les caractéristiques du climat francilien</b></p> <p>Le climat francilien relève du régime océanique dégradé, ainsi appelé en raison de la localisation particulière de la région qui se situe à la rencontre des influences océanique et atlantique. Il est notamment caractérisé par des températures intermédiaires, des faibles précipitations, une amplitude thermique faible et une variabilité interannuelle minimale en termes de précipitations mais élevée en termes de températures. La grande diversité de substrats, propre à la configuration sédimentaire du territoire, contribue également aux variations climatiques régionales.</p> <p>Concernant les températures moyennes annuelles sur la période 1981-2010, les stations franciliennes ont mesuré une température de 11,5°C, avec une moyenne minimale de 7,5°C et une moyenne maximale de 15,6°C.</p> <p>S'agissant de la pluviométrie, les jours de pluie par an enregistrés en Île-de-France sont de 114 sur la même période, avec une hauteur annuelle moyenne des précipitations de 656 mm.</p> <p><b>Un climat en évolution permanente</b></p> <p>A l'échelle planétaire, le climat est en évolution constante. Des changements climatiques et notamment un réchauffement des températures ont pu être observés depuis le XIXe. Il est désormais notoire que les causes principales de ces changements doivent être recherchées dans les activités humaines liées aux émissions de gaz à effet de serre (GES). À ce titre, le territoire francilien, centre névralgique de l'économie nationale, est particulièrement soumis aux émissions de GES et à leurs conséquences climatiques et sanitaires.</p> <p>En Île-de-France, le paysage des émissions de gaz à effet de serre est largement dominé par le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) qui représente environ 95% des GES émis. Suivent le méthane (CH<sub>4</sub>) et le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O). Les émissions du territoire francilien représentent ainsi 10% des émissions nationales, pour une population régionale représentant 19% de la population</p>	<p><b>Une menace sur la santé et le bien-être des Franciliens</b></p> <p>Les changements climatiques représentent une menace majeure pour la santé et le bien-être des populations. En effet, ils sont susceptibles d'avoir un impact sur les conditions environnementales et sociétales, menaçant la qualité de vie des individus. Les impacts plus importants peuvent relever à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ De la croissance de l'intensité et de la fréquence du nombre d'aléas climatiques, notamment d'événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations.</li> <li>✓ Des modifications de l'environnement susceptibles de favoriser l'émergence de nouvelles maladies et une exposition accrue à la pollution.</li> <li>✓ Des modifications du fonctionnement des services et des organisations humaines.</li> </ul> <p><b>Une augmentation des épisodes caniculaires</b></p> <p>En dépit de l'incertitude caractérisant les prévisions en matière d'impacts à l'échelle régionale, il est raisonnable de supposer que les impacts majeurs susceptibles de survenir dans les prochaines années seront principalement liés à la chaleur et aux risques hydriques. La hausse des épisodes caniculaires pourrait avoir pour effet d'augmenter la mortalité et la morbidité de la population francilienne. Les effets de la canicule de 2003 laissent supposer que les personnes les plus touchées par cette augmentation seront les</p>

nationale et un territoire couvrant 2,2% de la superficie métropolitaine. Ce rapport témoigne de la forte concentration de GES en Île-de-France.

S'agissant de la localisation des émissions, les zones de concentration majeure sont Paris et la petite couronne, notamment aux abords des axes structurant de la région. Des sites isolés en grande couronne où sont installés des équipements de production d'énergie apparaissent également comme des zones à haute concentration d'émissions.

Si les secteurs résidentiel et tertiaire sont les responsables de plus de la moitié des émissions du territoire francilien, la réduction de la contribution du trafic routier constitue aussi un enjeu central des politiques d'atténuation. Il représente en effet 32% des émissions régionales.

Toutefois, une tendance à la baisse a pu être observée avec environ 40 millions de tonnes de gaz à effet de serre émises en 2012 à l'échelle régionale, contre 50 millions de tonnes en 2008.

#### **Les projections climatiques à l'échelle régionale**

Malgré la grande incertitude d'ordre méthodologique (modélisation des évolutions et des impacts) et scientifique (compréhension du système climatique) pesant sur les possibles évolutions climatiques à l'échelle régionale, des estimations de ces évolutions en fonction de trois scénarios produits par le GIEC sont consultables sur le portail DRIAS « Les futurs du climat ». Selon ces estimations, comparées avec la moyenne observée entre 1970 et 2005, la hausse de la température moyenne en Île-de-France pourrait varier de 1°C à 6°C d'ici à 2100, en fonction de l'ambition des politiques de réduction des gaz à effet de serre.

Deux tendances déduites des données consultables sur DRIAS laissent prévoir une augmentation de la fréquence annuelle des épisodes caniculaires :

- ✓ Dans le cas du scénario le plus ambitieux en matière de réduction des gaz à effet de serre, une triplification des nuits tropicales entre 0 et 3 jours/an d'ici 2100 est prévue.
- ✓ Il est également prévu une augmentation du nombre de jours de vagues de chaleur sur le territoire francilien, passant de 8-11 jours entre 1970 et 2005 à 22- 28 dans le cas d'un scénario ambitieux et jusqu'à 110 jours annuels dans le scénario le moins ambitieux en 2100.

Parmi les autres évolutions climatiques possibles, une diminution de jours de gel par an, une modification du régime pluviométrique et une augmentation du pourcentage de précipitations quotidiennes intenses pourraient être observés d'ici 2100.

personnes les plus âgées, seules et isolées. Dans le cadre des épisodes caniculaires, les îlots de chaleur urbains (ICU) pourraient venir augmenter la vulnérabilité du territoire régionale en amplifiant les impacts de ces épisodes sur la santé de la population francilienne. Cela d'autant plus étant donné la haute densité de population et l'urbanisation importante propres à l'Île-de-France. Les Franciliens résidant dans un îlot avec effet de chaleur sont 5,8 millions, soit plus d'un habitant sur deux. Paris et une grande partie des départements de la petite couronne sont particulièrement vulnérables avec en moyenne 74% de la population résidant dans un îlot avec effet de chaleur. De plus, les ICU n'affectent pas la population francilienne de la même manière : les ménages à bas revenu vivant dans un îlot avec effet de chaleur moyen à fort s'avèrent être en plus grand nombre par rapport à ceux à revenu moyen et haut revenu. Ce dernier point pose ainsi la question de l'inégalité des individus face aux conséquences du changement climatique.

#### **Une accentuation du risque inondation**

S'agissant des risques hydriques, ceux-ci concernent notamment l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des inondations et l'augmentation des pressions sur la ressource en eau. Les études menées sur l'évolution future du bassin hydrographique de la Seine indiquent qu'une augmentation des températures moyennes régionales pourrait conduire à une réduction des débits d'étiage de l'ordre de 30% à l'horizon 2050, à une diminution importante de la ressource à l'échelle du bassin ainsi qu'à une augmentation de la température de l'eau en moyenne annuelle. De tels changements du bassin hydrographique pourraient se traduire par des conséquences en termes de pollution des milieux aquatiques ainsi que par une augmentation de la fréquence des situations de rareté de la ressource en eau.

L'ensemble de ces transformations pourraient finalement représenter une véritable menace pour la santé de la population francilienne qui pourrait être touchée par une augmentation des maladies allergiques et une recrudescence des maladies infectieuses.

## B – OBJECTIFS DE PRÉSERVATION ET ACTIONS DÉJÀ MISES EN ŒUVRE

Au niveau international, notamment dans le cadre des Conférences-cadre des Nations Unies (CCNUCC) sur les changements climatiques, plusieurs documents ont été publiés encourageant les Etats membres à adopter des stratégies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. L'accord de Paris, entré en vigueur le 4 novembre 2016, fixe un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire afin de contenir d'ici 2100 le réchauffement climatique « nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C ».

Au niveau européen, l'Union européenne (UE) a adopté le 23 janvier 2008 le Paquet sur le climat et l'énergie à l'horizon 2020 fixant des objectifs de réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre des pays membres par rapport aux niveaux de 1990, d'augmentation jusqu'à 20% de la part d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE en 2011 et d'amélioration de 20% de l'efficacité énergétique. De plus, un Cadre d'action en matière de climat et d'énergie d'ici 2030 a été adopté par le Conseil européen en octobre 2014. Il fixe des objectifs plus ambitieux que ceux du Paquet avec une réduction d'au moins 40% des émissions de gaz à effet de serre des pays membres par rapport aux niveaux de 1990, une hausse d'au moins 32% de la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE et une amélioration d'au moins 32,5% d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Au niveau national, la France prévoit de nombreux engagements et mesures en matière de lutte contre les changements climatiques. En 2007, le Grenelle Environnement plaidait en faveur d'un engagement plus ambitieux en matière d'atténuation des changements climatiques. La loi Grenelle 2, promulguée le 12 juillet 2012, fixait un objectif central consistant à réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre en 2020. Elle faisait également obligation aux régions d'élaborer un Schéma régional Climat Air Énergie (SRCAE). Ce schéma a pour objectif de définir les grandes orientations en matière de prévention des émissions de gaz à effet de serre et de réduction de la consommation d'énergie. Un Plan climat national a été élaboré en 2004 et actualisé en 2011 pour tenir les engagements pris au niveau international. La France s'est dotée également d'un Plan national d'adaptation au changement climatique, officialisé en 2011 et actualisé en 2018. Il définit les stratégies d'adaptation à adopter sur tout le territoire national afin de limiter les effets négatifs du changement climatique sur les systèmes socio-économique et naturel et exploiter les opportunités potentielles.

Au niveau régional, en plus des objectifs fixés par le SRCAE, fruit de la déclinaison à l'échelle régionale des objectifs européens et nationaux, le Schéma directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) fixe un objectif très ambitieux de réduction par 4 des émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 1990 à l'horizon 2050.

Au niveau territorial, les Plans Climat Air Énergie Territorial (PCAET) doivent être élaborés par les intercommunalités à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants. Ils déclinent à l'échelle du territoire les objectifs en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique fixés aux niveaux international, européen et national.

## C – EVOLUTION DE LA SITUATION SANS MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Avec 10% des émissions nationales pour 19% de la population française, la région Île-de-France pèse relativement peu sur le bilan national d'émissions de gaz à effet de serre. De plus, à l'instar du reste de la France, une réduction des émissions a pu être observée depuis les années 2000. Si des actions et plans sont engagés aux échelles locale, régionale, nationale et internationale, les objectifs fixés apparaissent ambitieux, à l'image de l'objectif de division par 4 des émissions franciliennes (par rapport aux niveaux de 1990) d'ici 2050 fixé par le SRCAE.

Il faut également rappeler que le premier rapport du Haut Conseil pour le climat, publié en juin 2019, montre que le budget carbone 2015-2018 de la France, s'élevant à 442 mégatonnes, a été dépassé de 62 mégatonnes. Pour tenir les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris, les émissions de gaz à effet de serre auraient dû baisser de 1,9% par an, et n'ont finalement baissé que de 1,1% par an. Si des efforts majeurs à la fois au niveau national et régional ne sont pas faits, l'atteinte des objectifs d'atténuation du changement climatique apparaît peu probable.

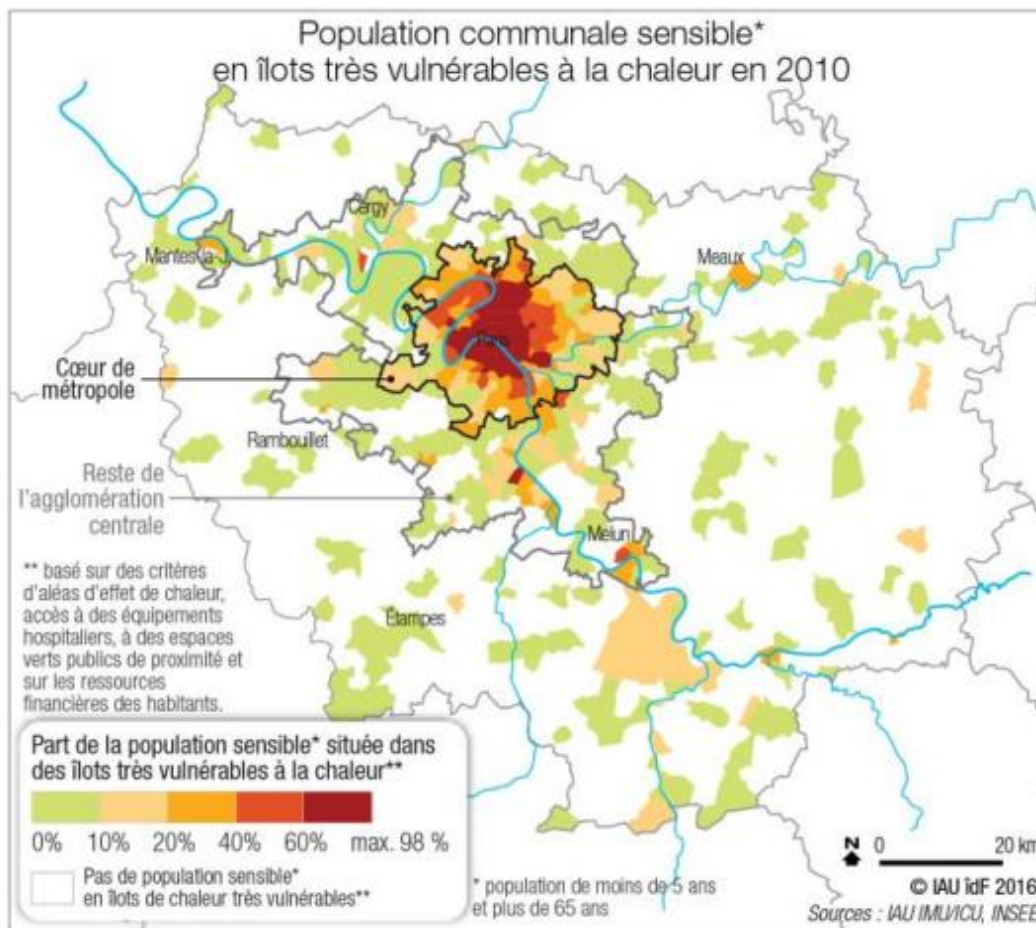
## D – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX PRIORITAIRES

Enjeu n°1

Réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment de dioxyde de carbone



## – ELEMENTS DE TERRITORIALISATION DES ENJEUX





### 3.4. Vue globale des enjeux

Dimensions environnementales	Composantes environnementales	Enjeux environnementaux
<b>PATRIMOINES NATURELS</b>	Biodiversité et zonages environnementaux	Maîtrise de l'artificialisation des sols et du mitage des espaces verts et des espaces naturels
		Création ou extension d'espaces naturels de qualité écologique
		Développement de l'agriculture biologique et de la diversité des milieux agricoles (haies, prairies, pâtures...)
		Traitement des lisières forestières et gestion durable de la forêt
		Renforcement de l'accès aux espaces verts et naturels tout en veillant à développer la sensibilisation du public et à réduire l'impact de la fréquentation sur les milieux fragiles.
	Continuités écologique	Préservation des réservoirs de biodiversité et lutte contre la fragmentation ou la fragilisation des continuités écologiques
		Préservation, amélioration et renforcement des corridors sur les points de fragilité
		Prise en compte de la fonctionnalité des corridors écologiques dans les projets locaux ne relevant pas d'une évaluation environnementale
		Prise en compte locale de la question des continuités au travers d'études spécifiques telles que les Atlas Communaux de la Biodiversité
	Forêts	Développement de l'utilisation de bois en provenance de forêts franciliennes gérées durablement, avec une traçabilité de la provenance du bois (certifiée PEFC ou FSC)
		Développement de la gestion durable des forêts et le suivi de son application stricte
		Intégration dans toute action impliquant la ressource forestière d'une sensibilisation des acteurs à la gestion durable de la forêt
<b>RESSOURCES NATURELLES</b>	Eau et milieux aquatiques	Amélioration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer
		Diminution des pollutions par les composés azotés et le phosphore et lutte contre la pollution par les substances dangereuses, et notamment le ruissellement urbain
		Préservation et restauration des milieux aquatiques et des zones humides, notamment par la renaturation du cycle de l'eau
		Gestion des eaux de manière équilibrée et économe et anticiper les situations de crise : inondations et sécheresses

	Sols, sous-sols et matériaux	Accompagnement des exploitations du sous-sol d'une concertation approfondie avec les parties prenantes.
		Préservation de la qualité des espaces naturels et des corridors qui les relient
		Favoriser l'insertion d'espaces verts de qualité et d'une agriculture de proximité au sein du tissu urbain dense
		Soutenir les évolutions nécessaires pour aller vers une agroécologie durable à bas niveau de produits phytopharmaceutiques
	Déchets	Réduction des quantités de déchets produites
		Renforcement des capacités de recyclage et de valorisation des déchets, en tenant compte du foncier disponible
		Renforcement des pratiques de tri sélectif individuelles et collectives
		Renforcement de la circularité de l'économie régionale
SANTÉ- ENVIRONNEMENT ET RISQUES	Qualité de l'air	Réduction des émissions liées au parc automobile
		Renouvellement des équipements anciens de chauffage individuel au bois
		Réduction de l'exposition des populations et des infrastructures sensibles aux polluants atmosphériques
	Nuisances	Diminution du recours au transport routier
		Anticipation des nuisances des infrastructures nouvelles (routières, centres de tri)
	Risques naturels	Prise en compte du risque inondation comme une composante à part entière du développement urbain
		Prise en compte du risque de mouvement de terrain
		Développement de la sensibilisation aux risques naturels
		Adaptation au changement climatique en matière de risque naturels
	Risques technologiques	Maîtrise de l'urbanisation à proximité des sites à risque technologique
PAYSAGES ET CADRE DE VIE	Patrimoines paysagers	Préservation des espaces naturels, boisés et agricoles emblématiques
		Maintien de la cohérence des grands ensembles paysagers régionaux
	Patrimoines bâtis et architecturaux	Préservation des patrimoines bâtis et architecturaux
		Lutte contre la banalisation du patrimoine bâti
		Maîtrise de la demande énergétique tout en remédiant aux situations de précarité énergétique

ENERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	Besoins et sources d'énergie	Renforcement de l'autonomie énergétique du territoire
	Climat : adaptation et risques naturels	Réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment de dioxyde de carbone
		Réduction de la vulnérabilité au changement climatique

## 3.5. Hiérarchisation des enjeux environnementaux

### Méthode de hiérarchisation

Si 39 enjeux ont été définis précédemment, ils ne sont pas tous à considérer sur le même plan notamment du point de vue de leur importance pour le territoire et de leur interaction avec le PR FEDER-FSE+.

Une hiérarchisation de ces enjeux est proposée, en prenant en considération deux critères, notés à partir d'un barème en 3 points :

- ✓ **Le niveau de vulnérabilité du territoire vis-à-vis de l'enjeu** : il s'agit ici d'évaluer dans quelle mesure l'enjeu considéré est prégnant pour le territoire étudié. Cette vulnérabilité peut par exemple être liée à un haut niveau de dégradation déjà constaté (ex : qualité de l'eau) et / ou à des menaces fortes s'exerçant sur l'enjeu (ex : utilisation intensive d'intrants agricoles). Le barème choisi est présenté ci-contre

Importance	Note
Vulnérabilité modérée	1
Vulnérabilité importante	2
Vulnérabilité majeure	3

- ✓ **Le niveau d'interaction potentielle entre la politique poursuivie par le PR FEDER-FSE+ et l'enjeu considéré** : le PR pourra, par son champ d'intervention, avoir des impacts sur les enjeux environnementaux identifiés dans l'EIE. Cette influence peut être positive ou négative, ou à la fois positive et négative selon les cas. Le barème choisi est le suivant : 1 intensité faible < 2 intensité forte < 3 intensité très forte.

Importance	Note
Interaction faible	1
Interaction forte	2
Interaction très forte	3

### Synthèse de la grille de notation

Tous les enjeux sont notés de 1 à 6 à partir de l'addition des points attribués pour chaque critère, en fonction du barème précédemment décrit. Plus la note de l'enjeu est haute, plus cela veut dire qu'il faudra y prêter attention dans l'élaboration du PR FEDER-FSE+.

Vulnérabilité du territoire	Niveau d'interaction avec le PR FEDER-FSE+		
	Interaction très forte	Interaction forte	Interaction faible
Impact majeur	6	5	4
Impact important	5	4	3
Impact modéré	4	3	2

Enjeu majeur	6
Enjeu fort	5
Enjeu modéré	4
Autres enjeux	3-2

Dimensions environnementales	Composantes environnementales	Enjeux environnementaux	Vulnérabilité	Interaction	Importance	Moyenne niveau d'enjeu
PATRIMOINES NATURELS	Biodiversité et zonages environnementaux	Maîtrise de l'artificialisation des sols et du mitage des espaces verts et des espaces naturels	3	1	4	4,2
		Création ou extension d'espaces naturels de qualité écologique	3	1	4	
		Développement de l'agriculture biologique et la diversité des milieux agricoles (haies, prairies, pâtures...)	3	1	4	
		Traitement des lisières forestières et gestion durable de la forêt	3	1	4	
		Renforcement de l'accès aux espaces verts et naturels tout en veillant à développer la sensibilisation du public et à réduire l'impact de la fréquentation sur les milieux fragiles	3	2	5	
	Continuités écologique	Préservation des réservoirs de biodiversité et lutte contre la fragmentation ou la fragilisation des continuités écologiques	3	3	6	4,75
		Préservation, amélioration et renforcement des corridors sur les points de fragilité	3	2	5	
		Prise en compte de la fonctionnalité des corridors écologiques dans les projets locaux ne relevant pas d'une évaluation environnementale	3	1	4	
		Prise en compte locale de la question des continuités au travers d'études spécifiques telles que les Atlas Communaux de la Biodiversité	3	1	4	
	Forêts	Développement de l'utilisation de bois en provenance de forêts franciliennes gérées durablement, avec une traçabilité de la provenance du bois (certifiée PEFC ou FSC)	3	1	4	4,3
		Développement de la gestion durable des forêts et le suivi de son application stricte	3	1	4	
		Intégration dans toute action impliquant la ressource forestière d'une sensibilisation des acteurs à la gestion durable de la forêt	3	2	5	

RESSOURCES NATURELLES	Eau et milieux aquatiques	Amélioration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques de la source à la mer	3	1	4	4
		Diminution des pollutions par les composés azotés et le phosphore et lutte contre la pollution par les substances dangereuses, notamment le ruissellement urbain	3	1	4	
		Préservation et restauration des milieux aquatiques et des zones humides, notamment par la renaturation du cycle de l'eau	3	1	4	
		Gestion des eaux de manière équilibrée et économe et anticipation des situations de crise : inondations et sécheresses	3	1	4	
	Sols, sous-sols et matériaux	Accompagnement des exploitations du sous-sol d'une concertation approfondie avec les parties prenantes.	3	2	5	5,25
		Préservation de la qualité des espaces naturels et des corridors qui les relient	3	3	6	
		Favoriser l'insertion d'espaces verts de qualité et d'une agriculture de proximité au sein du tissu urbain dense	3	2	5	
		Soutenir les évolutions nécessaires pour aller vers une agroécologie durable à bas niveau de produits phytopharmaceutiques	3	2	5	
	Déchets	Réduction des quantités de déchets produites	3	2	5	5,5
		Renforcement des capacités de recyclage et de valorisation des déchets, en tenant compte du foncier disponible	3	2	5	
		Renforcement des pratiques de tri sélectif individuelles et collectives	3	3	6	
		Renforcement de la circularité de l'économie régionale	3	3	6	
SANTÉ-ENVIRONNEMENT ET RISQUES	Qualité de l'air	Réduction des émissions liées au parc automobile	3	1	4	4,6
		Renouvellement des équipements anciens de chauffage individuel au bois	2	3	5	
		Réduction de l'exposition des populations et des infrastructures sensibles aux polluants atmosphériques	3	2	5	
	Nuisances	Diminution du recours au transport routier	3	1	4	3



		Anticipation des nuisances des infrastructures nouvelles (routières, centres de tri)	1	1	2	
	Risques naturels	Prise en compte du risque inondation comme une composante à part entière du développement urbain	3	2	5	4
		Prise en compte du risque de mouvement de terrain	2	2	4	
		Développement de la sensibilisation aux risques naturels	1	2	3	
		Adaptation au changement climatique en matière de risques naturels	2	2	4	
	Risques technologiques	Maîtrise de l'urbanisation à proximité des sites de risque technologique	1	1	2	2
PAYSAGES ET CADRE DE VIE	Patrimoines paysagers	Préservation des espaces naturels, boisés et agricoles emblématiques	3	2	5	4,5
		Maintien de la cohérence des grands ensembles paysagers régionaux	2	2	4	
	Patrimoines bâtis et architecturaux	Préservation des patrimoines bâtis et architecturaux	2	1	3	3
		Lutte contre la banalisation du patrimoine bâti	2	1	3	
ENERGIE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	Besoins et sources d'énergie	Maîtrise de la demande énergétique tout en remédiant aux situations de précarité énergétique	3	3	6	6
		Renforcement de l'autonomie énergétique du territoire	3	3	6	
	Climat : adaptation et risques naturels	Réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment de dioxyde de carbone	3	2	5	5,5
		Réduction de la vulnérabilité au changement climatique	3	3	6	

## Analyse de la hiérarchisation

Le tableau précédent permet de visualiser les enjeux d'importance au regard du futur PR FEDER-FSE+ 2021 – 2027.

### Enjeux majeurs :

Les enjeux dits majeurs identifiés par l'EIE, qui ont obtenu une note maximale de 6 sur 6, sont au nombre de 8. Ils concernent des thématiques qui seront directement impactées par la mise en place du PR bien que ne relevant pas directement de cette politique. Ainsi, les enjeux de lutte contre la fragmentation des réservoirs et des corridors écologiques, la gestion des déchets et les enjeux liés à la consommation énergétique et l'adaptation au changement climatique revêtent un degré d'importance élevé pour le territoire et au sein du programme.

### Enjeux importants :

Les enjeux dits importants identifiés par l'EIE, qui ont obtenu une note de 5 sur 6, sont au nombre de 11. Ils concernent les thématiques de la biodiversité et des zonages environnementaux, les enjeux de gestion et de préservation des ressources naturelles, notamment celles en eau.

### Enjeux modérés :

Ensuite, 18 enjeux sont jugés modérés, avec une note de 4. Il s'agit notamment d'enjeux en lien avec les continuités écologiques et les forêts, ainsi que plusieurs liés aux nuisances et aux risques technologiques et naturels et à la préservation de la qualité de la ressource en eau.

### Enjeux autres :

Enfin, 5 enjeux apparaissent « de moindre importance » au regard de la situation du territoire et du champ d'intervention du PR FEDER-FSE+ :

- ✓ Anticipation des nuisances des infrastructures nouvelles (routières, centres de tri) ;
- ✓ Développement de la sensibilisation aux risques naturels ;
- ✓ Maîtrise de l'urbanisation à proximité des sites de risque technologique ;
- ✓ Préservation des patrimoines bâtis et architecturaux ;
- ✓ Lutte contre la banalisation du patrimoine bâti.

**Note méthodologique :** Le tableau précédent permet de visualiser les composantes environnementales présentant des enjeux d'importance au regard du futur programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027. Ces différents niveaux d'enjeux ont fait l'objet d'une moyenne par composante, qui permettra d'analyser les scores d'incidences obtenus au regard des niveaux d'enjeu identifiés à l'échelle de chaque composante (voir [Partie 5.4 « Vue globale des incidences environnementales par objectif spécifique du programme FEDER-FSE+ »](#)).

## 4. COHERENCE ET ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

### 4.1. Analyse de la cohérence du programme FEDER-FSE+ avec les autres documents de planification

#### Biodiversité

##### STRATEGIE REGIONALE POUR LA BIODIVERSITE 2020 – 2030 (SRB)

Afin de préserver ces interactions positives entre biodiversité et santé humaine et d'améliorer en même temps l'état de la biodiversité et la santé des Franciliens, la Stratégie Régionale pour la Biodiversité identifie 4 orientations stratégiques pour répondre aux enjeux franciliens :

1. Améliorer la santé et le bien-être de tous les Franciliens grâce à la nature ;
2. Faire de la biodiversité un atout économique et d'innovation ;
3. Placer la biodiversité au cœur de l'aménagement de nos territoires ;
4. Protéger la nature, notre capital commun.

La SRB pose un cadre d'actions visant la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire régional, notamment afin d'améliorer la santé et le bien-être de la population francilienne et de faire de la biodiversité un « atout économique et d'innovation ». Parmi les cibles emblématiques, la SRB fixe un objectif de « zéro artificialisation nette » en Île-de-France et un objectif de soutien des entreprises qui innovent avec et pour la nature.

##### SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE)

Dans le cadre de l'élaboration du dispositif d'évaluation et de suivi du SRCE, des indicateurs et des objectifs sont fixés afin de rendre compte de la contribution du schéma à l'atteinte de ceux-ci. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) s'attache à contribuer à la prise en compte des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité dans les autres politiques régionales d'aménagement territorial. Le SRCE contribue ainsi aux enjeux de cohérence nationale en matière de Trame Verte et Bleue (TVB) et se fixe un objectif de faciliter l'appropriation des enjeux de biodiversité par les acteurs territoriaux en favorisant leur mobilisation dans le cadre de sa mise en œuvre. Le SRCE identifie des objectifs associés à chaque sous-trame, notamment :

- ✓ Pour les continuités aquatiques et les milieux humides : l'aménagement des ouvrages hydrauliques, la réhabilitation et la préservation des habitats et la réduction de l'artificialisation des berges et des cours d'eau ;
- ✓ Pour les espaces agricoles : la lutte contre le recul et la fragmentation des espaces cultivés et la conciliation de la productivité agricole et de l'accueil de la biodiversité ;
- ✓ Pour les espaces boisés : le vieillissement des peuplements forestiers, le maintien et la restauration des connexions forestières dans l'espace urbain et périurbain ;
- ✓ Pour les espaces urbains : la préservation des continuités écologiques de la ceinture verte, la promotion et la généralisation des pratiques de gestion des espaces verts et naturels adaptés à la biodiversité.

Document cadre en matière d'aménagement régional, le Schéma directeur de la région Île-de-France fixe deux grands objectifs en matière de préservation et de renforcement de la biodiversité en Île-de-France :

- ✓ Améliorer l'espace urbain et son environnement naturel par la création d'infrastructures vertes en milieu urbain (faire entrer la nature en ville) ;
- ✓ Gérer durablement l'écosystème naturel et renforcer la robustesse de l'Île-de-France en garantissant la multifonctionnalité des espaces ouverts, en contenant les pressions qu'ils subissent et en enravant la perte de biodiversité au niveau régional et suprarégional.

#### Cohérence avec le PR FEDER-FSE+ d'Île-de-France 2021 – 2027

Le Programme Régional FEDER-FSE+ s'inscrit en cohérence avec la SRB et le SRCE : l'objectif spécifique 2.7 « *Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution* » prévoit des actions en faveur de la biodiversité régionale. Celles-ci consistent notamment en des actions de restauration ou de création de continuités écologiques sur les voies terrestres et fluviales qui pourraient ainsi venir contribuer au renforcement des mesures prises afin de préserver la Trame Verte et Bleue régionale. En outre, le programme devrait financer des actions pour mettre en place des passes à poissons et des passages à faune. Il financera également des projets de restauration de continuités écologiques dans le cadre de sa stratégie de lutte contre les inondations.

Pour être en conformité avec la Stratégie de Biodiversité Européenne, certains massifs et fleuves bénéficient de la politique de cohésion dans le cadre des axes interrégionaux des programmes européens. À ce titre, la Région Île-de-France doit contribuer à hauteur de 9 millions d'euros à l'axe Seine, visant des objectifs de préservation et de restauration de la biodiversité et des milieux associés au fleuve.

En outre, la S3 régionale identifie un enjeu de replacer la nature au cœur des activités économiques, en accompagnant notamment les entreprises bénéficiaires du programme régional à la prise en compte de l'environnement dans leurs activités de production et de recherche et développement.

Enfin, la cohérence du programme avec le SDRIF apparaît élevée en raison des actions de renforcement et de restauration de la biodiversité soutenues dans son cadre.

#### Niveau de cohérence : Elevé

**Point d'attention : Le programme devra veiller à la localisation des projets afin que ceux-ci ne soient pas implantés sur des espaces d'intérêt inscrits dans la SRB ou le SRCE. En outre, le programme devra reprendre l'objectif de « zéro artificialisation nette » dans la sélection des projets soutenus.**

#### PROGRAMME DE LA FORÊT ET DU BOIS D'ÎLE DE FRANCE (PFB)

Le Programme de la Forêt et du Bois (PFB) d'Île-de-France a vocation à établir les orientations stratégiques et les objectifs opérationnels en matière de gestion durable des forêts et de la ressource en bois. Le diagnostic réalisé en amont de l'élaboration du schéma a permis d'identifier cinq orientations stratégiques :

- ✓ Gérer nos forêts de manière dynamique, durable et multifonctionnelle dans un contexte de changement climatique ;
- ✓ Renforcer la compétitivité et l'emploi des filières bois régionales et interrégionales ;
- ✓ Encourager les dynamiques territoriales ;
- ✓ Répondre aux attentes sociétales en matière de nature, de paysage et d'accueil du public ;
- ✓ Communiquer sur la forêt, sa biodiversité, la gestion forestière, la filière forêt-bois et ses métiers.

### Cohérence avec le PR FEDER-FSE+ d'Île-de-France 2021 – 2027

L'objectif spécifique 2.7 « *Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution* » prévoit le soutien aux projets en faveur des infrastructures vertes, incluant ainsi la trame des milieux boisés et forestiers. Toutefois, le programme ne vise pas explicitement les massifs forestiers du territoire en matière de préservation et de restauration des milieux naturels régionaux.

Un point est cependant à noter en lien avec l'objectif spécifique 2.2 « *Promouvoir les énergies renouvelables* » qui vise l'augmentation de la part d'énergie renouvelable produite localement et qui peut potentiellement se traduire par une augmentation de la consommation de bois-énergie. Toutefois, le programme ne prévoit pas le soutien aux projets de déploiement de la filière bois-énergie, ce qui écarte le risque de surexploitation de la ressource forestière induite par l'objectif spécifique 2.2.

Niveau de cohérence : Modéré

**Point d'attention : Le programme vise le déploiement des EnR&R. Si ce déploiement des EnR&R ne concerne pas la filière bois-énergie il faudra porter un point d'attention au risque de consommation foncière associée à l'installation de nouvelles infrastructures de production et de stockage de l'énergie. Le programme s'attachera à ne pas soutenir des projets impliquant le développement d'installations nouvelles sur des espaces naturels présentant un fort intérêt écologique. Ce dernier point fait l'objet d'une justification dans le chapitre « exposé des motifs ».**

## Energies renouvelables

### PROGRAMMATION PLURIANNUELLES DE L'ÉNERGIE (PPE)

La PPE fixe les priorités d'actions des pouvoirs publics pour atteindre les objectifs de la loi relative à la **transition énergétique pour la croissance verte**. Elle fixe en outre de nouveaux objectifs de développement des énergies renouvelables, notamment :

- ✓ L'augmentation de plus de 50% de la capacité des énergies renouvelables électriques installées en 2023 pour atteindre entre 71 et 78 GW de production par an ;
- ✓ La production de 8 TWh de biométhane injecté dans le réseau de gaz en 2023 ;
- ✓ La baisse de 12,3% de la consommation finale d'énergie en 2023 par rapport à 2012.

### SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE (SRCAE)

Le SRCAE fixe plusieurs objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'amélioration de la qualité de l'air et de réduction des consommations énergétiques régionales. De manière générale, le SRCAE ambitionne de **diminuer de 40% les consommations énergétiques** et de **75% les émissions de gaz à effet de serre** de la région à l'horizon 2050. Ces objectifs sont ensuite déclinés pour les différents secteurs composant l'économie régionale. À horizon 2050, un objectif d'augmentation jusqu'à 44 % de la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique régionale est identifié. Le SRCAE prévoit enfin d'intervenir sur la mobilité des franciliens afin de réduire son poids sur les émissions de gaz à effet de serre régionales.

### SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE (SDRIF)

Le Schéma directeur de la région Île-de-France définit plusieurs orientations pouvant participer aux objectifs régionaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques régionales. Il vise en effet à

structurer des bassins de déplacements moins dépendants de la voiture individuelle et à réduire par un facteur 4 les émissions de gaz à effet de serre et à promouvoir la création d'espaces bâtis économes en ressources.

#### Cohérence avec le PR FEDER-FSE+ d'Île-de-France 2021 – 2027

Le PR FEDER-FSE+ d'Île-de-France 2021 – 2027, au travers de son objectif spécifique 2.1 « *Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique* », s'inscrit en cohérence avec la PPE et le SRCAE. Avec le soutien au développement d'une meilleure performance énergétique du parc bâti existant, le PR contribue aux objectifs de baisse de la consommation finale d'énergie régionale fixés par la PPE. L'objectif spécifique 2.1 vise aussi à développer la filière des énergies renouvelables en soutenant la production et le recours à la géothermie, à l'hydrogène et aux réseaux de chaleur.

L'objectif spécifique 2.2 « *Promouvoir les énergies renouvelables* » prévoit de nombreuses actions qui s'avèrent en cohérence avec la PPE et le SRCAE, visant à développer les équipements de stockage et de conversion de vecteurs énergétiques notamment l'hydrogène. Les autres actions soutenues au titre de cet objectif – installation de systèmes d'autoconsommation dans les bâtiments publics ; création, extension de réseaux de chaleur et de froid à base d'énergies renouvelables ou de récupération (géothermie de surface, géothermie profonde, etc...) – contribuent également aux objectifs fixés par la PPE et le SRCAE de développement des énergies renouvelables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations régionales d'énergie.

En outre, la volonté, à travers l'OS 2.8 « *Promouvoir la mobilité urbaine durable et multimodale* », de développer le recours à la mobilité douce, notamment le recours au vélo et aux transports en commun, contribue à la réduction des émissions de GES par le report modal de l'autosolisme vers les transports durables. Ces changements de comportements restent néanmoins incertains car dépendant de l'adhésion des publics.

Le SDRIF affiche une bonne articulation avec le programme qui vise la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques des parcs bâti et automobile régionaux.

Niveau de cohérence : Elevé

## Risques naturels

#### PLAN DE GESTION DES RISQUES INONDATION SEINE-NORMANDIE 2016 – 2021 (PGRI)

Le PGRI Seine-Normandie 2016 – 2021 fixe quatre objectifs à atteindre à l'échelle du bassin et sur les territoires à risque d'inondation important (TRI) :

1. Réduire la vulnérabilité des territoires ;
2. Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages ;
3. Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ;
4. Mobiliser les acteurs par le maintien et le développement de la culture du risque.

#### SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX SEINE-NORMANDIE 2010 – 2015 (SDAGE)

Le SDAGE fixe des objectifs de **maintien des masses d'eau en bon état**, voire en très bon état, ou d'atteindre le bon état. Un double objectif est recherché : le bon état chimique et le bon état écologique. Le SDAGE identifie également des objectifs de réduction de l'exposition des activités et des populations au risque inondation. Enfin, un défi spécifique



dédié à la préservation et à la restauration des milieux aquatiques et humides est identifié. Le SDAGE identifie 8 orientations pour répondre aux enjeux du bassin, dont un enjeu « Limiter et prévenir le risque inondation ».

#### Cohérence avec le PR FEDER-FSE+ d'Île-de-France 2021 – 2027

L'objectif spécifique 2.4 « Favoriser l'adaptation au changement climatique, par la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes » prévoit des actions de réduction de la vulnérabilité face aux inondations par la réalisation d'études et de travaux de limitation des risques inondation affectant l'Île-de-France. Ainsi, peut être identifiée une cohérence élevée du PR FEDER-FSE+ avec les objectifs du PGRI et du SDAGE.

Niveau de cohérence : Elevé

## Santé environnement

### STRATEGIE NATIONALE BAS CARBONE

La Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) contient des dispositions relatives à la réduction des émissions de carbone induites par l'urbanisation. Cette stratégie insiste sur l'importance de développer des formes urbaines plus denses, bien desservies, structurées autour des pôles urbains et bourgs ruraux déjà existants, afin d'éviter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols. Ce faisant, cette dynamique permet une réduction de la pollution de l'air et des nuisances sonores induites par le desserrement des formes urbaines. La SNBC fixe 2 objectifs nationaux :

1. Atteindre la neutralité carbone dès 2050 ;
2. Réduire l'empreinte carbone des Français.

Elle prévoit des orientations déclinées pour chaque secteur d'activités afin de mettre en œuvre la transition vers une économie bas-carbone :

- ✓ Pour le secteur du bâtiment : réduction des émissions de GES de 49% par rapport à 2015 d'ici 2030 et une décarbonation complète d'ici 2050 ;
- ✓ Pour le secteur des transports : réduction des émissions de GES de 28% par rapport à 2015 d'ici 2030 et une décarbonation complète d'ici 2050 ;
- ✓ Pour le secteur agricole : réduction des émissions de GES de 19% par rapport à 2015 d'ici 2030 et de 46% d'ici 2050 ;
- ✓ Pour le secteur forêt – bois et sols : maximisation des puits de carbone d'ici 2050.

### PLAN DE PREVENTION DE L'ATMOSPHERE D'ÎLE-DE-FRANCE 2018 – 2025

Le PPA vise à lutter contre la pollution de l'air et notamment contre le dépassement du seuil des polluants réglementés par la Commission Européenne que sont les particules PM<sub>10</sub> et le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>). Il s'organise autour de 25 défis à mener dans tous les secteurs, détaillés dans 46 actions opérationnelles. Le PPA identifie les grands défis du territoire francilien en matière de préservation de l'atmosphère et de la qualité de l'air pour les différents secteurs d'activités du territoire. De manière transversale, il s'agit notamment de :

- ✓ Favoriser les bonnes pratiques de déplacement, comme le covoiturage ;
- ✓ Sensibiliser et former les populations et le public agricole aux enjeux de réduction des émissions de polluants atmosphériques ;
- ✓ Renouveler les équipements anciens, fortement émetteurs de polluants atmosphériques ;
- ✓ Soutenir le développement de modes de transport doux.

## PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE 2

Le PNACC 2 a été présenté en juillet 2017. Le PNACC ne traite que des mesures qui relèvent du niveau national. La territorialisation spécifique de l'adaptation au niveau régional relève des Schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE). Le PNACC 2 vise notamment à :

- ✓ Protéger les Français des risques liés aux catastrophes dépendant des conditions climatiques ;
- ✓ Renforcer la résilience des écosystèmes pour leur permettre de s'adapter au changement climatique et s'appuyer sur les capacités des écosystèmes pour aider notre société à s'adapter au changement climatique ;
- ✓ Renforcer la résilience des activités économiques aux évolutions du climat ;
- ✓ Améliorer la connaissance des impacts du changement climatique et diffuser largement l'information pertinente ;
- ✓ Renforcer l'action internationale de la France en matière d'adaptation au changement climatique.

## PLAN REGIONAL SANTE ENVIRONNEMENT 3

Le troisième Plan régional santé environnement (PRSE3) a vocation à décliner, sur la période 2017-2021, les actions du Plan National Santé Environnement 3 (PNSE3) jugées pertinentes en Île-de-France, tout en veillant à prendre en compte les problématiques locales. Le plan s'articule autour de 4 axes structurant :

- ✓ Préparer l'environnement de demain pour une bonne santé ;
- ✓ Surveiller et gérer les expositions présentes et passées liées aux activités humaines ;
- ✓ Travailler à l'identification et à la réduction des inégalités sociales et environnementales de santé ;
- ✓ Protéger et accompagner les populations vulnérables.

## SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE (SDRIF)

Le Schéma directeur de la région Île-de-France vise à réduire la vulnérabilité de la ville aux risques, aux pollutions et aux nuisances par l'intégration des risques naturels et en particulier des inondations dans les documents d'urbanisme

### Cohérence avec le PR FEDER-FSE+ d'Île-de-France 2021 – 2027

Les objectifs spécifiques 2.1 « Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique » et 2.2 « Promouvoir les énergies renouvelables » prévoient le soutien à des projets ayant vocation à réduire les émissions des gaz à effet de serre (GES) et à amplifier le déploiement des installations de production d'énergie renouvelable et de récupération (EnR&R). Ces actions doivent se traduire par une amélioration de la qualité de l'air et de l'atmosphère et s'inscrivent en cohérence avec les objectifs du PPA et de la SNBC.

En outre, le PR FEDER-FSE+ 2021 – 2027 au travers de son objectif spécifique 2.7 « Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution » participe à la mise en place de mesures visant à améliorer la qualité de l'air et la réduction du bruit. En outre, l'objectif spécifique 2.4 « Favoriser l'adaptation au changement climatique, par la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes » prévoit des actions visant à réduire la vulnérabilité face aux aléas climatiques, notamment face au risque inondation en soutenant des études et diagnostics de vulnérabilité et des travaux de réduction du risque et de protection. Cette volonté du PR de réduire la vulnérabilité face aux aléas climatiques induits par le changement climatique le place en cohérence avec le PNACC2.

En outre, la volonté, à travers l'OS 2.8 « Promouvoir la mobilité urbaine durable et multimodale », de développer le recours à la mobilité douce, notamment le recours au vélo et aux transports en commun, contribue à la réduction des émissions de GES par le report modal de l'autosolisme vers les transports durables. Ces changements de comportements restent néanmoins incertains car dépendant de l'adhésion des publics.

Les actions soutenues au titre de l'OP2, au vu de la nature environnementale de cette orientation, seraient susceptibles de participer à l'amélioration du cadre de vie et de la santé des franciliens par la réduction de l'exposition et de la vulnérabilité aux risques naturels, le renforcement d'infrastructures vertes, la préservation des habitats et des espèces et l'atténuation des changements climatiques. Pour cette raison, la cohérence du programme avec les orientations stratégiques du Plan région santé environnement 2 apparaît élevée.

De par ses actions visant la réduction de l'exposition de la population régionale au risque d'inondation, le programme s'inscrit en cohérence avec le SDRIF.

Niveau de cohérence : Elevé

## FOCUS sur l'articulation du programme avec le CPER

Le Contrat de plan Etat-Région de la Région Île-de-France pour la période 2021 – 2027<sup>3</sup> définit les orientations suivantes en lien avec les thématiques objet de la présente évaluation :

- ✓ Le soutien aux aménagements cyclables ;
- ✓ La rénovation énergétique des bâtiments ;
- ✓ Le développement des énergies renouvelables (géothermie, réseaux de chaleur et de froid, installations photovoltaïques, projets citoyens pour le développement des ENR, filière hydrogène avec une attention particulière apportée à la constitution de hub production et à la distribution le long de l'axe Seine...) ;
- ✓ L'économie circulaire (amélioration du recyclage et valorisation des déchets plastiques, réduction du plastique à usage unique, développement du réemploi à travers le soutien aux recycleries et ressourceries, amélioration du tri, de la collecte et de la valorisation des déchets du BTP, écologie industrielle et territoriale, conception et développement de systèmes de tri à la source, de collecte et de traitement dédiés aux bio-déchets, lutte contre le gaspillage alimentaire, soutien aux démarches de labellisation des territoires...) ;
- ✓ La biodiversité et la préservation des milieux (soutien aux parcs naturels régionaux, aux espaces protégés et à l'Agence régionale de la biodiversité, opérations de désimperméabilisation, de renaturation de berges et d'ouvertures de rivières, de replantation de haies et de bosquets là où cela présente un sens écologique et paysager...) ;
- ✓ La qualité de l'air (fonds air bois, fonds air mobilité, poursuite du financement apporté à AirParif)

### Cohérence avec le PR FEDER-FSE+ d'Île-de-France 2021 – 2027

Les orientations du CPER en lien avec les thématiques de la présente évaluation traduisent une cohérence élevée avec le programme : à travers l'OS 2.8 « Promouvoir la mobilité urbaine durable et multimodale », la Région vise à développer le recours à la mobilité douce, notamment le recours au vélo et aux transports en commun. Quant à la rénovation énergétique des bâtiments, le programme consacre l'OS 2.1 « Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique » à cet objectif. De même, les objectifs spécifiques 2.2 « Promouvoir les énergies renouvelables », 2.6 « Favoriser la transition vers une économie circulaire », 2.7 « Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution » participent aux objectifs du CPER de développement de la production d'énergie renouvelable, de renforcement de l'économie circulaire et de protection de la biodiversité régionale.

Niveau de cohérence : Elevé

<sup>3</sup> Est ici analysée la cohérence du programme avec le document *Orientations du futur CPER 2021 -2027* ; de ce fait, cette analyse se veut provisoire et pourrait évoluer en fonction de l'évolution éventuelle des orientations du CPER.

## 5. ANALYSE DES INCIDENCES RESIDUELLES

### 5.1. Méthode d'analyse des incidences environnementales retenues

Il s'agit ici de produire les premières analyses d'incidences qui permettront de constituer la matrice de synthèse des incidences environnementales des programmes. Cette analyse permettra d'identifier d'éventuels points de vigilance à avoir lors de la mise en œuvre du programme, et des alternatives possibles.

#### Incidences environnementales

La notion d'incidence n'a pas de définition juridique précise. Elle s'explique par :

- ✓ L'**appréciation croisant l'effet** (un effet ou une pression est la conséquence objective des projets sur l'environnement indépendamment du territoire affecté) **avec la sensibilité** environnementale du territoire ;
- ✓ L'**appréciation des impacts** dans le sens d'un changement, positif ou négatif, dans la qualité de l'environnement, à court ou à long terme. L'impact peut être direct ou indirect s'il résulte d'une relation de cause à effet.

La notion relative à la prévisibilité des incidences signifie que toutes les incidences ne sont pas connues précisément lors de l'élaboration d'un programme. Il s'agit d'identifier les incidences qui risquent d'avoir lieu si le programme tel qu'il est défini est mis en œuvre.

#### APPROCHE METHODOLOGIQUE GENERALE

La méthodologie que nous proposons pour cette évaluation environnementale se construit autour d'un dispositif d'analyse devant permettre d'aboutir à une mise en relief des niveaux d'impacts probables du programme FEDER-FSE+ sur l'environnement et *in fine*, un ciblage des analyses et préconisations de mesures correctrices sur les enjeux prioritaires.

Le programme FEDER-FSE+ est à la fois un document stratégique en matière de développement, et un document favorisant le déploiement d'actions sur les 6 ans à venir, plus opérationnel. Nous proposons ainsi une approche méthodologique adaptée pour chacun de ces niveaux :

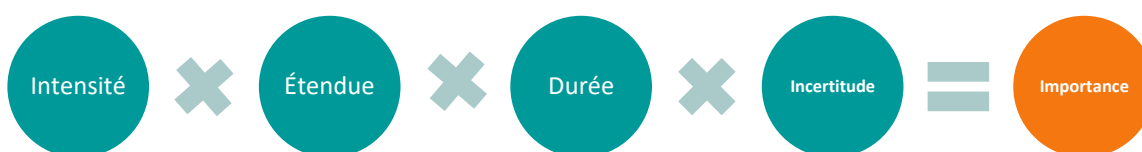
1. **Au niveau stratégique**, qui vise à analyser qualitativement le niveau d'incidences probables que les axes stratégiques et opérationnels du programme ont sur l'environnement ;
2. **Au niveau opérationnel**, l'objet de l'évaluation environnementale est d'identifier les types d'actions présentant potentiellement le plus d'incidences sur l'environnement, d'identifier les enjeux environnementaux et de décrire des points d'alerte à la mise en œuvre des actions, qui auront vocation à être définis plus précisément par la suite (via une étude d'impact environnemental spécifique par exemple).

**Nota :** seules les principales actions ayant une incidence sur les thématiques environnementales seront examinées. Les actions immatérielles (communication, formation, gouvernance, études, etc.), si elles ne sont pas directement ciblées sur une composante environnementale, ne seront pas évaluées puisqu'elles ne présenteront aucun impact direct sur l'environnement.

Pour chacune de ces dimensions, une analyse qualitative des incidences notables prévisibles du programme sur l'environnement est proposée. Il s'agit d'étudier en quoi, dans les mécanismes d'intervention et les projets soutenus, le programme est porteur d'incidences environnementales.

### CONSTRUCTION D'UNE GRILLE D'ANALYSE

Il s'agit là d'une évaluation à l'échelle d'un programme qui s'attache à mesurer quantitativement l'incidence prévisible (positive ou négative) de chaque orientation envisagée. L'approche méthodologique retenue ici consiste à **évaluer l'importance d'une incidence environnementale** en intégrant son **intensité** (la perturbation), **sa durée** (portée temporelle) et **son étendue** (portée spatiale). La notation obtenue est pondérée en fonction du niveau d'action que le programme dispose sur cet enjeu (incertitude).



Cette approche méthodologique est notamment utilisée dans le cadre d'études d'impact des projets.

Les incidences peuvent être qualifiées de :

- ✓ **Positives** lorsqu'il est estimé qu'elles ont un effet sur l'environnement améliorant la qualité d'une ou plusieurs des composantes de celui-ci ;
- ✓ **Négatives** lorsqu'il est estimé qu'elles ont un effet entraînant la dégradation d'une ou plusieurs des composantes de l'environnement.

Plusieurs niveaux d'importance sont calculés auxquels est rattachée une valeur quantitative.

Importance			Valeur de l'incidence
Incidences négatives	Forte (- - -)		-13 à -18
	Modérée (- -)		-7 à -12
	Faible (-)		-1 à -6
Incidence nulle			0
Incidences positives	Faible (+)		1 à 6
	Modérée (++)		7 à 12
	Forte (+++)		13 à 18

### LA MESURE DE L'INTENSITÉ DE L'INCIDENCE

Selon la composante considérée, l'altération peut avoir des effets positifs ou négatifs. Ces effets sur la composante environnementale peuvent également être directs ou indirects.

On distingue trois classes de valeur attribuée à l'intensité des perturbations :

- ✓ **Forte** : Pour une composante du milieu naturel, l'intensité de la perturbation est forte lorsqu'elle impacte de façon significative l'intégrité de cette composante. Autrement dit, une perturbation est de forte intensité si elle est susceptible d'entraîner un déclin ou une amélioration importante dans l'ensemble du milieu.
- ✓ **Moyenne** : Pour une composante du milieu naturel, l'intensité de la perturbation est moyenne lorsqu'elle impacte cette composante dans une proportion moindre sans remettre l'intégrité en cause, mais d'une manière susceptible d'entraîner une modification (positive ou négative) limitée de sa répartition régionale dans le milieu.
- ✓ **Faible** : Pour une composante du milieu naturel, l'intensité de la perturbation est faible lorsqu'elle altère faiblement cette composante sans remettre l'intégrité en cause ni entraîner de diminution ou de changements significatifs de sa répartition générale dans le milieu.

La valeur peut être soit **négative** (lorsque l'effet génère une dégradation de la composante de l'environnement) soit **positive** (si la modification est favorable à la composante).

Intensité	Valeur de l'incidence positive	Valeur de l'incidence négative
<b>Forte</b>	(+) 3	(-) 3
<b>Moyenne</b>	(+) 2	(-) 2
<b>Faible</b>	(+) 1	(-) 1

#### L'ÉTENDUE DE L'INCIDENCE

L'étendue de l'incidence exprime la portée géographique des effets engendrés par une intervention sur le milieu. Cette notion réfère soit à une distance ou à une surface sur laquelle seront ressenties les modifications subies par une composante ou encore à la population qui sera touchée par ces modifications.

Trois niveaux d'étendues peuvent être considérés :

Échelle de l'étendue	
<b>(Trans)Régionale</b>	Impacte l'ensemble du territoire régional, voire au-delà.
<b>Locale</b>	Impacte les environs du lieu où se trouve l'incidence, sur un espace relativement restreint : département, EPCI... ressenti par une proportion limitée de la population de la zone d'étude.
<b>Ponctuelle</b>	Influence uniquement sur un espace circonscrit du milieu (le bâtiment, le point d'eau...), qu'il en affecte une faible partie ou qu'il n'est ressenti que par un groupe restreint de la zone d'étude.

#### LA DURÉE DE L'INCIDENCE

La durée de l'effet environnemental est la période de temps durant laquelle seront ressenties les modifications subies par une composante. Elle n'est pas nécessairement égale à la période de temps pendant laquelle s'exerce la source directe de l'effet, puisque celui-ci peut se prolonger après que le phénomène qui l'a causé ait cessé. Lorsqu'un effet est intermittent, on en décrit la fréquence en plus de la durée de chaque épisode. La durée de l'incidence peut être :

- ✓ **Longue** si les effets sont ressentis de façon continue pour la durée de vie du plan, de l'installation ou des activités et même au-delà dans le cas des effets pérennes / irréversibles,



- ✓ **Moyenne**, si les effets sont ressentis de façon continue sur une période de temps relativement prolongée mais généralement inférieure à la durée de vie de l'installation ou des activités ;
- ✓ **Courte** si les effets sont ressentis sur une période de temps limitée, correspondant généralement à la période de construction des installations ou à l'amorce des activités.

Échelle de durée
Longue (rémanence au-delà de la programmation)
Moyenne (durant toute la programmation)
Courte (liée à la seule mise en œuvre des projets)

#### PONDÉRATION DE LA NOTE AU REGARD DU LIEN DIRECT DE LA THÉMATIQUE AVEC LE PROGRAMME

Comme nous l'avons expliqué précédemment, l'ensemble des composantes environnementales évoquées dans le décret de référence fait l'objet d'une analyse. Néanmoins, sur l'ensemble seules quelques-unes seront impactées plus ou moins directement par le programme. Aussi, il est important de prendre en compte ce lien afin de pondérer l'impact du programme sur les thématiques.

Niveau de certitude fort	X 1
Niveau de certitude moyen à faible	X 0,5

**À noter :** le **degré d'incertitude** de l'incidence est très élevé lorsque l'impact dépend totalement des dispositions qui seront prises dans la mise en œuvre.

## 5.2. Analyse détaillée des incidences du programme FEDER-FSE+

### 1.1 – AMELIORER LES CAPACITES DE RECHERCHE ET D'INNOVATION AINSI QUE L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE POINTE

#### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D'ACTIONS SOUTENUS

L'objectif spécifique 1.1 cherche à répondre aux enjeux régionaux de renforcement des capacités de recherche et d'innovation au sein de la collectivité et de l'économie régionales. La Région souhaite consolider son positionnement au niveau international en termes de recherche francilienne publique et privée. Les actions prévues par le Programme Régional FEDER-FSE+ d'Île-de-France pour atteindre cet objectif spécifique consistent notamment dans des investissements dans les actifs fixes des centres de recherche et de l'enseignement supérieur publics, ainsi que la création et l'extension de tiers lieux directement liés aux activités de recherche et d'innovation. Ces actions pourraient donc se traduire par l'achat de matériels et l'investissement dans des petites infrastructures, types plateformes, nécessaires au développement de l'innovation et de la recherche au sein des filières ciblées par le PR et notamment la S3. Les actions soutenues au titre de l'objectif spécifique sont :

**1) Actions en faveur du renforcement des filières stratégiques du territoire.** Il s'agit de structurer un écosystème propice au déploiement des activités de R&I, dont les impacts concrets seront perceptibles à moyen-long terme. Des actions d'accompagnement (conseils, études, formations, ...) sont davantage envisagées. Toutefois, l'achat ou l'amortissement d'équipements et matériels pourraient également faire partie de ce type d'actions :

- ✓ Le soutien aux projets de Recherche, développement et innovation collaboratifs et expérimentation à grande échelle dans le cadre de la S3 ;
- ✓ Le soutien aux grands projets des filières prioritaires de la S3 intégrant une dimension « développement durable ». Il s'agit pour le PR de favoriser les dimensions de développement durable identifiées dans la S3, en privilégiant notamment le recours à l'économie circulaire dans la conception de produits, à l'écoconstruction et aux circuits courts ;
- ✓ Le soutien individuel pour l'émergence et la maturation de projets d'innovation, notamment de rupture à fort contenu technologique (*deeptech*).

**2) Actions de soutien à l'acquisition d'équipements et de développement d'infrastructures de recherche.** Ce type d'actions pourrait davantage se traduire par des impacts concrets sur le court terme puisqu'elles comprennent l'achat d'équipements et de matériels nécessaires au développement des infrastructures de recherche de la région ainsi que la création, l'extension et l'aménagement des grands lieux d'innovation : DigiHall, DIH, Cybercampus de Cergy et autres :

- ✓ Le soutien au développement de plateformes et d'équipements scientifiques et technologiques, en faveur des transitions environnementale, numérique et de la santé, en lien avec les entreprises et les DIS de la S3 ;
- ✓ Le soutien aux grands lieux d'innovation consacrés à des filières stratégiques de la région. Il s'agit de soutenir les tiers-lieux préexistants venant appuyer les projets de recherche partenariale public/privée.

Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	-1	3	1	0,5	-1,5	0	0	0	0	0	-1,5
	Continuités écologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Déchets	-1	3	1	1	-3	1	3	2	1	6	3
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	1	3	3	1	9	9
	Nuisances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	-1	3	1	0,5	-1,5	0	0	0	0	0	-1,5
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Patrimoines bâtis et architecturaux	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
Climat et énergie	Energie	-1	3	1	1	-3	1	3	3	0,5	4,5	1,5
	Changement climatique	0	0	0	0	0	1	3	3	0,5	4,5	4,5
						-18					24	6

## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

Les actions prévues au titre de l'objectif spécifique 1.1 présentent un bilan positif en termes d'incidences environnementales probables (6). La mise en œuvre de ces actions affiche un solde d'incidence négatif (-18) en raison des pressions que les travaux de développement des infrastructures de recherche pourraient notamment exercer sur les sols, l'énergie et les déchets régionaux, ainsi que sur son patrimoine naturel. En revanche, les effets attendus des actions envisagées pourraient traduire des impacts notables positifs sur l'environnement (24), en particulier sur les composantes « Qualité de l'air », « Energie » et « Changement climatique », grâce au soutien sous forme d'investissement destiné aux grands projets des filières intégrant une dimension fortement innovante et à faible impact environnemental (dimension « développement durable »).

Les actions de développement d'infrastructures de recherche prévues par le PR Île-de-France pourraient se traduire par l'extension des grands lieux régionaux d'innovation pouvant entraîner des pressions foncières sur les sols (- 3) et aggraver les dynamiques d'étalement urbain et de consommation d'espaces ouverts (milieux naturels, agricoles, semi-naturels) affectant de manière considérable le territoire de la région. Les travaux engagés par ce type d'action pourraient également venir augmenter la part de déchets régionaux du BTP, accroître les consommations régionales d'énergie sur le court terme et, en fonction de l'emplacement des nouvelles infrastructures (probabilité 0,5), se traduire par des nuisances pouvant affecter les habitats et les espèces naturels de la région. L'observation d'incidences sur le patrimoine paysager et bâti de la région et l'émergence de risques technologiques liés à l'installation à l'extension ou à l'aménagement des infrastructures existantes sont possibles. La localisation des nouveaux équipements et les critères d'aménagement envisagés en amont de la mise en œuvre des travaux pourraient venir conditionner les incidences notables sur ces composantes.

Ajustement à la suite de l'itération : Néanmoins, les incidences environnementales négatives identifiées pourront être atténuées par l'intégration de conditions favorisant dans les appels à projets et dans les rapports d'instruction des demandes de subvention. Notamment dans le cadre du montage du dossier FEDER, la preuve de la conduite d'une démarche d'évaluation d'impact environnemental préalable pour les projets d'infrastructures pourra être demandée. Dans ce cadre, un justificatif de la saisie de l'autorité environnementale et de son accord (tacite ou non) rendu sur l'opération pourra être requis. De la même façon, une condition favorisant pourra valoriser les projets de travaux prévoyant le réemploi de déchets du BTP.

Les actions en faveur du renforcement des filières stratégiques du territoire et celles de soutien à l'acquisition d'équipements et de développement d'infrastructures de recherche comportent toutes deux l'achat ou l'amortissement d'équipements et matériels dont le renouvellement pourrait sur le long terme se traduire par une augmentation des déchets régionaux, notamment d'équipements électriques et électroniques. Néanmoins, ces impacts négatifs sont jugés être contrebalancés par la volonté de la S3 de favoriser l'écoconstruction et la mobilité durable (6). Les effets recherchés pourraient traduire des incidences positives sur le long terme, notamment en raison de la nature des filières ciblées par les actions de soutien. Ces filières, identifiées par la Stratégie de spécialisation intelligente francilienne (S3), représentent des domaines de recherche dont le développement pourrait avoir un impact positif en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques, de nuisances et de consommations énergétiques régionales (mobilité durable, écoconstruction, numérique, santé). Néanmoins, ces effets ne seraient observables que sur le long terme et seraient fonction des résultats de la recherche (probabilité 0,5).

# SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte de la Région	Commentaire de la Région	Commentaires prestataire
Le PR prévoit des actions d'extension et d'aménagement des principaux centres de recherche régionaux qui pourraient se traduire par des impacts notables sur certaines composantes environnementales (espaces naturels, espaces agricoles...). L'avis de l'évaluateur est que, si le PR devait finalement soutenir ce type d'actions, des critères de conditionnalité devront être envisagés. L'évaluateur préconise la fixation de trois critères pour la sélection des projets :	L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisant les opérations valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intègrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité	Intégration de conditions favorisant transversales au PR sur trois points : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux</li> <li>✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU)</li> <li>✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement</li> </ul>	L'inscription de ces conditions favorisant dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.  Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.
✓ La capacité de l'action à répondre à un besoin du territoire. Elle devra être démontrée par le porteur de projets ;	Prise en compte : condition par définition	Les objectifs du programme FEDER sont, par définition, déterminés en fonction des besoins du territoire, du contexte, de ses enjeux, de sa position  Le contrôle de l'éligibilité des projets lors du dépôt de demande de subvention consiste à vérifier le respect de la contribution des projets aux objectifs définis dans le programme	
✓ La prise en compte des impacts visuels affectant le patrimoine bâti et paysager de la région et des possibles risques industriels, qu'une mauvaise insertion des infrastructures dans le tissu urbain pourrait entraîner, devra être assurée par le biais de la réalisation d'études préalables à la	Prise en compte : condition favorisant environnementale ajoutée – Transmission de l'avis (tacite ou non) de l'autorité environnementale	Dans le cadre de travaux, d'extension ou de construction d'équipement, une analyse d'impact environnementale est obligatoire.  Lors de l'instruction des demandes de subvention, l'avis de l'autorité environnementale ou preuve que la demande a été réalisée à l'autorité environnementale dans les 2 mois (silence vaut acceptation) sera transmis par les porteurs de projet.	

<p>création ou à l'extension de ces infrastructures.</p> <p>L'intégration de critères de sélection / condition favorisante pourrait <i>in fine</i> se traduire par une diminution des impacts environnementaux probables identifiés au moment de l'analyse des incidences.</p>		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Si avis positif : bonus dans le rapport d'instruction</li> <li>✓ Si avis négatif : malus dans le rapport</li> </ul> <p>Rendre obligatoire la transmission de l'avis de l'autorité environnementale pour les opérations au-dessus d'un certain seuil de subvention (seuil défini ultérieurement).</p>	
<p>L'utilisation de matériaux biosourcés, voire le réemploi de déchets issus du BTP dans les actions d'extension et d'aménagement des centres de recherche et des autres infrastructures de recherche régionales ciblées par le PR, pourrait venir réduire les incidences négatives sur la composante des déchets. Ces actions seront a priori favorisées par la mise en œuvre de la S3 francilienne.</p>	<p>Prise en compte : condition favorisante environnementale ajoutée – contribution à l'économie circulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les matériaux utilisés proviennent de matériaux biosourcés, ou du réemploi de déchets</li> <li>✓ Les déchets liés aux travaux seront recyclés</li> </ul>	<p>La S3 comprend un objectif transverse de transition environnementale et de renforcement de l'économie circulaire.</p> <p>Un focus sera mis sur l'instruction des projets rattachés aux DIS qui devra indiquer la dimension circulaire de l'utilisation des matériaux (condition favorisante) et/ou de leur recyclage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus si l'opération a une dimension environnementale : DIS de la S3 écoconstruction, mobilité durable...</li> <li>✓ Bonus si le porteur de projet utilise des matériaux biosourcés ou le réemploi de déchets et/ou s'il a développé des partenariats avec des recycleries (Déclaratif).</li> </ul> <p>L'avis de l'autorité environnementale prend en compte la dimension durable et circulaire du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Si avis positif =&gt; bonus dans le rapport d'instruction</li> <li>✓ Si avis négatif =&gt; malus dans le rapport</li> </ul>	<p>L'inscription de ces conditions favorisantes dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.</p> <p>Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.</p>



### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

Sont prévus au titre de cet OS des dépenses d'investissements visant la numérisation des territoires. Il s'agira notamment :

- 1) **De soutenir les projets d'innovation numérique en faveur de l'éducation** par le développement de services numériques en matière d'e-éducation et d'inclusion numérique et le déploiement d'outils et d'équipements numériques visant à lutter contre les difficultés de l'enseignement à distance.
- 2) **De soutenir la transition numérique des territoires** par la création et le développement de nouveaux lieux et services. Ce type d'actions pourrait se traduire par la création d'espaces dédiés à des nouveaux modes de travail, collaboratif et à distance, des études et investissements liés à la mise en place de plateformes open data et au développement de nouveaux services numérique et par le développement et le déploiement d'outils et d'équipements numériques innovants.

Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	-1	3	1	0,5	-1,5	0	0	0	0	0	-1,5
	Continuités écologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	-1	3	1	0,5	-1,5	0	0	0	0	0	-1,5
	Déchets	-1	3	1	1	-3	1	3	1	1	3	0
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	1	3	2	0,5	3	3
	Nuisances	0	0	0	0	0	1	3	2	0,5	3	3
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	-1	3	2	0,5	-3	1	3	3	1	9	6
	Changement climatique	-1	3	2	0,5	-3	1	3	3	1	9	6
						-12					27	15

## COMMENTAIRE DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

L'objectif spécifique 1.2 présente une incidence globale positive (15). La phase de mise en œuvre ne se traduira pas a priori par des impacts significatifs (-12). Par la suite, à moyen long terme, le développement d'une culture numérique, notamment le recours aux démarches dématérialisées (e-administration, e-santé) pourront se traduire par des impacts positifs en matière de consommation énergétique et d'adaptation au changement climatique (27).

En termes d'effets recherchés, l'objectif 1.2 vise le développement d'une culture du numérique, devant favoriser les usages numériques, dématérialisés, sur le territoire. L'accélération du déploiement des services numériques doit permettre d'économiser les ressources, notamment en évitant les démarches administratives « papiers ». Par ailleurs, la possibilité d'éviter des déplacements par le recours à des services en lignes (e-santé, e-administration, e-éducation) pourra permettre de réduire les déplacements, notamment routiers, et permettre une réduction des nuisances liées à la circulation routière (3), une économie d'énergie (9), notamment fossile (carburant) et une amélioration de la qualité de l'air (3), bien que ces effets apparaissent très dépendants du nombre de citoyens qui privilégieront les services en ligne aux démarches physiques (incertitude de 0,5). De manière générale, le déploiement des services numériques et dématérialisés s'inscrit dans une logique de lutte et d'adaptation au changement climatique en limitant les déplacements et le recours aux ressources naturelles.

Une mention peut être apportée sur la production de déchets : le déploiement des usages numériques peut poser à long terme la question du traitement des déchets informatiques. Toutefois, les e-services pourront permettre de réduire les déchets, papiers notamment, associés aux démarches physiques. Il est jugé ici que ces deux effets se compensent pour un score finalement nul. Il convient également de mentionner l'augmentation de l'emploi de serveurs et de data-centers entraînée par le développement des e-services venant nuancer les effets positifs apportés sur la composante énergie (-3) et changement climatique (-3). Cet impact apparaît toutefois peu significatif. Enfin, la création et le développement de nouveaux lieux pourrait se traduire par la création ou l'extension des bâtiments ou infrastructures dont les impacts sur les sols et le patrimoine naturel de la région est fonction de la nature et de l'emplacement des travaux (probabilité 0,5).

**Point d'attention** : la réduction des consommations énergétiques pouvant découler du déploiement du numérique à l'échelle régionale pourrait être contrebalancée par l'effet rebond lié aux usages du numérique que ce même déploiement serait susceptible d'engendrer. En effet, un renforcement de l'accessibilité au numérique pourrait se traduire par une augmentation des usages qui pourrait à son tour entraîner des consommations énergétiques accrues, ainsi qu'une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. De même, la multiplication d'appareils électroniques que le renforcement de l'accessibilité au numérique serait susceptible d'entraîner pourrait également se traduire par des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires liées à la gestion des déchets produits et à la production de nouveaux appareils électroniques.

Commentaire	Niveau de prise en compte de la Région	Commentaire de la Région	Commentaires prestataire
Le PR prévoit des actions de financements d'outils numériques (tablettes, équipement de fablab et de tiers lieux etc) ainsi que l'aménagement d'espaces de travail collaboratifs qui pourraient se traduire par des impacts notables sur certaines composantes environnementales (espaces naturels, espaces agricoles...). L'avis de l'évaluateur est que, si le PR devait finalement soutenir ce type d'actions, des critères de conditionnalité devront être envisagés. L'évaluateur préconise la fixation de deux critères pour la sélection des projets :	L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisant transversales au PR valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité	Intégration de conditions favorisant transversales au PR sur trois points : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux</li> <li>✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU)</li> <li>✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement</li> </ul>	L'inscription de ces conditions favorisant dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.  Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.
✓ La capacité de l'action à répondre à un besoin du territoire. Elle devra être démontrée par le porteur de projets ;	Prise en compte : condition par définition	Les objectifs du programme FEDER sont, par définition, déterminés en fonction des besoins du territoire, du contexte, de ses enjeux, de sa position  Le contrôle de l'éligibilité des projets lors du dépôt de demande de subvention consiste à vérifier le respect de la contribution des projets aux objectifs définis dans le programme	
L'utilisation de matériaux biosourcés, voire le réemploi de déchets issus du BTP dans les actions de construction d'outils numériques, pourrait venir	Prise en compte : condition favorisant environnementale ajoutée – contribution à l'économie circulaire :	La S3 comprend un objectif transverse de transition environnementale et de renforcement de l'économie circulaire.  Un focus sera mis sur l'instruction des projets rattachés à la dimension circulaire de	L'inscription de ces conditions favorisant dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.

réduire les incidences négatives sur la composante des déchets.	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les matériaux utilisés proviennent de matériaux biosourcés, ou du réemploi de déchets</li> <li>✓ Les déchets liés aux travaux seront recyclés</li> </ul>	<p>l'utilisation des matériaux (condition favorable) et/ou de leur recyclage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus si le porteur de projet utilise des matériaux biosourcés ou le réemploi de déchets et/ou s'il a développé des partenariats avec des recycleries (Déclaratif).</li> <li>✓ Bonus si l'opération a une dimension environnementale :</li> <li>✓ Bonus si le porteur de projet utilise des matériaux biosourcés ou le réemploi de déchets et/ou s'il a développé des partenariats avec des recycleries (Déclaratif).</li> </ul>	<p>Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.</p>
---	---	--	--

#### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

L'objectif spécifique 1.3 cherche à répondre à plusieurs enjeux régionaux : appuyer les entreprises face aux crises, favoriser leur croissance, leur compétitivité et leurs investissements en matière de recherche et développement, renforcer les actions déjà prévues par la Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3). Les actions soutenues par le FEDER pour répondre à ces enjeux sont pour la plupart de nature immatérielle ; elles consistent en effet en des mesures d'accompagnement aux entreprises sous forme de conseil. Les actions prévues au titre de l'objectif spécifique 1.3 sont :

**1) Des actions d'accompagnement des entreprises sur l'innovation et les enjeux environnementaux.** Ces actions revêtent un caractère immatériel :

- ✓ Actions d'accompagnement individuel des entreprises et porteurs de projet en matière d'innovation, notamment en lien avec la création d'entreprise innovante et pour une meilleure intégration du design ;
- ✓ Actions d'accompagnement individuel et collectif à la transition vers une économie circulaire et à la diminution de l'empreinte carbone ;

**2) Des actions de soutien au développement de PME via des instruments financiers.** Ce type d'action pourrait se traduire par les mesures suivantes :

- ✓ Le soutien via des prêts d'honneur pour favoriser la création de PME innovantes sur le territoire d'Île-de-France ;
- ✓ L'octroi pour les entreprises de garanties bancaires permettant de cautionner des prêts bancaires.



Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Continuités écologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Déchets	0	0	0	0	0	1	3	2	1	6	6
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	1	3	2	1	6	6
	Nuisances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	0	0	0	0	0	1	3	2	1	6	6
	Changement climatique	0	0	0	0	0	1	3	2	1	6	6
						0					24	24

## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

Avec un score de 24, les actions envisagées pour atteindre l'objectif spécifique 1.3 présentent une incidence globale positive. Si leur mise en œuvre traduit un score global nul, les effets attendus se traduisent par des incidences positives sur les composantes « Energie », « Changements climatiques » et « Qualité de l'air » et affichent ainsi un bilan positif (24).

Les actions d'accompagnement des entreprises en matière d'innovation environnementale pourraient sur le long terme se traduire par une augmentation des déchets régionaux liée au renouvellement des équipements vétustes, très consommateurs d'énergie et émetteurs de gaz à effet de serre. Néanmoins, cette incidence doit être nuancée car le PR pose une conditionnalité sur la nature du matériel subventionné : en cohérence avec un des trois piliers du PR et les domaines d'innovation stratégiques de la S3 Île-de-France, celui-ci doit être de nature à avoir un faible impact sur l'environnement. Il pourrait notamment être écoconçu et, de ce fait, plus facilement recyclable ou réutilisable et/ou engendrer moins d'émissions polluantes et/ou de gaz à effet de serre. L'écoconception et les démarches d'économie circulaire seront également prises en compte dans les actions de soutien sous forme de conseil aux PME souhaitant développer leur compétitivité. Cette volonté de favoriser des actions durables et d'économie circulaire viennent compenser l'incidence négative identifiée ci-avant, et permet d'attendre un impact global positif sur la dimension des déchets (6). Sur le long terme, l'accompagnement des PME et la volonté de suivre les piliers de la S3 pourront se traduire par une prise en compte majeure des préoccupations environnementales de la part des entreprises franciliennes et ainsi venir réduire leurs consommations d'énergie, émissions de gaz à effet de serre et émissions polluantes.

# SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte de la Région	Commentaire de la Région	Commentaires prestataire
Le PR prévoit des actions de soutien à l'immobilier d'entreprises et aux incubateurs (travaux) qui pourraient se traduire par des impacts notables sur certaines composantes environnementales. L'avis de l'évaluateur est que, si le PR devait finalement soutenir ce type d'actions, des critères de conditionnalité devront être envisagés. L'évaluateur préconise la fixation de trois critères pour la sélection des projets :	L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisantes transversales au PR valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité	Intégration de conditions favorisantes transversales au PR sur trois points :  ✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux  ✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU)  ✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement	L'inscription de ces conditions favorisantes dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.  Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.
✓ La capacité de l'action à répondre à un besoin du territoire. Elle devra être démontrée par le porteur de projets ;	Prise en compte : condition par définition	Les objectifs du programme FEDER sont, par définition, déterminés en fonction des besoins du territoire, du contexte, de ses enjeux, de sa position  Le contrôle de l'éligibilité des projets lors du dépôt de demande de subvention consiste à vérifier le respect de la contribution des projets aux objectifs définis dans le programme	
✓ La prise en compte des impacts visuels affectant le patrimoine bâti et paysager de la région et des possibles risques industriels qu'une mauvaise insertion des infrastructures dans le tissu urbain pourrait entraîner devra être assurée par le biais	Prise en compte : condition favorisante environnementale ajoutée – Transmission de l'avis de l'autorité environnementale	Dans le cadre de travaux, d'extension ou de construction d'équipement, une analyse d'impact environnementale est obligatoire.  Lors de l'instruction des demandes de subvention, l'avis de l'autorité environnementale ou preuve que la	

<p>de la réalisation d'études préalables à la création ou à l'extension de ces infrastructures.</p> <p>L'intégration de critères de sélection / condition favorisante pourrait <i>in fine</i> se traduire par une diminution des impacts environnementaux probables identifiés au moment de l'analyse des incidences.</p>		<p>demande a été réalisée à l'autorité environnementale dans les 2 mois (silence vaut acceptation) sera transmis par les porteurs de projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Si avis positif : bonus dans le rapport d'instruction</li> <li>✓ Si avis négatif : malus dans le rapport</li> </ul> <p>Rendre obligatoire la transmission de l'avis de l'autorité environnementale pour les opérations au-dessus d'un certain seuil de subvention (seuil défini ultérieurement)</p>	
<p>L'utilisation de matériaux biosourcés, voire le réemploi de déchets issus du BTP dans les actions d'extension et d'aménagement des centres de recherche et des autres infrastructures de recherche régionales ciblées par le PR, pourrait venir réduire les incidences négatives sur la composante des déchets. Ces actions seront a priori favorisées par la mise en œuvre de la S3 francilienne.</p>	<p>Prise en compte : condition favorisante environnementale ajoutée – contribution à l'économie circulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les matériaux utilisés proviennent de matériaux biosourcés, ou du réemploi de déchets</li> </ul> <p>Les déchets liés aux travaux seront recyclés</p>	<p>La S3 comprend un objectif transverse de transition environnementale et de renforcement de l'économie circulaire.</p> <p>Un focus sera mis sur l'instruction des projets rattachés aux DIS qui devra indiquer la dimension circulaire de l'utilisation des matériaux (condition favorisante) et/ou de leur recyclage :</p> <p>L'avis de l'autorité environnementale prend en compte la dimension durable et circulaire du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Si avis positif =&gt; bonus dans le rapport d'instruction</li> <li>✓ Si avis négatif =&gt; malus dans le rapport</li> <li>✓ Bonus si l'opération a une dimension environnementale</li> <li>✓ Bonus si le porteur de projet utilise des matériaux biosourcés ou le réemploi de déchets et/ou s'il a développé des</li> </ul>	

		<p>partenariats avec des recycleries (Déclaratif).</p> <p>L'avis de l'autorité environnementale prend en compte la dimension durable et circulaire du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Si avis positif =&gt; bonus dans le rapport d'instruction</li> <li>✓ Si avis négatif =&gt; malus dans le rapport</li> </ul>	
--	--	---	--

### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

Responsable d'un quart de la consommation nationale d'énergie, la région Île-de-France se caractérise par de nombreuses faiblesses dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables : 1,7 millions des logements sont très énergivores et 8% des ménages sont en situation de vulnérabilité énergétique. L'objectif spécifique 2.1 cherche à favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et de déploiement des énergies renouvelables, en particulier l'hydrogène, en prévoyant notamment deux types d'action :

**1) Les actions visant la diminution de la précarité énergétique et la rénovation des bâtiments résidentiels énergivores, notamment dans les quartiers prioritaires.** Il s'agit de travaux de rénovation énergétique portant sur le parc locatif social existant de la région francilienne, notamment sur les logements souffrant d'une mauvaise isolation et entraînant donc une surconsommation d'énergie. Pourront être soutenus :

- ✓ Les projets d'amélioration de l'efficacité énergétique du parc social, notamment de rénovation thermique ;
- ✓ Les actions d'accompagnement sous forme d'études et de diagnostics sont aussi prévues par le FEDER Île-de-France.

**2) Le soutien à la rénovation énergétique de copropriétés dégradées du parc privé.** Il s'agit de travaux de rénovation énergétique portant sur le parc privé existant de la région francilienne, notamment sur les logements souffrant d'une mauvaise isolation et entraînant donc une surconsommation d'énergie.

Pourront être soutenus :

- ✓ Les projets d'amélioration de l'efficacité énergétique des copropriétés franciliennes dégradées (dit passoires thermiques), notamment de rénovation thermique ;
- ✓ Les actions d'accompagnement sous forme d'études et de diagnostics sont aussi prévues par le FEDER Île-de-France.

## Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

## Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Continuités écologiques	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Déchets	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	1	3	2	1	6	6
	Nuisances	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	-1	3	1	0,5	-1,5	0	0	0	0	0	-1,5
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	-1	3	1	1	-3	2	3	2	1	12	9
	Changement climatique	0	0	0	0	0	2	3	2	1	12	12
						-19,5					30	10,5



## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

L'objectif spécifique 2.1 présente une incidence globale sur l'environnement positive (10,5). La mise en œuvre des actions envisagées au titre de cet objectif spécifique aurait une incidence négative (-19,5), se traduisant notamment par des impacts sur les composantes « Déchets », « Nuisances » et « Energie ». En revanche, les effets recherchés affichent un score positif (30) notamment du fait des impacts que les actions susceptibles d'être mises en place pourraient avoir sur les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre régionales ainsi que sur la qualité de l'air des territoires concernés.

Lors de la mise en œuvre des actions de rénovation énergétique, des déchets liés à la réalisation des travaux de rénovation énergétique du parc bâti existant pourraient être produits (-3). Ces travaux pourraient également se traduire par une faible augmentation des consommations énergétiques et des nuisances sonores régionales sur le court terme (-3).

Ajustement à la suite de l'itération : Néanmoins, les incidences environnementales négatives identifiées pourront être atténuées par l'intégration de conditions favorisantes dans les appels à projets et dans les rapports d'instruction des demandes de subvention. Notamment dans le cadre du montage du dossier FEDER, une condition favorisera les projets de travaux prévoyant le réemploi de déchets du BTP.

Sur le long terme, la rénovation du parc bâti de la région, notamment des passoires énergétiques, pourrait entraîner une amélioration de la qualité de l'air au niveau des territoires concernés et une réduction des consommations énergétiques (12) et des émissions de gaz à effet de serre franciliennes (qualité de l'air 6). La portée de l'impact sera ensuite déterminée par la part des propriétaires qui procéderont à ces travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique de leur logement, notamment à la suite de démarches de sensibilisation et d'accompagnement qui seront financées par le FEDER. Une mobilisation suffisamment importante du territoire pourra produire un impact positif en matière d'économie d'énergie et de capacité d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

# SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte par la Région	Commentaire Région	Commentaires prestataire
<p>L'évaluateur préconise de réaliser une évaluation environnementale de chaque projet afin de s'assurer qu'il n'a pas d'impact négatif sur l'environnement et s'il s'avérait qu'il en a, de les réduire le plus possible et en dernière extrémité de compenser les impacts résiduels. Il convient de s'assurer pour chaque projet de la réglementation : si cette évaluation environnementale est requise par la réglementation, elle devra être réalisée de manière très rigoureuse. Dans le cas contraire, étant donné la nature exemplaire souhaitée du programme, il sera demandé au porteur de projet de réaliser cette évaluation environnementale de manière plus légère selon une grille d'évaluation de projet.</p>	<p>L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisantes transversales au PR valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité</p>	<p>Intégration de conditions favorisantes transversales au PR sur trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux</li> <li>✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU)</li> <li>✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement</li> </ul>	
<p>La réalisation de chaque projet devra suivre une démarche "Gestion de la qualité environnementale" (les porteurs de projet pourront utilement s'inspirer de la norme ISO 14001, sans toutefois que l'application de celle-ci soit obligatoire) et des audits externes seront menés pour vérifier la bonne prise en compte des éléments environnementaux.</p> <p>Les actions nécessitant des constructions et nouveaux aménagements ou des extensions devront appliquer les règles des chantiers à faible nuisance.</p>	<p>Un bonus pourra être apporté lors de l'instruction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour les dossiers disposant d'un avis positif de l'autorité environnementale (tacite ou non)</li> </ul>	<p>L'OS2 du programme est destiné à améliorer l'état environnemental du territoire francilien. L'OS2.1 est dédié à la transition énergétique afin de réduire les consommations des ménages mais aussi pour développer le développement des énergies renouvelables et de récupération</p> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont compenser largement des effets négatifs liés aux travaux.</p>	<p>L'inscription de ces conditions favorisantes dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.</p> <p>Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.</p>

		<p>Dans ce cadre, la constitution des dossiers de subvention FEDER étant administrativement lourde, il ne sera pas demandé de pièces complémentaires aux porteurs de projets (autres que celles dont ils pourraient disposer) dans le cadre de l'OS2.</p>	
--	--	---	--

### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

Le potentiel d'énergies renouvelables (EnR) est encore peu valorisé en Île-de-France, avec principalement une production de la biomasse (48 % de la capacité EnR électrique installée), du photovoltaïque (18%), du biogaz (14,5%), de l'éolien (14,3%) et de l'hydraulique (<1%). La filière méthanisation est dynamique et engagée pour verdir les réseaux de gaz, ainsi que les chaufferies.

L'objectif spécifique 2.2 cherche à favoriser la mobilisation de ce potentiel régional, par le soutien à des projets ayant un caractère opérationnel et reproductible, de deux natures :

- 1) Les installations de production de gaz renouvelable par méthanisation, méthanation ou pyrogazéification.
- 2) Des actions installation de production de chaleur et/ou électricité à base d'énergies renouvelables ou de récupération, (géothermie de surface, géothermie profonde).

Outre les incidences habituelles de tout aménagement, notamment lors du chantier, ces installations auront un impact essentiellement sur le sous-sol.

Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	-1	3	1	0,5	-1,5	0	0	0	0	0	-1,5
	Continuités écologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	-1	3	3	1	-9	0	0	0	0	0	-9
	Déchets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	2	3	2	1	12	12
	Nuisances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	-1	3	1	0,5	-1,5	0	0	0	0	0	-1,5
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	-1	3	3	1	-9	3	3	2	1	18	9
	Changement climatique	0	0	0	0	0	3	3	2	1	18	18
						-21					48	27

## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

Avec un score global de 27, l'impact environnemental de l'objectif spécifique 2.2 sera positif. La mise en œuvre des projets, notamment d'installations d'unités de production d'énergies renouvelables (EnR) s'accompagnera d'incidences négatives (-21) sur les composantes naturelles, notamment en matière de consommation foncière et de matériaux. Ce bilan négatif sera néanmoins compensé à moyen et long terme par les effets recherchés de l'OS qui permettra une amélioration des composantes environnementales (48) relatives à l'énergie et à la qualité de l'air liée à une réduction des consommations d'énergies fossiles.

Concernant le patrimoine naturel, les incidences dépendront d'une part de la localisation géographique des projets (probabilité 0,5). D'autre part, leur intensité sera probablement faible pour les équipements de stockage et réduites aux incidences courantes d'un projet d'aménagement ou de construction. Etant donné la nature des projets, leur implantation ne se fera pas en zone forestière et ils n'utiliseront vraisemblablement pas de ressources provenant de la forêt. La réalisation d'une évaluation environnementale des projets et les mesures qui en découleront devraient facilement réduire ces impacts. Lors de la mise en œuvre des projets, les ressources naturelles pourront être impactées par le développement de la géothermie qui pourra avoir un impact sur le sous-sol, sur l'utilisation des sols et éventuellement sur les mouvements d'eau souterraine. Ces impacts peuvent difficilement être réduits.

Les effets recherchés auront une incidence positive sur les composantes environnementales relatives au climat et à l'énergie : le but étant de renforcer l'utilisation d'énergies renouvelables, les incidences seront largement positives, permettant notamment de substituer les EnR aux énergies fossiles, sources de pollution atmosphérique.

Ajustement à la suite de l'itération : Néanmoins, les incidences environnementales négatives identifiées pourront être atténuées par l'intégration de conditions favorisantes dans les appels à projets et dans les rapports d'instruction des demandes de subvention. Notamment dans le cadre du montage du dossier FEDER, la preuve de la conduite d'une démarche d'évaluation d'impact environnemental préalable pour les projets d'infrastructures pourra être demandée. Dans ce cadre, un justificatif de la saisie de l'autorité environnementale et de son accord (tacite ou non) rendu sur l'opération pourra être requis. De la même façon, une condition favorisante pourra privilégier les travaux mettant en place des actions de prévention des nuisances. Afin de limiter les impacts en termes de consommation foncière, une condition favorisante (voire un critère d'éligibilité) pourra être intégrée favorisant les projets dont la localisation intervient en-dehors d'une zone de non-artificialisation (pièce : cadastre ou PLU). Lorsque le projet est nécessaire et comportera des incidences négatives, la mise en place de mesures de compensation pourrait constituer un point bonus dans les appels à projets.

# SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte de la Région	Commentaire de la Région	Commentaires prestataire
<p>Un impact de l'installation des ENR&amp;R peut se produire sur la faune et la flore, et la biodiversité en générale ainsi que sur les continuités écologiques le temps des travaux.</p> <p>Même si la durée d'incidence négative est bien inférieure à l'étendue des incidences positives engendrées par les installations, l'évaluateur préconise une vigilance sur les lieux d'implantation des infrastructures et notamment de ne pas soutenir des projets impliquant le développement d'installations nouvelles sur des espaces naturels présentant un fort intérêt écologique</p>	<p>L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers de conditions favorisantes transversales au PR valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité</p> <p>Par définition, l'OS2 participe d'office à la condition favorisante environnementale</p> <p>Point bonus si contribution à la préservation des espaces naturels</p>	<p>Intégration de conditions favorisantes transversales au PR sur trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux</li> <li>✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU). Ex : preuve que son opération est installée sur une zone en friche</li> <li>✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement</li> </ul> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont compenser largement des effets négatifs liés aux travaux</p>	



<p>L'installation d'ENR&amp;R peut produire des déchets liés aux travaux et infrastructures. Afin de réduire les incidences négatives sur l'environnement, l'évaluateur préconise l'utilisation de matériaux biosourcés, voire le réemploi de déchets issus du BTP pour les travaux d'aménagement d'unités de production et de stockages d'énergies, ainsi que les travaux de rénovation énergétique prévus par le PR. Cela réduit les incidences négatives sur la composante des déchets.</p>	<p>Prise en compte : par définition, l'OS2 participe d'office à la condition favorisant l'environnementale</p> <p>Point bonus si contribution à l'économie circulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les matériaux utilisés proviennent de matériaux biosourcés, ou du réemploi de déchets</li> <li>✓ Les déchets liés aux travaux seront recyclés</li> </ul>	<p>L'OS2 du programme est destiné à améliorer l'état environnemental du territoire francilien. L'OS2.1 est dédié à la transition énergétique afin de réduire les consommations des ménages mais aussi pour développer le développement des énergies renouvelables et de récupération.</p> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont compenser largement des effets négatifs liés aux travaux.</p> <p>Un focus sera mis sur l'instruction des projets</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus si le porteur de projet utilise des matériaux biosourcés ou le réemploi de déchets et/ou s'il a développé des partenariats avec des recycleries (Déclaratif).</li> </ul>	<p>L'inscription de ces conditions favorisant dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.</p> <p>Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.</p>
<p>L'évaluateur préconise de réaliser une évaluation environnementale de chaque projet afin de s'assurer qu'il n'a pas d'impact négatif sur l'environnement et s'il s'avérait qu'il en a, de le réduire le plus possible et en dernière extrémité de compenser les impacts résiduels. Il convient de s'assurer pour chaque projet de la réglementation : si cette évaluation environnementale est requise par la réglementation, elle devra être réalisée de manière très rigoureuse. Dans le cas contraire, étant donné la nature exemplaire souhaitée du programme, il sera demandé au porteur de projet</p>	<p>Prise en compte : par définition, l'OS2 participe d'office à la condition favorisant l'environnementale</p> <p>Un bonus pourra être apporté lors de l'instruction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour les dossiers disposant d'un avis positif de l'autorité environnementale (tacite ou non)</li> </ul>	<p>L'OS2 du programme est destiné à améliorer l'état environnemental du territoire. L'OS2.1 est dédié à la transition énergétique afin de réduire les consommations des ménages mais aussi pour développer le développement des énergies renouvelables et de récupération.</p> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont compenser largement des effets négatifs liés aux travaux.</p>	

<p>de réalisée cette évaluation environnementale de manière plus légère selon une grille d'évaluation de projet.</p> <p>La réalisation de chaque projet devrait suivre une démarche "gestion de la qualité environnementale" (les porteurs de projet pourront utilement s'inspirer de la norme ISO 14001, sans toutefois que l'application de celle-ci soit obligatoire) et des audits externes seront menés pour vérifier la bonne prise en compte des éléments environnementaux.</p> <p>Les actions nécessitant des constructions et nouveaux aménagements ou des extensions de constructions et d'aménagements donc des chantiers devront appliquer les règles des chantiers à faible nuisance.</p> <p>Pour les actions de formation et d'aide au montage de projets, il conviendra de veiller à inclure dans ces formations ou ces aides, une sensibilisation à l'environnement en général et à l'analyse de cycle vie des matériaux (en particulier dans le cadre des actions visant le réemploi et le recyclage) et aux impacts possibles à chaque étape de cycle de vie d'un produit.</p> <p>Plus spécifiquement pour les actions 1 impliquant des stockages d'hydrogène, une démarche exemplaire de prévention des risques (sur la base de l'étude de danger réglementaire) sera menée.</p>	<p>Pour le type d'action lié à l'hydrogène :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Transmission de l'étude portant sur la prévention des risques de l'opération</li> </ul>	<p>Dans ce cadre, la constitution des dossiers de subvention FEDER étant administrativement lourde, il ne sera pas demandé de pièces complémentaires aux porteurs de projets (autres que celles dont ils pourraient disposer) dans le cadre de l'OS2.</p>	
---	---	---	--

#### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

L'objectif spécifique 2.4 vise à réduire les conséquences négatives du changement climatique sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine ainsi que les activités économiques. En effet, l'Île-de-France et le bassin Seine-Normandie sont considérés comme territoires à risque et les inondations constituent le risque naturel majeur notamment par débordement de cours d'eau ou par ruissellement direct. Ainsi, 4,8 millions de personnes et 2,8 millions d'emplois sont potentiellement impactés par ce risque.

L'objectif spécifique 2.4 vise notamment à soutenir les actions :

**1) De soutien aux études, travaux et actions visant la diminution préventive du risque d'inondation.** Seront notamment soutenus :

- ✓ Les études et travaux visant la mise en place, réfection et/ou l'amélioration d'ouvrages hydrauliques et d'aménagements contribuant au ralentissement dynamique des crues, de zones d'expansion des crues, la réfection ou neutralisation de systèmes d'endiguement ;
- ✓ Les diagnostics de vulnérabilité des territoires ;
- ✓ Les actions pour la prise compte du fleuve et de ses affluents dans les documents d'urbanisme ;
- ✓ L'élaboration de plans de continuité d'activités et de services en cas d'inondation ;
- ✓ Les actions d'animation, de suivi et de communication liées à la gestion du risque.

Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	-2	1	1	1	-2	1	3	3	1	9	7
	Continuités écologiques	-2	1	1	1	-2	1	3	3	1	9	7
	Forêts	-1	1	1	1	-1	1	3	3	1	9	8
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	-2	1	1	1	-2	1	3	3	1	9	7
	Sols, sous-sols et espaces	-2	1	1	1	-2	0	0	0	0	0	-2
	Déchets	-2	1	1	1	-2	0	0	0	0	0	-2
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Nuisances	-1	1	1	1	-1	0	0	0	0	0	-1
	Risques naturels	-1	2	2	1	-4	2	3	3	1	18	14
	Risques technologiques	-1	2	2	1	-4	0	0	0	0	0	-4
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Patrimoines bâtis et architecturaux	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
Climat et énergie	Energie	-1	1	1	1	-1	0	0	0	0	0	-1
	Changement climatique	-1	1	1	1	-1	2	3	3	1	18	17
						-28					72	44

## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

Les incidences des actions soutenues au titre de l'objectif spécifique 2.4 affichent un score d'incidence global positif (44) lié notamment aux impacts positifs des actions sur la dimension patrimoines naturels et sur la composante risque naturel. La mise en œuvre des actions se traduirait par un impact négatif, notamment en termes de dérangement de la faune lié aux travaux de réfection et/ou amélioration d'ouvrages hydrauliques. En revanche, les effets recherchés des actions seraient de nature à compenser ces incidences négatives.

Les travaux de réfection et/ou amélioration d'ouvrages hydrauliques pourraient se traduire par des nuisances affectant les espaces et les habitats naturels de la région. L'effet peut également porter sur les déchets (types déplacement ou évacuation de terres plus ou moins polluées) notamment dans les travaux de restauration de rivière. En outre, les nuisances et risques liés au chantier, peuvent être notés. Elles apparaissent toutefois très relatives, compte tenu de leur localisation au niveau du chantier et de leur durée réduite dans le temps. Enfin, les chantiers auront un impact sur le paysage selon leur durée et les modifications réalisées (-3). L'incidence du projet lui-même dépendra de sa nature et particulièrement de la prise en compte du paysage dans sa conception.

À terme, les projets visant la réduction de l'exposition des populations et des habitats au risque d'inondation auront un impact très positif. Des effets largement positifs pourront notamment être observés pour les composantes du patrimoine naturel (biodiversité, continuités écologiques, forêts) du fait de l'atténuation des impacts que le risque d'inondation, dont la fréquence et l'intensité sont destinés à augmenter sous l'effet des changements climatiques, pourrait entraîner sur ces composantes dans les années à venir. De même, une prise en compte des inondations dans les documents et les plans d'urbanisme pourrait sur le long terme permettre une meilleure adaptation des populations à ce risque (18 risques naturels) qui s'avèrent particulièrement exposées notamment dans un contexte de changement climatique.

# SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte par la Région	Commentaire Région	Commentaires prestataire
<p>Les impacts de ces actions sont très positifs pour la gestion des risques naturels. En revanche elles nécessitent des chantiers souvent lourds qui peuvent impacter les milieux naturels concernés directement ou voisins et le confort des populations riveraines. Ils peuvent également être producteurs de masses importantes de déchets et utilisateurs de matériaux dont la production a un impact pour l'environnement (béton).</p> <p>Il conviendra donc de réaliser une évaluation environnementale précise et de mener les chantiers dans le cadre d'une charte de chantier à faible nuisance.</p>	<p>L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisantes transversales au PR valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité</p>	<p>Intégration de conditions favorisantes transversales au PR sur trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux</li> <li>✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU)</li> <li>✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement</li> </ul>	<p>L'inscription de ces conditions favorisantes dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.</p>
	<p>Prise en compte : par définition, l'OS2 participe d'office à la condition favorisante environnementale</p> <p>Un bonus pourra être apporté lors de l'instruction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour les dossiers disposant d'un avis positif de l'autorité environnementale (tacite ou non)</li> </ul>	<p>Globalement l'OS2 du programme est destiné à améliorer l'état environnemental du territoire. L'OS2.4 est dédié à améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution.</p> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont compenser largement des effets négatifs liés aux travaux.</p>	

		<p>Dans ce cadre, la constitution des dossiers de subvention FEDER étant administrativement lourde, il ne sera pas demandé de pièces complémentaires aux porteurs de projets (autres que celles dont ils pourraient disposer) dans le cadre de l'OS2.</p>	<p>Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.</p>
--	--	---	--



### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

Concernant la production et la gestion des déchets régionaux, une baisse de 88kg/hab (-20%) de la collecte des déchets ménagers et assimilés (DMA) est observée entre 2000 et 2017. Des potentialités économiques sont offertes par les filières d'élimination et de valorisation des déchets notamment du fait de la réduction des débouchés internationaux en la matière et d'une volonté de renforcer la relocalisation des activités et l'approvisionnement local. Le secteur du BTP présente également de nombreux enjeux en la matière, la région étant fortement productrice de déchets de ce type avec pour principale solution exutoire le remblaiement de carrières et le stockage en installations dédiées.

Au travers de l'objectif spécifique 2.6, le programme prévoit de soutenir l'économie circulaire par le biais de trois types d'actions :

**1) Des actions visant l'accompagnement au changement de pratiques en faveur de l'économie circulaire.** Il s'agit d'actions pour former des personnes ou aider au montage d'opérations, actions pouvant être qualifiées d'immatérielles donc sans impact sur l'environnement dans le cadre de ce programme. Toutefois, il conviendra de veiller à inclure dans ces formations ou ces aides, une sensibilisation à enjeux liés à l'environnement en général et à l'analyse du cycle de vie des matériaux (en particulier dans le cadre des actions visant le réemploi et le recyclage) et aux impacts possibles à chaque étape du cycle de vie d'un produit.

**2) Des actions visant la création et le développement de boucles locales d'économie circulaire** sur les territoires franciliens afin de reconquérir la souveraineté et de limiter la dépendance aux ressources extérieures.

**3) Des actions visant le développement et la modernisation des filières et installations de valorisation de déchets** afin de les convertir en ressources locales avec soutien à :

- ✓ La création d'unité de préparation/transformation pour la production de matières premières issues du recyclage (MPIR) ou matières premières secondaires pour permettre aux entreprises et industries franciliennes de se fournir en matières / ressources locales
- ✓ La création de plateformes logistiques (collecte, massification, stockage, logistique reverse, traçabilité) de matières/matériaux/déchets
- ✓ La création ou modernisation de déchèteries, de points de collecte professionnels et la création ou modernisation de centres de tri de déchets d'activités économiques
- ✓ La création ou modernisation de plateformes de tri et de recyclage des déchets de chantiers

Toutes ces actions concernent l'aménagement ou le développement de sites industriels et donc relèvent de manière variable de la réglementation ICPE selon leur étendue et le volume de matériaux et produits concernés. Leurs impacts sur l'utilisation des sols (donc plus ou moins directement sur la biodiversité), sur l'eau, les déchets, la qualité de l'air peuvent être importants lors de leur aménagement ou au cours de leur fonctionnement. Des analyses environnementales approfondies pourront être menées pour leur mise en place puis tout au long de leur fonctionnement afin de réduire le plus possible les impacts environnementaux négatifs et bien valoriser l'impact positif du recyclage, par un bilan global positif.

## Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

## Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	-1	3	3	1	-9	1	3	3	1	9	0
	Continuités écologiques	-1	3	3	1	-9	0	0	0	0	0	-9
	Forêts	0	0	0	0	0	2	3	3	1	18	18
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	-2	3	3	1	-18	2	3	3	1	18	0
	Sols, sous-sols et espaces	-1	3	3	1	-9	3	3	3	1	27	18
	Déchets	-1	3	3	1	-9	3	3	3	1	27	18
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	-2	3	3	1	-18	2	3	3	1	18	0
	Nuisances	-2	3	3	1	-18	0	0	0	0	0	-18
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	-2	3	1	1	-6	0	0	0	0	0	-6
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Patrimoines bâtis et architecturaux	-1	3	3	1	-9	0	0	0	0	0	-9
Climat et énergie	Energie	0	0	0	0	0	2	3	3	1	18	18
	Changement climatique	0	0	0	0	0	1	3	3	1	9	9
						-108					144	36

## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

L'incidence globale de l'objectif spécifique 2.6 est positive (36). Si la mise en œuvre des actions soutenues se traduit par des incidences négatives assez lourdes liées à l'installation d'infrastructures nouvelles et aux nuisances et risques associés (-108), les impacts positifs permis par les effets recherchés viennent les contrebalancer (144).

Lors de la mise en œuvre des projets soutenus, notamment les projets d'aménagement d'unités de gestion et de valorisation, les actions peuvent avoir un impact sur les milieux naturels selon leur lieu d'implantation d'une part et la gestion des pollutions émises comme pour tout site industriel d'autre part. Les effets négatifs associés à leur mise en œuvre devront être pris en compte afin de les réduire le plus possible.

En termes d'impacts sur la santé humaine et les risques, l'ensemble des actions proposées concernant les déchets et le réemploi de matériaux peut présenter des risques technologiques et des nuisances comme toute activité industrielle, en particulier la création ou modernisation de plateformes de tri et de recyclage des déchets de chantiers.

- ✓ La création de déchetteries et plateformes diverses peut présenter des risques selon la nature des déchets ;
- ✓ Le réemploi et le recyclage des matériaux dans le secteur du bâtiment et des travaux publics peut présenter des risques selon les matériaux, une grande attention doit être apportée dans la nature des matériaux pour éviter tout risque de pollution.

Toutefois, à moyen et long termes, ces différentes actions devraient permettre une meilleure utilisation des ressources, une réduction des déchets et de ce fait des impacts sur l'eau, l'air et la biodiversité. Les actions elles-mêmes (économie circulaire) vont permettre de réduire la pression sur les ressources naturelles, qu'elles proviennent des forêts et des milieux naturels en général ou du sous-sol, notamment par la volonté de favoriser le réemploi des déchets issus du BTP, qui permettra de réduire les activités d'extraction de matériaux du sol.

Ajustement à la suite de l'itération : Néanmoins, les incidences environnementales négatives identifiées pourront être atténuées par l'intégration de conditions favorisantes dans les appels à projets et dans les rapports d'instruction des demandes de subvention. Notamment dans le cadre du montage du dossier FEDER, la preuve de la conduite d'une démarche d'évaluation d'impact environnemental préalable pour les projets d'infrastructures pourra être demandée. Dans ce cadre, un justificatif de la saisie de l'autorité environnementale et de son accord (tacite ou non) rendu sur l'opération pourra être requis. De la même façon, une condition favorisante pourra favoriser les travaux mettant en place des actions de prévention des nuisances. Afin de limiter les impacts en termes de consommation foncière, une condition favorisante (voire un critère d'éligibilité) pourra être intégrée favorisant les projets dont la localisation intervient en-dehors d'une zone de non-artificialisation (pièce : cadastre ou PLU). Lorsque le projet est nécessaire et comportera des incidences négatives, la mise en place de mesures de compensation pourrait constituer un point bonus dans les appels à projets.

# SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte par la Région	Commentaire Région	Commentaires prestataire
<p>L'évaluateur préconise de réaliser une évaluation environnementale de chaque projet afin de s'assurer qu'il n'a pas d'impact négatif sur l'environnement et s'il s'avérait qu'il en a, de les réduire le plus possible et en dernière extrémité de compenser les impacts résiduels. Il convient de s'assurer pour chaque projet de la réglementation : si cette évaluation environnementale est requise par la réglementation, elle devra être réalisée de manière très rigoureuse. Dans le cas contraire, étant donné la nature exemplaire souhaitée du programme, il sera demandé au porteur de projet de réaliser cette évaluation environnementale de manière plus légère selon une grille d'évaluation de projet.</p> <p>La réalisation de chaque projet devrait suivre une démarche "gestion de la qualité environnementale" (les porteurs de projet pourront utilement s'inspirer de la norme ISO 14001, sans toutefois que l'application de celle-ci soit obligatoire) et des audits externes seront menés pour vérifier la bonne prise en compte des éléments environnementaux.</p> <p>Les actions nécessitant des constructions et nouveaux aménagements ou des extensions devront appliquer les règles des chantiers à faible nuisance.</p> <p>Pour les actions de formation et d'aide au montage de projets, il conviendra de veiller à inclure dans ces formations ou ces aides, une sensibilisation à l'environnement en général et à l'analyse du cycle de vie des matériaux (en particulier dans le cadre des actions visant le réemploi et le recyclage) et aux impacts possibles à chaque étape de cycle de vie d'un produit.</p>	<p>L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisant transversales au PR valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité</p>	<p>Intégration de conditions favorisant transversales au PR sur trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux</li> <li>✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU)</li> <li>✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Point bonus si sensibilisation aux enjeux environnementaux</li> </ul>	<p>Globalement l'OS2 du programme est destiné à améliorer l'état</p>	<p>L'inscription de ces conditions favorisant dans les règlements des appels à projets qui seront émis par</p>

		<p>environnemental du territoire. L'OS2.3 est dédié à favoriser la transition vers une économie circulaire.</p> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont compenser largement des effets négatifs liés aux travaux.</p> <p>Dans ce cadre, la constitution des dossiers de subvention FEDER étant administrativement lourde, il ne sera pas demandé de pièces complémentaires aux porteurs de projets (autres que celles dont ils pourraient disposer) dans le cadre de l'OS2.</p>	<p>la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.</p> <p>Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.</p>
--	--	--	---

### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

Le région Île-de-France fait face à de nombreux défis à relever en termes de protection de la biodiversité, afin de préserver son écosystème, d'améliorer la qualité de l'air, et de réduire tous types de pollution (air, bruit, lumière). Une régression importante de la biodiversité est à souligner, principalement liée à la fragmentation du territoire et à l'artificialisation croissante des sols. La sur-fréquentation des sites et espaces naturels pouvant conduire à une dégradation des milieux naturels et paysagers déjà fragilisés par le réchauffement climatique vient accentuer les pressions sur la biodiversité.

Pour répondre à ces enjeux, le programme prévoit deux types d'actions dans le cadre de l'Objectif Spécifique 2.7 :

**1) Soutien à la restauration ou à la création de continuités écologiques.** Il s'agit de soutenir les actions de restauration ou de création de continuités écologiques sur les voies terrestres et fluviales. Malgré leur objectif de restauration, les travaux mis en oeuvre peuvent avoir un impact ponctuellement sur les milieux concernés ou sur les milieux voisins.

Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	-2	1	1	1	-2	2	3	3	1	18	16
	Continuités écologiques	-2	1	1	1	-2	2	3	3	1	18	16
	Forêts	-1	1	1	1	-1	2	3	3	1	18	17
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	-2	1	1	1	-2	2	3	3	1	18	16
	Sols, sous-sols et espaces	-2	1	1	1	-2	2	3	3	1	18	16
	Déchets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Nuisances	0	0	0	0	0	1	3	2	1	6	6
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	1	3	2	1	6	6
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Changement climatique	0	0	0	0	0	2	3	3	1	18	18
						-9					120	111



## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

Avec un score global d'incidences de 111, l'impact environnemental de l'objectif spécifique 2.7 est fortement positif. La mise en œuvre des actions se traduirait par un impact négatif, notamment en termes de dérangement de la faune lié à l'aménagement des cours d'eau. En revanche, ces impacts se trouveraient plus que compensés dans les incidences identifiées des effets recherchés.

Même si le projet a un impact positif fort sur le patrimoine naturel, les travaux en eux-même peuvent avoir un impact négatif sur la biodiversité. Ce point est spécialement vrai si les études d'incidences ne sont pas faites au préalable et les précautions qui en découleraient prises. La conduite de travaux d'aménagement pourraient ainsi nuire à la faune et la flore, en causant des dérangements (- 5 sur les composantes de la dimension Patrimoines Naturels). La conduite d'une analyse d'incidences préalable à tout projet de cet OS pourra permettre de limiter ces perturbations, notamment en s'adaptant au cycle de vie des espèces en présence (éviter les travaux lors des périodes de nidification ou d'hivernage par exemple).

À terme, les projets de protection auront un impact très positif pour les populations concernées. Les actions de préservation et de restauration des milieux naturels et des continuités écologiques produiront notamment des effets largement positifs sur les composantes du patrimoine naturel (paysages, biodiversité, continuités écologiques, forêts), avec une restauration du fonctionnement des milieux naturels. Les conditions de vie et de développement de la biodiversité s'en trouveront fortement améliorées. En outre, la reconstitution de milieux naturels pourra produire un impact positif sur la composante d'atténuation et d'adaptation au changement climatique (18). En effet, véritables puits de carbone, les milieux naturels, notamment les milieux boisés présentent des capacités de séquestration carbone importantes et constituent des îlots de fraîcheur sur le territoire. La restauration et la préservation de ces milieux constituent ainsi un maillon clé de la lutte contre le changement climatique.

Ajustement à la suite de l'itération : Néanmoins, les incidences environnementales négatives identifiées pourront être atténuées par l'intégration de conditions favorisantes dans les appels à projets et dans les rapports d'instruction des demandes de subvention. Notamment dans le cadre du montage du dossier FEDER, la preuve de la conduite d'une démarche d'évaluation d'impact environnemental préalable pour les projets d'infrastructures pourra être demandée. Dans ce cadre, un justificatif de la saisie de l'autorité environnementale et de son accord (tacite ou non) rendu sur l'opération pourra être requis. De la même façon, une condition favorisante pourra privilégier les travaux mettant en place des actions de prévention des nuisances. Afin de limiter les impacts en termes de consommation foncière, une condition favorisante (voire un critère d'éligibilité) pourra être intégrée favorisant les projets dont la localisation intervient en-dehors d'une zone de non-artificialisation (pièce : cadastre ou PLU). Lorsque le projet est nécessaire et comportera des incidences négatives, la mise en place de mesures de compensation pourrait constituer un point bonus dans les appels à projets.

# SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte par la Région	Commentaire Région	Commentaires prestataire
<p>Les impacts de ces actions sont très positifs pour la biodiversité. En revanche elles nécessitent des chantiers souvent lourds qui peuvent impacter les milieux naturels concernés directement ou voisins et le confort des populations riveraines.</p> <p>Il conviendra donc de réaliser une évaluation environnementale précise, y compris pour la restauration des corridors et de mener les chantiers dans le cadre d'une charte de chantier à faible nuisance. La connaissance des milieux naturels et de leur évolution étant encore très incomplète notamment dans un contexte de changement climatique, leur restauration relève forcément de l'action expérimentale : il est donc fondamental de prévoir un suivi à long terme avec des possibilités de réajustement.</p>	<p>L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisantes transversales au PR valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité</p>	<p>Intégration de conditions favorisantes transversales au PR sur trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux</li> <li>✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU)</li> <li>✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement</li> </ul>	<p>L'inscription de ces conditions favorisantes dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.</p>
	<p>Prise en compte : par définition, l'OS2 participe d'office à la condition favorisante environnementale</p> <p>Un bonus pourra être apporté lors de l'instruction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour les dossiers disposant d'un avis positif de l'autorité environnementale (tacite ou non)</li> </ul>	<p>Globalement l'OS2 du programme est destiné à améliorer l'état environnemental du territoire. L'OS2.4 est dédié à améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution.</p> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont compenser largement des effets négatifs liés aux travaux.</p>	

		<p>Dans ce cadre, la constitution des dossiers de subvention FEDER étant administrativement lourde, il ne sera pas demandé de pièces complémentaires aux porteurs de projets (autres que celles dont ils pourraient disposer) dans le cadre de l'OS2.</p>	<p>Une mention en ce sens est intégrée au commentaire d'incidence.</p>
--	--	---	--

#### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D'ACTION SOUTENUS

Afin de répondre à l'enjeu de réduction des émissions de gaz à effet de serre et pour faire de l'Île-de-France une région durable, à zéro émission nette, la Région souhaite mobiliser l'objectif spécifique « Promouvoir une mobilité urbaine durable et multimodale ». Les actions viseront à augmenter l'utilisation des transports zéro émission collectifs ainsi que les mobilités individuelles durables pour les passagers et les marchandises.

Les actions soutenues seront notamment :

- ✓ Soutien aux actions de développement des infrastructures de transports urbains propres, y compris leur création, aménagement, signalisation, sécurisation, pérennisation et adaptation à de nouveaux usages, dont cyclo-logistique et cycles adaptés aux personnes à mobilité réduite ;
- ✓ Soutien aux actions de développement des infrastructures cyclistes, y compris leur création, aménagement, signalisation, sécurisation, pérennisation et adaptation à de nouveaux usages dont cyclo-logistiques et cycles adaptés aux personnes à mobilité réduite ;
- ✓ Soutien aux expérimentations de solutions de mobilités propres à zéro émission, notamment sur les premiers et derniers kilomètres ;
- ✓ Soutien à la numérisation dans le cadre de l'expérimentation ou du déploiement de solutions de mobilités visant à réduire l'empreinte carbone des mobilités en Île-de-France.

Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	1	3	1	0,5	1,5	0	0	0	0	0	1,5
	Continuités écologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
	Déchets	-1	3	1	1	-3	0	0	0	0	0	-3
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	2	3	2	0,5	6	6
	Nuisances	0	0	0	0	0	1	3	2	0,5	3	3
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	-1	3	1	1	-3	2	3	2	0,5	6	3
	Changement climatique	0	0	0	0	0	2	3	2	0,5	6	6
						-10,5					21	10,5

## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCE LES PLUS MARQUÉS

Le score d'incidence global apparaît positif (10,5), mais reste marqué par un fort degré d'incertitude quant à l'observabilité des effets recherchés par les projets soutenus au titre de l'objectif spécifique 2.8.

La phase de mise en œuvre des projets est marquée par un score d'incidences négatif. Sont tout d'abord en cause les travaux accompagnant la volonté de développer les dessertes de bus et le renforcement des itinéraires cyclables. Ces travaux peuvent se traduire par une consommation de matériaux (Sols, sous-sols et espaces : -3), une augmentation de la production de déchets associés à ces aménagements (-3), une consommation énergétique supplémentaire (-3), ainsi que par une consommation du sol et des pressions sur les habitats et les espèces naturels de la région en fonction de l'emplacement des nouvelles infrastructures (probabilité 0,5).

En termes d'effets recherchés par les projets soutenus au titre de l'OS 2.8, le score d'incidences est caractérisé par un fort niveau d'incertitude (probabilité de 0,5). En effet, les différentes mesures ayant vocation à être mises en œuvre cherchent à insuffler des changements de comportements, notamment le report de l'autosolisme vers les modes de transport doux, en particulier le vélo. Toutefois, ces actions ne présenteront d'effets que si les publics visés adhèrent à ces changements de pratiques. Si, en matière de transport des flux de marchandises, le report modal du routier vers le ferroviaire peut représenter des gains d'efficacité, tant sur le plan économique qu'en termes de sécurité, l'abandon de l'autosolisme au profit de modes de transports alternatifs comme le vélo peut représenter une certaine contrainte. Ce constat est d'autant plus fort en zone rurale où l'offre de services est trop peu développée et où l'autosolisme est profondément ancré (car seul moyen de déplacement) et où les alternatives concrètes sont plus difficiles à développer (ex : mise en place de navettes vers la ville). Il apparaît ainsi probable que les citoyens qui feront effectivement évoluer leurs comportements de déplacement soient ceux qui recourent déjà aux transports en commun, préférant par exemple le vélo libre-service au bus.

Ce degré d'incertitude pris en compte, des impacts positifs peuvent être attendus, notamment une réduction des émissions de polluants atmosphériques liés au trafic permettant une amélioration de la qualité de l'air, ainsi qu'une réduction des nuisances liées à une diminution du trafic routier (accidents, embouteillage, dégradation des routes). La composante nuisance pourra toutefois être impactée négativement par une potentielle augmentation de la cadence des trains sur les lignes ferroviaires rouvertes. Néanmoins, cet impact, très localisé aux abords des voies de chemins de fer, sera compensé par la réduction des nuisances liées au trafic routier, plus importantes. Concernant enfin la composante de lutte et d'adaptation au changement climatique, la volonté de promouvoir les comportements moins consommateurs d'énergies, notamment fossiles, et émetteurs de polluants atmosphériques s'inscrit dans la logique globale de préservation de l'environnement et présente un score positif (6).

Ajustement à la suite de l'itération : Néanmoins, les incidences environnementales négatives identifiées pourront être atténuées par l'intégration de conditions favorisantes dans les appels à projets et dans les rapports d'instruction des demandes de subvention. Notamment dans le cadre du montage du dossier FEDER, la preuve de la conduite d'une démarche d'évaluation d'impact environnemental préalable pour les projets d'infrastructures pourra être demandée. Dans ce cadre, un justificatif de la saisie de l'autorité environnementale et de son accord (tacite ou non) rendu sur l'opération pourra être requis. De la même façon, une condition favorisante pourra favoriser les travaux mettant en place des actions de prévention des nuisances. Afin de limiter les impacts en termes de consommation foncière, une condition favorisante (voire un critère d'éligibilité) pourra être intégrée favorisant les projets dont la localisation intervient en-dehors d'une zone de non-artificialisation (pièce : cadastre ou PLU). Lorsque le projet est nécessaire et comportera des incidences négatives, la mise en place de mesures de compensation pourrait constituer un point bonus dans les appels à projets.

# SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte par la Région	Commentaire Région	Commentaires prestataire
<p>L'évaluateur préconise de réaliser une évaluation environnementale de chaque projet afin de s'assurer qu'il n'a pas d'impact négatif sur l'environnement et s'il s'avérait qu'il en a, de les réduire le plus possible et en dernière extrémité de compenser les impacts résiduels. Il convient de s'assurer pour chaque projet de la réglementation : si cette évaluation environnementale est requise par la réglementation, elle devra être réalisée de manière très rigoureuse. Dans le cas contraire, étant donné la nature exemplaire souhaitée du programme, il sera demandé au porteur de projet de réaliser cette évaluation environnementale de manière plus légère selon une grille d'évaluation de projet.</p> <p>La réalisation de chaque projet devrait suivre une démarche "gestion de la qualité environnementale" (les porteurs de projet pourront utilement s'inspirer de la norme ISO 14001, sans toutefois que l'application de celle-ci soit obligatoire) et des audits externes seront menés pour vérifier la bonne prise en compte des éléments environnementaux.</p> <p>Les actions nécessitant des constructions et nouveaux aménagements ou des extensions devront appliquer les règles des chantiers à faible nuisance.</p>	<p>L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisantes transversales au PR favorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité</p>	<p>Intégration de conditions favorisantes transversales au PR sur trois points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bonus pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance dans le cadre de travaux</li> <li>✓ Bonus si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (demande de pièces : cadastre ou PLU)</li> <li>✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement</li> </ul>	
	<p>Prise en compte : par définition, l'OS2 participe d'office à la condition favorisante environnementale</p>	<p>Globalement l'OS2 du programme est destiné à améliorer l'état environnemental du territoire. L'OS2.5 est dédié à mettre en place une mobilité durable résiliente face aux facteurs climatiques.</p> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont</p>	<p>L'inscription de ces conditions favorisantes dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.</p>
	<p>Un bonus pourra être apporté lors de l'instruction :</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour les dossiers disposant d'un avis positif de l'autorité environnementale (tacite ou non)</li> <li>✓ Pour les dossiers mettant en place des mesures de faible nuisance</li> <li>✓ Point bonus ou critère d'éligibilité si la localisation de l'opération en cas de construction est en dehors d'une zone de non-artificialisation (pièce : cadastre ou PLU)</li> <li>✓ Point bonus si mesure de compensation mise en place</li> </ul>	<p>compenser largement des effets négatifs liés aux travaux.</p> <p>Dans ce cadre, la constitution des dossiers de subvention FEDER étant administrativement lourde, il ne sera pas demandé de pièces complémentaires aux porteurs de projets (autres que celles dont ils pourraient disposer) dans le cadre de l'OS2.</p>	
<p>Les actions de développement de la mobilité durable peuvent produire des déchets liés aux travaux et infrastructures. Afin de réduire les incidences négatives sur l'environnement. L'évaluateur préconise l'utilisation de matériaux biosourcés, voire le réemploi de déchets issus du BTP pour la construction des infrastructures prévues par le PR. Cela réduit les incidences négatives sur la composante des déchets.</p>	<p>Prise en compte : par définition, l'OS2 participe d'office à la condition favorisant l'environnementale</p> <p>Point bonus si contribution à l'économie circulaire :</p> <p>Les matériaux utilisés proviennent de matériaux biosourcés, ou du réemploi de déchets. Les déchets liés aux travaux seront recyclés</p>	<p>L'OS2 du programme est destiné à améliorer l'état environnemental du territoire francilien. L'OS2.5 est dédié au développement de la mobilité durable.</p> <p>Sur le moyen – long terme, les effets positifs de ces opérations vont compenser largement des effets négatifs liés aux travaux. Lors de l'instruction, un point d'attention sera dédié à cet aspect :</p> <p>Bonus si le porteur de projet utilise des matériaux biosourcés ou le réemploi de déchet et/ou s'il a développé des partenariats avec des recycleries (Déclaratif).</p>	<p>L'inscription de ces conditions favorisantes dans les règlements des appels à projets qui seront émis par la Région pourra permettre de limiter les incidences environnementales négatives identifiées.</p>



##### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D'ACTIONS SOUTENUS

De fortes disparités territoriales sur le plan de la pauvreté et de l'emploi caractérisent la population francilienne. Le territoire de la région Île-de-France présente en effet des bassins d'emploi peu dynamiques (Roissy, Meaux, Poissy et Mantes-la-Jolie) et touchés par un fort taux de chômage, notamment chez les jeunes, un déficit de qualification et de formation, ainsi qu'un phénomène de chômage de longue durée. L'objectif spécifique doit ainsi répondre à des enjeux d'amélioration de l'accès à l'emploi de tous les demandeurs d'emploi, notamment les jeunes, les chômeurs de longue durée et les personnes inactives. La promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale est également au cœur du projet du PR. Pourront être soutenues :

**1) Les actions d'appui à l'entrepreneuriat régional.** Il s'agit davantage d'actions de soutien aux dispositifs et aux structures d'accompagnement (orientation, information, formation ...) et de financement de la création et du développement des entreprises et des activités régionales. Ces actions sont de nature immatérielle :

- ✓ Le soutien aux dispositifs sur l'orientation et l'information dans le domaine de l'entrepreneuriat ;
- ✓ Le soutien aux structures d'accompagnement et de financement de la création et du développement d'activités (accompagnement individuel et/collectif) ;
- ✓ Le soutien aux dispositifs post création individuel et collectif et soutien aux structures d'appui au développement d'entreprises et d'activité ;
- ✓ Le soutien aux structures d'accompagnement et de financement de la création-reprise et développement d'activités ESS ;
- ✓ Le soutien à l'accompagnement et la formation des entreprises en mutation économique ou sectorielle ;
- ✓ Le soutien et accompagnement à la relocalisation des entreprises ;
- ✓ La professionnalisation des acteurs de l'accompagnement à la création et au suivi post création : ingénierie de l'accompagnement, appui au développement de nouveaux modèles entrepreneuriaux.

**2) Les actions de reprise et de transmission d'entreprise et l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).** Ce type d'actions consistent davantage en un appui direct aux entreprises déjà présentes sur le territoire régional. De nature essentiellement immatérielle, ces actions visent à pérenniser, reprendre ou transmettre les entreprises de la région Île-de-France :

- ✓ Le soutien des projets de reprise et transmission d'entreprises ;
- ✓ L'aide à la pérennisation des entreprises, notamment dans le domaine de l'innovation sociale ;
- ✓ L'aide à l'émergence de projets ESS (information, orientation sensibilisation).

**3) Le soutien au maintien d'activités des entreprises, notamment suite à la crise sanitaire.** Ce type d'action pourra se traduire par :

- ✓ L'accompagnement des entreprises ;
- ✓ L'accompagnement dans l'élaboration de Market place, d'association de commerçants, de cœur de ville/village.

Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Continuités écologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Déchets	0	0	0	0	0	-1	3	2	0,5	-3	-3
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Nuisances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	0	0	0	0	0	-1	3	2	0,5	-3	-3
	Changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
						0					-6	-6

## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCE LES PLUS MARQUÉS

En raison de leur nature immatérielle, les actions envisagées pour promouvoir l'égalité d'accès et la participation aboutie à une éducation ou formation inclusive et de qualité ne présentent pas d'incidences notables sur l'environnement au moment de leur mise en œuvre. Toutefois, il est à prévoir que les actions de soutien visant l'émergence et la relocalisation d'entreprises pourraient, de manière marginale et sur le long terme, se traduire par des consommations énergétiques régionales accrues (-3) et un impact potentiel en termes de production de déchets (-3). En effet, elles seraient susceptibles d'accroître le nombre d'entreprises présentes sur le territoire régional et la consommation d'énergie associée ainsi que les quantités de déchets émises. Il est néanmoins probable que ces entreprises créées soient de taille PME. De plus, en cohérence avec les domaines de la S3, l'accompagnement à la création de nouvelles entreprises pourrait prévoir des conditionnalités et/ou des recommandations en matière d'efficacité énergétique, ce qui réduirait l'intensité de l'incidence notable de ce type d'actions sur les consommations d'énergie régionales.

## SUIVI DES ITÉRATIONS ET PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DE L'ÉVALUATEUR PAR LA RÉGION

Commentaire	Niveau de prise en compte par la Région	Commentaire Région	Commentaires prestataire
Le PR prévoit des actions de soutien visant l'émergence et la relocalisation d'entreprises qui pourraient sur le long terme se traduire par des consommations énergétiques régionales accrues. La mise en place de conditionnalités environnementales en matière d'efficacité énergétique pourrait permettre de réduire les incidences notables de ces actions sur l'environnement découlant d'une augmentation de la part d'énergie régionale consommée par les entreprises de la région francilienne.	L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers, des conditions favorisant transversales au PR valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité	Intégration de conditions favorisant transversales au PR :  ✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement	
	Remarque non pertinente car financement FSE (Dépenses de fonctionnement essentiellement)	Les effets négatifs de ces actions sur l'environnement constituent une externalité négative mais n'est pas en lien avec les actions en propre qui concernent essentiellement de l'accompagnement, du conseil, de la formation, des dépenses de fonctionnement. Ces effets négatifs sont compensés à l'échelle du PR par la mise en place de conditions favorisant sur les actions financées par le FEDER. De plus, l'OS2 du PR est spécifiquement dédié à des actions en faveur de la préservation de l'environnement.	La remarque formulée par l'évaluateur n'est effectivement pas valable.  Nous nuancions le commentaire de l'incidence en ce sens.

		✓ Bonus si clause sociale et environnementale au sein des marchés publics ou au sein des structures ; mise en place de chartes => demande document justificatif	
--	--	---	--

#### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

Des fortes inégalités d'accès à l'emploi existent dans la région, liées bien souvent au niveau d'éducation des publics fragiles. Les interventions en matière de lutte contre le décrochage scolaire visent à réduire ces inégalités. Le programme prévoit ainsi :

##### 1) Des actions pour la prévention du décrochage scolaire :

- ✓ Appui aux actions des collèges et des lycées visant à prévenir le décrochage scolaire à destination des élèves en situation de décrochage scolaire et/ou présentant des signes d'abandon scolaire ;
- ✓ L'appui aux actions d'accompagnement individualisé lors des transitions entre le collège et le lycée, et le collège et le CFA
- ✓ Le développement du lien entre le monde professionnel et les élèves ;
- ✓ L'appui à la lutte contre la violence comme facteur de décrochage et d'accompagnement social et psychologique ;
- ✓ Action d'animation et de mise en réseau des acteurs intervenant dans la lutte contre le décrochage
- ✓ Actions spécifiques en faveur des élèves handicapés.

##### 2) Des actions curatives pour rescolariser les élèves décrocheurs :

- ✓ Appui aux actions d'accompagnement individualisé ou collectif des élèves, étudiants en situation de décrochage scolaire ;
- ✓ Actions de remise à niveau d'élèves décrocheurs ;
- ✓ Parcours d'orientation visant le raccrochage scolaire, universitaire ;
- ✓ Actions d'accompagnement à la construction et à la confirmation d'un projet professionnel ;
- ✓ Actions pour le développement de structures de raccrochage pour permettre le retour en formation initiale des jeunes décrocheurs ;
- ✓ Actions spécifiques en faveur des élèves handicapés.

##### 3) Des actions de soutien à l'animation et développement des politiques régionales d'orientation :

- ✓ Ingénierie, animation et professionnalisation de réseau d'acteurs de l'orientation ;
- ✓ Communication des réseaux d'accompagnement ;
- ✓ Définition et développement de nouveaux modèles d'accompagnement.

## Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

## Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Continuités écologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Déchets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Nuisances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
						0					0	0

## COMMENTAIRE DES SCORES D'INCIDENCES LES PLUS MARQUÉS

En raison de leur nature immatérielle, les actions envisagées pour lutter contre le décrochage scolaire et faciliter l'insertion des jeunes ne présentent pas d'incidences notables sur l'environnement, ni au moment de leur mise en œuvre ni sur le long terme.

La Région propose néanmoins une prise en compte de la problématique environnementale au sein des actions en incluant un critère favorisant au moment de l'instruction :

Proposition de prise en compte de la problématique environnementale	Application
L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers des conditions favorisant transversales au PR, valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité	Intégration de conditions favorisant transversales au PR:  ✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement

## 4.6 – DEVELOPPER L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE ET LE RENFORCEMENT DES COMPETENCES POUR ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS ECONOMIQUES, NUMERIQUES, ECOLOGIQUES ET LES MOBILITES PROFESSIONNELLES

### PRÉSENTATION DE L'OBJECTIF SPÉCIFIQUE ET DES TYPES D' ACTIONS SOUTENUS

En Île-de-France, le décrochage scolaire constitue un enjeu majeur avec plus de 20 000 franciliens concernés chaque année. L'objectif spécifique 4.6, à travers la promotion de l'égalité d'accès et la participation à une éducation ou à une formation inclusive et de qualité, doit pouvoir répondre à cet enjeu. Les mesures prévues par le PR pour atteindre cet objectif sont toutes de nature à ne pas entraîner d'incidences notables sur l'environnement. En effet, elles consistent principalement en des actions immatérielles visant à développer des systèmes d'information et d'orientation vers les bons dispositifs d'appui à la recherche d'emploi et d'accompagnement vers un parcours de formation ou d'éducation professionnalisantes, à soutenir ces mêmes dispositifs et à mettre en place de nouveaux. Il s'agira de soutenir :

#### 1) Les actions de formations qualifiantes et pré-qualifiantes visant à augmenter l'employabilité des franciliens moins qualifiés, de publics spécifiques et vers des secteurs spécifiques :

- ✓ Les actions visant à augmenter l'employabilité des franciliens les moins qualifiés, notamment qui visent à développer les savoirs de base (apprentissage de la langue française dans un contexte professionnel, compétences numériques, anglais à visée professionnelle) ;
- ✓ Les actions d'accompagnement à la construction et à la confirmation d'un projet professionnel ;
- ✓ Les actions de préqualification et de qualification permettant d'offrir des formations certifiantes, professionnalisantes et d'accès à la qualification ;
- ✓ L'appui aux programmes permettant la Validation des Acquis par l'Expérience ;
- ✓ L'appui aux projets de formation qualifiante pour un public éloigné de l'emploi et de la formation composé de demandeurs d'emploi et de jeunes ;
- ✓ L'appui aux programmes qualifiants permettant de revaloriser des filières d'activités dévalorisées et des secteurs touchés par la crise ;
- ✓ L'appui aux programmes qualifiants permettant des actions de formations dans les secteurs de niche.
- ✓ Actions spécifiques en faveur des élèves handicapés.

## Incidences liées à la mise en œuvre des types d'action

## Incidences liées aux effets recherchés de l'action

Dimensions	Composantes environnementales	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Intensité	Durée	Etendue	Probabilité	Incidence	Incidence globale
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Continuités écologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Forêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Déchets	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Nuisances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Patrimoines bâtis et architecturaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Climat et énergie	Energie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
						0					0	0



## COMMENTAIRES DES SCORES D'INCIDENCE LES PLUS MARQUÉS

En raison de leur nature immatérielle, les actions envisagées pour promouvoir l'égalité d'accès et la participation aboutie à une éducation ou formation inclusive et de qualité ne présentent pas d'incidences notables sur l'environnement, ni au moment de leur mise en œuvre ni sur le long terme.

La Région propose néanmoins une prise en compte de la problématique environnemental au sein des actions en incluant un critère favorisant au moment de l'instruction :

Proposition de prise en compte de la problématique environnementale	Application
L'autorité de gestion prévoit la mise en place, au sein des rapports d'instruction des dossiers des conditions favorisantes transversales au PR, valorisant les opérations soucieuses de leur impact sur l'environnement. Elle intégrera au sein des appels à projets et rapport d'instruction des bonus ou des critères d'éligibilité	Intégration de conditions favorisantes transversales au PR :  ✓ Point bonus si des mesures sont mises en place pour compenser les effets négatifs de l'opération sur l'environnement

## 5.3. Evaluation des incidences sur les zones Natura 2000

### Présentation du réseau Natura 2000

#### RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE

La mise en application de la Directive « Oiseaux » datant de 1979 et de la Directive « Faune-Flore-Habitats » datant de 1992, puis 2009, vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation, en Europe, par un réseau de sites naturels (dit « réseau Natura 2000 »), terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent.

Ce réseau est constitué de deux types de zones naturelles : les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) issues de la Directive européenne « Faune-Flore-Habitats » 92/43/CEE de 1992 ; les Zones de Protection Spéciale (ZPS) issues de la Directive européenne « Oiseaux » 2009/147/CE/ du 30 novembre 2009.

Pour permettre la mise en place d'une gestion durable des espaces naturels au sein du réseau Natura 2000, la France a opté pour une politique contractuelle. L'adhésion des partenaires locaux et particulièrement des propriétaires et gestionnaires constitue en effet le meilleur gage de réussite à long terme des opérations proposées.

#### LES SITES NATURA 2000 DE LA REGION ÎLE DE FRANCE

L'Île-de-France se trouve à la croisée de plusieurs influences biogéographiques :

- ✓ L'ouest du territoire (Vexin occidental, Rambouillet) est sous une influence atlantique ;
- ✓ Le sud de la Seine-et-Marne et de l'Essonne est sous une influence méridionale ;
- ✓ La Bassée (sud Seine-et-Marne) est sous une influence médio-européenne.

Les milieux naturels d'Île-de-France sont concentrés essentiellement dans la grande couronne francilienne (Yvelines, Essonne, Seine-et-Marne et Val d'Oise). La petite couronne francilienne n'héberge qu'un seul site Natura 2000 en Seine-Saint-Denis.

En Île-de-France, les sites Natura 2000 font partie des réservoirs de biodiversité à préserver du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), adopté le 21 octobre

2013, et sont à ce titre pris en compte dans le Schéma Directeur de la Région d'Île-de-France (SDRIF), approuvé par décret en Conseil d'État le 27 décembre 2013. La stratégie de création d'aires protégées (SCAP) en cours d'élaboration s'appuie également sur les espèces et habitats des directives Oiseaux et Habitats pour définir les projets potentiellement éligibles à une protection forte.

Le réseau Natura 2000<sup>1</sup> en Île-de-France est constituée de 35 sites dont :

- ✓ 25 Zones Spéciales de Conservation (ZSC) désignés au titre de la Directive Habitats, Faune, Flore ;
- ✓ 10 Zones de Protection Spéciale (ZPS) désignés au titre de la Directive Oiseaux, dont un site est partagé et géré par la région Hauts-de-France.

Les sites Natura 2000 représentent au total une superficie d'environ 102 000 hectares soit plus de 8% du territoire francilien et près de 40 % des réservoirs de biodiversité.

Le dispositif Natura 2000 concerne donc près de 315 communes (au moins en partie), soit plus de 24 % de l'ensemble des communes d'Île-de-France (plus d'une commune sur quatre).

Les sites constituent un outil clé pour la protection des milieux naturels et des espèces qui y vivent mais ils ne couvrent que 8% du territoire régional contre une moyenne nationale de 13%.

La liste complète de ces sites est fournie en annexe du document.

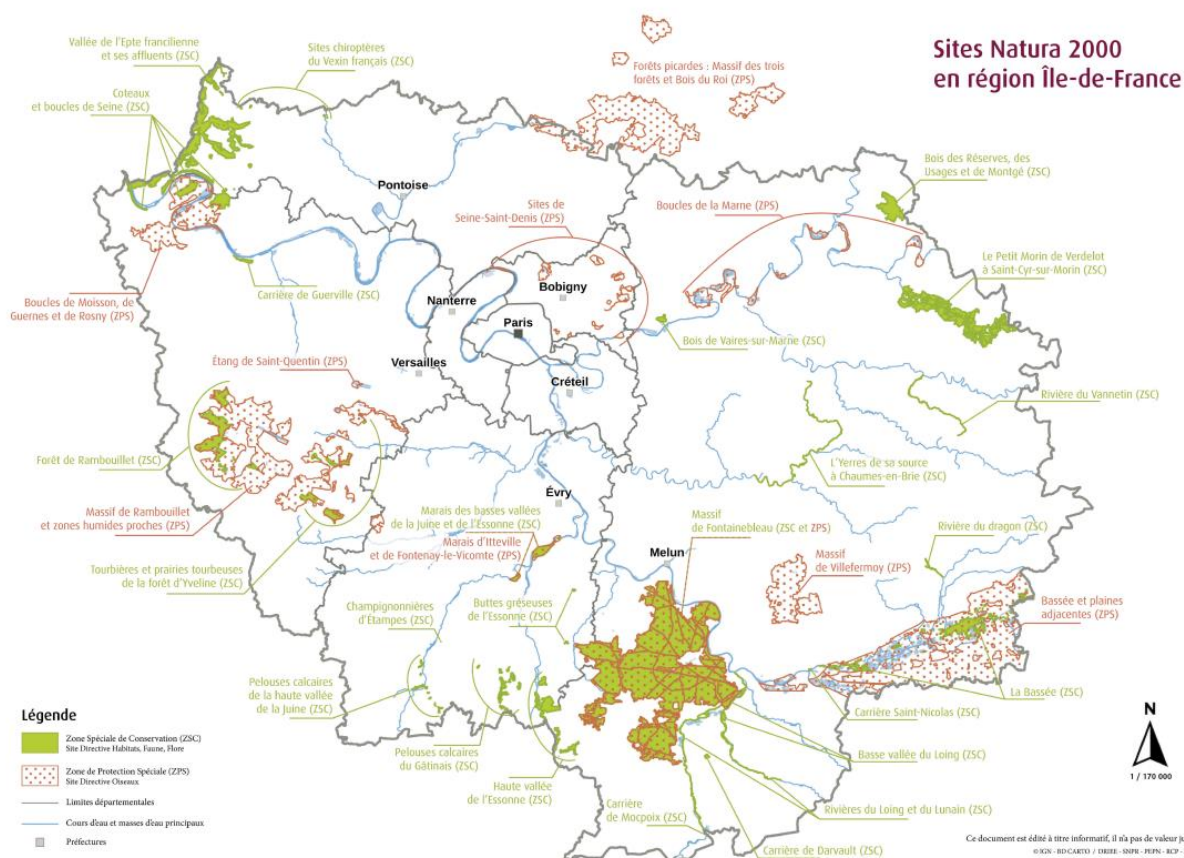
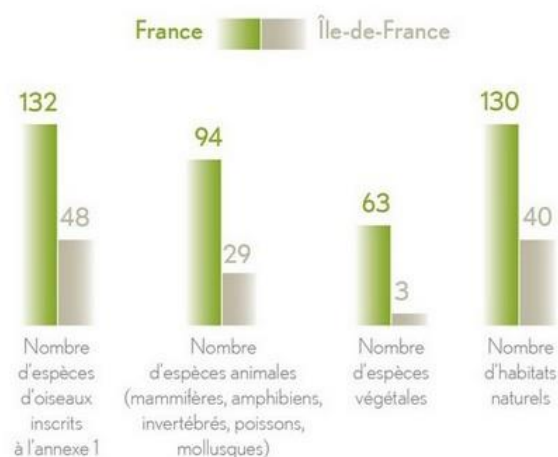
<sup>1</sup> La liste exhaustive des sites classés au Réseau Natura 2000 sont placés en [Annexe 1](#).

Les espaces protégés (réserves naturelles, sites faisant l'objet d'arrêtés de protection de biotope, et notamment les zones Natura 2000), sont préservés au niveau de leur surface mais doivent faire l'objet d'une surveillance, d'un suivi et d'interventions de gestion notamment pour y maintenir les habitats remarquables. Ces actions indispensables pour leur préservation nécessitent des moyens.

GRANDS TYPES DE MILIEUX	SUPERFICIE TOTALE (ha)	%
FORÊTS	68 718	67%
ZONES HUMIDES	3 642	4%
PELOUSES CALCAIRES	2 740	3%
LANDES	3 279	3%
COURS D'EAU (6)	634	1%
Autres milieux	22 987	23%
	102 000	100%

Sources : DRIEEIDF, SRCE et INPN

## Habitats naturels et Espèces Natura 2000 observés en France et Île-de-France



## Les incidences probables du programme régional 2021-2027 d'Île-de-France sur les sites Natura 2000

Le FEDER intervient dans le cadre de la politique de cohésion économique, sociale et territoriale.

Adossé au FEDER, le FSE+ a vocation à soutenir la création et la pérennisation d'emplois, ainsi que l'amélioration des perspectives professionnelles.

Le PR 2021-2027 d'Île-de-France proposé s'articule en trois objectifs politiques qui se déclinent chacun en objectifs spécifiques. Les projets qui seront sélectionnés devront répondre à ces derniers mais ils ne sont pas identifiés à ce jour. De fait, leurs localisations géographiques sur, à proximité ou en dehors de zones Natura 2000, ne sont pas connues.

Aussi, l'analyse des incidences du PR sur les zones Natura 2000 ne peut être que globale et devra être étayée lors de la définition de chaque projet au travers d'études spécifiques.

Toutefois, il est possible au niveau du programme de distinguer :

- ✓ Les **actions immatérielles** (aide à la gestion de projet, formation...) qui n'auront pas d'incidences directes sur le territoire mais seulement d'éventuelles incidences à moyen ou long terme à travers les interventions des personnes formées ou aidées qui pourraient ultérieurement intervenir au sein ou à proximité de zones Natura 2000. Il est bien sûr impossible de prévoir ces interventions futures, en revanche il sera utile de **sensibiliser les personnes concernées à l'environnement, la biodiversité et en particulier la richesse et la sensibilité des zones Natura 2000 qui sont particulièrement mal connues**.
- ✓ Les **actions matérielles visant à améliorer les équipements ou les installations existantes** qui n'auront pas d'incidence directe sur le territoire donc a fortiori pas sur les zones Natura 2000. Elles peuvent toutefois avoir des incidences indirectes par le biais d'impact sur la qualité de l'air ou sur la gestion des ressources, donc sur la biodiversité en général et les zones Natura 2000 en particuliers. Dans ce cas également une sensibilisation des personnes concernées paraît utile.
- ✓ Les **actions matérielles ayant un impact direct sur le territoire**. Il est fondamental pour celles-ci que tout porteur de projet se pose la question de ses impacts éventuels sur les zones Natura 2000.

### LES INCIDENCES POSITIVES PROBABLES

Une partie des actions du programme a pour objet « *Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution* ». Si elles sont bien menées, elles auront un effet positif pour les zones Natura 2000 quand ces dernières seront concernées.

Les actions qui auront un effet positif sur le climat et la gestion des ressources, notamment les actions visant à améliorer les énergies renouvelables, donc réduire le recours aux énergies fossiles ou l'économie circulaire généreront des incidences indirectes positives sur les habitats naturels et la biodiversité en général, donc également sur les sites Natura 2000.

Les OS prévus au titre de la priorité politique 2 sont ceux qui seront les plus porteurs d'incidences positives car visant directement les zones naturelles, notamment en ce qui concerne l'objectif spécifique 2.4 « *Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution* ». Seront porteurs d'incidences positives sur les sites Natura 2000 les actions de :

- ✓ Soutien aux actions de réduction de la vulnérabilité face aux inondations (Etudes ou travaux de réduction du risque et de protection) (2.4) ;
- ✓ Soutien aux actions de restauration ou de création de continuités écologiques sur les voies terrestres et fluviales (2.4).

### LES INCIDENCES NEGATIVES PROBABLES

Un projet peut avoir une incidence sur un site Natura 2000 s'il s'agit d'une action matérielle induisant une construction, un aménagement nouveau, une rénovation, une intervention sur un espace non bâti végétalisé ou non.

Cette incidence dépend de la proximité du projet avec un ou plusieurs sites Natura 2000 : il peut être situé dans un site Natura 2000 ou à une distance plus ou moins éloignée (cela peut être plusieurs kilomètres) d'un site ou de plusieurs sites Natura 2000. L'incidence dépendra des relations entre l'emplacement du projet, les aménagements réalisés et les activités menées d'une part et la circulation des espèces faunistiques, les mouvements d'eau et d'air d'autre part.

Les types d'actions suivants peuvent être identifiés comme potentiellement porteurs d'incidences négatives sur les zones Natura 2000 :

- ✓ Soutien aux grands lieux d'innovation consacrés à des filières stratégiques de la région (1.1) ;
- ✓ Installation de production de chaleur et/ou électricité à base d'énergies renouvelables ou de récupération, (géothermie de surface, géothermie profonde, injections dans les réseaux etc.) (2.2) ;
- ✓ Soutien à la création de plateformes logistiques (collecte, massification, stockage, logistique reverse, traçabilité) de matières/matériaux/déchets (2.3) ;
- ✓ Soutien à la création ou modernisation de déchèteries, de points de collecte professionnel et à la création ou modernisation de centre de tri de déchets d'activités économiques (OS 2.3) ;
- ✓ Soutien à la création ou modernisation de plateformes de tri et de recyclage des déchets de chantiers (2.3).

Il convient donc pour tout projet de ce type de se poser la question des incidences sur les sites Natura 2000 du territoire.

Ce questionnaire est bien sûr obligatoire si le projet se situe au sein d'une zone Natura 2000 ou à

proximité immédiate de celle-ci. Il est aussi nécessaire même si les zones Natura 2000 les plus proches sont à plusieurs kilomètres. En effet par le biais des corridors écologiques (fil de l'eau, circulation des animaux et notamment des oiseaux, etc.) des éléments polluants peuvent circuler.

Il sera donc nécessaire pour tout projet « matériel » susceptible d'avoir un impact direct sur le territoire **d'étudier les incidences sur les sites Natura 2000 et de faire une pré-évaluation d'incidence Natura 2000 à l'aide du formulaire d'évaluation simplifié des incidences Natura 2000** (voir [Annexe 2](#))<sup>5</sup>.

#### *LA REGLEMENTATION FRANCILIENNE EN MATIERE D'ÉVALUATION D'INCIDENCES NATURA 2000*

Outre les types d'actions potentiellement porteurs d'incidences sur Natura 2000 pré-identifiés, des listes réglementaires nationales et locales identifient les projets devant se soumettre à l'exercice d'évaluation d'incidences sur Natura 2000.

La liste nationale recense les projets devant faire l'objet d'une incidence Natura 2000, qu'ils soient localisés sur des sites classés au titre du réseau Natura 2000 ou non, sauf mention contraire. Cette liste exhaustive est placée en [Annexe 3](#).

En outre, des listes intervenant à l'échelle départementales sont définies par arrêté préfectoral. Chaque département dispose ainsi, en complément de la liste nationale, d'une liste locale de niveau 1 et d'une liste locale de niveau 2. La région Île-de-France comptant 5 départements (l'Essonne, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis, le Val d'Oise et les Yvelines), 10 listes locales sont à considérer dans l'identification des projets soumis à l'évaluation d'incidences sur Natura 2000. Ces listes locales peuvent être trouvées sur le site de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE)<sup>6</sup>.

<sup>5</sup> Disponible sur le site de la DRIEE Ile de France : [http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/doc/Formulaire\\_preliminaire\\_EIN2000\\_Edition\\_dec\\_2015.doc](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/doc/Formulaire_preliminaire_EIN2000_Edition_dec_2015.doc) ou [http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Formulaire\\_preliminaire\\_EIN2000\\_Edition\\_dec\\_2015.pdf](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Formulaire_preliminaire_EIN2000_Edition_dec_2015.pdf)

[durable.gouv.fr/IMG/pdf/Formulaire\\_preliminaire\\_EIN2000\\_Edition\\_dec\\_2015.pdf](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Formulaire_preliminaire_EIN2000_Edition_dec_2015.pdf)

<sup>6</sup> <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/references-reglementaires-liste-nationale-et-a3766.html>

## 5.4. Vue globale de l'évaluation des incidences environnementales par objectif spécifique du programme FEDER-FSE+

La vue globale de l'analyse d'incidence proposée en page suivante permet d'apprécier le niveau d'impact probable de chacun des objectifs du programme régional FEDER-FSE+ d'Île-de-France sur les composantes environnementales étudiées. Les niveaux d'enjeux environnementaux identifiés à l'issue de l'état initial de l'environnement ont été reportés dans cette matrice.

### LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES DU PROGRAMME

Une majorité des objectifs définis par le programme présentent un bilan **positif** en termes d'incidences environnementales, notamment les **objectifs spécifiques 2.1, 2.2, 2.4, 2.6 et 2.7** qui concernent les **ambitions stratégiques en faveur de l'adaptation au changement climatique, la biodiversité, la sobriété énergétique et le déploiement des EnR**, avec des niveaux d'incidences environnementales positifs (ex : + 111 pour l'objectif spécifique 2.7). **Ces impacts restent cependant à des niveaux modérés du fait des incertitudes existantes sur la capacité du programme à infléchir des tendances préexistantes sur le territoire régional** (système d'appels à projets).

L'**objectif spécifique 4.2**, ambitionnant notamment de favoriser la relocalisation d'entreprises sur le territoire, **présente des incidences négatives**. Celles-ci **restent néanmoins modérées** dans la mesure où les incidences négatives sont identifiées en matière d'augmentation des consommations énergétiques, et pourront être contrebalancées par des projets d'efficacité énergétique et de déploiement des EnR soutenus par les OS 2.1 « Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique » et 2.2 « Promouvoir les énergies renouvelables ».

### LES IMPACTS PROBABLES DU PROGRAMME SUR LES PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Parmi les trois composantes environnementales identifiées comme présentant des enjeux environnementaux forts (Sols, sous-sols et espaces ; Energie ; Atténuation et adaptation au changement climatique), le programme devrait avoir un **impact globalement positif**, sur chacune d'entre elles, en particulier au niveau des deux composantes relatives aux **énergies** (48,5) et au **changement climatique** (96,5). L'impact du programme sur d'autres composantes présentant des enjeux secondaires sera également très positif, notamment les composantes Forêts (43) et Qualité de l'air (42).

En revanche, certaines composantes pourront être impactées négativement par des projets pouvant être soutenus par le programme FEDER-FSE+, notamment les risques technologiques (-14,5), les patrimoines bâtis et architecturaux (-15) et les nuisances (-10). Ces incidences, intervenant largement sur les phases de mise en œuvre des projets, sont associées aux projets d'infrastructures.

Le bilan reste néanmoins largement positif, et doit être nuancé au regard de la mise en œuvre du programme par un système d'appels à projets, qui ne permet que de proposer une vision théorique des incidences environnementales.

**Rappel méthodologique :** Le tableau ci-dessous reprend les niveaux d'enjeux identifiés dans la [Partie 3.5 « Hiérarchisation des enjeux environnementaux »](#). Ces différents niveaux d'enjeux ont fait l'objet d'une moyenne par composante, qui permet ici d'analyser les scores d'incidences obtenus au regard des niveaux d'enjeu identifiés à l'échelle de chaque composante.

Matrice globale des incidences du programme sur l'environnement

Dimensions	Composantes environnementales	Niveau d'enjeu	OS 1.1	OS 1.2	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.2	OS 2.4	OS 2.6	OS 2.7	OS 2.8	OS 4.2	OS 4.4	OS 4.6	Total
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	4,2	-1,5	-1,5	0	-3	-1,5	7	0	16	-1,5	0	0	0	14
	Continuités écologiques	4,75	0	0	0	-3	0	7	-9	16	0	0	0	0	11
	Forêts	4,3	0	0	0	0	0	8	18	17	0	0	0	0	43
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	4	0	0	0	0	0	7	0	16	0	0	0	0	23
	Sols, sous-sols et espaces	5,25	-3	-1,5	0	-3	-9	-2	18	16	-3	0	0	0	12,5
	Déchets	5,5	3	0	6	-3	0	-2	18	0	-3	-3	0	0	16
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	4,6	9	3	6	6	12	0	0	0	6	0	0	0	42
	Nuisances	3	0	3	0	-3	0	-1	-18	6	3	0	0	0	-10
	Risques naturels	4	0	0	0	0	0	14	0	0	0	0	0	0	14
	Risques technologiques	2	-1,5	0	0	-1,5	-1,5	-4	-6	0	0	0	0	0	-14,5
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	4,5	-3	0	0	0	0	-3	-3	6	0	0	0	0	-3
	Patrimoines bâtis et architecturaux	3	-3	0	0	0	0	-3	-9	0	0	0	0	0	-15
Climat et énergie	Energie	6	1,5	6	6	9	9	-1	18	0	3	-3	0	0	48,5
	Atténuation et adaptation au changement climatique	5,5	4,5	6	6	12	18	17	9	18	6	0	0	0	96,5
Total			6	15	24	10,5	27	44	36	111	10,5	-6	0	0	



Matrice globale des incidences négatives du programme sur l'environnement

Dimensions	Composantes environnementales	Niveau d'enjeu	OS 1.1	OS 1.2	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.2	OS 2.4	OS 2.6	OS 2.7	OS 2.8	OS 4.2	OS 4.4	OS 4.6	Total
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	4,2	-1,5	-1,5	0	-3	-1,5	0	0	0	-1,5	0	0	0	-9
	Continuités écologiques	4,75	0	0	0	-3	0	0	-9	0	0	0	0	0	-12
	Forêts	4,3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ressources naturelles	Eau et milieux aquatiques	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sols, sous-sols et espaces	5,25	-3	-1,5	0	-3	-9	-2	0	0	-3	0	0	0	-21,5
	Déchets	5,5	0	0	0	-3	0	-2	0	0	-3	-3	0	0	-11
Santé - Environnement et risques	Qualité de l'air	4,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Nuisances	3	0	0	0	-3	0	-1	-18	0	0	0	0	0	-22
	Risques naturels	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Risques technologiques	2	-1,5	0	0	-1,5	-1,5	-4	-6	0	0	0	0	0	-14,5
Paysages et cadre de vie	Patrimoines paysagers	4,5	-3	0	0	0	0	-3	-3	0	0	0	0	0	-9
	Patrimoines bâtis et architecturaux	3	-3	0	0	0	0	-3	-9	0	0	0	0	0	-15
Climat et énergie	Energie	6	0	0	0	0	0	-1	0	0	0	-3	0	0	-4
	Atténuation et adaptation au changement climatique	5,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total			-12	-3	0	-16,5	-12	16	-45	0	-6	-6	0	0	



## PONDERATION DES INCIDENCES AU REGARD DE LA MAQUETTE PREVUE

Les montants prévisionnels de la maquette financière du PR 2021-27 FEDER-FSE+ de l'Île-de-France ne sont pas stabilisés en date 29 avril 2021. Néanmoins, la répartition ci-dessous des dotations financières, qui n'a pas vocation à beaucoup évoluer entre les OS, présente le poids des différentes incidences du programme.

Objectifs spécifiques	Part de la maquette	Part FEDER	Part FSE	Score d'incidence
1.1	9,87%	21,99%		6
1.2	10,47%	23,34%		15
1.3	4,65%	10,37%		24
<b>Total OS1</b>	<b>25%</b>	<b>55,71%</b>		
2.1	6,28%	14%		10,5
2.2	2,33%	5,19%		27
2.4	1,28%	2,85%		44
2.6	4,42%	9,85%		36
2.7	0,81%	1,82%		111
2.8	3,26%	7,26%		10,5
<b>Total OS2</b>	<b>18,38%</b>	<b>40,98%</b>		
4.2	16,29%		29,54%	-6
4.4	11,63%		21,10%	0
4.6	24,90%		45,15%	0
<b>Total OS4</b>	<b>52,82%</b>			

Les scores d'incidences peuvent être relativisés au regard des enveloppes maquetées sur les différents objectifs spécifiques. Une enveloppe plus élevée peut se traduire par :

- ✓ Un nombre plus élevé de projets soutenus. Le cas échéant, les incidences identifiées, positives et négatives, pourront être amplifiées et une attention particulière devra être portée aux actions présentant des impacts probables négatifs.
- ✓ Des projets bénéficiant d'enveloppe individuelle plus importante et présentant une meilleure « qualité », notamment environnementale.

Les **objectifs spécifiques 4.6 et 4.2** sont les plus dotés, avec respectivement 24,90% et 16,29% de l'enveloppe FSE. Même si les scores d'incidences sont nuls (OS4.6) ou faiblement négatifs, des points d'attention sont à avoir sur les composantes environnementales des déchets et de l'énergie. Pour limiter ces impacts potentiels négatifs, il y aura un enjeu de favoriser les projets de qualité, intégrant les enjeux environnementaux.

À l'inverse, l'**objectif spécifique 2.7** dédié aux infrastructures vertes, présentant le score d'incidence le plus positif, bénéficiera d'une enveloppe réduite (2% de la maquette FEDER) et pourra ainsi voir moins de projets soutenus.

## 6. PRESENTATION DES MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

Dans le cadre de la présente évaluation, les itérations réalisées ont permis d'améliorer significativement la prise en compte des enjeux environnementaux par le PR FEDER-FSE+. Cela a pu prendre la forme de nouvelles formulations d'objectifs, de mentions complémentaires au sein de la description des actions soutenues, de la mise en place de critères de sélection ou de mesures favorisant...

### 6.1. Une logique d'évaluation environnementale continue

À ce stade, il est impossible d'estimer les impacts d'une action tant que ne sont pas connus de manière précise sa nature et son lieu d'implantation. Toutes les estimations qui peuvent être faites sur la base du programme avant sa mise en place, revêtent un caractère très théorique.

Si l'objectif est, au-delà de répondre à l'exigence réglementaire, de mener un programme réellement positif pour l'environnement, il semble judicieux de proposer une vraie démarche d'amélioration en continu des actions qui seront financées, au regard de leur impact sur l'environnement.

Le programme met en œuvre :

- ✓ Des actions immatérielles, sans impact immédiat, mais qui auront des impacts à long terme (formations, aides au montage de projet). Pour ces actions il est important d'inclure dans leur déroulé une formation à l'environnement, à l'estimation des impacts d'une action.
- ✓ Des actions matérielles, qui auront obligatoirement des impacts sur l'environnement et dont pour chaque action :
  - Une partie sera positive conformément aux ambitions du programme lui-même (développement d'énergies renouvelables, amélioration de corridors écologiques...).
  - Une partie sera obligatoirement dommageable pour l'environnement. En effet concernant ce dernier point, toute action matérielle (construction, aménagement, activité de type industrielle comme le recyclage de déchets) a des conséquences sur l'environnement. Il y a donc une nécessité de l'inscrire dans la démarche Eviter – Réduire – Compenser (ERC).

Plusieurs cas se présentent :

- ✓ L'action relève directement de la réglementation « Evaluation environnementale » (étude d'impact) ; il convient de veiller à ce que cette évaluation soit pertinente et adaptée.
- ✓ L'action ne relève pas directement de cette réglementation, mais d'une étude au cas par cas ou d'un dossier « Loi sur l'eau » ou d'une étude d'incidence Natura 2000, etc. Là aussi, la question est que ces études soient menées sérieusement.
- ✓ L'action ne relève d'aucune réglementation environnementale, car trop « petite » ou trop localisée... Si dans ce cas, les impacts seront faibles, ils ne seront jamais totalement nuls. Il faudrait donc, dans une logique d'excellence, demander une appréciation rapide par le porteur de projet de ses impacts et une mise en place de la démarche Eviter – Réduire – Compenser.

Un formulaire simplifié d'évaluation des incidences Natura 2000 est placé en annexe.

Une fois cette évaluation menée et les mesures d'évitement, de réduction voire de compensation définies, il faut que la mise en place et l'efficacité de la réflexion et des mesures identifiées soient vérifiées.

Il conviendrait donc de demander aux porteurs de projet de mettre en place tout d'abord une analyse environnementale avec démarche ERC puis une réelle démarche qualité environnement de gestion de projet, du type ISO 14001, sans nécessairement aller jusqu'à la certification mais en s'en inspirant, avec autant que possible des audits externes.

## 6.2. Proposition de mesures ERC

À ce stade, quelques dernières recommandations peuvent être énoncées afin d'éviter ou réduire les incidences résiduelles négatives du PR FEDER-FSE+ sur l'environnement.

### Biodiversité et espaces naturels

Dans tous les cas il est très important de réaliser une étude d'impact de chaque projet pouvant présenter des incidences physiques sur l'environnement afin de les connaître et les réduire le plus possible ou, en l'absence d'alternative, de compenser les impacts résiduels. Il convient de s'assurer pour chaque projet de la réglementation : si cette étude d'impact environnemental est requise par la réglementation, elle devra être réalisée de manière très rigoureuse. Dans le cas contraire, étant donné la nature exemplaire souhaitée du programme, il sera demandé au porteur de projet de réaliser cette évaluation environnementale de manière plus légère selon une grille d'évaluation de projet.

La réalisation de chaque projet devrait suivre une démarche "gestion de la qualité environnementale" (les porteurs de projet pourront utilement s'inspirer de la norme ISO 14001, sans toutefois que l'application de celle-ci soit obligatoire) et des audits externes seront menés pour vérifier la bonne prise en compte des éléments environnementaux.

Il conviendra donc de réaliser une évaluation environnementale précise, y compris pour la restauration des corridors et de mener les chantiers dans le cadre d'une charte de chantier à faible nuisance. La connaissance des milieux naturels et de leur évolution étant encore très incomplète notamment dans un contexte de changement climatique, leur restauration relève forcément de l'action expérimentale : il est donc fondamental de prévoir un suivi à long terme avec des possibilités de réajustement.

### Ressources naturelles et déchets

Pour les actions de formation et d'aide au montage de projets, il conviendra de veiller à inclure dans ces formations ou ces aides, une sensibilisation à l'environnement en général et à l'analyse du cycle de vie des matériaux (en particulier dans le cadre des actions visant le réemploi et le recyclage) et aux impacts possibles à chaque étape de cycle de vie d'un produit.

Le PR prévoit des actions d'extension et d'aménagement des principaux centres de recherche régionaux qui pourraient se traduire par des impacts notables sur certaines composantes environnementales. Si le PR devait finalement soutenir ce type d'actions, l'évaluateur préconise la mise en place de critères de conditionnalité notamment les deux critères suivants :

- ✓ La capacité de l'action à répondre à un besoin du territoire. Elle devra être démontrée par le porteur de projets ;
- ✓ La prise en compte des impacts visuels affectant le patrimoine bâti et paysager de la région et des possibles risques industriels, qu'une mauvaise insertion des infrastructures dans le tissu urbain pourrait entraîner, devra être assurée par le biais de la réalisation d'études préalables à la création ou à l'extension de ces infrastructures.

L'intégration de critères de sélection / condition favorisant pourraient *in fine* se traduire par une diminution des impacts environnementaux probables identifiés au moment de l'analyse des incidences.

L'utilisation de matériaux biosourcés, voire le réemploi de déchets issus du BTP dans les actions d'extension et d'aménagement des centres de recherche et des autres infrastructures de recherche régionales ciblées par le PR pourrait venir réduire les incidences négatives sur la composante des déchets.

## Nuisances et risques

Les actions nécessitant des constructions et nouveaux aménagements ou des extensions de constructions et d'aménagements (mise en place de chantiers) devront appliquer les règles des chantiers à faibles nuisances.

## Patrimoines paysagers et architecturaux

L'analyse d'incidence fait ressortir des incidences potentiellement négatives du programme sur la qualité paysagère du territoire. Notamment les actions en faveur du développement des énergies renouvelables ou d'installation de traitement des déchets pourront avoir un impact sur les espaces paysagers du territoire en fonction de leur choix d'implantation (impact visuel et consommation d'espace). Un enjeu sera de **prendre en compte les milieux paysagers** dans les **choix d'implantation d'unités de production d'EnR** pour éviter des discontinuités paysagères ainsi que dans les choix d'implantation d'équipements de gestion des déchets et encourager l'intégration de **mesures paysagères** dans les **projets**.

## 6.3 Préconisations concernant les écoconditionnalités

### Identification des principales incidences environnementales résiduelles

Les itérations et les échanges entretenus avec la Région tout le long de l'analyse détaillée des incidences probables sur l'environnement ont permis de réduire les impacts environnementaux négatifs du programme.

A la suite de cette période d'itérations, deux types d'incidence résiduelle se maintiennent :

- ✓ La consommation foncière ;
- ✓ La dégradation de la qualité des entités paysagères et du patrimoine bâti de la région.

### Consommation foncière

#### Rappel des types d'action pouvant entraîner de la consommation foncière et des priorités associées

Les types d'action qui pourraient se traduire par de la consommation foncière sont les suivants :

- ✓ Développement d'infrastructures de recherche (OS1.1) ;
- ✓ Création et le développement de nouveaux lieux et services (OS1.2) ;
- ✓ Travaux de rénovation énergétique (OS2.1) ;
- ✓ Installation de systèmes d'autoconsommation dans les bâtiments publics, création et extension de réseaux de chaleur et de froid à base d'énergies renouvelables ou de récupération (OS2.2) ;
- ✓ Mise en place, réfection et/ou l'amélioration d'ouvrages hydrauliques (OS2.4) ;
- ✓ Développement et modernisation des filières et installations de valorisation de déchets (OS2.6) ;

- ✓ Développement des infrastructures de transports urbains propres, y compris leur création et aménagement (OS2.8).

### Dégradation du patrimoine paysagère et bâti

Rappel des types d'action pouvant entraîner des discontinuités paysagères avec l'architecture locale et des priorités associées

Les types d'action qui pourraient se traduire par une dégradation de la qualité paysagère et architecturale sont les suivants :

- ✓ Développement d'infrastructures de recherche (OS1.1) ;
- ✓ Mise en place, réfection et/ou l'amélioration d'ouvrages hydrauliques (OS2.4) ;
- ✓ Développement et la modernisation des filières et installations de valorisation de déchets (OS2.6).

Le tableau ci-après a vocation à donner une vision d'ensemble :

- ✓ Des écoconditionnalités dont l'intégration dans les règlements des appels à projets serait susceptible d'éviter ou de réduire de manière considérable les impacts environnementaux des actions soutenues dans le cadre du programme ;
- ✓ Des orientations auxquelles les écoconditionnalités identifiées devraient s'appliquer afin de limiter ces impacts.

SYNTHESE DES OBJECTIFS SPECIFIQUES COMPRENANT AU MOINS UN TYPE D'ACTION PRESENTANT UNE INCIDENCE POUVANT JUSTIFIER LE  
DEPLOIEMENT D'ECOCONDITIONNALITES

		Priorités											
		OS 1.1	OS 1.2	OS 1.3	OS 2.1	OS 2.2	OS 2.4	OS 2.6	OS 2.7	OS 2.8	OS 4.2	OS 4.3	OS 4.4
Eco-conditionnalités	Maîtriser l'artificialisation des sols												
	Réaliser des études préalables d'intégration paysagère												

## La mise en place d'écoconditionnalités pourrait réduire les incidences résiduelles du programme

Le tableau ci-dessous propose, pour chacun des principaux types d'incidences résiduelles, des **solutions qui permettraient d'en diminuer l'impact**.

Afin **d'inciter les futurs porteurs de projets à mobiliser ces solutions**, l'Autorité de Gestion pourrait **envisager le déploiement d'une logique d'éco conditionnalité à l'attribution des financements FEDER**.

Il pourrait s'agir :

- de **critères de sélection mobilisés au moment de l'instruction des projets** (grille de sélection) ; l'incitativité des critères de la grille de sélection sera plus au moins importante en fonction du nombre de points attribué à ceux-ci : plus le poids de cette note sera conséquent, plus l'incitativité des écoconditionnalités sera importante ;
- de **critères de bonification**, permettant d'éviter une modalité de mise en œuvre trop contraignante et de prévoir un abondement complémentaire visant à participer à la prise en charge du surcoût de l'application de l'éco conditionnalité.

Thématique	Rappel de l'incidence	Ecoconditionnalités envisageables
Foncier	La création de nouvelles infrastructures prévues par le programme pourrait se traduire par de la consommation foncière.	Favoriser le recours aux friches urbaines et industrielles (réhabilitation et reconversion des friches).
		Favoriser la densification des espaces déjà urbanisés (dents creuses, ...).
		Favoriser l'adaptation et la réutilisation de bâtiments existants.
Patrimoines paysagers et architecturaux	Les travaux de construction de nouvelles infrastructures et d'extension d'infrastructures existantes pourraient se traduire par des discontinuités paysagères et une dégradation de la qualité du patrimoine bâti régional.	Favoriser une intégration paysagère raisonnée des aménagements par la réalisation d'études préalables d'intégration paysagère.

## 7. DISPOSITIF DE SUIVI DES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME FEDER-FSE+ 2021 – 2027

Le document de mise en œuvre accompagnant le programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027 de la Région Île-de-France prévoit un dispositif de suivi de l'atteinte des objectifs du programme.

### 7.1. Présentation des indicateurs de réalisation et de résultat

Les indicateurs de suivi des effets de la mise en œuvre du programme régional FEDER-FSE+ 2021 – 2027 sur l'environnement sont présentés ci-après.

Afin d'en faciliter le suivi, ont été privilégiés les indicateurs du dispositif de suivi et d'évaluation du programme FEDER-FSE+ prévus par l'Autorité de Gestion. Ainsi, les modalités de recueil et de traitement des données sont présentées en détails dans les documents constitutifs du programme.

Au moment de la réalisation de l'évaluation environnementale stratégique et de l'élaboration du dispositif de suivi et d'évaluation (DSE), aucune cible n'est encore identifiée dans le cadre du programme régional FEDER-FSE+.

Une liste d'indicateurs de réalisation et de résultats est proposée par la commission européenne dans les règlements provisoires. Des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le calibrage des cibles des programmes régionaux, ainsi qu'une mission portée par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) auprès des autorités de gestion sont en cours au moment de l'évaluation environnementale. Il n'est ainsi pas encore possible d'identifier *a priori* des valeurs cibles intermédiaires (2025) et finales (2029).

Dans le cadre de l'élaboration du DSE environnemental, une première sélection des indicateurs est proposée sur la base de leur pertinence pour suivre l'évolution des composantes environnementales du territoire pour lesquelles un impact notable du programme a été identifié. Dans le cadre de la définition des indicateurs de suivi spécifiques au programme de la Région Île-de-France, l'Autorité de Gestion a indiqué souhaiter intégrer des indicateurs supplémentaires, qui ont été ajoutés au DSE. Les valeurs initiales et les modalités de collecte de ces données seront proposées dans la version finale du programme régional.

Parmi la liste d'indicateurs proposée ci-dessous, l'autorité de gestion ne s'engage à suivre que les indicateurs contractualisés dans le Programme régional 2021-27 d'Île-de-France. Les indicateurs présentés ci-dessous sont indicatifs, les règlements n'étant pas stabilisés et le programme n'étant pas validé au stade de la présente évaluation environnementale stratégique.



Composantes	Objectif spécifique concerné	Indicateurs	Description	Proposé par
Biodiversité et zonages environnementaux	OS 2.7 – Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution	ISO 26 - Nombre d'actions visant à éviter, réduire ou compenser les incidences de l'anthropisation des espaces d'intérêt écologique	Il pourra s'agir de mesurer la surface de l'infrastructure verte construite ou considérablement améliorée afin d'améliorer la prévention et la protection contre le changement climatique, par exemple en atténuant les inondations et en prévenant l'érosion des sols, dans le cadre de projets soutenus par le FEDER. Les zones non éligibles (ex : agriculture) ne sont pas couvertes par cet indicateur. L'infrastructure verte est un réseau constitué de zones naturelles et semi-naturelles et d'autres éléments environnementaux faisant l'objet d'une planification stratégique, conçu et géré aux fins de la production d'une large gamme de services écosystémiques. Il intègre des espaces verts (ou aquatiques dans le cas d'écosystèmes de ce type) et d'autres éléments physiques des zones terrestres (y compris côtières) et marines. À terre, l'infrastructure verte se retrouve en milieu rural ou urbain.	Région
	OS 2.7 – Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution	RCO 36 – Infrastructure verte soutenue dans les zones urbaines (hectares) <i>Adaptation proposée : Linéaires de Trame Verte et Bleue (km) sur les corridors écologiques prioritaires et espaces naturels restaurés (ha)</i>	Il pourra s'agir de quantifier les zones naturelles et semi-naturelles et d'autres éléments environnementaux faisant l'objet d'actions de restauration concrètes dans le cadre de projets soutenus par le FEDER, conçu et géré aux fins de la production d'une large gamme de services écosystémiques. Il s'agit notamment des espaces verts.	Teritéo
	OS 2.7 – Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution	RCO 37 – Surface des sites Natura 2000 couverte par des mesures de protection et de restauration (hectares)	Il pourra s'agir d'identifier les sites Natura 2000 faisant l'objet d'actions de protection et de restauration dans le cadre de projets soutenus par le FEDER. Le réseau Natura 2000, constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe.	Teritéo
	OS 2.7 – Améliorer la biodiversité, renforcer les infrastructures	ISR 26 - Superficie de continuités écologiques améliorées ou rétablies	Il s'agira d'identifier le nombre d'hectares concernés par les opérations de l'OS 2.7 financées par le FEDER. Les actions de l'OS 2.7 ayant toutes vocation à agir sur une continuité écologique, dans le cadre d'action de travaux.	

Composantes	Objectif spécifique concerné	Indicateurs	Description	Proposé par
	vertes en milieu urbain et réduire la pollution			
Déchets	OS 2.5 – Favoriser la transition vers une économie circulaire	RCO 34 – Capacité supplémentaire pour le recyclage des déchets (tonnes)	<b>Il pourra s’agir de quantifier le nombre de nouvelles unités de collecte et de valorisation dans le cadre de projets soutenus par le FEDER.</b> L’indicateur pourra donner à voir les améliorations des capacités de prise en charge des déchets recyclables tout au long du processus, depuis la collecte, au tri et à la valorisation (recyclage).	Teritéo & Région
	OS 2.5 – Favoriser la transition vers une économie circulaire	ISO 47 - Nombre d'actions de formation, information auprès d'acteurs du territoire (citoyens, collectivités territoriales, acteurs du secteurs...)	En dehors des actions concernant des travaux, des actions de sensibilisation (formations, informations...) aux enjeux environnementaux liés notamment au recyclage des déchets sont également prévues dans le programme. <b>Il s’agira de comptabiliser le nombre d’action de ce type réalisé avec le soutien du FEDER</b>	Région
	OS 2.5 – Favoriser la transition vers une économie circulaire	RCR 47 – Quantités de déchets recyclés (tonnes/an)	<b>Il pourra s’agir de mesurer la masse des déchets ménagers recyclés par an grâce aux projets mis en œuvre dans le cadre du FEDER.</b> Les indicateurs mesurent la quantité de déchets recyclés par an résultant directement des projets mis en œuvre. Les déchets recyclés se réfèrent à la quantité nette de matière obtenue après traitement.	Teritéo & Région
Énergie	OS 2.1 – Favoriser les mesures en matière d’efficacité énergétique	RCO 18 – Ménages bénéficiant d’un soutien pour l’amélioration de leur performance énergétique	<b>Il pourra s’agir de mesurer le nombre de logements individuels dont l’efficacité énergétique a été améliorée grâce aux projets mis en œuvre soutenus par le FEDER.</b>	Région
	OS 2.1 – Favoriser les mesures en matière d’efficacité énergétique	RCR 26 – Consommation d’énergie primaire annuelle (logements, bâtiments publics, entreprises, autres)	<b>Il s’agira de mesurer la consommation annuelle effective d’énergie primaire es logements et des bâtiments pris en charge une fois le projet réalisé.</b> Cette consommation annuelle est déterminée grâce au DPE.	Région

Composantes	Objectif spécifique concerné	Indicateurs	Description	Proposé par
	OS 2.2 – Prendre des mesures en faveur des énergies provenant de de sources renouvelables	RCO 22 – Capacité de production supplémentaire pour les énergies renouvelables	Il pourra s’agir de quantifier les capacités de productions supplémentaires liées aux nouveaux équipements de production et de stockage d’EnR soutenus par le FEDER.	Teritéo & Région
	OS 2.2 – Prendre des mesures en faveur des énergies provenant de de sources renouvelables	RCR 31 – Énergie renouvelable totale produite (MWh/an)	Il pourra s’agir de quantifier l’énergie renouvelable totale générée par les capacités de production soutenues dans le cadre de projets soutenus par le FEDER. L’indicateur mesure la production d’énergie renouvelable produite avant (le cas échéant) et après l’intervention, et il doit être utilisé pour des projets dont l’objectif principal est d’augmenter ou d’installer de nouvelles capacités de production d’énergie renouvelable.	Teritéo
	OS 2.2 – Prendre des mesures en faveur des énergies provenant de de sources renouvelables	RCR 32 – Capacité opérationnelle supplémentaire installée pour l’énergie produite à partir de sources renouvelables (MW)	Il s’agira de comptabiliser la capacité additionnelle d’énergies renouvelables créée par les installations financées par le FEDER. Un des objectifs principaux du programme dans le cadre du soutien aux ENR&R est d’augmenter leur utilisation et donc leur capacité sur le territoire francilien. Cet indicateur représente donc le résultat recherché.	Région
Adaptation au changement climatique	OS 2.4 – Adaptation face aux changements climatiques et prévention des risques	RCO 26 – Infrastructures vertes construites ou modernisées en vue de l’adaptation aux changements climatiques	Il pourra s’agir de mesurer la surface de l’infrastructure verte construite ou considérablement améliorée afin d’améliorer la prévention et la protection contre le changement climatique, par exemple en atténuant les inondations et en prévenant l’érosion des sols. Les zones non éligibles (ex : agriculture) ne sont pas couvertes par cet indicateur.	Région
	OS 2.4 – Adaptation face aux changements climatiques et prévention des risques	RCR 35 – Population bénéficiant de mesures de protection contre les inondations	Il pourra s’agir d’estimer le nombre de résidents couverts par les mesures de protection contre les inondations mises en œuvre par les projets soutenus. L’indicateur mesure la population résidente vivant dans une zone exposée aux risques d’inondation et où la vulnérabilité a diminué en raison du projet soutenu.	Région

## 7.2. Présentation des indicateurs de contexte

Une sélection d'indicateurs régionaux pourra permettre de relativiser les indicateurs de réalisation et de résultats. Une liste indicative d'indicateurs permettant de suivre l'évolution des composantes environnementales régionales est proposée, ainsi que l'organisme auprès duquel ils peuvent être recueillis :

Composante	Indicateur	Source
Faune et flore	Évolution de la part des espèces menacées sur le territoire régional	Agence Régionale de la Biodiversité (ARB)
Milieux naturels, semi-naturels et agricoles Continuités écologiques	Évolution de la part des surfaces régionales faisant l'objet de mesures de gestion	Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)
Eau	Évolution de la part des eaux de surface en bon état écologique	Direction Régionale de l'Environnement (DRIE)
Sols et espaces	Évolution de la consommation foncière sur le territoire régional	Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France (DRIEA)
Ressources minérales	Évolution de la part des déchets du BTP réutilisés	Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France (DRIEA)
Déchets	Évolution des quantités de déchets recyclés	Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France (ORDIF)
Énergie	Évolution de la consommation énergétique régionale	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)
Qualité de l'air	Évolution des émissions de gaz à effet de serre par habitant (en tCO <sub>2</sub> /hab)	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)
Adaptation au changement climatique	Évolution des températures régionales	Direction Régionale de l'Environnement (DRIE)

## 8. METHODOLOGIE D'EVALUATION

### Point d'attention préalable

L'exercice d'évaluation environnementale est réalisé en parallèle de la rédaction du programme régional FEDER-FSE+ 2021-2027. L'établissement de ce programme résulte d'un travail long, partenarial avec les différentes directions opérationnelles de la Région prenant part au programme, avec l'exécutif régional en charge de définir les orientations politiques de la Région et avec la Commission européenne qui contrôle que le programme contribue bien aux objectifs de la politique de cohésion et répond aux exigences des règlements européens.

Par définition, l'évaluation environnementale stratégique est un processus itératif. Au stade de la transmission du rapport à l'autorité environnementale, l'analyse des incidences du programme sur l'environnement repose donc sur la version transmise à la Commission Européenne le 1<sup>er</sup> septembre dernier. Suites aux retours de la Commission, certains types d'action sont à préciser d'autres sont en discussion avec la Commission.

Le parti pris de l'autorité de gestion a été d'exposer dans le rapport environnemental l'ensemble des actions qu'elle souhaite voir apparaître dans le Programme. Le document n'étant, à ce stade, pas validé par la Commission européenne, il est donc possible qu'il évolue. Néanmoins, l'autorité de gestion a fait le choix de présenter à l'autorité environnementale la plus grande pluralité d'actions possibles couverte par le PR afin de n'omettre aucun potentiel impact environnemental.

L'évaluation environnementale stratégique (EES) du programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027 de la région Île-de-France a été réalisée d'avril 2020 à octobre 2020 sur la base des versions successives du programme, d'échanges réguliers avec l'Autorité de Gestion, de l'institut Paris Région (IPR) en charge de l'évaluation environnementale du Contrat de Plan Etat-Région d'Île-de-France, ainsi que sur de nombreux documents-sources.

Les différents points de méthode mobilisés sur cette EES ont été présentés, discutés et validés avec l'Autorité de Gestion, au début de la mission lors de la réunion de lancement, puis ajustés chemin faisant pour correspondre autant que possible aux attentes de la Région et de l'Autorité Environnementale. De nombreux échanges, formels et informels ont jalonné la réalisation de l'évaluation, permettant ainsi la conduite de plusieurs phases d'itérations. Cette EES s'est ainsi déroulée dans une logique de travail en commun et d'amélioration continue du programme pour une prise en compte optimisée de l'environnement.

Un échange dès les premières semaines de la mission avec la Direction de la Coordination et Modernisation de l'Action Publique de la Région Île-de-France, en charge du suivi de l'EES du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2021 – 2027 a permis de conduire un travail d'harmonisation des deux démarches d'EES, notamment sur les phases d'état initial de l'environnement et d'identification des enjeux environnementaux prioritaires. Dans ce sens, une réunion de travail a notamment conduit le groupement Teritéo – Alisea et l'équipe de l'IPR en charge de l'EES du CPER à échanger sur leurs travaux respectifs et à les améliorer mutuellement.

Le tableau ci-dessous propose un récapitulatif des principaux temps d'échanges et de travaux de cette EES.

Tableau récapitulatif des principaux échanges et étapes de l'élaboration du rapport environnemental

19 Mars 2020	Premier échange téléphonique entre les membres du groupement et l'Autorité de Gestion
08 Avril 2020	Lancement de la mission d'EES en comité de pilotage n°1
16 Avril 2020	Echange avec la Direction des Affaires Européennes et la Direction de la Coordination et Modernisation de l'Action Publique (Région) en charge du suivi de l'EES du CPER 2021 – 2027 d'Île-de-France
19 Mai 2020	Echange avec l'Institut Paris Région en charge de la réalisation du rapport environnemental du CPER 2021 – 2027 d'Île-de-France

	Echanges et harmonisation des enjeux environnementaux identifiés dans le cadre des états initiaux de l'environnement du programme FEDER-FSE+ et du CPER
27 Mai 2020	Point d'avancement avec l'Autorité de Gestion et premiers retours sur l'état initial de l'environnement
23 Juin 2020	Point d'avancement avec l'Autorité de Gestion et premiers retours sur l'analyse des incidences probables du programme FEDER-FSE+ (dont itérations à la suite de l'analyse d'incidences)
24 Juillet 2020	Transmission à l'Autorité de Gestion de la V1 du rapport environnemental
7 Septembre 2020	Transmission d'une V1 du PR 21-27 à la Commission Européenne pour avis
10 Septembre 2020	Point d'avancement avec l'Autorité de Gestion et premiers retours sur la V1 du rapport environnemental du programme FEDER-FSE+ (dont itérations à la suite de l'analyse d'incidences)
18 Septembre 2020	Echange avec l'Autorité de Gestion sur les principales modifications apportées à la V2 du programme transmise à la Commission Européenne pour avis
1 <sup>er</sup> Octobre 2020	Transmission à l'Autorité de Gestion de la VF du rapport environnemental pour transmission à l'Autorité Environnementale Retour de la Commission pour rendre un avis sur la V1 du PR 2021 – 2027 transmise par l'Autorité de Gestion le 7 Septembre dernier
Octobre 2020	Echanges avec l'équipe en charge de la rédaction du PR 21-27 et du référent FEDER sur la période 2014-20 et derniers ajustements du rapport
5 Novembre 2020	Relecture et validation de la transmission du rapport à l'autorité environnementale par la Direction des affaires européennes
10 Mars 2020	Premier échange avec l'Autorité de Gestion sur le retour de l'Autorité Environnementale
19 Mars 2021	Transmission à l'Autorité de Gestion de l'analyse des évolutions du programme entre la V1 et la V2 et de l'évolution des incidences environnementales associée
24 Mars 2021	Transmission à l'Autorité de Gestion de l'analyse des évolutions du programme entre la V1 et la V2 et de l'évolution des incidences environnementales associée ajustée suite à l'échange avec l'Autorité Environnementale
10 Avril 2021	Transmission à l'Autorité de Gestion d'une note de réaction à l'avis de l'Autorité Environnementale
13 Avril 2021	Echange avec l'Autorité de Gestion sur la proposition de réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale
21 Avril 2021	Transmission à l'Autorité de Gestion du rapport environnemental intégrant la prise en compte des remarques de l'Ae

La présente évaluation a suivi, pour chaque chapitre, la méthodologie suivante :

## 8.1. Etat initial de l'environnement (Partie 3)

Une synthèse de l'état initial de l'environnement a été réalisée au 1<sup>er</sup> semestre 2020. Elle décrit la situation environnementale du territoire à partir des diagnostics de référence existants (profil environnemental régional, schémas régionaux, diagnostics territoriaux, ...) afin d'identifier et hiérarchiser les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le programme FEDER-FSE+ 2021 – 2027 de la région Île-de-France.

Les travaux se sont largement appuyés sur le diagnostic environnemental du SDRIF, ainsi que sur différents documents thématiques (Stratégie régionale de la Biodiversité, Schéma Régional de Cohérence Ecologique, Schéma Régional Climat Air Energie, Plan de Gestion des Risques Inondation Seine-Normandie...).

Cette synthèse relève, pour chaque dimension environnementale, les pressions subies et tendances d'évolution ainsi que, dans la mesure des données disponibles, les principaux secteurs géographiques concernés afin de reconstituer les perspectives de son évolution probable en l'absence de mise en œuvre du plan évalué.

Dimension n°1 : Patrimoines naturels	
Composante 1.1 – Biodiversité et zonages environnementaux	
<p><b>Résumé :</b> Les profondes transformations de la Région Île-de-France au cours du siècle dernier ont mené à une simplification importante des paysages péri-urbains et ruraux, à une fragmentation des espaces de nature et à une réduction des milieux naturels (marais, tourbières, haies, bosquets, prairies, landes...).</p> <p>L'extinction d'espèces reste peu fréquente sans être négligeable (une espèce pouvant avoir disparu dans la région sans être pour autant éteinte) mais le déclin des populations est souvent très important pour les espèces les plus sensibles et parallèlement se développent des espèces plus tolérantes qui peuvent s'avérer invasives.</p> <p>Le déclin de la biodiversité francilienne est clairement visible, comme en témoignent les listes rouges franciliennes coordonnées par l'Agence Régionale pour la Biodiversité, que ce soit à travers la dégradation des milieux ou l'effondrement de certaines populations d'espèces. Par ailleurs une remontée des espèces d'affinité méridionale est à noter. Les facteurs de déclin sont la dégradation et parfois la disparition d'habitat et le réchauffement climatique.</p> <p>L'Île-de-France est un territoire à la croisée de plusieurs influences biogéographiques, caractérisées par divers paramètres climatiques (pluviométrie, températures, ensoleillement, etc.). Cette situation de carrefour engendre une biodiversité importante et confère à la région une responsabilité de sauvegarde de la biodiversité et, dans un contexte d'évolution climatique rapide, la nécessité de préserver pour toutes les espèces une possibilité de migration pour trouver des conditions de survie.</p> <p>En 2019, plus de 0,6% du territoire est soumis à une protection forte en Île-de-France : Réserves Naturelles Régionales (RNR) et Nationales (RNN), les Réserves Biologiques, Intégrales (RBI) forestières ou les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) et de Géotope (APPG). Ces éléments constituent les réservoirs de biodiversité qui incluent également les réservoirs biologiques du SDAGE, les ZNIEFF et les sites Natura 2000, soit au total 20,8 % du territoire.</p> <p>La superficie couverte par des protections fortes devrait augmenter dans les prochaines années, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de création des aires protégées terrestres et métropolitaines (SCAP).</p>	
A – ÉTAT DES LIEUX	
Situation, atouts et chiffres clés	Menaces et pressions
<p>Les espèces menacées occupent différents types d'habitats dont les principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>Pour la flore :</b> les pelouses sèches et les landes (44 %), les milieux aquatiques (15 %), les marais et tourbières (15 %), les cultures et friches (15 %), les boisements (10 %).</li> <li>✓ <b>Pour les oiseaux nicheurs :</b> les zones humides (31 %), les milieux aquatiques (20 %), les boisements (20 %), les cultures (8 %), les prairies et friches (8 %), les falaises (8 %), les pelouses sèches et les landes (5 %).</li> </ul> <p><b>Milieux urbains : 22% du territoire régional</b></p>	<p><b>En milieu urbain</b></p> <p>L'artificialisation altère les services rendus par le sol, l'eau, l'air, la lumière et le climat. Les pollutions, la chaleur, la sécheresse ou les inondations rendent parfois certains secteurs hostiles à l'accueil des êtres vivants : les plantes, les animaux mais aussi les Hommes. Notamment, les espèces manquent de réserves alimentaires et de capacité de déplacement.</p>

## 8.2. Cohérence et articulation avec les autres documents de planification (Partie 4)

La sélection des documents sélectionnés dans le cadre de l'analyse de cohérence du programme FEDER-FSE+ a reposé sur 2 critères :

- ✓ Ont été retenus des documents présentant une thématique en lien direct avec l'environnement (biodiversité, eau, déchets...). Lorsque plusieurs documents existaient, ont été privilégiés les plus globaux et les plus récents.
- ✓ Ont été privilégiés les documents intervenant à une échelle régionale, intégrant les orientations nationales ou européennes. Par exemple les orientations de la Stratégie de l'Union Européenne et Stratégie Nationale pour la biodiversité sont très générales et bien reprises dans la Stratégie Régionale pour la biodiversité, plus récente et qui donne un cadre plus précis pour les actions franciliennes. Les documents locaux n'ont pas non plus été retenus car le FEDER et le FSE sont des programmes ayant vocation à soutenir des projets sur toute la Région.



## 8.3. Analyse des incidences résiduelles (Partie 5)

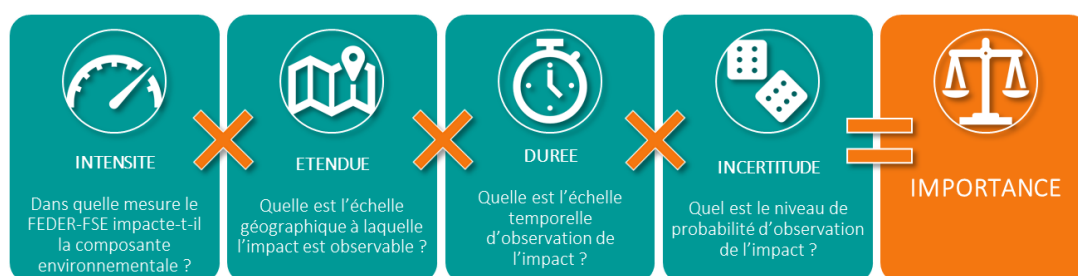
La méthodologie d'analyse des incidences se construit autour d'un dispositif d'analyse devant permettre d'aboutir à une mise en relief des niveaux d'impacts probables du programme sur l'environnement et *in fine*, un ciblage des analyses et préconisations de mesures correctrices sur les enjeux prioritaires.

Le programme FEDER-FSE+ est à la fois un document stratégique en matière de développement, et un document favorisant le déploiement d'actions sur les 6 ans à venir, plus opérationnel. L'approche méthodologique retenue est ainsi adaptée pour chacun de ces niveaux.

1. **Au niveau stratégique**, qui vise à analyser qualitativement le niveau d'incidences probables que les axes stratégiques et opérationnels du programme ont sur l'environnement ;
2. **Au niveau opérationnel**, l'objet de l'évaluation environnementale est d'identifier les types d'actions présentant potentiellement le plus d'incidences sur l'environnement, d'identifier les enjeux environnementaux et de décrire des points d'alerte à la mise en œuvre des actions, qui auront vocation à être définis plus précisément par la suite (via une étude d'impact environnemental spécifique par exemple).

Le score d'incidences propose de prendre en compte 4 dimensions :

### Calcul du score d'incidence



Les notations d'incidences environnementales évaluées à l'échelle de chaque objectif spécifique ont ensuite été **reportées dans une matrice globale**, permettant une double lecture de l'analyse d'incidences :

- ✓ **En colonne**, l'impact environnemental de **chaque objectif stratégique** ;
- ✓ **En ligne**, l'impact global du programme sur **chaque composante environnementale**.

Dimensions	Composantes environnementales	Niveau d'enjeu	N° PR 1.1 OS 1.1	N° PR 1.2 OS 1.2	N° PR 1.3 OS 1.3	N° PR 2.1 OS 2.1	N° PR 2.2 OS 2.2	N° PR 2.3 OS 2.5	N° PR 2.4 OS 2.6	N° PR 2.5 OS 2.7	N° PR 4.1 OS 4.2	N° PR 4.2 OS 4.4	N° PR 4.3 OS 4.5	Total
Patrimoines naturels	Biodiversité et zonages environnementaux	4,2	0	0	0	-3	0	0	23	0	0	0	0	20
	Patrimoines naturels	4,75	0	0	0	-3	0	-9	23	0	0	0	0	11
	Continuités écologiques	4,3	0	0	0	0	0	18	25	0	0	0	0	43
Ressources naturelles	Forêts	4	0	0	0	0	0	0	23	0	0	0	0	23
	Eau et milieux aquatiques	5,25	-3	0	-3	-3	-9	18	14	-3	0	0	0	11
	Sols, sous-sols et espaces	5,5	3	0	3	-3	0	18	-4	-3	-3	0	0	11
Santé - Environnement et risques	Déchets	4,6	9	0	6	6	12	0	0	6	0	0	0	42
	Qualité de l'air	3	0	0	0	-3	0	-18	5	3	0	0	0	-10
	Nuisances	4	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	8
	Risques naturels	2	-1,5	0	0	-1,5	-1,5	-6	-4	0	0	0	0	-14,5
Paysages et cadre de vie	Risques technologiques	4,5	-3	0	-3	0	0	-3	3	0	0	0	0	-6
	Patrimoines paysagers	3	-3	0	-3	0	0	-9	-3	0	0	0	0	-18
	Patrimoines bâtis et architecturaux	6	1,5	0	3	9	9	18	-1	3	-3	0	0	45,5
Climat et énergie	Energie	5,5	4,5	0	6	12	18	9	17	6	0	0	0	78,5
	Atténuation et adaptation au changement climatique													
Total			7,5	18	9	10,5	28,5	36	129	12	-6	0	0	



## 8.4. Evaluation des incidences sur les zones Natura 2000 (Partie 5.3)

Il s'est agi :

1. D'analyser, vis-à-vis des objectifs de conservation du ou des sites de la zone d'influence du programme, les **incidences de la mise en œuvre du programme sur les espèces et habitats d'intérêt communautaire** ayant justifié la désignation du ou des sites en question ;
2. De conclure sur le **caractère significatif des incidences de la mise en œuvre du programme** au regard de l'intégrité des sites Natura 2000 et de la cohérence du réseau Natura 2000 dans sa globalité ;
3. De proposer des **mesures ERC** qui seront soumises au comité de pilotage pour intégration au plan d'action.

Toutefois, le PR 2021-2027 d'Île-de-France proposé s'articule en trois objectifs politiques qui se déclinent chacun en objectifs spécifiques. Les projets qui seront sélectionnés devront répondre à ces derniers mais ils ne sont pas identifiés à ce jour. De fait, leurs localisations géographiques sur, à proximité ou en dehors de zones Natura 2000, ne sont pas connues. Aussi, l'analyse des incidences du PR sur les zones Natura 2000 ne peut être que globale et devra être étayée lors de la définition de chaque projet au travers d'études spécifiques.

## 8.5. Présentation des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (Partie 6)

Les mesures ERC proposées par le prestataire cherchent à proposer des alternatives aux effets négatifs identifiés lors de la mise en œuvre du programme. Pour la plupart, il ne s'agit pas d'abandonner les actions prévues, mais de favoriser les projets comportant le moins d'incidences négatives, voire intégrant la dimension environnementale comme une composante à part entière des projets.

Dans le cadre des itérations réalisées avec l'Autorité de Gestion, ont ainsi été proposées et adoptées un certain nombre de conditions favorisant à intégrer aux règlements des appels à projets, visant à favoriser les projets vertueux d'un point de vue environnemental sur les projets ne prévoyant aucune mesure d'atténuation de leurs impacts potentiels.

**Illustration.** Extrait d'un tableau de suivi des itérations réalisé lors de l'évaluation environnementale

Commentaire	Niveau de prise en compte de la Région	Commentaire de la Région
<p>Le PR prévoit des actions d'extension et aménagement des principaux centres de recherche régionaux qui pourraient se traduire par des impacts notables sur certaines composantes environnementales. L'avis de l'évaluateur est que, si le PR devait finalement soutenir ce type d'actions, des critères de conditionnalité devront être envisagés. La prise en compte des impacts visuels affectant le patrimoine bâti et paysager de la région et des possibles risques industriels qu'une mauvaise insertion des infrastructures dans le tissu urbain pourrait entraîner devra être assurée par le biais de la réalisation d'études préalables à la création ou à l'extension de ces infrastructures.</p> <p>L'intégration de critères de sélection / condition favorisante pourrait <i>in fine</i> se traduire par une diminution des impacts environnementaux probables identifiés au moment de l'analyse des incidences.</p>	<p>Prise en compte : condition favorisante environnementale ajoutée – Transmission de l'avis de l'autorité environnementale</p>	<p>Dans le cadre de travaux, d'extension ou de construction d'équipement, une analyse d'impact environnementale est obligatoire.</p> <p>Lors de l'instruction des demandes de subvention, l'avis de l'autorité environnementale ou preuve que la demande a été réalisée à l'autorité environnementale dans les 2 mois (silence vaut acceptation) sera transmis par les porteurs de projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Si avis positif : bonus dans le rapport d'instruction</li> <li>✓ Si avis négatif : malus dans le rapport</li> </ul> <p>Rendre obligatoire la transmission de l'avis de l'autorité environnementale pour les opérations au-dessus d'un certain seuil de subvention (seuil défini ultérieurement)</p>

## 9. ANNEXES

### Annexe 1 : Liste des sites Natura 2000 en région Île-de-France

<https://inpn.mnhn.fr/site/natura2000/listeSitesRechercheCroise>



#### LISTE DES SITES NATURA 2000

Type	Code	Nom	Superficie (ha)	Date création
SIC	FR1100795	Massif de Fontainebleau	28063	31/03/2001
SIC	FR1100796	Forêt de Rambouillet	1988	31/10/1995
SIC	FR1100797	Coteaux et boucles de la seine	1414.83	31/10/1995
SIC	FR1100798	La Bassée	1403	30/09/1998
SIC	FR1100799	Haute vallée de l'Essonne	971	30/11/2005
SIC	FR1100800	Pelouses calcaires de la haute vallée de la Juine	103	31/10/1995
SIC	FR1100801	Basse vallée du Loing	76.84	31/10/1995
SIC	FR1100802	Pelouses calcaires du gâtinais	310	30/04/2003
SIC	FR1100803	Tourbières et prairies tourbeuses de la forêt d'Yveline	818.62	31/10/1995
SIC	FR1100805	Marais des basses vallées de la Juine et de l'Essonne	397	31/12/1994
SIC	FR1100806	Buttes gréseuses de l'Essonne	24.56	31/10/1995
SIC	FR1100810	Champignonnières d'Etampes	1	31/10/1995
SIC	FR1100812	L'Yerres de sa source à Chaumes-en-Brie	18	30/09/1998
SIC	FR1100814	Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin	3589	31/10/1995
SIC	FR1100819	Bois de Vaires-sur-Marne	96.63	30/09/1998
SIC	FR1102004	Rivière du dragon	24.26	30/11/2005
SIC	FR1102005	Rivières du Loing et du Lunain	400	30/11/2005
SIC	FR1102006	Bois des réserves, des usages et de Montgé	863	30/11/2005
SIC	FR1102007	Rivière du Vannetin	63.3	30/11/2005
SIC	FR1102008	Carrière de Mocpoix	3.8	30/11/2005
SIC	FR1102009	Carrière de Darvault	27.05	30/11/2005
SIC	FR1102013	Carrière de Guerville	79.89	30/11/2005

## Annexe 2 : Formulaire d'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000

<b>FORMULAIRE D'ÉVALUATION SIMPLIFIÉE DES INCIDENCES NATURA 2000</b>  <b>Pièce du dossier de demande d'autorisation ou de déclaration à fournir au service instructeur lors du dépôt de la demande</b>	
--	---

(Cadre de la procédure : articles [R414-19 à R 414-26 du Code de l'environnement](#))

Le présent formulaire est à remplir par le porteur de projet et à joindre au dossier de demande de déclaration ou d'autorisation administrative. Après analyse, le service instructeur délivrera l'autorisation requise ou demandera des compléments d'information.

Ce formulaire constitue le premier niveau de l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000. Il permet de répondre à la question préalable suivante : **le projet est-il susceptible d'avoir une incidence sur un site Natura 2000 ?**

Ce formulaire est organisé en **2 étapes** :

- **1<sup>er</sup> étape** : présentation du projet et recensement des incidences potentielles
- **2<sup>ème</sup> étape** : état des lieux écologique et analyse des incidences potentielles

**Attention** : Si à l'une ou l'autre de ces étapes il est possible de conclure que le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence sur un site Natura 2000, alors le présent formulaire constituera le dossier d'évaluation des incidences Natura 2000. En revanche, **si l'incidence du projet ne peut être exclue, une évaluation des incidences plus approfondie devra être réalisée** (évaluation complète conformément à l'article R 414-23 du code de l'Environnement).

L'information disponible pour remplir le formulaire : cf. annexe « Où trouver l'information sur Natura 2000 ? ».

### Coordonnées du porteur de projet :

Nom (personne morale ou physique) : .....  
Adresse : .....  
Commune et département : .....  
Téléphone : ..... Fax : .....  
Portable : .....  
Email : .....

Nom du projet : .....



Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent. La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable et sachant que la conservation d'aires protégées et de la biodiversité présente également un intérêt économique à long terme.



## ETAPE 1 Description du projet et recensement des incidences potentielles

Joindre si nécessaire une description détaillée du projet sur papier libre en complément de ce formulaire.

### a. Nature du projet

Préciser le type de projet envisagé (exemple : canalisation d'eau, création d'un pont, mise en place de grillages, curage d'un fossé, drainage, création de digue, abattage d'arbres, création d'un sentier, manifestation sportive, etc.).

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

### b. Localisation du projet

Joindre **dans tous les cas** une carte de localisation précise du projet, de la manifestation ou de l'intervention (emprises temporaires et définitive, chantier, accès etc.) sur une photocopie de carte IGN au 1/25 000<sup>ème</sup> et un plan descriptif du projet (plan de masse, plan cadastral, etc.).

Un fond de carte détaillé peut être obtenu sur le site internet de la DREAL Midi-Pyrénées (cf données disponibles en annexe).

Commune(s) : .....

Lieu-dit : .....

Code postal : .....

### c. Étendue du projet

(à renseigner si ces informations ne sont pas déjà fournies par ailleurs dans le dossier).

- Emprise au sol temporaire de l'implantation ou de la manifestation (si connue) : ..... (m2)
- Emprise au sol permanente de l'implantation ou de la manifestation (si connue) : ..... (m2)
- Longueur (si linéaire impacté) : ..... (m.)
- Emprises en phase chantier : ..... (m.)
- Aménagement(s) connexe(s) :

Préciser si le projet génèrera des aménagements connexes. Si oui, décrire succinctement ces aménagements.

*Exemples : voiries et réseaux divers, parking, zone de stockage, coupe, défrichement, arrachage, remblai, terrassement, village de tentes, tribunes, WC/sanitaires, traitement chimique, etc..*

*Pour les manifestations sportives ou de loisirs : infrastructures permanentes ou temporaires nécessaires, logistique, nombre de personnes attendues....).*

.....  
.....  
.....  
.....

### d. Période et durée envisagées des interventions

Période prévue :

Durée envisagée :

Activité ☐ diurne ☐ nocturne

Phasage (préciser le déroulement des travaux ou de la manifestation) :

.....  
.....  
.....  
.....

☐ Le projet est situé en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000 (indiquer l'emplacement du projet sur un plan détaillé à l'échelle du site)

Site : ..... (n° de site : FR.....)

☐ Le projet est situé hors site(s) Natura 2000. A quelle distance du(es) site(s) le plus proche(s) ?

(n° de site : FR.....)

À ..... (m ou km) du site le plus proche : .....

(n° de site : FR.....)

*Selon les cas, un projet peut avoir une influence sur une zone plus étendue que la seule emprise du projet. Cette zone d'influence dépend à la fois de la nature du projet et des milieux naturels environnants.*

Les incidences d'un projet sur son environnement peuvent être plus ou moins étendues (rejets dans le milieu aquatique, bruit, poussières...). La zone d'influence est en général plus étendue que la zone d'implantation.

- ☐ Destruction de milieux naturels (haies, prairies, ...)
- ☐ Dérangement des espèces (zone d'alimentation, de reproduction, de repos)
- ☐ Coupure de la continuité des déplacements des espèces
- ☐ Rejets dans le milieu aquatique (eau pluviale, eaux usées, ...)
- ☐ Vibrations, bruits
- ☐ Poussières (pistes de chantier, circulation, ...)
- ☐ Stockage de déchets
- ☐ Héliportage
- ☐ Pollutions prévisibles (utilisation de produits chimiques...) (si oui, de quelle nature ?)

☐ Autres atteintes prévisibles, lesquelles :

☐ Pas d'atteinte prévisible

Exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une influence sur un ou plusieurs sites Natura2000 :

=====

*Il est de la responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences de son projet.*

☐ **A ce stade, compte tenu de la nature, de la localisation et des influences potentielles du projet, il est possible de conclure que le projet n'est manifestement pas susceptible d'avoir un effet notable sur le(s) site(s) Natura 2000** (absence de destruction d'habitat naturel, de dérangement, de source de pollution, ...).

→ Ce formulaire, accompagné des documents demandés, est joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service attributaire.

**OU**

☐ **A ce stade, il n'est pas possible de conclure à l'absence évidente d'effet notable sur le(s) site(s) Natura 2000.**

→ L'analyse doit se poursuivre à l'étape 2.

A (lieu) :

Signature :

Le (date) :



## ETAPE 2 État des lieux écologique et analyse des incidences potentielles du projet

**A compléter obligatoirement pour tout projet situé à l'intérieur d'un site Natura2000, ou en cas d'incidence potentielle relevée au cours de l'étape 1.**

*Renseigner la partie suivante en contactant l'animateur du site Natura 2000 dont les coordonnées figurent en annexe, ou en se référant au document d'objectifs du site Natura 2000 concerné, à sa cartographie des habitats naturels et des habitats d'espèces. Les liens vers les sources de données disponibles sont fournis en annexe.*

*Cet état des lieux écologique porte sur le périmètre du projet et la zone pouvant être impactée. Il permettra de déterminer les incidences prévisibles du projet.*

**a. Incidences potentielles du projet sur les habitats naturels d'intérêt communautaire, ainsi que sur les espèces animales et végétales d'intérêt communautaire et leurs habitats.**

TYPE D'HABITAT NATUREL d'intérêt communautaire (cité dans le FSD ou le DOCOB)	Code de l'habitat	Présent sur la zone d'implantation du projet (O/N)	Présent sur la zone d'influence du projet (O/N) distance ?	Risque de détérioration/destruction de l'habitat (O/N) totale ou partielle ?

NOM DE L'ESPECE (FAUNE OU FLORE) d'intérêt communautaire (cité dans le FSD ou le DOCOB)	Présent sur la zone d'implantation du projet (O/N)	Présent sur la zone d'influence du projet (O/N) distance ?	Risque de destruction ou de dérangement de l'espèce (O/N)	Risque de détérioration ou de destruction de l'habitat d'espèce (O/N) totale ou partielle ?



**b. Description sommaire des incidences avérées ou possibles aux différentes phases du projet (installation, déroulement et conséquences du projet) :**

- Destruction ou détérioration d'habitats naturels d'intérêt communautaire (type et surface) :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

- Destruction d'espèces d'intérêt communautaire (lesquelles et nombre d'individus) :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

- Perturbation d'espèces d'intérêt communautaire (reproduction, repos, alimentation, ...) :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

- Destruction ou détérioration d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire (type et surface):

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

*Afin de faciliter l'instruction du dossier, il est fortement recommandé de fournir quelques photos du site (possibilité de photos numériques). Préciser ici la légende de ces photos et reporter leur numéro sur la carte de localisation.*

Photo 1 : .....

Photo 4 : .....

Photo 2 : .....

Photo 5 : .....

Photo 3 : .....

Photo 6 : .....

**c. Conclusion**

*Exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une influence sur un ou plusieurs sites Natura2000 :*

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

*Il est de la responsabilité du porteur de projet de conclure sur l'absence ou non d'incidences de son projet.*

**Le projet est-il susceptible d'avoir une incidence sur Natura 2000 ?**

☐ **NON** : → Ce formulaire, accompagné des documents demandés, est joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service attributaire.

☐ **OUI** : → **l'évaluation d'incidences doit se poursuivre.** Un dossier d'évaluation complète des incidences devra être réalisé selon le contenu décrit à l'article R414-23 du code de l'environnement. Ce dossier sera joint à la demande d'autorisation ou à la déclaration, et remis au service attributaire.

A (lieu) :

Signature :

Le (date) :

## ANNEXE

### Où trouver l'information sur Natura2000 ?

- Le portail du réseau Natura2000 – Recherche géographique des sites Natura2000  
<http://natura2000.fr>
- Les données environnementales de la DREAL Midi-Pyrénées :  
<http://www.midi-pyrenees.developpement-durable.gouv.fr/les-donnees-de-la-dreal-r1958.html>
- La base de données Natura2000 et le FSD sur le site du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) :  
<http://inpn.mnhn/isb/naturaNew/searchNatura2000.jsp>
- Les documents d'objectifs (DOCOB) disponibles sur le site de la DREAL Midi-Pyrénées :  
<http://www.midi-pyrenees.developpement-durable.gouv.fr/acces-territorial-a-la-donnee-r2203.html>
- Les cahiers d'habitats :  
<http://natura2000.environnement.gouv.fr/habitats/cahiers.html>
- L'information auprès des opérateurs / animateurs des sites Natura2000 du Gers ou de la DDT :

Site « Vallée et coteaux de la Lauze » FR7300897	ADASEA du Gers Maison de l'agriculture Route de Mirande 32000 AUCH Tel 05.62.61.79.50 <a href="mailto:aurelie.belveze@adasea.net">aurelie.belveze@adasea.net</a> <a href="mailto:claire.lemouzy@adasea.net">claire.lemouzy@adasea.net</a>
Site « Coteaux de Lizet et de l'Osse vers Montesquiou » FR7300893	
Site « Etangs d'Armagnac » FR7300891	
Site « Vallée de l'Adour » FR 7300889	Institution Adour Maison de l'eau 32160 Jû-Belloc 05.62.08.35.98 <a href="mailto:natura.adouramont@orange.fr">natura.adouramont@orange.fr</a>
Site « La Gélise » FR7000741	Syndicat Mixte du Pays d'Albret Cente Haussmann 10, place Aristide Briand 47600 NERAC 05.53.97.43.83 <a href="mailto:birkly.albret@gmail.com">birkly.albret@gmail.com</a>
Site « Réseau hydrographique du Midou-Ludon » FR7200806	DDT du Gers 19 place du foirail 32000 AUCH 05.62.61.46.46

- L'information auprès de la Direction Départementale des Territoires du Gers  
19 place de l'ancien foirail – 32000 AUCH – 05.62.61.46.46  
<http://www.gers.developpement-durable.gouv.fr/>

## Annexe 3 : Liste nationale des projets soumis à l'évaluation d'incidences Natura 2000 (Article R414-19)

Source : [Legifrance.gouv.fr](http://Legifrance.gouv.fr)

### Code de l'environnement

Partie réglementaire

Livre IV : Faune et flore

Titre Ier : Protection de la faune et de la flore

Chapitre IV : Conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages

Section 1 : Sites Natura 2000

Sous-section 5 : Dispositions relatives à l'évaluation des incidences Natura 2000

### Article R414-19

Modifié par Ordonnance n°2010-462 du 6 mai 2010 - art. 1

**I.- La liste nationale des documents de planification, programmes ou projets ainsi que des manifestations et interventions qui doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 en application du 1° du III de l'article L. 414-4 est la suivante :**

1° Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale au titre du I de l'article L. 122-4 du présent code et de l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme ;

2° Les cartes communales prévues aux articles L. 124-1 et suivants du code de l'urbanisme, lorsqu'elles permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements soumis aux obligations définies par l'article L. 414-4 ;

3° Les travaux et projets devant faire l'objet d'une étude ou d'une notice d'impact au titre des articles L. 122-1 à L. 122-3 et des articles R. 122-1 à R. 122-16 ;

4° Les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-11 ;

5° Les projets de création ou d'extension d'unités touristiques nouvelles soumises à autorisation en application de l'article L. 145-11 du code de l'urbanisme ;

6° Les schémas des structures des exploitations de cultures marines prévus par le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;

7° Les documents départementaux de gestion de l'espace agricole et forestier prévus par l'article L. 112-1 du code rural et de la pêche maritime ;

8° Les travaux, constructions ou installations soumis aux autorisations prévues par les dispositions du 1° et du 2° du I de l'article L. 331-4, des articles L. 331-5, L. 331-6, L. 331-14, L. 332-6, L. 332-9, L. 341-7 et L. 341-10 ;

9° Les documents de gestion forestière mentionnés aux a ou b de l'article L. 4 du code forestier et portant sur des forêts situées en site Natura 2000, sous réserve des dispenses prévues par l'article L. 11 du code forestier ;

10° Les coupes soumises au régime spécial d'autorisation administrative de l'article L. 222-5 du code forestier pour les forêts localisées en site Natura 2000 ;

11° Les coupes soumises à autorisation par l'article L. 10 du code forestier pour les forêts localisées en site Natura 2000 et par l'article L. 411-2 du code forestier pour les forêts localisées en site Natura 2000 qui ne font pas l'objet d'un document de gestion bénéficiant d'une dispense au titre du g de l'article L. 11 de ce code ;

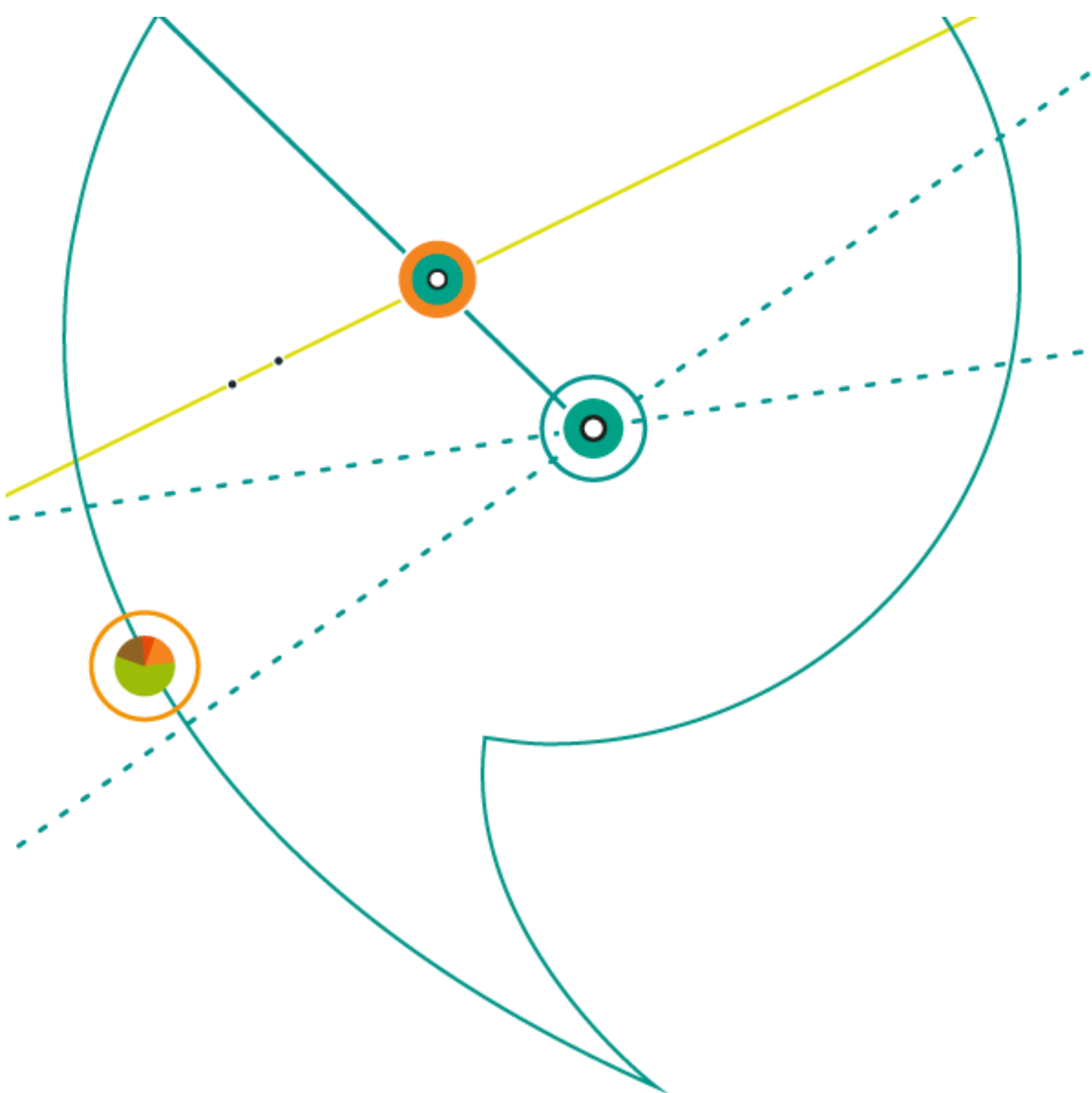
- 12° Les coupes de plantes aréneuses soumises à autorisation par l'article L. 431-2 du code forestier, lorsqu'elles sont localisées en site Natura 2000 ;
- 13° Les délimitations d'aires géographiques de production prévues à l'article L. 641-6 du code rural et de la pêche maritime, dès lors que ces aires sont localisées en site Natura 2000 et qu'elles concernent une production viticole ;
- 14° Les traitements aériens soumis à déclaration préalable prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5 mars 2004 relatif à l'utilisation par voie aérienne de produits mentionnés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime, à l'exception des cas d'urgence ;
- 15° La délimitation des zones de lutte contre les moustiques prévues à l'article 1er du décret n° 65-1046 du 1er décembre 1965 modifié pris pour l'application de la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques ;
- 16° L'exploitation de carrières soumise à déclaration et visée aux points 5 et 6 de la rubrique 2510 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 dès lors qu'elles sont localisées en site Natura 2000 ;
- 17° Les stations de transit de produits minéraux soumises à déclaration et visées au point 2 de chacune des rubriques 2516 et 2517 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, dès lors que ces stations sont localisées en site Natura 2000 ;
- 18° Les déchèteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers soumises à déclaration et visées au point 2 de la rubrique 2710 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 dès lors que ces déchèteries sont localisées en site Natura 2000 ;
- 19° Les travaux prévus dans la procédure d'arrêt de travaux miniers soumise à déclaration au titre de l'article 91 du code minier, pour les installations concernant des substances mentionnées à l'article 2 du code minier et le stockage souterrain mentionné à l'article 3-1 du code minier, dès lors que ces installations sont localisées en site Natura 2000 ; en cas de disparition ou de défaillance du responsable des installations, les travaux prescrits par l'autorité administrative, au-delà de la période de validité d'un titre minier, sont également soumis à évaluation des incidences sur le ou les sites Natura 2000 où les installations sont localisées, à l'exception des travaux réalisés en situation d'urgence ou de péril imminent ;
- 20° Le stockage ou dépôt de déchets inertes soumis à autorisation en application des articles L. 541-30-1 et R. 541-65, lorsqu'il est localisé en site Natura 2000 ;
- 21° L'occupation d'une dépendance du domaine public d'une personne publique soumise à autorisation au titre de l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques lorsque la dépendance occupée est localisée, en tout ou partie, en site Natura 2000 ;
- 22° Les manifestations sportives soumises à autorisation ou déclaration au titre des articles L. 331-2 et R. 331-6 à R. 331-17 du code du sport, pour les épreuves et compétitions sur la voie publique, dès lors qu'elles donnent lieu à délivrance d'un titre international ou national ou que leur budget d'organisation dépasse 100 000 € ;
- 23° L'homologation des circuits accordée en application de l'article R. 331-37 du code du sport ;
- 24° Les manifestations sportives soumises à autorisation au titre des articles R. 331-18 à R. 331-34 du code du sport, pour les manifestations de véhicules terrestres à moteur organisées en dehors des voies ouvertes à la circulation publique ; les manifestations qui se déroulent exclusivement sur des circuits homologués après évaluation des incidences Natura 2000 réalisée en application du 23° sont dispensées d'une évaluation des incidences ;
- 25° Les rassemblements exclusivement festifs à caractère musical soumis à déclaration au titre de l'article 23-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
- 26° Les manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif soumises à déclaration en application de l'article R. 331-4 du code du sport ;
- 27° Les manifestations nautiques en mer soumises à déclaration dans des conditions fixées par arrêté des ministres chargés de la mer et des sports dès lors qu'elles donnent lieu à délivrance d'un titre international ou national ou que leur budget d'organisation dépasse 100 000 € ou dès lors qu'elles concernent des engins motorisés ;

28° Les manifestations aériennes de grande importance soumises à autorisation en application des articles L. 133-1 et R. 131-3 du code de l'aviation civile ;

29° Les installations classées soumises à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement, dès lors que ces installations sont localisées en site Natura 2000.

**II.- Sauf mention contraire, les documents de planification, programmes, projets, manifestations ou interventions listés au I sont soumis à l'obligation d'évaluation des incidences Natura 2000, que le territoire qu'ils couvrent ou que leur localisation géographique soient situés ou non dans le périmètre d'un site Natura 2000.**





Votre correspondant pour cette mission : **Raphaël BOTTI**

[botti@teriteo.fr](mailto:botti@teriteo.fr)

09 72 15 89 61